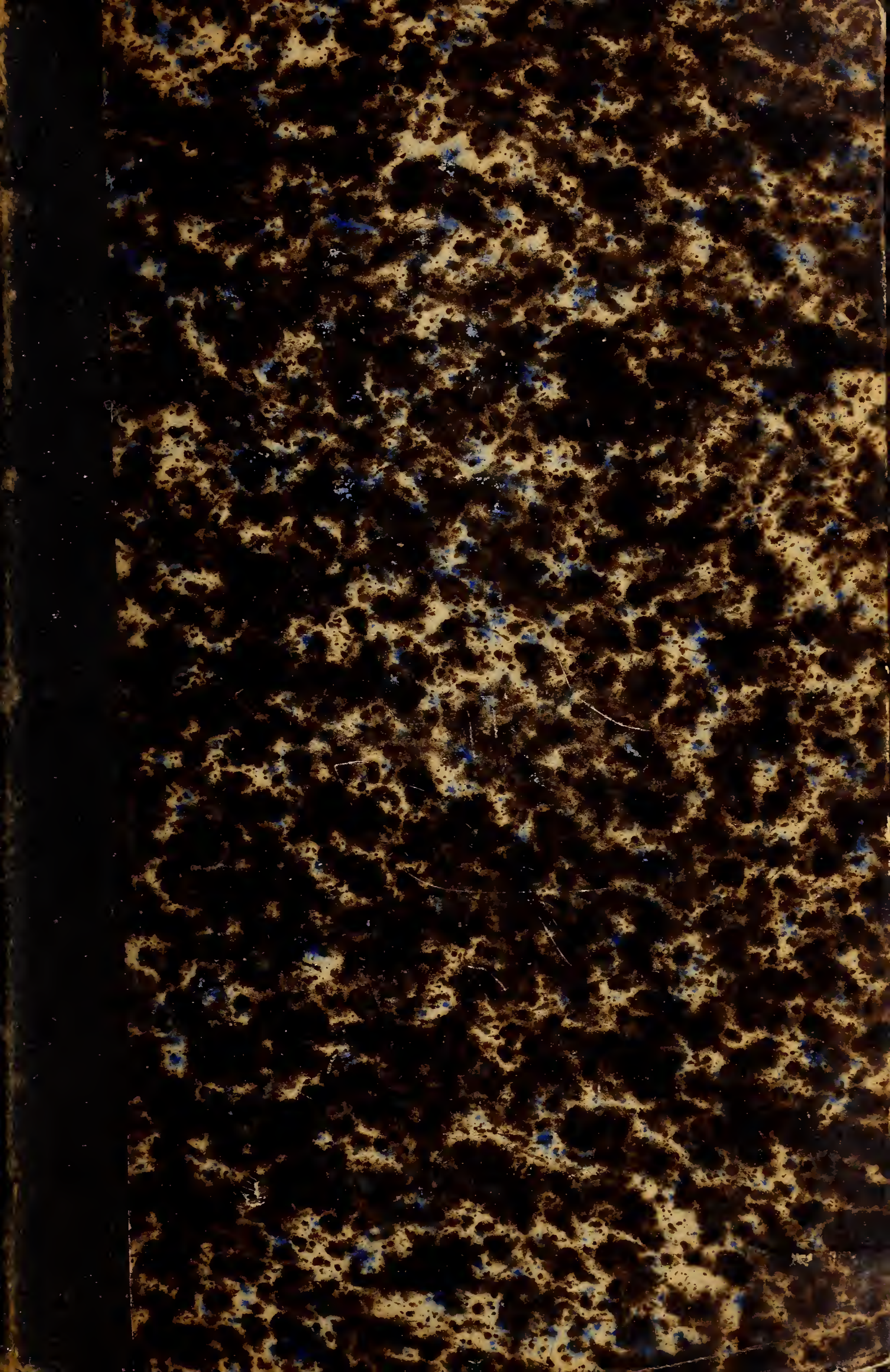
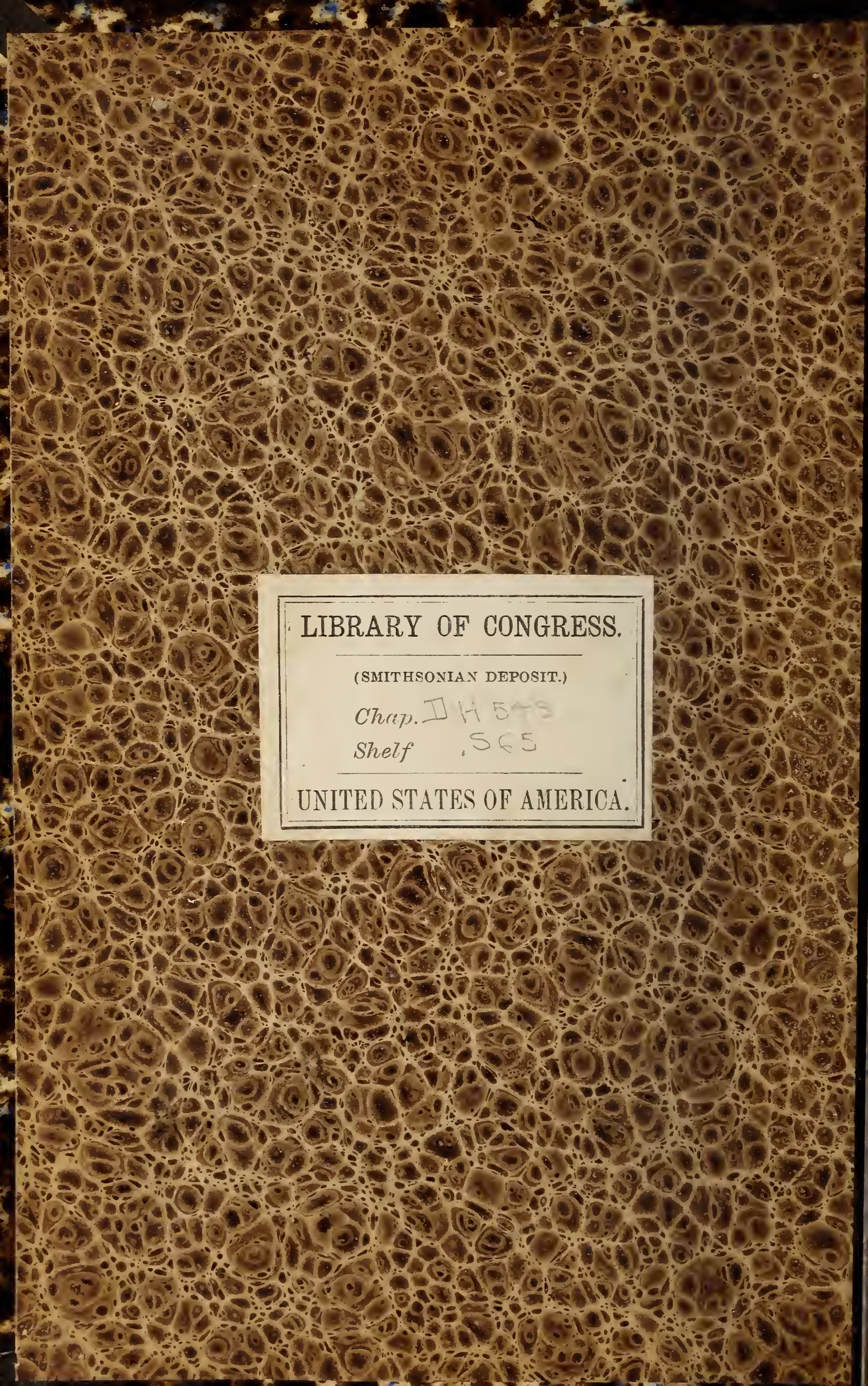
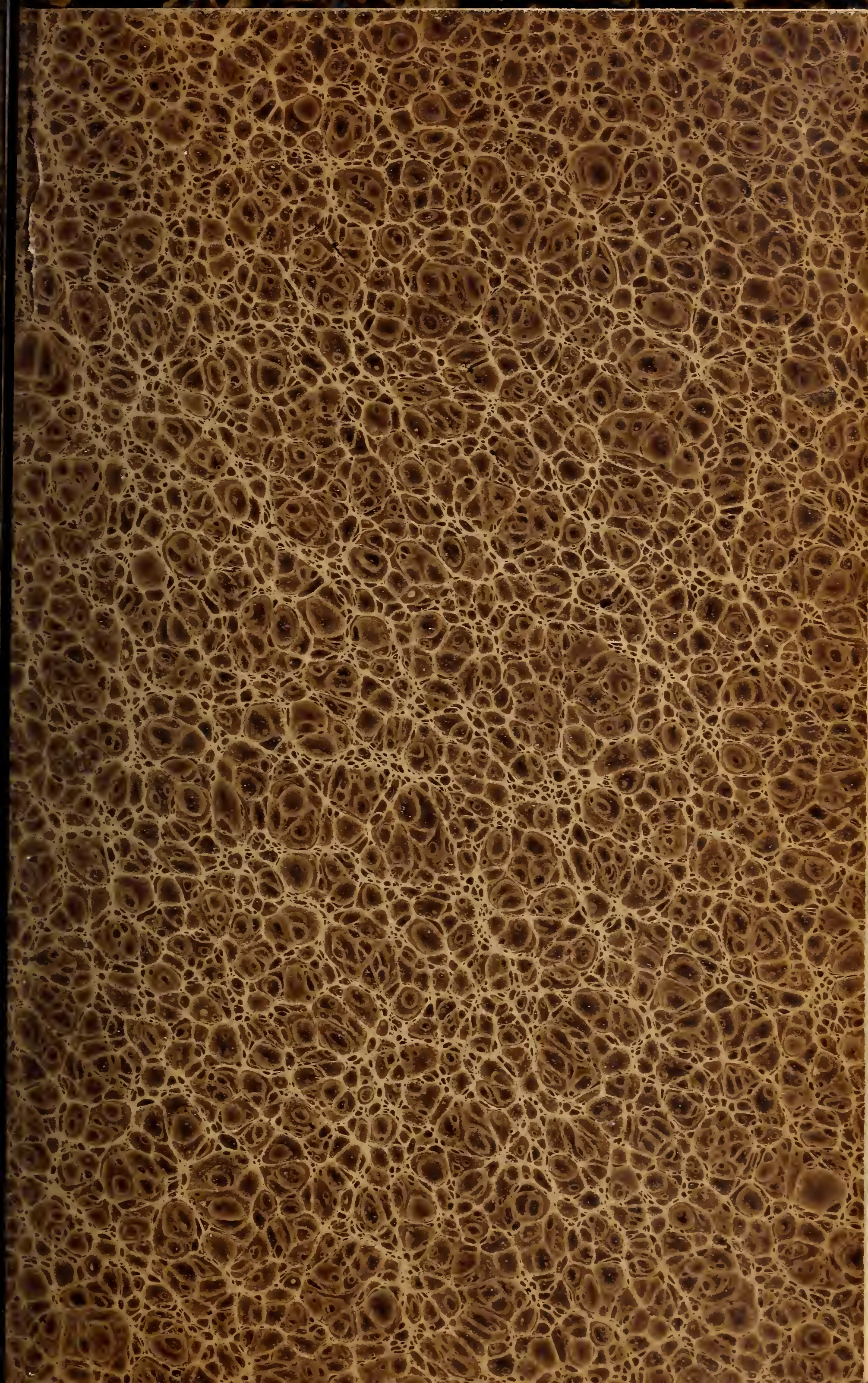




LIBRARY OF CONGRESS.
(SMITHSONIAN DEPOSIT.)
Chap. DH 549
Shelf .S65
UNITED STATES OF AMERICA.



HISTOIRE ABRÉGÉE

DES GUERRES

DES PAYS-BAS.

HISTOIRE ABRÉGÉE
DES GUERRES

DONT

LES PAYS-BAS

ET

PARTICULIÈREMENT LA BELGIQUE

ONT ÉTÉ LE THÉATRE, DEPUIS LE TRAITÉ DES PYRÉNÉES, EN 1659, JUSQU'A CELUI DE PARIS, EN 1815;

Avec des réflexions politiques et militaires.

PAR LE COLONEL

SIR JAMES CARMICHAEL-SMYTH,

Aide-de-camp de S. M. Britannique, commandant-ingénieur à l'armée anglaise de Belgique, en 1814 et 1815.

Ouvrage traduit de l'anglais

PAR

E. LAGRANGE,

CAPITAINE DU GÉNIE AU SERVICE DE S. M. LE ROI DES BELGES.

Diù magnum inter mortalis certamen fuit, vine corporis, an virtute animi res militaris magis procederet.—Posteà verò quàm in Asiâ Cyrus, in Græciâ Lacedæmonii et Athenienses, cœpere urbes, atque nationes subigere, lubidinem dominandi caussam belli habere, maxumam gloriam in maxumo imperio putare; tùm demùm periculo, atque negotiis compertum est in bello plurimùm ingenium posse. — (Sallustii *bellum Catilinarium*).

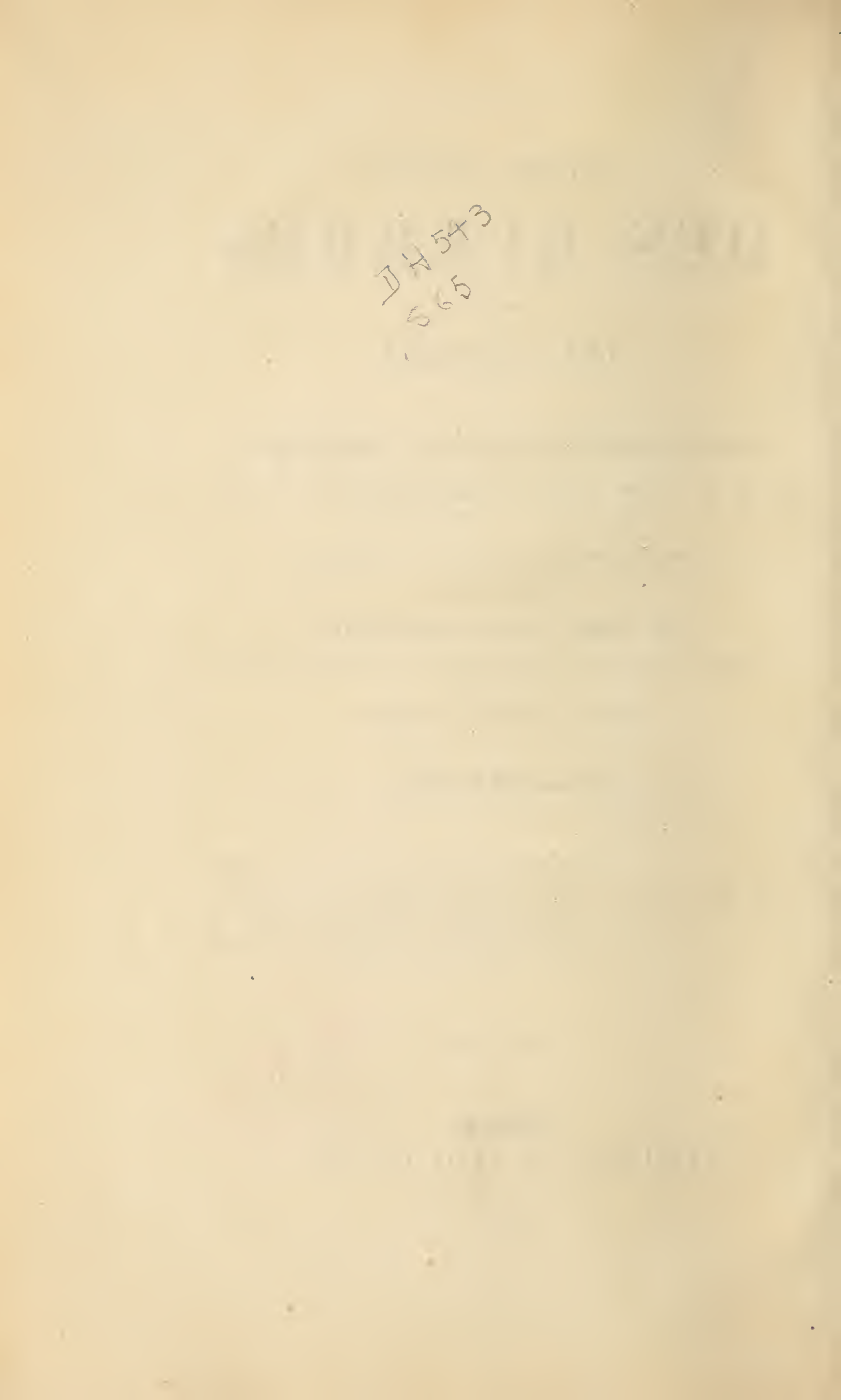


LIÉGE.

IMPRIMERIE DE FÉLIX OUDART,

Rue du Crucifix, 10.

1843


DH543
S65

PRÉFACE DU TRADUCTEUR.

Pendant la durée des deux siècles qui ont précédé 1830, la Belgique a subi successivement la domination espagnole, autrichienne, française et hollandaise. Dans tous les temps, les étrangers se sont disputé la possession de notre sol et nos riches provinces ont été l'arène où se sont vidées la plupart des grandes querelles de l'Europe. A partir de l'année 1667, époque de la première invasion des Pays-Bas espagnols par Louis XIV, les armées de France ont, à sept différentes reprises, foulé notre territoire. Les Espagnols, les Autrichiens, les Anglais, les Hollandais, avec d'autres nations coalisées, accourus ensemble ou tour à tour pour s'opposer à ces irruptions, ont ensanglanté nos plaines, en combattant les agresseurs. L'épouvantable catastrophe de Waterloo a couronné cette série de luttes que les puissances européennes n'ont

presque point cessé de renouveler dans notre pays. Plus de vingt batailles y ont été livrées pendant le court espace d'un siècle et demi : Seneffe, Walcourt, Fleurus, Steinkerke, Neerwinde, Eckeren, Ramillies, Audenarde, Wynendale, Malplaquet, Fontenoy, Rocour, Lawfeld, Hondschooten, Jemmapes, Ligny, Waterloo. Que de scènes imposantes la guerre a fait éclater en Belgique! que d'utiles leçons l'histoire de ces faits n'offre-t-elle pas aux militaires belges! que d'actions mémorables à méditer, sur le théâtre même où elles se sont accomplies! Durant cette même période de cent cinquante ans, il n'est aucune de nos nombreuses forteresses qui n'ait été prise et reprise plusieurs fois. Toutes nos frontières ont été attaquées et défendues l'une après l'autre; d'incroyables travaux ont été exécutés, pour créer des obstacles artificiels, là où la nature n'en a point donné contre l'invasion de nos provinces.

Mais, si l'étude de ces évènements présente de beaux exemples à suivre, de grandes fautes à éviter, d'autre part elle réveille de pénibles sentiments dans l'âme du lecteur belge qui aime véritablement sa patrie. Comment ne pas être profondément affligé, en voyant sans cesse nos campagnes ravagées, nos villes à la merci de garnisons étrangères, le sang et les trésors de la Belgique dissipés, pour servir l'ambition de quelque voisin puissant, ou pour garantir la sécurité des autres? Comment ne point s'indigner,

en songeant à l'égoïsme, à la dureté, à l'indifférence, avec lesquelles nos aïeux furent traités par des hommes qui ne connaissaient ni leurs mœurs, ni leurs coutumes, ni leur langage; qui mettaient en œuvre la violence et la corruption pour tirer d'eux les ressources dont ils avaient besoin pour le succès de leurs plans. Les Belges n'eurent jamais aucun intérêt réel dans ces guerres, et cependant on les voit toujours y prendre part, soit en recrutant les armées, soit en les nourrissant. Les généraux espagnols, autrichiens, anglais, hollandais, français, non seulement ne nous savaient nul gré de tant de sacrifices; mais, dans les rapports adressés à leurs cours, le nom des Belges n'était pas même mentionné; et si quelqu'un de nos concitoyens se distinguait, ses exploits étaient passés sous silence. Ceux-là seuls étaient cités qui, oubliant ce que les gens de cœur doivent à leur pays et se traînant honteusement à la remorque de l'étranger, édifiaient leur fortune privée sur les malheurs de la patrie. Les hostilités finies, on disposait de la Belgique, sans la consulter : on la déchirait, et tantôt les Hollandais soutenus par l'Angleterre, tantôt les Français s'adjugeaient des lambeaux de notre territoire, de l'intégrité duquel nos dominateurs espagnols ou autrichiens prenaient à peine quelque souci.

L'ouvrage dont nous livrons la traduction au public n'offre que le cadre des évènements militaires

survenus en Belgique depuis la prise des Pyrénées, en 1659. Toutefois, ce cadre est bien rempli, et n'omet rien d'essentiel; de la manière dont se trouvent disposés les nombreux objets qu'il embrasse, ressortent clairement, nous semble-t-il, les principes politiques et militaires sur lesquels il convient d'organiser la défense du territoire belge. On est frappé surtout du rôle important que nos forteresses ont rempli dans ces différentes guerres; de la facilité avec laquelle se sont accomplies les invasions de nos provinces, chaque fois que les places ont été ou en mauvais état d'entretien ou mal pourvues de troupes et de munitions; enfin, des embarras que les circonstances contraires ont opposé à la marche des agresseurs.

Ce livre a été publié pour la première fois en 1825, par conséquent sous l'empire, alors encore subsistant, des illusions qui avaient présidé à la création du royaume des Pays-Bas. Le lecteur ne doit pas oublier cette particularité. Elle lui donnera l'explication des vues erronées de l'auteur touchant l'ordre de choses qu'a renversé la révolution belge, en 1830. On peut voir à la fin du volume, dans la *note sur le royaume-uni des Pays-Bas*, qu'à cet égard, les erreurs sont presqu'aussi nombreuses que les assertions dans l'ouvrage du colonel Smyth.

Il est une autre particularité qu'il convient également de ne pas perdre de vue. Par un sentiment de pa-

triotisme naturel et légitime, sentiment que le citoyen belge devrait se graver au fond du cœur à l'égal des nations voisines, l'auteur, comme anglais, exalte, en toute occasion, le mérite des actes accomplis par les Anglais; peut-être même, pour le faire éclater davantage, met-il parfois dans l'ombre, à dessein, les exploits des alliés de l'Angleterre. Mais il n'est pas difficile, en tenant compte de cette tendance, de rétablir la vérité, et d'attribuer à chacun la part de gloire qui lui est réellement due. D'ailleurs, nourris comme nous le sommes, nous Belges, de la lecture des écrivains français, dont la tendance analogue, déguisée avec plus d'art a peut-être, par cela même plus d'empire, nous trouverons dans cet esprit de l'auteur anglais un contrepoids salutaire, propre à donner aux faits leur vrai jour, et à nous les faire saisir dans le sens suivant lequel ils pourront être d'une plus grande utilité pratique.

E. I.

PRÉFACE DE L'AUTEUR.

Au printemps de l'année 1814, une armée anglaise avait son quartier général à Bruxelles, et le gouvernement britannique, par suite d'une convention conclue avec les alliés, s'était chargé d'observer la frontière du côté de la France, entre la mer et la Meuse, jusqu'à ce que, dans un traité définitif, on eut décidé du sort des belles et riches provinces belges, déjà destinées, dans tous les cas, à ne plus rentrer sous la domination de la France. Vingt ans s'étaient écoulés depuis qu'on eût vu un soldat anglais en Belgique. Non seulement tout était nouveau pour nous, mais ayant été exclus du continent durant un si long laps de temps, on nous avait presqu'oubliés. Les Français avaient intérêt à nous déprécier comme hommes de guerre; nos anciens triomphes en Flandre, triomphes qu'il leur était impossible de nier, ils les attribuaient à l'incapacité et à l'ineptie des généraux de l'ancien régime en France, et nullement à la sagacité et aux talents d'un roi Guillaume ou d'un Marlborough.

A l'époque dont il s'agit, l'auteur de ce livre avait l'honneur d'occuper les importantes fonctions de

commandant-ingénieur de l'armée anglaise en Belgique. Sans autre connaissance préalable du pays que celle qu'il devait à des lectures générales, appelé inopinément, par sa position officielle, à parcourir et à examiner cette intéressante frontière, à dresser des rapports sur ses propriétés, et à en mettre les points principaux en état de défense, son service le conduisit naturellement et plus peut-être qu'aucun autre officier, à s'enquérir non seulement de ce qui s'était pratiqué dans les occasions antérieures, mais encore des situations relatives des forces belligérantes et des autres circonstances qui avaient pu, à diverses époques, influer sur le choix des positions particulières ou sur l'emplacement des différentes forteresses.

En se livrant à ces recherches, il a éprouvé de grandes difficultés par le manque d'un ouvrage tel que celui qu'il offre maintenant à ses compagnons d'armes et au public. Il existe une foule d'histoires et de mémoires relatifs aux campagnes qui ont eu lieu en Belgique; mais ces écrits sont, en général, non seulement très-diffus, mais restreints au récit des évènements d'une période déterminée, ou à l'histoire particulière d'une forteresse. Il est impossible qu'un tableau d'ensemble des guerres successives et des changements politiques qui en furent la conséquence, dans les provinces belges, pays où nos ancêtres et nous-mêmes nous avons recueilli tant

de gloire, ne présente beaucoup d'attrait aux lecteurs militaires de la Grande-Bretagne. A son tour, le public anglais, aujourd'hui mieux au fait que jadis des affaires de la guerre, et qui, par l'effet même de cette extension de ses connaissances, a dépouillé l'aveugle jalousie et l'aversion dont l'armée fut l'objet en d'autres temps; qui comprend à présent que pour être bon militaire il faut nécessairement être un bon citoyen et que l'on devient meilleur soldat à mesure que l'on acquiert plus de qualités comme homme; ce public, je l'espère, ne repoussera pas avec indifférence une histoire abrégée des guerres des Pays-Bas. Le dédain pour l'histoire militaire serait pardonnable, si l'on pouvait compter sur la paix et sur le repos perpétuels; mais, puisque la nature humaine porte le fort à spolier le faible, l'ambitieux à s'agrandir aux dépens de ses voisins, il est assurément du devoir de tout gentilhomme anglais de cultiver les sciences militaires, s'il aspire à prendre place dans les conseils de son pays, et s'il désire contribuer par ses efforts à en augmenter la prospérité.

L'auteur de ce livre a l'avantage de connaître assez bien les Pays-Bas, ainsi que les différentes forteresses et positions mentionnées dans son ouvrage; il a visité la plupart des champs de bataille qu'il décrit. Il a la conscience de n'avoir avancé aucun fait ni aucune opinion de la vérité desquels il n'eut une pleine

conviction. Cependant, comme il ne s'ensuit nullement que les choses doivent se montrer à tous les yeux, sous le même point de vue qu'aux siens, il est loin d'affirmer que ses opinions sont incontestables; seulement, il proteste de leur sincérité. Il a entrepris ce travail avec la certitude qu'il y avait là un but important à atteindre; et, si l'on trouve qu'il a manqué ce but, il essaiera de s'en consoler par la réflexion du poète :

Quem si non tenuit, magnis tamen excidit ausis.

HISTOIRE ABRÉGÉE

DES GUERRES DES PAYS-BAS.

INTRODUCTION.

Charlemagne mourut en 814. Son empire, de même que celui d'Alexandre, s'écroula après la mort du héros dont le génie et la valeur l'avaient créé. Les royaumes de France, de Germanie, de Lorraine, d'Italie, de Navarre et de Bourgogne se formèrent de ses ruines. Depuis, ces états ont subi diverses révolutions. Le royaume de Bourgogne, réuni en 1032 à l'empire Germanique, passa plus tard, comme duché, à la couronne de France, en 1361, sous le règne de Jean, le même qui fut fait prisonnier par le Prince Noir, à Poitiers. Jean transmit le duché de Bourgogne en apanage à son quatrième fils, Philippe-le-Hardi. Philippe-le-Hardi fut le fondateur de la seconde maison de Bourgogne, de la maison française, qui fleurit pendant 114 années. Durant cette période, les ducs de Bourgogne étendirent considérablement leurs possessions, soit par des mariages, soit par la conquête. Le dernier duc,

Charles-le-Téméraire, fut tué, sur le champ de bataille, en 1477, près de Nancy, par les Suisses, avec lesquels il était en guerre.

Indépendamment du duché de Bourgogne et de la Franche-Comté, héritages de son aïeul Philippe-le-Hardi, Charles-le-Téméraire possédait le royaume actuel des Pays-Bas tout entier (*); la contrée généralement connue sous le nom de Flandre française et la province d'Artois, qui font à présent partie de la France et, en outre, un grand nombre de villes et de fiefs situés sur la Somme et sur la Moselle.

Charles-le-Téméraire laissa une fille unique, connue dans l'histoire sous le nom de Marie de Bourgogne. Louis XI, qui régnait alors en France, témoigna le désir de la voir unie au Dauphin; mais Marie avait vingt ans lorsqu'elle perdit son père, et le Dauphin n'en avait que huit; les offres du roi de France furent rejetées, et Marie épousa Maximilien d'Autriche, qui plus tard devint empereur d'Allemagne. Louis s'empara du duché de Bourgogne, comme d'un fief, qui, selon lui, devait retourner à la couronne de France, par le défaut d'un héritier mâle. Il prit possession en même temps de la province d'Artois. Marie cependant apporta à la maison d'Autriche les riches et populeuses provinces des Pays-Bas, ainsi que la Franche-Comté.

Il est nécessaire de se rappeler l'existence de ce lien entre les Pays-Bas et les ducs de Bourgogne; parce que les historiens du temps, et même ceux d'une époque postérieure donnent fréquemment la désignation de Bourguignons à des armées composées de Flamands et d'autres habitants des

---

(*) Tel qu'il existait avant 1830. — (*Voyez la note* (1) *à la fin du volume*).

Pays-Bas. Il y a plus, les Pays-Bas eux-mêmes furent, pendant une certaine période, appelés *le cercle de Bourgogne*, et confiés, sous ce nom, à la protection de l'empire germanique.

Maximilien et Marie de Bourgogne eurent un fils, Philippe-le-beau; il épousa Jeanne, fille de Ferdinand et d'Isabelle d'Espagne. Philippe et Jeanne eurent deux fils, dont l'aîné, Charles, né à Gand, en 1500, hérita des Pays-Bas de son père et de l'Espagne de sa mère; et plus tard, après avoir été élu empereur d'Allemagne, à la mort de son aïeul Maximilien, devint le plus puissant monarque que l'Europe eût eu depuis Charlemagne.

Le règne de Charles-Quint forme une période brillante dans l'histoire des Pays-Bas : favorisant ceux au milieu desquels il avait été élevé, il choisit ses ministres et ses généraux principalement parmi ses compatriotes; ce fut même par son influence qu'Adrien d'Utrecht, qui avait été son précepteur, monta sur le trône papal.

Charles-Quint, après vingt années d'un règne fécond en événements, abdiqua la couronne en 1556, et se retira dans un monastère. Son fils Philippe devint roi d'Espagne, et succéda à son autorité dans les Pays-Bas; son frère Ferdinand fut élu empereur d'Allemagne.

Philippe II ne visita jamais les Pays-Bas, après son couronnement comme roi d'Espagne; ses maximes gouvernementales furent arbitraires à l'extrême et en désaccord complet avec les habitudes de liberté et avec les coutumes de la noblesse et du peuple de la Néerlande, où il ne commandait cependant qu'en sa qualité de duc de Brabant. Vers cette époque, la réforme gagnait considérablement du terrain : Philippe, aussi intolérant dans ses opinions religieuses qu'absolu dans ses principes politiques, résolut d'en arrêter les progrès par la force. Il envoya le duc d'Albe, en 1567,

gouverner les Pays-Bas en son nom, en appuyant son autorité par un corps de troupes espagnoles.

Le duc d'Albe signala le commencement de son administration , en faisant périr sur l'échafaud les comtes d'Egmont et de Horn, avec vingt-un des principaux seigneurs des Pays-Bas.Ces mesures violentes envenimèrent le mal; tous, catholiques et protestants se liguèrent contre le gouvernement espagnol. Le duc d'Albe fut rappelé; mais son autorité avait duré six années , pendant lesquelles il est accusé d'avoir fait tomber 18,600 têtes, par diverses exécutions. La conduite du duc d'Albe rend croyable ce que l'histoire raconte de Néron et de Domitien; elle montre aussi ce qu'un pouvoir sans frein, poussé par le fanatisme religieux, est capable de faire.

La guerre qui, par suite de ces événements, s'alluma dans les Pays-Bas , et qu'on peut dire avoir commencé , en 1568, par la bataille livrée à Winschote, dans la province de Groningue, entre les comtes de Nassau et d'Ahremberg, fut continuée avec fureur jusqu'en 1609, pendant une période de quarante-un ans; une trève de douze ans fut alors conclue, à La Haye. En 1621, la trève étant expirée, les hostilités recommencèrent, et se poursuivirent jusqu'à ce que la paix de Munster, après une nouvelle période de vingt-sept années de troubles, vint y mettre un terme.

Cette longue guerre, particulièrement dans la première période, fut marquée par des actes du plus sublime héroïsme; les plus énergiques passions de l'homme y furent mises en jeu, et, sous leur influence, s'accomplirent des choses qui commanderont à jamais l'étonnement et l'admiration. L'étude approfondie de l'histoire de ces guerres peut fournir une série de leçons également profitables à l'homme d'état et au militaire. La surprise de Bréda par les Hollandais ; la dé-

fense de cette même place contre Spinola; le passage à gué de l'Escaut entre Bergen-op-Zoom et Batz par les Espagnols; le siége et la défense d'Anvers ; la construction du fameux pont sur l'Escaut, près de Lillo , et nombre d'autres évènements semblables exciteront toujours le plus vif intérêt.

Mais l'objet de ce livre étant de faire voir comment la Belgique a été défendue contre les armées de la France, et de retracer les routes suivies par cette dernière puissance dans les invasions successives qu'elle a faites des provinces belges, les détails de la guerre mentionnée ci-dessus n'entrent pas dans le plan de notre ouvrage : ils se présentent sous une physionomie toute accidentelle, et sans liaison avec le système général de défense des Pays-Bas; et c'est pourquoi nous les passons sous silence comme étrangers au but que nous nous proposons. Il semble nécessaire toutefois d'en donner le simple aperçu qui suit. Les Pays-Bas ont été si souvent le théâtre de la guerre, que nous sommes obligés d'aller un peu plus en arrière, au delà de la période à laquelle nous avons l'intention de commencer le récit plus détaillé des opérations militaires, afin de comprendre les vues et de découvrir les motifs des parties belligérantes.

Philippe II mourut en 1598, ayant au préalable résigné son pouvoir, dans les Pays-Bas , entre les mains de sa fille , l'infante Isabelle, et de l'archiduc Albert, qu'elle avait épousé. Les nouveaux souverains ne vinrent point s'asseoir sur un lit de roses. L'autorité de Philippe touchait complètement à sa fin dans les sept provinces protestantes dont la Hollande était la principale. Dans les Pays-Bas catholiques , les exactions des chefs espagnols , les procédés arbitraires des différents gouverneurs , et le mépris total de Philippe pour les priviléges et les coutumes de la nation, avaient aliéné les esprits et ébranlé la fidélité de chacun. Les provinces

catholiques étaient même parvenues à expulser Don Juan d'Autriche, frère naturel de Philippe, qui l'avait fait gouverneur, après le rappel du duc d'Albe; à démolir les citadelles d'Anvers, de Gand, d'Utrecht, de Lille, de Valenciennes, d'Aire, de Bethune et de Bapeaume, toutes construites par les Espagnols; et à rassembler une armée pour prévenir le retour des troupes espagnoles, qui, quelque temps auparavant, avaient été forcées d'abandonner les Pays-Bas. Alexandre Farnèse, duc de Parme, succéda à Don Juan dans le gouvernement. Il unissait une prudence consommée et une grande persévérance à de brillantes qualités militaires; il gouverna les Pays-Bas de 1578 à 1592; et ce fut à ses soins que Philippe fut redevable de toute l'autorité qu'il conserva dans ces provinces. Il mourut à Arras, en 1592.

L'archiduc Albert et l'infante Isabelle firent publiquement leur entrée à Bruxelles, en novembre 1599; ils s'appliquèrent avec beaucoup de précautions et avec un grand succès à calmer les ressentiments, et par tous les moyens en leur pouvoir, à gagner l'affection de leurs nouveaux sujets dans les provinces catholiques. La guerre fut encore quelque temps poursuivie contre les protestants des Provinces-Unies, mais les faibles chances qu'il vit d'obtenir un succès définitif, engagèrent l'archiduc à signer avec les Hollandais, en 1609, une trêve qui devait durer douze ans.

L'archiduc Albert mourut à Bruxelles, en 1621, peu de mois après la fin de la trêve; l'infante Isabelle, sa veuve, continua l'administration des affaires des Pays-Bas jusqu'à sa mort, qui eut lieu en 1633; l'Espagne reprit alors son autorité sur ces provinces.

Louis XIII déclara la guerre à l'Espagne, en 1635; les Hollandais et les Français combinèrent leurs forces, et agirent, pendant plusieurs années, mais sans beaucoup de

vigueur, contre les Pays-Bas Espagnols. Les Français avaient opéré avec plus de succès sur la frontière de l'Espagne elle-même, et ils étaient en possession des provinces du Roussillon et de la Catalogne, qu'ils offrirent en échange à l'Espagne contre la Franche-Comté et contre les Pays-Bas catholiques. Alarmés de l'idée d'avoir des voisins si ambitieux et si entreprenants, les Hollandais se hâtèrent de traiter avec l'Espagne sans leur allié. En 1648, le traité de Munster fut signé entre les sept Provinces-Unies et le gouvernement espagnol, lequel les reconnut enfin comme un état libre et indépendant.

Outre leur propre pays, les Hollandais possédaient Bréda, Bois-le-Duc, Maestricht, Bergen-op-Zoom, Axel, Hulst, ainsi que les territoires qui en dépendent et quelques autres places moins importantes; toutes avaient été conquises sur les provinces restées fidèles à la cause du gouvernement espagnol. Ils venaient de s'en assurer la possession par le traité de Munster, et comme elles étaient fortifiées avec soin, elles devinrent les boulevards de la nouvelle république.

Il y avait dans le traité de Munster un autre article que l'état critique de ses affaires avait seul pu déterminer le gouvernement espagnol à accepter; car il est difficile de supposer qu'il l'ait fait par insouciance du bien-être de ses sujets belges. Cet article portait que l'Escaut serait fermé aux navires au-dessus d'un certain tonnage très-limité. Les Hollandais insistèrent sur cette clause du traité pour favoriser le commerce d'Amsterdam. Les forts de Lillo et de Liefkenshoek furent ensuite bâtis par eux, sur les bords du fleuve, en aval d'Anvers, afin d'en garantir l'exécution. Comme l'embouchure et les rives de l'Escaut, jusqu'à la hauteur de Lillo et de Liefkenshoek, appartenaient à la Hollande, elle pouvait avec une grande apparence de raison

établir sur ce fondement son droit de contrôler la navigation. L'Espagne y avait en quelque sorte souscrit par le traité ; circonstance qu'il est nécessaire de remarquer parce qu'elle devint le sujet de discussions ultérieures.

La guerre que Louis XIII avait déclarée à l'Espagne en 1635, dura vingt-quatre ans; Louis mourut en 1643. La guerre n'en fut pas moins continuée. Les différentes commotions et les divisions intestines qui agitèrent la France durant cette période vinrent puissamment en aide aux Espagnols. Cependant le cardinal Mazarin, qui gouverna la France pendant la minorité de Louis XIV, parvint enfin par la supériorité de ses talents et par sa fermeté, à consolider complètement l'autorité royale, et à diriger l'ensemble des ressources de ce puissant royaume contre les ennemis extérieurs. Dans cette guerre, Cromwell donna des secours aux Français, et, conformément au traité conclu avec eux, il prit possession de Dunkerke en 1658. Les Français et les Espagnols se trouvant enfin également épuisés, on tomba d'accord de suspendre les armes et une convention fut signée à cet effet le 8 mai 1659; le cardinal Mazarin et don Louis de Haro eurent une entrevue quelque temps après, dans l'île des Faisans, au milieu de la rivière la Bidassoa, limite des deux royaumes de France et d'Espagne ; et le traité des Pyrénées fut signé le 7 novembre de la même année.

Comme les évènements militaires qui ont eu lieu dans les Pays-Bas, postérieurement à cette époque, se présentent sous une forme plus régulière, il est plus aisé de prendre connaissance de leurs détails, et l'aperçu sommaire du sujet offre une plus grande utilité pratique. C'est pourquoi l'on s'est décidé à commencer cet abrégé chronologique à la paix des Pyrénées.

HISTOIRE ABRÉGÉE

DES GUERRES DES PAYS-BAS.

1659.

La paix des Pyrénées, conclue en 1659, mit fin à une guerre, qui avait été continuée pendant vingt quatre années, entre la France et l'Espagne, sans aucun résultat décisif. Dans les Pays-Bas, la France acquit par ce traité, ou fit confirmer en sa faveur la possession des villes d'Hesdin, d'Arras, de Bapeaume, de Lilliers, de Lens, de Terouanne, de St-Pol; aussi bien que de Gravelines, de Bourbourg, de St-Venant, de Landrecy et du Quesnoy, de Thionville, de Montmedy, de Damvilliers, d'Ivry, de Chavancy et de Marville; de Marienbourg, de Philippeville et d'Avesnes, avec tous les districts et villages qui en dépendaient.

L'héritage des Ducs de Bourgogne, dont le traité de

Munster avait déjà séparé les sept Provinces-Unies, et qui maintenant fut dépouillé encore de tant de villes populeuses, et de riches villages, paraît avoir eu besoin de toute l'énergie de cette puissante maison, pour en prévenir le démembrement. A l'inverse du manteau d'Elijah, la couronne du duc Charles-le-Téméraire ne semble pas avoir transmis ses qualités à ceux qui lui succédèrent.

La France acquit encore, du duc de Lorraine, qui s'était engagé dans la guerre comme allié de l'Espagne, la ville de Mayeuvic, le duché de Bar et le comté de Clermont. Les autres parties du duché de Lorraine furent restituées. Bien que ces circonstances relatives au duc de Lorraine n'aient pas de rapport direct avec les évènements des Pays-Bas, il est nécessaire de les remarquer, à cause de la part prise ultérieurement par la maison de Lorraine dans les guerres avec la France.

Le principal article du traité cependant fut une promesse récipropre de mariage, entre Louis XIV et l'infante d'Espagne, Marie-Thérèse. En retour d'une dot de 500,000 couronnes d'or, Louis dut renoncer à tous les droits de sa femme, ou des enfants de sa femme, au trône d'Espagne ou à quelque partie que ce fût de la monarchie espagnole, si la famille règnante venait à manquer d'héritiers mâles. L'histoire est pleine d'exemples qui montrent l'absurdité de semblables renonciations. Dans ce cas-ci, la longue guerre de la succession fournit une preuve nouvelle et sanglante de l'issue qu'elles ont, et qu'elles auront probablement toujours, par la force des choses humaines.

1660.

Le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse eut lieu cette année, à St.-Jean de Luz.

1661.

Le cardinal Mazarin mourut au commencement de cette année. Comme on vient de le voir, il avait conclu la paix des Pyrénées avec les Espagnols deux ans auparavant, et pendant l'année qui précéda sa mort, il avait été témoin du mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse. Louis, qui avait vingt-deux ans lorsqu'il perdit son ministre, saisit lui-même les rênes du gouvernement. On peut dire que son règne ne commença en réalité qu'à cette époque.

Louis vécut jusqu'à l'âge de soixante-dix-sept ans; et, si l'on compte depuis la mort de Mazarin, il occupa durant cinquante-cinq années le trône de France. Son ambition et son désir d'agrandir le royaume donnèrent naissance à quatre guerres successives, qui se terminèrent respectivement par les traités d'Aix-la-Chapelle, de Nimègue, de Ryswyk et d'Utrecht. Nous raconterons les évènements de chacune de ces guerres suivant l'ordre des dates.

Louis fit un nouveau traité, cette année, avec le duc de Lorraine; il consentit à lui restituer le duché de Bar, à condition que la France conserverait Siergues, Saarbourg, Phalsbourg et quelques autres petites places déjà cédées auparavant; et qu'en outre elle pourrait faire construire une grande route ou communication militaire, depuis Metz jusqu'en Alsace, à travers la Lorraine.

1662.

Un autre traité fort extraordinaire fut négocié cette année entre Louis XIV et le même Charles IV, duc de Lorraine, et signé à Montmartre, près de Paris. Le duc livra d'abord en garantie à Louis la ville de Marsal; il consentit à ce que, après sa mort, le duché de Lorraine et

toutes ses dépendances passassent à la France, sous condition que son fils serait déclaré prince du sang royal, jouirait d'une pension annuelle d'environ 80,000 livres sterlings et succéderait à la couronne de France, à défaut d'héritier de la branche de Bourbon.

L'origine de ce traité doit être attribuée à la faiblesse et à l'ineptie du duc. Il avait épousé la princesse de Cantecroix, dont il avait eu un fils avant ce mariage et tandis que sa première femme était encore vivante. Ce jeune homme, nommé Charles Henry, prince de Vaudemont, étant illégitime, ne pouvait succéder au duché de Lorraine. Dans l'espoir de procurer un rang et des richesses à son fils, et ébloui par la possibilité d'une réversion de la couronne de France, si éloignée ou même si improbable qu'en fut la chance, il céda ses domaines à Louis, et sacrifia les intérêts de son neveu, le légitime représentant de la maison de Lorraine.

1663.

Le duc de Lorraine n'eut pas sitôt signé le traité de Montmartre, qu'il s'en répentit. Il le révoqua officiellement. Une négociation nouvelle s'ouvrit, et un nouveau traité fut signé à Nomeny, mais dans les mêmes termes que le traité de Montmartre. Des troupes françaises, sous les ordres du maréchal de la Ferté, prirent possession de Marsal, pour Louis.

Il ne faut point négliger ici de dire que le neveu du duc de Lorraine se retira à Vienne, après un aussi injuste traitement. Il épousa plus tard la sœur de l'empereur Léopold, et devint un des généraux les plus distingués de cette époque. Ce fut lui qui, de son lit de mort, écrivit à l'empereur cette lettre si belle et si noble, qui, quoique étant

bien connue et quoiqu'ayant été souvent citée, sera toujours lue avec intérêt et avec plaisir; la voici :

Sire,

« Aussitôt que j'ai reçu vos ordres, je suis parti d'Inspruck » pour me rendre à Vienne; mais je me trouve ici arrêté par » les ordres d'un plus grand maître. Je pars, et je vais lui » rendre compte d'une vie que j'aurais consacrée à votre » service. Souvenez-vous, Sire, que je laisse une femme qui » vous touche, des enfants auxquels je ne laisse que mon » épée, et mes sujets dans l'oppression. »

CHARLES....

1664.

Louis XIV envoya, cette année, un secours de 6000 hommes aux Hollandais en guerre avec l'évêque de Munster. Il y était obligé par les termes du traité d'alliance alors existant avec la Hollande. Il paraît toutefois que ce corps auxiliaire ne fit rien, et fut retiré l'année suivante. Voltaire dit : « Jamais secours ne fut donné de » plus mauvaise grâce, ni reçu avec moins de reconnais- » sance. »

1665.

Philippe IV, roi d'Espagne, mourut cette année. On se souvient que Louis XIV avait épousé sa fille, Marie-Thérèse, après la paix des Pyrénées. Elle et son frère Balthazar furent les seuls enfants que Philippe eut de sa première femme. Charles II, qui devenait maintenant roi d'Espagne, était né du second mariage de Philippe, et héritait du royaume, par suite de la mort de son frère aîné Balthazar, arrivée avant celle de Philippe. Dans quelques provinces des Pays-Bas les propriétés possédées par le père, à l'époque d'un second mariage, ne peuvent être soustraites

aux enfants du premier lit. Louis XIV, en vertu de ce principe, réclama, pour sa femme, toutes les villes et tous les districts des Pays-Bas espagnols, où cette coutume était reconnue et en vigueur. Il réclama au même titre la province de Franche-Comté. La question fut vivement débattue, des deux côtés, par les publicistes et par les hommes d'état de France et d'Espagne. On essaya diverses négociations, et, entr'autres arrangements, il fut proposé par Dewit, le grand homme d'état qui gouvernait alors la Hollande, de donner à la France le duché de Luxembourg, Cambray, Douai, Aire, St.-Omer, Bergues et Furnes, à condition que Louis renonçât à tous les droits qu'il pourrait avoir plus tard, du chef de sa femme, sur la monarchie espagnole; et, en même temps, de réunir à la Hollande les autres parties des Pays-Bas espagnols. Il est remarquable que nous ayons vu cette idée, suggérée ainsi dans l'origine par ce grand homme, se réaliser presque complètement de nos jours, du consentement et avec l'approbation de toute l'Europe.

1666.

Louis rassembla son armée à Compiégne et fit en personne la revue des différents corps, avant les hostilités. Toutes les négociations furent rompues, ou se terminèrent sans résultats. En appelant à l'épée, Louis se prépara à prendre possession des provinces qu'il réclamait. Ce fut à cette occasion qu'il fit graver sur ses canons les mots: « *Ultima ratio regum.* »

1667.

Le manifeste de Louis fut publié le 18 mai de cette année et toutes les dispositions ayant été faites à l'avance, il se mit à l'œuvre immédiatement. Il envahit les Pays-Bas,

avec trois corps d'armée. Le premier fut placé sous son commandement personnel, avec Turenne. Il consistait en 35,000 hommes, et fut dirigé sur Charleroy, qui se rendit sur le champ; les Français en prirent possession le 2 juin. Ath fut occupé le 18, et Tournay le 24 du même mois. Turenne assiégea ensuite Douai, s'il est permis d'appeler cette opération un siége; et la place se rendit le 16 juillet. Puis Lille fut attaqué. C'était, paraît-il, la seule forteresse des Pays-Bas espagnols passablement en état de se défendre, ou pourvue de garnison. Elle soutint un siége de 9 jours, et se rendit le 27 août.

Le deuxième corps de l'armée française était de 8000 hommes, et fut confié au maréchal d'Aumont. Il marcha dans les Flandres proprement dites et prit Armentières le 28 mai, St.-Vinox le 6 juin et Furnes le 12 juin. Le maréchal s'empara ensuite de Courtrai le 18 juillet, et d'Audenarde le 31 juillet.

Le marquis de Créqui commandait le troisième corps qui était faible et seulement d'environ 4000 hommes. Ils se dirigèrent du côté de Luxembourg, comme un simple corps d'observation.

Pour résister à l'invasion française, l'Espagne n'avait, dans les Pays-Bas, qu'environ 8000 hommes. C'étaient des troupes espagnoles et wallones, commandées par le comte Marzin et par le prince de Ligne. Hors d'état d'arrêter les progrès de l'ennemi, ou de tenir la campagne contre lui, les généraux se retirèrent dans les environs de Bruxelles. Leur arrière-garde eut seule un faible engagement avec les Français.

Après la reddition de Lille, Louis retourna à Paris, abandonnant le commandement à Turenne. Celui-ci prit Alost le 12 septembre; ce qui mit fin à la campagne.

1668.

Louis envahit en personne la Franche-Comté, aux mois de janvier et de février de cette année. On se souvient que, se fondant sur les droits de sa femme, il réclamait cette province aussi bien que les différentes places dont il venait de s'emparer dans les Pays-Bas. Le prince de Condé, que les Français appellent le Grand Condé, commandait sous lui. Louis rencontra aussi peu de résistance dans la Franche-Comté et y trouva les Espagnols aussi mal préparés à la guerre que dans les Pays-Bas. Il prit Besançon, la capitale de la contrée, en deux jours. Salm, Dôle et Gray, ne tinrent guères davantage. A la fin de février, il était en pleine possession de toute la province.

La rapide conquête d'une partie aussi considérable des Pays-Bas, durant l'année précédente, avait alarmé les Hollandais et les Anglais. Ils formèrent aussitôt une alliance à laquelle les Suédois prirent part et qui fut appelée la triple alliance. Elle eut pour objet de maintenir la paix en Europe et d'arrêter les progrès ultérieurs des armes françaises.

Il fut convenu entre ces trois puissances qu'on laisserait à Louis le choix de conserver ses conquêtes dans les Pays-Bas, ou de recevoir soit le duché de Luxembourg, soit la province de Franche-Comté, avec un accroissement de territoire, sur la frontière française, dans les Pays-Bas. On conclut un armistice, et Aix-la-Chapelle ayant été désignée pour la réunion des plénipotentiaires, la paix y fut signée le 2 mai de cette année. Louis opta pour le maintien de ses conquêtes dans les Pays-Bas, et la Franche-Comté fut restituée à l'Espagne par le traité d'Aix-la-Chapelle. La France s'était assuré la possession de Charleroy, de Binche, d'Ath, de Douai, de Tournay, d'Audenarde, de Lille, d'Armen-

tières, de Courtrai, de Bergues et de Furnes, avec tous les territoires qui en dépendaient.

Ce fut le ministre Sir William Temple qui, de concert avec Dewit, négocia la triple alliance; il parvint à détacher celui-ci des intérêts de la France, que ce grand homme avait embrassés autrefois, en se tournant naturellement vers la France, comme vers l'ennemie et la rivale de l'Espagne, car les Hollandais n'avaient cessé d'avoir cette dernière puissance en horreur. Mais l'ambition de Louis, ses forces toujours croissantes, son hostilité patente envers la Hollande, aussi bien que la faiblesse et l'éloignement de l'Espagne, surmontèrent peu à peu leur aversion, et, dans les guerres suivantes de Louis XIV dans les Pays-Bas, l'Espagne n'eut pas de meilleure alliée que la nation hollandaise.

A l'occasion de la paix d'Aix-la-Chapelle, les Hollandais firent frapper une médaille qu'il est nécessaire de décrire avec quelques détails; elle servit, en effet, de prétexte à la guerre que Louis XIV engagea contre eux, quelques années plus tard. Sur la face de la médaille, une femme, représentant les Etats de Hollande, foulait aux pieds la discorde. Le revers portait le Lion hollandais ou belge, tenant sous les griffes un canon, avec la devise : « *Sic fines nostros tutamur et undas.* » gravée par dessus. Au bas étaient les mots : « *Assertis legibus; emendatis sacris; adjutis defensis; conciliatis regibus; vindictâ marium libertate; stabilitâ Europâ orbis quiete.* »

Evidemment, rien dans les figures ou dans les inscriptions de la médaille, ne semble pouvoir faire ombrage aux plus susceptibles. Mais les prétextes ne manquent jamais, à ceux qui sont résolus d'avance à quelqu'acte, soit public soit privé.

Les Français s'appliquèrent, sans retard, à mettre leurs

nouvelles acquisitions des Pays-Bas en état de défense. Ils consacrèrent des sommes très-considérables aux fortifications. Toutes furent rétablies sur de nouveaux plans, dressés par Vauban, qui, à cette époque, commençait à se faire connaître. La citadelle de Lille fut construite, à peu près dans la forme qu'elle conserve encore aujourd'hui, et Vauban en fut nommé gouverneur.

1669.

Par la paix d'Aix-la-Chapelle, Louis avait agrandi et renforcé considérablement la frontière du Nord de la France. La guerre qu'il venait de terminer en deux courtes campagnes, et qui n'avait pas duré complètement une année, avait été une suite de succès non interrompus. L'état de délabrement où l'Espagne avait laissé tomber si imprudemment son armée et ses fortifications ne fut pas assez remarqué par les Français; ils s'enorgueillirent beaucoup de l'accroissement de territoire qu'ils avaient gagné, et ils partagèrent pleinement les sentiments de haine que Louis, ainsi qu'il ne tarda pas à le montrer, nourrissait contre les Hollandais, les premiers auteurs de cette triple alliance qui l'arrêta au milieu de sa carrière de conquêtes, et le força à restituer la Franche-Comté à l'Espagne. Il paraît avoir conçu déjà immédiatement après la paix d'Aix-la-Chapelle le dessein de tirer vengeance des Hollandais, et de leur faire sentir sa colère pour la part qu'ils avaient prise à élever des obstacles contre le cours de ses succès dans les Pays-Bas. D'abord, il chercha à dissoudre la triple alliance. Il donna les soins les plus attentifs à l'armée de France, à sa discipline et à son bien-être. Vers cette époque, un nouveau mode d'exercice fut introduit par un certain général Martinet, dont le nom est venu jusqu'à nous, presque comme un terme de dédain

employé pour désigner un officier vétilleux et dont les idées étroites ne s'élèvent jamais au-dessus de l'école de bataillon. Cependant Martinet paraît avoir été un officier de grand mérite. Ce fut lui quirendit général l'usage de la baïonnette, et qui, en cela, comme sous d'autres rapports, perfectionna considérablement l'armée française. Les finances de la France furent améliorées à leur tour et mises en ordre, par l'adresse et par l'habileté du ministre Colbert. Il y avait eu beaucoup d'irrégularité dans la perception des impôts et les revenus de plusieurs années avaient été dépensés par anticipation; mais, dès 1662, l'amélioration fut telle que les recettes excédèrent les dépenses d'un million huit cent mille livres sterlings, et cet excédant avait été en progression croissante d'année en année. Les revenus de la France s'élevaient à cette époque à environ quatre millions et demi de livres sterlings, et les dépenses ne dépassaient pas un million de livres sterlings. Ainsi Louis disposait de ressources, en numéraire, très-considérables, pour mettre ses projets à exécution.

1670.

Louis employa de grandes sommes, en présents et en pensions, pour détacher de la triple alliance notre inepte roi, Charles II, et sa cour corrompue. La sœur de Charles, Henriette, qui avait épousé le Duc d'Orléans, frère de Louis, fut envoyée en Angleterre; en apparence pour faire une visite d'amitié à Charles, mais chargée, en effet, des offres secrètes de Louis.

Charles II, par le traité qu'il fit, cette année, avec Louis, s'engagea à fournir 600 hommes de troupes anglaises, pour être réunis à l'armée française, lorsqu'elle envahirait la Hollande; et, en même temps, à faire agir la flotte, conjointe-

ment avec celle de la France. Il devait recevoir environ 130,000 livres sterlings par an, pendant la durée de la guerre; et les îles de Walcheren, de Goru et de Voorne devaient former sa part dans la conquête.

Les Français réussirent encore à gagner l'alliance de la Suède. Cette puissance, en retour d'un subside annuel de 600,000 rixdalers, ou d'environ 120,000 livres sterlings, prit l'engagement d'envoyer 10,000 fantassins et 6,000 chevaux, en Poméranie, ou dans le duché de Brême, pour agir contre l'empereur, ou contre tout état de l'empire, qui tenterait de secourir les Hollandais, pendant la durée des hostilités avec Louis.

Il est impossible de songer à la conduite de Charles II ou de la Suède, sans ressentir la plus vive indignation. Les Suédois n'avaient pas le moindre prétexte de querelle avec les Hollandais. Quant à Charles, non seulement il ne pouvait articuler aucun sujet de plainte, mais il plongea aveuglément son pays, dans une guerre opposée aux plus sérieux intérêts de celui-ci; il prodigua le sang et les trésors de l'Angleterre pour étendre encore la puissance déjà trop formidable de la France. Au lieu de chercher à détourner l'orage qui s'amassait et qui était déjà près d'éclater, il alla, aussi lâchement que maladroitement, appuyer sur l'autre plateau de la balance.

Louis, après avoir ainsi dissous la triple alliance, commença ses opérations en occupant la province de Lorraine dont s'empara un corps de troupes françaises, commandé par le maréchal de Créqui. Le duc de Lorraine s'enfuit en Allemagne. Dans la suite, il prit même une part active à la guerre qui s'ouvrait en ce moment. L'occupation de la Lorraine produisit une profonde sensation en Europe, non seulement, parce que ce pays était une acquisition impor-

tante pour la France, mais encore, parce que, sous la possession de celle-ci il interceptait toute communication entre les Pays-Bas et la Franche-Comté.

Afin de divertir l'attention des Hollandais, et d'assurer le succès de l'invasion qu'il méditait contre leur pays, Louis contracta des alliances avec l'électeur de Cologne et avec le prince-évêque de Munster, lesquels s'engagèrent tous deux, dans l'attente d'une part dans les dépouilles, à coopérer avec leurs troupes, et à attaquer les Hollandais, par la rive droite du Rhin. L'évêque d'Osnabrug et le duc de Brunswick-Lambourg, en mettant leurs régiments au service de la France, grossirent encore les forces amassées contre la Hollande.

L'Espagne, à l'honneur de son caractère et de celui de son monarque Charles II, résista à tous les efforts et à toutes les offres tentées par la France, pour l'amener à faire partie de l'alliance contre la Hollande. Au contraire, Charles, se souvenant de l'assistance que les Hollandais lui avaient prêtée, lorsque Louis, en 1667, envahit les Pays-Bas espagnols, leur proposa un traité, qui fut signé à La Haye, au mois de décembre de cette année; et par lequel il s'engagea à les secourir de tous ses moyens, s'ils étaient attaqués par la France.

1672.

Heureusement les Hollandais surent s'attacher un autre allié, avant que la tempête n'éclatât sur eux. Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, consentit à marcher à leur secours, avec 20,000 hommes, sous condition que la moitié des dépenses de ce corps serait supportée par la Hollande. Ce traité fut signé, le 26 avril.

Louis ayant terminé tous ses préparatifs, et ayant été joint par 6,000 hommes de troupes anglaises, sous le com-

mandement du duc de Monmouth, publia sa déclaration de guerre contre la Hollande, le 7 avril, et mit aussitôt son armée en mouvement. Elle était forte de 130,000 hommes, et pourvue de toute l'artillerie nécessaire. Elle se composait de trois corps, commandés respectivement par Turenne, par le prince de Condé et par le comte Chamilly; le roi accompagnait le corps commandé par Turenne. Le contingent britannique fut attaché au même corps. Le duc de Marlborough était capitaine au régiment du duc de Monmouth; et portait alors pour la première fois les armes sur le continent.

L'armée française se réunit à Charleroy, et, sans retard, marcha de là vers la Meuse; elle la franchit à Maseyk, petite ville située derrière Maestricht, et qui fut occupée le 15 mai. Cette opération était très-judicieuse et bien conçue pour avancer rapidement en Hollande, par la contrée entre le Rhin et la Meuse; on évitait ainsi d'assiéger la place de Maestricht; un corps fut chargé de la bloquer et les Français poussèrent en avant. Les différentes villes sur les deux rives de la Meuse et du Rhin se rendirent, presque sans faire de résistance.

L'armée hollandaise, qui avait été fort négligée pendant les dernières années, consistait en 50,000 hommes seulement. Les trois quarts se trouvaient disséminés dans les différentes forteresses de la République. Le prince d'Orange plus tard Guillaume d'Angleterre, alors âgé de 22 ans, vint, à la tête du dernier quart ou d'environ 12,000 hommes, occuper la rive droite de l'Yssel, prêt à en disputer le passage. Les généraux français eussent peut-être rencontré des difficultés dans cette opération; mais, la sécheresse extraordinaire de la saison avait rendu le Rhin guéable, ou à peu près guéable, en un endroit appelé Tolhays, à proximité du

fort Schuik, ouvrage qu'un hardi partisan de ce nom avait construit, du temps du duc d'Albe, à la jonction du Rhin et de l'Yssel. Le fort était gardé par 500 cavaliers et par environ 2000 fantassins. Ces troupes ne firent pas leur devoir aussi bien qu'elles auraient dû le faire; les Français effectuèrent le passage et tournèrent ainsi la position du prince d'Orange, derrière l'Yssel. Louis avança sur Utrecht; pour arriver à cette ville, il fut obligé de traverser de nouveau le Rhin; ce qu'il fit, sans rencontrer d'opposition : les Français passèrent le fleuve, sur différents ponts permanents, dont ils se saisirent. Ils construisirent eux-mêmes un pont de bateaux légers en cuivre, qui avaient été préparés en France, sous la direction du général Martinet, et transportés à la suite de l'armée.

Ceux de Munster, et les autres Allemands auxiliaires de Louis, marchèrent sur l'Yssel, et prirent possession de Zwolle, de Deventer, de Zutphen et de Doisberg.

Le 3 juillet, Louis XIV fixa sa cour à Utrecht, et installa un évêque catholique dans la cathédrale. Mais là s'arrêta sa conquête; il ne recueillit aucun autre fruit de l'invasion de la Hollande.

Les Hollandais ayant coupé les digues, et mis obstacle à tout progrès ultérieur des Français vers Amsterdam, envoyèrent négocier pour la paix. Louis, enorgueilli par les succès du moment, posa des conditions tellement extravagantes et inadmissibles, que la contrée révoltée se détermina pour la plus vigoureuse résistance. Dewit, qui avait ouvert l'avis de traiter avec les Français, fut mis à mort par la populace, et le prince d'Orange, qui s'était montré l'ardent fauteur de la continuation de la guerre, fut unanimement appelé au Stadthoudérat par les états, quoique cette dignité eut été abolie, en 1667, par le parti de la République.

Le prince d'Orange, par son activité et par sa fermeté, se montra digne de la confiance de ses concitoyens. Il se mit sur-le-champ à négocier, pour obtenir des secours de l'Angleterre, de l'empereur et des Espagnols. La corruption et l'ineptie dominant malheureusement alors à la cour désordonnée de Charles II, les ouvertures du prince ne furent pas accueillies favorablement à Londres; et, bien que l'opinion du peuple anglais contraignît le gouvernement d'envoyer des ambassadeurs pour traiter de la paix avec les Hollandais, un nouveau traité avec Louis fut néanmoins conclu cette année et signé le 16 juillet. Charles s'y engagea à n'entamer aucune négociation avec les Hollandais, sans la participation du ministère français.

Les cabinets espagnol et impérial se montrèrent mieux disposés. Monterey, gouverneur des Pays-Bas espagnols, eut ordre de fournir immédiatement au prince d'Orange le secours de quelques régiments d'Espagne, et des négociations s'ouvrirent avec l'une et l'autre de ces puissances, dans le but d'en obtenir un appui plus efficace.

Entretemps, l'électeur de Brandebourg, arrivant au secours de la Hollande, à la tête de 20,000 hommes, les Français furent obligés de détacher contre lui le maréchal de Turenne, avec 12,000 hommes, pour opérer de concert avec les auxiliaires allemands. Turenne passa le Rhin à Wesel. Un tel détachement composé de leurs meilleures troupes, et le système maladroit qu'ils adoptèrent de mettre des garnisons dans un grand nombre de places, réduisirent considérablement les forces disponibles des Français, en Hollande; le prince d'Orange profita de ces circonstances, et portant la guerre dans le pays même des ennemis, alla ouvrir la tranchée devant Charleroy. Quoiqu'il dût lever le siége, cette mesure ranima singulièrement le courage des

Hollandais, et contribua beaucoup à sa propre réputation. Elle eut lieu en décembre, tandis que le quartier général des Français était encore à Utrecht, et que Louis se croyait le maître des destinées de la Hollande.

Le duc de Luxembourg, commandant de la garnison française à Utrecht, fit la tentative, pendant l'hiver, de surprendre La Haye. Il échoua, à cause, disent les Français, d'une brume survenue à l'improviste. Pour indemniser ses troupes des privations que cette entreprise leur imposa, il livra au pillage et à la dévastation les grands et populeux villages de Bodegraves et de Zwammerdam. Les cruautés et les horreurs dont les soldats français se rendirent coupables, sont également honteuses et pour eux-mêmes, et pour leur général.

1673.

Montécuculli, à la tête de 12,000 Impériaux, s'avança, en apparence pour agir de concert avec l'électeur de Brandebourg, mais avec l'ordre de sa cour de ne commettre aucun acte d'hostilité contre les Français, à moins qu'ils n'envahissent le territoire de l'empire. Il fut, au commencement de cette année, d'une faible utilité aux Hollandais. Les Français renforcèrent le corps de Turenne, et lui permirent par là de menacer la Westphalie. En conséquence, l'électeur de Brandebourg, alarmé sur le sort de cette province, fit sa paix avec Louis. Les Français lui restituèrent le duché de Clèves, et quelques autres lambeaux de territoire qu'ils occupaient dans le voisinage du Rhin; il prit l'engagement de ne plus intervenir entr'eux et les Hollandais. Ce traité fut signé le 16 juin.

La Hollande perdit ainsi le secours qu'elle avait attendu du côté des Prussiens. L'empereur, toutefois, se décida à

prendre une part plus active à la guerre, et un traité fut signé, à La Haye, le 30 août, par lequel il promit d'envoyer sur-le-champ 30,000 hommes, vers le Rhin. Le duc de Lorraine, dont nous avons vu que les états avaient été occupés par les Français au commencement de la guerre, s'engagea à lever 18,000 hommes, pour le service de la Hollande; et l'Espagne fit un traité, qui fut signé à La Haye, le même jour que le traité avec l'empereur, et dans lequel cette puissance promit de faire cause commune avec les Hollandais et de déclarer immédiatement la guerre à la France.

Tandis que ces différentes négociations se poursuivaient, le prince de Condé, qui commandait les troupes françaises dans les Pays-Bas, investit subitement Maestricht. Louis partit de Paris pour aller diriger le siége en personne et amena avec lui un renfort considérable. La place fut prise en treize jours; elle se rendit le 29 juin. Ce siége est mémorable comme étant le premier où une armée européenne ait fait usage des zigzags, ou de la méthode actuelle de tracer les approches, dans l'attaque d'une place fortifiée. Cette méthode fut introduite par Vauban qui l'emprunta aux Turcs. On croit généralement que les parallèles furent employées, pour la première fois, à ce siége; mais c'est une erreur; et les talents et l'habileté de Vauban n'ont nullement besoin du faux éclat que donnent ces assertions erronées. Depuis les temps les plus reculés, on a creusé, pour s'y tenir à couvert, des tranchées parallèles aux ouvrages des forteresses attaquées. Le perfectionnement de Vauban consiste dans la manière de tracer les approches, ou boyaux de communication, au-delà d'une parallèle, afin de les soustraire à l'enfilade; ce que les Turcs avaient trouvé longtemps avant lui. Montécuculli avait, avec raison, une haute opinion des connaissances militaires du peuple turc, telles qu'elles existaient

de son temps ; il dit, en parlant de ce peuple dans ses mémoires : « Il ne conduit point ses tranchées par la ligne la » plus courte, en les flanquant avec des redoutes de distance » en distance ; mais il les fait en lignes courbes, transver- » sales, parallèles à l'endroit d'où il s'approche ; ainsi elles ne » peuvent être enfilées de la place ni endommagées par le » canon. » Il est une autre particularité du système suivi parmi les Turcs pour les siéges, tel qu'il a été exposé par Montécuculli ; particularité que nous pourrions, en la modifiant, introduire avec avantage dans notre service. Ceux qui savent le peu de travail qu'exécutent les soldats, la négligence que des officiers, bons sous d'autres rapports, montrent, en général, quand on les emploie sur les travaux, le temps que l'on perd à relever les détachements et leur continuelle impatience pour être relevés ; ceux-là conviendront peut-être qu'un terme moyen entre les deux usages serait une amélioration réelle. Voici celui du peuple turc :

« Il ne change point les gardes ni les travailleurs. Quand » ils sont une fois entrés dans un poste, ils y demeurent jus- » qu'à la fin du siége. On leur apporte là leur nourriture, de » l'eau, du bois et leurs autres nécessités. (1) »

Le prince d'Orange, ayant reçu un renfort de troupes espagnoles, assiégea et reprit Naarden, le 14 septembre. Montécuculli, muni à cette époque d'instructions nouvelles, passa le Rhin, à Coblentz ; et, descendant le fleuve, fit sa jonction avec le prince d'Orange, dans les environs de Bonn ; cette place, résidence de l'électeur de Cologne, fut prise, après quinze jours de siége, par l'armée alliée. Elle se rendit le 12 novembre. On se souvient que Turenne avait été dé-

(1) Voyez les notes à la fin de l'ouvrage.

taché en Allemagne pour s'opposer à l'électeur de Brandebourg. Il avait traversé le Rhin, à Wesel, s'avançant à la rencontre de l'armée prussienne. Mais, quand celle-ci eut été renforcée par les Impériaux sous Montécuculli, il s'était vu forcé de battre en retraite et de repasser le fleuve. Il voulait en interdire le passage aux Impériaux et était remonté, dans ce dessein, jusqu'à la vallée de l'Alsace, entre le Rhin et les Vosges; lorsque Montécuculli, par une contremarche rapide, descendit le long du fleuve, jusqu'à Coblentz, et le traversa sur le pont de cette ville. Les Français assiégèrent et prirent Trèves, pour se venger de ce que l'électeur avait livré passage aux Impériaux, à travers Coblentz. Trèves fut prise le 15 novembre.

La présence d'une armée aussi considérable qu'était alors celle des Hollandais, Espagnols et Impériaux, força les Français à évacuer toutes leurs conquêtes en Hollande. Le prince de Condé retira les troupes de leurs garnisons. Il n'en laissa que dans les places de la Meuse, à Grâves, à Maseyck et à Maestricht; et, après avoir concentré ses forces, il les ramena dans la Belgique. Les Impériaux repassèrent le Rhin, et s'établirent, en quartiers d'hiver, dans l'électorat de Cologne.

Avant l'évacuation de la Hollande, ou plutôt des provinces qu'ils occupaient militairement, les Français y levèrent d'énormes contributions en argent. De la seule province d'Utrecht ils tirèrent plus de 150,000 livres sterlings. Ceci prouve que le système de pillage et de réquisitions adopté par le gouvernement français, date d'une époque bien antérieure aux guerres de la révolution; et que c'est à tort que beaucoup de gens supposent le contraire.

1674.

Dès le commencement de cette année, l'opinion du peuple anglais, manifestée avec énergie, par le refus de la chambre des Communes de voter aucun subside pour la guerre contre les Hollandais, contraignit Charles II à faire la paix avec eux. Les 6000 hommes de troupes britanniques, réunis à l'armée française, eussent incontestablement dû être retirés alors.

Charles, malgré les interpellations répétées du parlement à ce sujet, permit néanmoins que ces troupes restassent sur le continent, et encore qu'elles fussent recrutées en Angleterre. Elles faisaient partie du corps de Turenne, et combattaient contre les Impériaux.

L'évacuation de la Hollande changea les sentiments et la conduite des petits états d'Allemagne, qui s'étaient rangés du côté des Français, au commencement de la guerre. L'électeur de Cologne, l'évêque de Munster, l'évêque d'Osnabruck, et le duc de Brunswick-Lunebourg firent la paix avec les Hollandais dans le courant de l'été. L'électeur de Brandebourg renouvela son traité, et consentit à fournir 20,000 hommes contre la France. L'empire déclara la guerre à la France au mois de juin.

Les Français avaient cette année trois armées en campagne; celle des Pays-Bas était commandée par le prince de Condé; celle du Rhin par Turenne; et la troisième, sous les ordres immédiats de Louis, était destinée à prendre possession de la Franche-Comté.

Le gouvernement français avait résolu, dans les préparatifs, que l'armée des Pays-Bas se tiendrait sur la défensive, tandis que Louis serait occupé dans la Franche-Comté. Conformément à ce plan, Condé concentra les forces entre Mons

et Charleroy. Le prince d'Orange, à la tête des troupes hollandaises et espagnoles, veut s'opposer à lui, mais ne jugeant pas convenable d'attaquer Condé dans la forte position qu'il occupait, ni, encore qu'il en eût été question auparavant d'entreprendre le siége de Charleroy, en présence d'une armée française aussi considérable, il se rabattit sur Audenarde, dans la vue de mettre le siége devant cette place. Condé le suivit, et le 21 août au matin, près de Seneffe, à mi-chemin entre Binche et Nivelles, il attaqua en force et avec vigueur l'arrière-garde du prince d'Orange avec le dessein de la séparer du gros de l'armée. Ceci amena la bataille de Seneffe, l'une des plus sérieuses et des plus acharnées de cette guerre; la nuit mit fin à l'action; les deux partis réclamèrent la victoire, et, en effet, les pertes semblent avoir été les mêmes à très peu près. Cependant le prince de Condé ne réussît pas à couper l'arrière-garde du prince d'Orange; et certes, sous ce rapport, il échoua dans ses projets. Les véritables avantages d'une victoire échurent du reste incontestablement aux Hollandais, par le surcroît de confiance que la conduite du prince d'Orange inspira à leurs conseils, et à ceux de leurs alliés. A tout homme réfléchi l'idée de la conquête de la Hollande eût paru ridicule en ce moment. Deux années après l'époque où Louis établit sa cour à Utrecht, les Hollandais se trouvèrent en état de tenir la campagne contre lui et de combattre ses armées, sans avoir besoin d'aucun avantage de localités.

Le prince d'Orange poursuivit sa marche et investit Audenarde. Les places de Tournay et d'Audenarde sont l'une et l'autre à cheval sur l'Escaut, et l'on peut, sans beaucoup de peine, tendre de vastes inondations devant chacune d'elles. Les Français en avaient formé sur la plus grande étendue possible. Dès que les Hollandais eurent commencé

les approches contre Audenarde, Vauban, qui avait la direction supérieure de la défense, fit ouvrir tout-à-coup les écluses de Tournai, et un énorme volume d'eau vint subitement se décharger dans l'inondation d'Audenarde. Cette manœuvre souvent répétée causa de graves dommages aux assiégeants et ajouta beaucoup aux difficultés de l'attaque. Le prince de Condé s'étant en même temps avancé vers Audenarde, les Hollandais levèrent le siége. Le prince d'Orange désirait attaquer Condé, mais le commandant des auxiliaires d'Allemagne, le comte Souches, non seulement refusa de concourir à cette mesure, mais, dans ce même moment, il quitta, avec ses troupes, l'armée combinée des Hollandais et des Espagnols ; l'autorité du prince d'Orange sur ces troupes indépendantes, quoique au service de la Hollande, était si faible, que cette étrange conduite du comte Souches ne paraît pas avoir été punie. Le prince d'Orange détacha un corps, pour assiéger Huy qui fut pris le 2 décembre, et il alla lui-même, avec le restant de ses forces disponibles, prendre part au siége de Grâve. Le prince de Condé envoya un renfort considérable à Turenne, en Alsace, et mit le surplus de son armée en quartiers d'hiver.

Indépendamment des forces que les Hollandais avaient poussées en avant, au commencement de la campagne, sous le prince d'Orange, afin de s'opposer au prince de Condé, dans les environs de Mons, ils avaient pu rassembler un autre corps destiné à faire le siége de Grâve, lequel commença le 23 juillet. La conduite de ce siége fut confiée au général Rabenhaupt. Le prince d'Orange arriva devant Grâve, avec ses renforts, le 10 octobre, et la place se rendit le 23.

Certes le comte Chamilly et la garnison française méritent de grands éloges pour la belle défense qu'ils soutinrent, durant trois mois, dans une place très-mal fortifiée,

sans abris casematés, et sans aucun espoir de secours. Grâve cependant, quoique mal fortifiée et sans revêtements, est forte par sa position sur les rives de la Meuse, par la profondeur et la largeur de ses fossés pleins d'eau, par les inondations qui l'entourent, et par l'impossibilité d'en approcher, si ce n'est en suivant la route étroite de la digue qui longe le fleuve. Les attaques du général Rabenhaupt paraissent avoir été trop multipliées et trop vives ; il eût probablement réussi plus tôt, s'il avait concentré ses moyens. La garnison française se maintint bravement dans le chemin couvert et dans les ouvrages extérieurs, pendant toute la durée du siége; les blessés seuls se réfugièrent dans la ville. Il y eut 174 officiers et environ 2400 hommes tués ou blessés, c'est-à-dire à peu près les deux tiers des officiers et une moitié des soldats qui avaient formé la garnison primitive.

Les alliés, dans leurs projets, avaient arrêté que les Impériaux, les Prussiens et les Lorrains franchiraient le Rhin à Strasbourg et chasseraient les Français de la Lorraine, ou repousseraient l'invasion de Louis dans la Franche-Comté. L'électeur de Brandebourg, ayant réclamé le commandement en chef, Montécuculli quitta cette armée. La saison était fort avancée, quand les Prussiens se mirent en mouvement; cette circonstance fournit à Turenne la faculté de passer deux fois le Rhin, à Philipsbourg, de surprendre et de battre d'abord les Lorrains, et plus tard les Impériaux, avant qu'ils eussent complété le rassemblement de leurs corps respectifs, ou avant que leurs alliés ne fussent venus les rejoindre. Cependant lorsque les Prussiens arrivèrent et passèrent le Rhin à Strasbourg, ce qui n'eut lieu que le 14 octobre, Turenne battit en retraite vers la Lorraine et laissa tomber la haute et la basse Alsace au pouvoir des Allemands. Les Impériaux et les Prussiens établirent paisiblement leurs

quartiers d'hiver en Alsace et l'électeur de Brandebourg, ayant envoyé l'électrice et sa famille à Colmar, y fixa sa cour pour l'hiver. La sécurité complète des alliés, dont la gauche s'appuyait aux Vosges et la droite au Rhin et qui avaient l'ennemi devant eux, inspira à Turenne l'idée de faire le tour des Vosges, de gagner ainsi les derrières des ennemis, et de les attaquer inopinément à dos. Tout dépendait du secret et de la promptitude des mouvements. Il rassembla son armée, au cœur de l'hiver, et, marchant avec la plus grande rapidité, il entra en Alsace, à Béfort, et chassa tout devant lui dans la vallée. Les Allemands, quoique beaucoup plus nombreux que le corps de Turenne, se trouvant surpris furent battus en détail et forcés de repasser le Rhin, à Strasbourg, six semaines à peine après que les opérations de Turenne avaient commencé. Incontestablement cette expédition doit être comptée parmi les plus habiles et les mieux exécutées des temps modernes.

Là finit la campagne. En Belgique, les Français avaient perdu Huy et Grâve; sur le Rhin, ils avaient brillamment repoussé les Allemands, et ils avaient enlevé la Franche-Comté aux Espagnols, presque sans rencontrer de résistance.

1675.

Cette année, les Français mirent de nouveau trois armées en campagne : l'une d'elles, en Belgique, où Louis se rendit de sa personne, au commencement de mai, fut employée sur la Meuse. Les Français s'attendaient à voir le prince d'Orange poursuivre le succès obtenu à Grâve dans la campagne précédente, et venir assiéger Maestricht. Comme Liége pouvait fournir de grandes ressources pour une telle opération, ils persuadèrent au baron de Vierset, gouverneur de la citadelle de cette ville pour le prince évêque, d'y admettre 1500

fantassins français, lesquels furent tirés immédiatement de Maestricht, afin d'assurer la neutralité et l'indépendance de Liége. Louis assiégea et prit Dinant, qui faisait partie, à cette époque, de l'évêché de Liége, et où s'était renfermé le général impérial, Spork, avec quelques soldats de l'empire. Spork défendit Dinant pendant huit jours; il se rendit le 29 mai. Huy fut attaqué ensuite et pris le 6 juin. Louis traversa la Meuse et investit Limbourg, qui fut défendue, pour les Espagnols, par le prince de Nassau-Siégen. Les fortifications de cette place ont été détruites depuis lors; mais elle était passablement forte et avait une petite citadelle bâtie sur un roc escarpé. Elle fut prise, après onze jours de siége, et se rendit le 21 juin. Louis retourna à Paris, après ces siéges et laissa le commandement de l'armée en Belgique à Condé, après avoir au préalable détaché des renforts considérables vers Turenne, en Alsace.

La seconde armée française était en Alsace, sous les ordres de Turenne. Les Suédois ayant envahi le territoire prussien en exécution du traité conclu avec la France, en 1670, l'électeur de Brandebourg se sépara des Impériaux, et marcha avec son armée, à la défense de ses propres domaines. Cependant l'empereur avait envoyé, vers Strasbourg, un corps considérable de l'armée impériale, pour se joindre aux Lorrains et à d'autres troupes de l'empire, et il avait donné le commandement de l'ensemble à Montécuculli. Turenne eut donc à lutter contre des forces ennemies tout-à-fait respectables. Pour empêcher Montécuculli de passer le Rhin par le pont de Strasbourg, Turenne fit construire, à la hâte et dans le plus grand secret, un pont de bateaux, à Offenheim, à douze milles au-dessus de Strasbourg; et, poursuivant l'armée française par ce pont, au-delà du fleuve, le 7 juin, il s'empara de Wilstadt, située en regard de Strasbourg,

et intercepta de la sorte toute communication entre Strasbourg et les Impériaux. Montécuculli occupa la ligne de la Renchen qui, descendant des montagnes voisines, coupe en travers la vallée du Rhin et se jette dans ce fleuve. Turenne tourna la position de la Renchen avec des peines infinies en remontant la rivière dans les montagnes, taillant des sentiers dans les bois, comblant les fondrières, et jetant des ponts, sur les ravins formés par les torrents. Les Français ayant ainsi gagné la gauche de Montécuculli, celui-ci s'établit plus en arrière, sur un terrain favorable. En allant reconnaître la nouvelle position des Impériaux, Turenne fut tué par un coup de canon, près du village de Saspach, le 27 juillet.

Les deux lieutenants-généraux de Turenne, le comte Lorges et le marquis de Vaubrun paraissent avoir pris ensemble le commandement et ne s'être pas trouvés d'accord sur la conduite à tenir. Cependant, ils ramenèrent l'armée française vers le Rhin, poursuivis par les Impériaux, et engagèrent, près d'Altenheim, où ils passèrent le fleuve, une action assez vive, dans laquelle le marquis de Vaubrun fut tué. Montécuculli traversa le Rhin à Strasbourg et entreprit les siéges de Haguenau et de Sauverne. Dès que Louis eut connaissance de la mort de Turenne, il ordonna au prince de Condé de quitter la Belgique et de se rendre en Alsace. Pendant que Condé s'avançait, à la tête de renforts considérables, Montécuculli leva les siéges de Haguenau et de Sauverne, et se retira derrière le Rhin; ce qui mit fin à la campagne, sur cette frontière.

Le prince d'Orange profita de l'absence de Condé et de l'affaiblissement de l'armée française, en Belgique, pour assiéger Binche, qui se rendit le dernier jour du mois d'août. Condé, que Louis avait chargé du commandement, à l'époque de son retour à Paris, après les prises de Dinant,

de Huy et de Limbourg, mentionnées dans le récit des évènements du commencement de cette année, avait habilement surveillé le prince d'Orange, évitant avec soin une bataille générale, dont la perte eut fourni aux Hollandais le loisir nécessaire pour assiéger Maestricht ou Charleroy; il régla toutefois ses mouvements de manière à pouvoir jeter du secours dans la place qu'ils investiraient.

La troisième armée française mise en campagne cette année fut confiée au maréchal de Créqui, et opposée à celle de l'empire; cette dernière se composait des contingents de divers princes allemands, et montait à 20,000 hommes, sous les ordres du duc de Lunebourg; elle passa le Rhin à Coblentz, et avança sur la Moselle, dans le dessein de reprendre Trèves, que l'on se souvient être tombé au pouvoir des Français, en 1673. Le maréchal de Créqui, en marchant vers Trèves, pour tenter de faire lever le siége aux Allemands, fut surpris et complètement battu, à Consarbruck, par le duc Georges Guillaume de Brunswick, qui commandait le corps chargé de couvrir l'opération. Créqui se sauva de sa personne dans Trèves, accompagné de quatre officiers seulement. La place se rendit le 6 septembre.

Charles IV, duc de Lorraine, mourut cette année, en laissant peu de regrets ou même de souvenirs. Il fut remplacé, non dans la possession de ses domaines, mais dans l'espoir de les recouvrer, par son brave neveu, Charles V, duc de Lorraine, et général très-distingué, au service de l'empereur, comme nous l'avons déjà dit.

1676.

Louis rejoignit son armée en Belgique au commencement de cette année. Le prince de Condé, à cause de son âge avancé et de ses infirmités, avait résigné le commandement

des troupes en Alsace, lequel était confié maintenant au maréchal de Luxembourg. Un troisième corps de moindre importance se réunit, sous le maréchal de Créqui, entre la Sambre et la Meuse, pour agir selon les circonstances.

En Belgique, la ville de Condé fut assiégée par Louis en personne, et prise au bout de six jours. Les ouvrages extérieurs furent emportés de vive force, et la garnison se rendit à discrétion.

Bouchain fut ensuite investi; Louis donna la direction du siége à son frère, Monsieur, Duc d'Orléans, et garda sous ses ordres immédiats l'armée d'observation, en se faisant assister par le maréchal de Schomberg. Le prince d'Orange, à la tête des Hollandais et des Espagnols, s'avança pour tenter la délivrance de Bouchain. Ses forces étaient de beaucoup inférieures à celles des Français, et Louis eût pu l'attaquer avec avantage, en déployant plus d'activité et de résolution. L'occasion échappa. Le prince d'Orange alla camper sous la protection de Valenciennes, et se voyant trop faible pour délivrer Bouchain, il jeta du renfort dans Cambrai. Bouchain se rendit, le 11 mai. Louis retourna à Paris, après la prise de Bouchain, et après avoir envoyé des Pays-Bas un corps de troupes considérable au maréchal de Luxembourg, en Alsace. Le maréchal de Schomberg, auquel Louis laissa le commandement de l'armée dans les Pays-Bas, détacha le maréchal d'Humières pour investir Aire, tandis qu'il alla lui-même s'opposer au prince d'Orange. Les Hollandais désiraient vivement de recouvrer Maestricht, et se préparaient, depuis quelque temps, à en entreprendre le siége. Le prince d'Orange, en se retirant des environs de Bouchain, avait investi Maestricht et l'attaque de cette place était commencée. Les Espagnols de leur côté voulaient délivrer Aire. Le défaut d'unité dans le commandement, écueil où les

opérations d'armées alliées ont tant de fois échoué, fut cause du non-succès, ici comme en beaucoup d'autres occasions. Les régiments espagnols quittèrent le camp devant Maestricht, pour marcher à la délivrance d'Aire; mais cette place se rendit avant leur arrivée; elle capitula le dernier jour de juillet. Le prince d'Orange, avec son armée affaiblie, ne put presser le siége de Maestricht, ni investir assez complètement cette forteresse pour empêcher le maréchal de Schomberg d'y jeter du renfort; en conséquence il fut obligé de lever le siége, le 27 août.

Le maréchal de Créqui, à la tête du corps d'entre Sambre et Meuse, attaqua inopinément Bouillon, et prit possession de la ville et du château. Bouillon appartenait, à cette époque, au prince-évêque de Liége. On se souvient que, l'année précédente, les Français avaient obtenu de loger 1500 fantassins dans la citadelle de Liége, afin d'empêcher les alliés de tirer de cette place pour le siége de Maestricht, les approvisionnements que l'on supposait qu'ils en eussent tirés sans cela. Les Français étaient donc non-seulement en paix, mais dans des termes d'amitié avec le prince-évêque; lorsqu'ils prirent tout-à-coup possession de la ville et du château de Bouillon. Avant l'investissement de Maestricht, par le prince d'Orange, la garnison française de la citadelle de Liége fit sauter les fortifications et se jeta dans Maestricht.

Le jeune duc de Lorraine avait succédé à Montécuculli, dans le commandement de l'armée impériale, sur le Rhin. Montécuculli se retira, à peu près en même temps que Condé quitta l'armée française, et pour les mêmes motifs : son âge avancé et ses infirmités. Le duc de Lorraine investit Philipsbourg, place qui étant située sur la rive allemande du Rhin, avait fréquemment servi aux Français de tête-de-pont sur le Rhin, et de passage en Allemagne. Il la serra de près, sur

la rive allemande; et, ayant traversé le Rhin avec les troupes destinées à couvrir le siége, il occupa la ligne de la Lauter, sur les bords de laquelle il se retrancha avec soin. Le duc de Luxembourg, s'attendant à voir les Impériaux remonter la vallée de l'Alsace, avait pris position entre Hagueneau et Sauverne, pour s'opposer à eux. Mais la manœuvre du duc de Lorraine déjoua son dessein, et il fut réduit à demeurer le spectateur oisif du siége de Philipsbourg ; cette place, après avoir été bravement défendue par la garnison française, sous Dufay, se rendit aux Impériaux le 17 septembre.

Pendant le cours des opérations de cette campagne, on entama des négociations de paix à Nimègue, sous la médiation de l'Angleterre : Sir William Temple et trois autres commissaires furent envoyés de la part de Charles II. Il ne paraît pas toutefois qu'aucune des parties, à l'exception des Hollandais, désirât sincèrement la paix : ceux-ci, n'ayant plus l'ennemi dans leur propre pays, défendaient alors les Pays-Bas Espagnols ; et, comme ni les efforts ni les ressources disponibles de l'Espagne n'étaient comparables à celles de ses Alliés, le principal fardeau de la guerre pesait sur la Hollande. Les Français, alléchés par la facilité avec laquelle ils étaient entrés en possession de plusieurs places importantes des Pays-Bas Espagnols, manifestaient clairement en ce moment l'intention de déployer tous leurs moyens, et le désir d'étendre leur frontière de ce côté. Par la prise de Philipsbourg et par le recouvrement de Trèves, les Impériaux espérèrent se trouver en état de pénétrer en Lorraine. Sous de telles circonstances, jointes à la partialité notoire du médiateur de Louis, et à l'influence corruptrice du monarque français sur le ministère d'Angleterre le congrès de Nimègue n'aida que faiblement au dénouement des affaires.

1677.

Les Français firent de grands efforts, durant l'hiver, afin de pouvoir ouvrir la campagne de bonne heure. Louis partit de Paris pour les Pays-Bas à la fin de février. Valenciennes fut investi aussitôt et pris le 17 Mars. Tout en rendant hommage à l'habileté et à la bravoure déployées par l'armée française, il faut cependant attribuer principalement cette prompte reddition à la négligence et à l'inattention de la garnison. Les approches avaient été conduites d'après la méthode ordinaire par Vauban. On proposa de prendre d'assaut un ouvrage avancé dont la possession fut jugée nécessaire au succès des opérations ultérieures du siége; les troupes commandées pour ce coup de rigueur emportèrent l'ouvrage, suivirent les défenseurs dans un ravelin qui le dominait et de là dans le corps de place; elles s'emparèrent à l'instant de quelques maisons, qu'elles crénelèrent et barricadèrent; Louis leur envoya du soutien, et la place fut prise.

Après la chute de Valenciennes, les Français divisèrent leur armée; Louis marcha en personne sur Cambray, et envoya son frère, le duc d'Orléans, assiéger St.-Omer. Les fortifications de Cambray consistaient en un simple mur flanqué de tours, sans dehors; le mur fut mis en brêche, et la place se rendit. On attaqua ensuite la citadelle. Ici les opérations durent être conduites avec plus de méthode, et la garnison, qui était de 2000 hommes, ne se rendit qu'après que les dehors furent tombés au pouvoir des Français, et qu'une brêche praticable eut été faite au corps de place. Cette reddition eut lieu le 17 avril; le siége avait duré douze jours. La citadelle de Cambray était alors, à très-peu-près, ce que nous l'avons vue de nos jours, les Français n'ayant guères travaillé de.

puis aux fortifications de Cambray, si ce n'est pour entourer le corps de place d'une enceinte extérieure et bastionnée.

Le duc d'Orléans assiégeait St.-Omer. Le prince d'Orange, ayant réuni ses forces, marcha à la délivrance de cette place. Le duc d'Orléans quitta le siége ; il fut rejoint, fort à propos, par le maréchal de Luxembourg que Louis avait envoyé à son secours, avec un renfort détaché de l'armée devant Cambray ; il attaqua et défit le prince d'Orange, le 11 avril, au pied de la colline sur laquelle est bâti Cassel. Les Français retournèrent assiéger St.-Omer qui fut pris le 20 avril. La garnison, forte d'environ 1500 hommes, obtint, par la capitulation, de pouvoir se retirer à Gand.

Après la reddition de St.-Omer et de la citadelle de Cambray, Louis, accompagné de son frère, retourna à Paris. Le commandement de l'armée dans les Pays-Bas fut laissé au maréchal duc de Luxembourg.

Le prince d'Orange dissémina ses troupes, comme pour les mettre en quartiers d'hiver, espérant amener par là le duc de Luxembourg à en faire autant. Sitôt que les Français eurent pris leurs cantonnements, il alla tout à coup investir Charleroy ; mais le duc de Luxembourg ayant rassemblé ses troupes, les conduisit du côté de Charleroy ; alors le prince d'Orange leva le siége, le 11 août.

St.-Ghislain, la clef des inondations qui constituaient la principale défense de l'importante place de Mons dans le système de ses fortifications d'alors, fut pris par les Français pendant l'hiver et sans la moindre peine : la rigueur du froid avait gelé l'eau des fossés, et la garnison avait négligé de briser convenablement les glaces. Cette garnison se composait d'environ 1100 soldats espagnols ; ils se rendirent le 11 décembre ; le duc de Villa Hermoza, gouverneur de Mons, marcha à leur secours, mais trop tard.

Sur le Rhin, les Impériaux essayèrent de pénétrer en Lorraine et en Alsace, en deux corps d'armée. Le duc de Lorraine, à la tête du corps principal, marcha par Trèves, traversa la Sarre, et avança vers Metz. Le maréchal de Créqui commandait l'armée française destinée à agir contre le duc. Durant trois mois, le maréchal avec la plus grande habileté et la plus admirable persévérance, se maintint en présence de l'ennemi, enlevant ses convois et ses détachements; et, sans s'aventurer dans une action générale, il le força enfin à abandonner l'idée de pénétrer en Lorraine, et à battre en retraite sur Strasbourg. Le prince de Saxe-Eisenach, qui commandait le corps impérial destiné à l'invasion de l'Alsace, fut plus malheureux encore. Il fut obligé d'entrer en capitulation avec le baron de Mouclar, chargé de la défense de l'Alsace, de repasser en conséquence le Rhin, et de se retirer à Rastadt. Le duc de Lorraine ayant ainsi perdu tout espoir de se renforcer en Alsace par la jonction du corps du prince de Saxe-Eisenach, repassa le Rhin, à son tour, sur le pont de Strasbourg. L'arrière-garde des Impériaux eut un engagement avec les Français à Kokenberg, près de Strasbourg, le 7 octobre; ceux-ci eurent le dessous. Plus tard, Créqui traversa le Rhin sur un pont de bateaux, beaucoup plus haut que Strasbourg, et alla assiéger Freyburg, en Brigau; cette place était simplement entourée d'une muraille; elle fut prise en cinq jours et se rendit le 14 novembre. Par sa position, elle pouvait présenter un obstacle aux Impériaux pour tirer leurs approvisionnements du Brigau, durant l'hiver; circonstance qui fit considérer sa prise comme fort importante, et qui donna beaucoup d'éclat au maréchal de Créqui, vers la fin de la campagne.

Cette campagne du maréchal de Créqui, quoique les ré-

sultats en furent moins brillants, peut être comparée sous quelques rapports à celle de Turenne, pendant l'hiver de 1674, lorsque celui-ci contraignit les Prussiens et les Impériaux à évacuer l'Alsace. Incontestablement le nom de Créqui est digne d'occuper une place éminente dans la liste des généraux français qui ont rendu le plus de services à leur pays.

Les succès de Louis en Flandres avaient tellement alarmé le peuple anglais, que la Chambre des Communes dans une adresse du 30 mars, pria Charles II de tenter quelques efforts pour maintenir l'intégrité des Pays-Bas Espagnols, et qu'elle s'engagea à le soutenir en cas d'une rupture avec la France. Le 23 mai, elle fit une nouvelle adresse, et déclara qu'elle n'accorderait plus de subsides, à moins que le roi ne conclût une alliance offensive et défensive avec la Hollande.

Dans cette disposition des esprits, le mariage du prince d'Orange avec la princesse Marie, lequel fut célébré au commencement de novembre, répandit une satisfaction générale dans toute la Grande-Bretagne.

1678.

L'activité des Français leur donnait de grands avantages dans les Pays-Bas sur les chefs allemands et espagnols, qui ne pouvaient ni réunir leurs troupes, ni entreprendre aucune opération, à moins que l'objet n'eut été pleinement discuté d'avance dans un conseil de généraux, et que les mesures n'eussent été approuvées par une commission des États. Louis parut de nouveau en Flandres au commencement de cette année. Gand fut investi aussitôt et se rendit le 9 mars; le château capitula le 12. La garnison de Gand était insuffisante pour défendre une place d'une aussi grande étendue;

mais le château, celui-là même que nous avons eu occasion de voir de nos jours, était certainement susceptible d'une meilleure défense.

Les Français assiégèrent ensuite Ypres qui se rendit le 25 mars, après un siége de sept jours. Les différents dehors qui entourent maintenant Ypres y ont été ajoutés depuis cette époque ; mais le corps de place existait à peu près comme il se trouve de nos jours. Il y avait du reste une petite citadelle pour servir de réduit à la garnison, et de même qu'à présent, de grandes facilités pour tendre des inondations. C'est pourquoi la défense doit être considérée comme réellement honteuse.

Calvo, commandant de la garnison française à Maestricht, envoya quelques soldats de partisans, pour surprendre la petite ville et le château de Léau, sur la Gette; ils en prirent possession le 4 mai. Léau est considérée comme un poste; il tire sa force des eaux et des marais qui l'entourent. Les Français se servirent pour y entrer, de batelets portatifs en osier, recouverts de toile cirée. Il est étonnant que des batelets de cette espèce, étant si maniables et si commodes, n'aient pas été plus souvent employés à la guerre (1).

Louis retourna à Paris, après la prise d'Ypres. Le duc de Luxembourg, auquel il laissa le commandement, mit l'armée française en mouvement vers Mons, et prit position près de l'abbaïe de St.-Denis. Les Français étant du reste maîtres de St.-Ghislain, semblaient avoir adopté toutes les mesures préliminaires pour entrer en possession de Mons.

Le prince d'Orange, à la tête de l'armée hollandaise et espagnole, s'approcha de Mons, et jugeant l'occasion favo-

---

(1) Voyez les notes à la fin de l'ouvrage.

rable, il attaqua le duc de Luxembourg, dans l'après-dînée du 14 août, et le força de quitter sa position avec une perte considérable. Les écrivains français désolés de l'échec essuyé par le duc de Luxembourg en cette occasion, ont fait au prince d'Orange un reproche de son attaque, alléguant qu'il devait avoir connaissance de la signature du traité de paix : le traité venait, en effet, d'être signé, le 10 août, à Nimègue ; mais la signature, quoique datée du 10 août, n'eut réellement lieu qu'à minuit du 10 au 11 août. Il serait difficile de concevoir que la nouvelle en ait pu être expédiée au prince d'Orange, avant le matin du 11. Or, quiconque a voyagé dans la contrée marécageuse et sablonneuse entre Nimègue et Bois-le-Duc, entre Bois-le-Duc et Bréda, entre Bréda et Anvers, et qui considère, en outre, qu'il n'y avait nulle part de chevaux de poste sur la route et point de pavé de Bréda à Anvers, ajoutera aisément foi à l'assertion du prince d'Orange, qui affirme n'avoir reçu avis de la signature du traité que dans la nuit du 14 août. Il était informé de l'existence des négociations, cela est incontestable; mais les Français aussi en étaient informés, et Louis n'hésita pas à attaquer Gand et Ypres, bien qu'il eût des plénipotentiaires à Nimègue. On n'avait pas conclu d'armistice, et le fait est que les prétentions des différents négociateurs augmentaient ou diminuaient, selon la tournure heureuse ou malheureuse des événements de la guerre. Si le duc de Luxembourg avait vu la chance favorable, il se serait volontiers emparé de Mons, et il n'eut point été arrêté par la considération des négociations qu'il savait être pendantes. S'il n'eut été trop tard, la défaite de Luxembourg, et la dispersion de l'armée française dans les Pays-Bas auraient eu le plus heureux effet, relativement aux conditions à obtenir par les Hollandais à Nimègue; et le prince d'Orange paraît

non-seulement pouvoir être tout-à-fait justifié, quant au fait de son attaque ; mais si l'occasion se montrant favorable de frapper un grand coup, il avait négligé de le faire, à cause des négociations, sa conduite eût été hautement blâmable.

La nouvelle de la prise de Gand et d'Ypres par les Français, au commencement de cette année, causa une telle sensation en Angleterre, que Charles II fut forcé d'envoyer le duc de Monmouth, avec 3000 hommes, à Ostende, pour secourir les Espagnols. Le Parlement vota une levée de 30000 hommes. Sur les sollicitations répétées de la chambre des communes, Charles enfin se décida aussi à rappeler les régiments britanniques au service de la France. Ces braves troupes avaient servi Louis de la manière la plus honorable et la plus fidèle, pendant toute la durée de la guerre. Dans les mémoires privés de l'époque, les bataillons de Monmouth, de Douglas et d'Hamilton sont sans cesse signalés pour leur courage et pour leur habileté. Louis, irrité de leur rappel, les congédia sans paie, sans habillements, sans honneurs, sans récompense et sans remerciements. Les historiens français conviennent eux-mêmes qu'ils furent renvoyés en Angleterre en assez mauvais état.

Le maréchal de Créqui avait conservé cette année le commandement de l'armée française sur le Haut-Rhin. Les Impériaux se proposaient de reprendre Freyburg, et de pénétrer dans la Haute-Alsace, par le pont de Rhins-feld, Créqui battit leur avant poste près de Rhins-feld, le 6 juillet; puis il traversa le Rhin et descendant la vallée du Rhin, sur la rive allemande, à la poursuite du duc de Lorraine, il atteignit l'arrière-garde de celui-ci à Gegunbak, et la défit, le 23 juillet. Il attaqua et prit le fort de Kehl, et brûla, en grande partie, le pont de Strasbourg, le 27 du même mois.

du 10 Aou 1678

En exécution du traité de Nimègue, les Français restituèrent Maestricht aux Hollandais. Ils rendirent aussi à l'Espagne Charleroy, Binche, Ath, Audenaerde et Courtray, qui leur avaient été cédés, à la paix d'Aix-la-Chapelle. L'Espagne, cependant, abandonna à Louis, outre la Franche-Comté, les places de Valenciennes, de Bouchain, de Condé, de Cambray, de Cateau-Cambrésis, d'Aire, de St.-Omer d'Ypres, de Wervick, de Warneton, de Poperinghe, de Bailleul, de Cassel, de Bavai et de Maubeuge. Il est donc bien évident que la France augmenta considérablement ses possessions et la force de sa frontière du côté des Pays-Bas, par la paix de Nimègue.

1679.

Ce fut cette année seulement que l'empereur fit la paix avec la France. Les Français avaient pris Freyburg, et les Impériaux Philipsbourg. Le principe: *uti possidetis*, fut suivi à peu près complètement par les Impériaux, qui ne cédèrent rien à la France, si ce n'est le droit de communiquer de Brisach, au-delà du Rhin, jusqu'à Freyburg; la position enclavée de cette ville parait avoir été cause qu'elle ne procura aucun avantage militaire ou politique à Louis.

Le duc de Lorraine ne recouvra point ses domaines. La France offrit d'en faire la restitution, mais en des termes si révoltants et si humiliants, que ce Prince aima mieux protester contre le traité tout entier, et attendre une occasion plus favorable de rentrer dans ses possessions.

Ainsi finit la seconde guerre de Louis XIV. La France conserva la Lorraine et avait acquis, avec l'agrément de l'Europe entière, la Franche-Comté et une étendue considérable de territoire dans les Pays-Bas.

1680.

Sitôt que la paix de Nimègue fut conclue, les Français tournèrent leur attention vers les moyens d'assurer leurs nouvelles acquisitions; ils construisirent, sans perdre de temps, toutes les fortifications jugées nécessaires. Le point où l'Yser, qui se jette dans la mer à Nieuport, coupe le canal d'Ypres à Furnes, fut choisi pour l'établissement d'un fort, le fort de Knocke, dont le possesseur commande les communications par eau entre ces trois places. Des lignes furent construites depuis Dunkerque, par Furnes, jusqu'au fort de Knocke, et de-là jusqu'à la Lys, de manière à couvrir la communication entre Ypres et Menin. Menin fut régulièrement fortifié; la citadelle de Tournay achevée; Charlemont, sur la Meuse, restauré; Maubeuge bâti tel qu'il existe aujourd'hui; et Philippeville rendu considérablement plus fort. Tous ces travaux s'exécutèrent avec une grande activité, indépendamment des fortifications de Freyburg, et d'autres ouvrages très-étendus, en Alsace, et dans les Vosges.

Louis institua cette année trois cours souveraines dont les décisions devaient être sans appel, et les fonctions spéciales de rechercher et de constater quelles étaient les villes, villages, baronies ou autres possessions, dont la souveraineté lui avait été transmise par la paix de Nimègue. Ces cours s'assemblèrent à Besançon, pour la Franche-Comté; à Brisach, sur le Rhin, pour l'Alsace; et à Metz, sur la Moselle, pour les Pays-Bas. Des troupes françaises occupèrent sur le champ tous les villages ou territoires que les cours adjugèrent à Louis. L'électeur Palatin, l'électeur de Trèves, le duc de Wurtemberg, le roi de Suède, en sa qualité de duc de Deux-Ponts, perdirent tous des portions considérables de leurs domaines. Dans les Pays-Bas espagnols, Louis réclama

la ville d'Alost et les dépendances; et soutint que le roi d'Espagne lui devait l'hommage féodal, pour la ville et pour la province de Luxembourg.

1681.

Cette année, les Français prirent possession du comté de Chiny, dans les Pays-Bas, en vertu d'une décision de la cour séant à Metz. Le comté de Chiny, limitrophe de la province de Luxembourg, comprend treize villes et plusieurs villages. L'un des officiers français chargés de la prise de possession, ayant interrogé un paysan sur les limites ou frontières de la contrée, celui-ci répondit avec un peu d'humeur « qu'on disait à Metz qu'elle comprenait la moitié du monde et que l'autre en dépendait. »

Louis fit de plus, cette année, sans coup férir, une autre acquisition beaucoup plus importante. Il avait envoyé des troupes investir inopinément Strasbourg ; et soit par suite d'une surprise, soit par trahison, soit pour de l'argent, les magistrats de la ville se déterminèrent à ouvrir les portes à une garnison française. Depuis lors, les Français sont toujours demeurés maîtres de cette place. Louis fit une sorte d'entrée triomphale dans Strasbourg, le 23 octobre. Il désigna pour en être gouverneur, le comte de Chamilly, le même qui avait si bien défendu Grave, en 1674, ce fut une preuve qu'il était résolu à ne pas se dessaisir facilement de sa nouvelle conquête.

1682.

Les Français continuèrent de pousser avec vigueur leurs travaux de fortifications, dans les Pays-Bas; et de donner la plus grande attention au perfectionnement de leur armée. Des compagnies de cadets furent créées pour l'instruction des

jeunes gens qui se destinaient au service. Les mineurs furent formés en compagnies, et reçurent alors, pour la première fois, une instruction régulière.

1683.

Les agressions de Louis dans les Pays-Bas espagnols déterminèrent le roi d'Espagne à déclarer la guerre à la France, le 26 octobre de cette année. Les Français, qui avaient un corps de troupes rassemblé dans des tentes, près d'Ath, sous les ordres du maréchal d'Humières, investirent immédiatement Courtrai. Courtrai se rendit, le 6 novembre. Le maréchal d'Humières assiégea ensuite Dixmude, qui fut occupée le 10 du même mois. Ces deux places étaient mal approvisionnées, et leurs garnisons trop faibles ; leur prise ne présenta donc aucune difficulté. Dixmude, cependant, eût pu être mieux défendue.

1684.

Louis entreprit le siége de Luxembourg au commencement de cette année. Le maréchal de Créqui commandait le corps assiégeant ; l'armée d'observation resta sous les ordres personnels de Louis, assisté du maréchal de Schomberg. Ce même maréchal de Schomberg fut tué, plus tard, à la bataille de Boyne. Après la révocation de l'édit de Nantes par Louis, il avait quitté le service de France pour entrer dans celui du prince d'Orange, et lorsque celui-ci devint ensuite notre roi Guillaume, il l'accompagna dans son expédition d'Angleterre. Vauban dirigea le siége de Luxembourg, n'ayant pas moins de soixante ingénieurs à sa disposition. Les difficultés du siége de cette forteresse, proviennent de la nature rocheuse du site, qui nécessite de la part de l'attaquant beaucoup de travaux pour se mettre à couvert. Les Fran-

çais tirèrent grand parti de la nouvelle organisation de leurs mineurs. Les bombes, alors d'invention récente, contribuèrent aussi à abréger le siége. Cependant le gouverneur de Luxembourg, le prince Ernest Ferdinand de Croy, défendit bien la place. Le siége avait commencé le 8 mai et la prise de possession n'eut lieu que le 4 juin. Les Français y eurent huit de leurs ingénieurs tués et dix-neuf blessés.

Après la prise de Luxembourg, l'armée française sous le maréchal de Créqui, avança sur la Moselle, et contraignit l'électeur de Trèves de consentir à la démolition des fortifications de sa capitale. Les dehors furent rasés et les tours de l'enceinte abattues jusqu'au niveau de la muraille : les troupes françaises ne laissèrent subsister qu'une chemise nue, et capable seulement de garantir la place contre un coup de main.

Ces usurpations de la part de la France causèrent une alarme universelle et excitèrent la plus vive indignation dans toute l'Europe. Cependant la situation particulière de chacune de parties lésées empêcha un appel immédiat aux armes. L'empereur déjà engagé dans une rude guerre avec les Turcs, qui avaient assiégé Vienne l'année précédente, pouvait difficilement rassembler de l'argent ou des troupes pour faire la guerre à la France. Les finances de l'Espagne la rendaient, pour longtemps, incapable de soutenir la guerre avec vigueur, loin de ses propres frontières. Quelle que fut l'opinion du peuple anglais, les vœux et la politique de Charles II étaient ouvertement favorables à Louis. Le prince d'Orange et les Hollandais étaient les plus intéressés à prévenir l'agrandissement de la France et suffisamment désireux de s'y opposer ; mais, se voyant seuls en état de combattre parmi les alliés, ils ne jugèrent pas le moment opportun pour recommencer les hostilités.

Dans ces circonstances, on en vint à négocier. Les différentes puissances ne purent s'entendre sur les articles d'un traité de paix définitif. C'est pourquoi une simple trève fut conclue, pour vingt années. Le congrès des puissances s'était tenu à Ratisbonne, et pour ce motif on appela cette trève la trève de Ratisbonne.

Par les conditions de la trève, l'Espagne accorda à la France de demeurer en possession de Luxembourg et de ses dépendances. La France restitua Courtrai et Dixmude à l'Espagne.

L'empereur et l'empire consentirent à ce que Louis continuât d'avoir des garnisons françaises dans Strasbourg et au fort de Kehl. Quelques lambeaux de territoire furent restitués à l'électeur de Trèves et au duc de Wurtemberg.

Ainsi, par la trève de Ratisbonne, les Français se maintinrent dans la possession de deux forteresses importantes, Luxembourg et Strasbourg. Dixmude, qu'ils restituèrent ne pouvait leur être que d'une bien faible utilité, soit dans leurs opérations offensives, soit pour la défensive; et ils détruisirent les fortifications de Courtrai, avant de l'évacuer.

1685.

Charles II d'Angleterre mourut au mois de février de cette année.

Le 22 octobre, Louis XIV révoqua l'édit de Nantes. Ce fut la mesure la plus impolitique de son règne, pour ne pas dire la plus cruelle et la plus inhûmaine; elle priva la France de plusieurs milliers de ses plus industrieux habitants. Elle hâta la révolution d'Angleterre. On peut affirmer, en effet, qu'elle y contribua matériellement.

1686.

Le 9 juillet de cette année les différents états d'Allemagne

et quelques-unes des puissances contiguës firent une convention, à Augsbourg pour garantir la sûreté et le repos de l'Allemagne; et ils s'engagèrent à se prêter un mutuel secours contre les envahissements de la France. Cette association du corps germanique est appelée la ligue d'Augsbourg. L'empereur en sa double qualité de chef de l'empire et d'archiduc d'Autriche, le roi d'Espagne comme possesseur du cercle de Bourgogne, le roi de Suède pour ses domaines d'Allemagne, l'électeur de Bavière, le cercle de Franconie, la maison de Saxe, et les états du cercle du Haut-Rhin furent tous parties contractantes dans la ligue d'Augsbourg.

1687.

Il ne se passa aucun événement militaire ou politique de conséquence. Les Français s'appliquèrent à augmenter les fortifications de Luxembourg et de Strasbourg. Ils dépensèrent annuellement, durant la paix, de 300,000 à 400,000 livres sterling pour fortifier leurs nouvelles acquisitions dans les Pays-Bas et sur le Rhin. Cette année ils y avaient affecté 600,000 livres, somme immense si l'on considère la valeur de l'argent à cette époque, et l'économie judicieuse qu'apportent les Français dans tous leurs travaux publics.

1688.

La trêve de Ratisbonne avait à peine duré quatre années lorsque Louis XIV renouvela la guerre, et ouvrit la première campagne par l'invasion des états allemands. Dans le manifeste qu'il publia, à cette occasion, il allégua la formation de la ligue d'Augsbourg, comme une preuve des sentiments hostiles qu'on nourrissait contre lui en Allemagne et de l'intention secrète qu'avait l'empereur d'entamer une lutte vigoureuse, sitôt que la paix qu'il était sur le point de

conclure avec les Turcs lui aurait permis de diriger l'ensemble de ses forces contre la France.

Les Français se mirent en mouvement au mois de septembre. Ils débutèrent par le siége de Philipsbourg. Leur armée comptait 80,000 hommes, sous le commandement du Dauphin assisté du maréchal de Duras. La direction du siége fut confiée à Vauban.

Ce siége est remarquable comme étant le premier où le tir à ricochet fut mis en usage. Vauban établit sur la rive gauche du Rhin, des batteries à ricochet qui enfilèrent deux des fronts attaqués. Trois approches furent conduites à la fois contre la place; le comte de Stahremberg la défendit pendant vingt jours, avec une garnison de 2000 hommes. Les Français eurent à ce siége 1800 hommes tués ou blessés, sans compter 10 ingénieurs tués et 14 blessés.

Sitôt que Philipsbourg eut été pris, le Dauphin investit en même temps Manheim et Frankenthal. Manheim, qui est situé au confluent du Necker et du Rhin, est fort par sa position autant que par ses fortifications. Cependant la garnison était insuffisante pour la défense; une batterie d'enfilade et à ricochet ayant démonté cinq à six pièces, dès l'ouverture du siége, la place se rendit. Frankenthal fit de même, sitôt que les pièces destinées à l'attaquer eurent été mises en batterie.

Tandis que ces siéges se poursuivaient, des corps détachés allèrent envahir les électorats de Trèves, de Mayence et de Cologne. Les Allemands, qui ne s'étaient pas attendus à voir Louis rompre la trève de Ratisbonne, si favorable à ses intérêts, furent surpris; et les Français occupèrent presque toutes les places fortes des électorats de Trèves et de Mayence sans aucune difficulté. Des garnisons françaises s'établirent dans Trèves, Spire, Worms et Mayence. Coblentz et Ehren-

breitstein furent les seules de ses places que l'électeur de Trèves put conserver. L'arrivée opportune de quelques régiments Saxons les sauva par bonheur. Le maréchal de Boufflers, commandant en chef des troupes françaises employées à ces opérations, bombarda Coblentz, mais ne parvint pas à s'en rendre maître.

L'électeur de Cologne admit volontairement une garnison française dans Bonn, et de même dans toutes les villes et forteresses de son électorat.

Sitôt que Manheim se fut rendu, les Français poussèrent un nouveau corps au delà du Rhin, et prirent possession d'Heidelberg, ainsi que de presque toutes les villes, forteresses et châteaux du Palatinat.

Tandis que les Français étaient ainsi occupés sur le Rhin, le prince d'Orange s'embarqua pour l'Angleterre, avec environ 15000 hommes de troupes hollandaises. Il aborda, le 5 novembre, à Torbay. La révolution eut lieu, et Jacques II s'enfuit en France; le prince d'Orange et la princesse Marie montèrent sur le trône, et le règne du roi Guillaume et de la reine Marie commença.

Louis déclara la guerre aux Hollandais, le 3 décembre.

1689.

Louis avait accueilli Jacques II, dans son exil, avec tous les témoignages de l'affection et de l'amitié. Maintenant il l'envoya en Irlande (contrée dont la majeure partie des habitants avait refusé de reconnaître l'autorité du roi Guillaume) en le faisant soutenir par une escadre, et par 7000 hommes de troupes françaises. L'Angleterre, en conséquence, déclara la guerre, le 17 mai.

Au commencement de cette année, le roi Guillaume avait envoyé en Hollande plusieurs régiments britanniques pour

remplacer les troupes hollandaises, qu'il jugea nécessaire de retenir pour quelque temps encore en Angleterre. Ces régiments furent maintenant renforcés, au moment de la déclaration de la guerre, et formèrent une petite armée auxiliaire, destinée, sous le commandement du comte de Marlborough, à agir de concert avec les Hollandais.

Les conquêtes, opérées l'année précédente par les Français, en Allemagne, firent courir aux armes chaque état et chaque principauté de cette contrée. Trois armées se formèrent. La première, composée des contingents des cercles, des troupes hollandaises, des bataillons espagnols disponibles dans les Pays-Bas Espagnols, et du corps britannique sous Marlborough, se rassembla sur la Sambre, ayant à sa tête le prince de Waldeck. La seconde armée, sous les ordres de l'électeur de Brandebourg, consistait dans les troupes prussiennes et dans celles des principautés du nord de l'Allemagne. Elle eut pour objet d'attaquer Bonn, et de chasser les Français de l'électorat de Cologne. La troisième armée, formée des Impériaux et des troupes de l'ouest de l'Allemagne, fut confiée au duc de Lorraine, et dut opérer sur le Haut-Rhin. Pour s'opposer à ces armées, les Français jugèrent nécessaire de concentrer leurs forces, et d'évacuer la plus grande partie de leurs conquêtes. Ils abandonnèrent complètement le Palatinat, de l'autre côté du Rhin, et une grande partie de l'électorat de Trèves. Afin cependant de rendre difficile aux armées allemandes de se procurer la subsistance dans les provinces ainsi évacuées, les Français (la postérité le croira à peine) brulèrent et saccagèrent les villes, les villages, les châteaux, les fermes, et jusqu'aux chaumières. Oppenheim, Spire, Worms, Heidelberg, Manheim, Ladenbourg, Frankenthal furent pillés et incendiés. Il y eut des scènes d'horreur et de dévastation

telles, que l'imagination se refuse à croire qu'il en ait jamais existé, si ce n'est, jadis dans les provinces Romaines succombant sous une irruption de barbares.

A l'armée du prince de Waldeck, sur la Sambre, les Français opposèrent un corps commandé par le maréchal d'Humières. Un engagement, où ils eurent le dessous, se passa le 27 août près de la ville de Walcourt. Une patrouille ou détachement en reconnaissance, du prince de Waldeck, forte d'environ 1500 hommes, ayant été coupée du corps de l'armée par le maréchal d'Humières, se jeta dans Walcourt, qui était entouré d'une muraille. Le maréchal eut l'imprudence de faire donner l'assaut à la ville. Le prince de Waldeck accourut au secours de son détachement, et, attaquant les Français avec vigueur, il les refoula avec une perte considérable. Les troupes britanniques se distinguèrent particulièrement.

L'armée de l'électeur de Brandebourg assiégea Bonn qui fut prise le 12 octobre. Le duc de Lorraine attaqua Mayence qui, quoique bien défendue, se rendit le 8 septembre.

Ainsi finit la campagne de 1689. Les Français avaient été forcés d'abandonner leurs conquêtes, à peu près aussi rapidement qu'elles furent acquises. Les armées allemandes se trouvaient réunies sur le Rhin, impatientes de venger les maux affreux et cruels infligés à leur pays.

1690.

Charles V, duc de Lorraine, mourut au printemps de cette année. Nous avons mentionné, dans le récit des événements de 1663, la lettre si belle et si attendrissante qu'il adressa à l'empereur. Son caractère se trouve dépeint de la manière suivante, dans les mémoires du maréchal de Berwick :

« C'était un prince éminent par sa prudence, sa piété et sa » valeur; aussi habile qu'expérimenté dans le commandement

»des armées ; également incapable d'être enflé par la pros»périté, comme d'être abattu par l'adversité; toujours juste, »toujours généreux, toujours affable ; à la vérité, il avait »quelquefois des mouvements vifs de colère ; mais dans »l'instant la raison prenait le dessus et il en faisait ses excuses. »Sa droiture et sa probité ont paru, lorsque sans considérer »ce qui pouvait lui être personnellement avantageux, il s'op»posa en 1688 à la guerre que l'empereur méditait contre la »France, quoique ce fut l'unique moyen pour être rétabli »dans ses États. Il représenta fortement qu'il fallait préférer »le bien général de la chrétienté à des inimitiés particu»lières; et que si l'on voulait employer toutes ses forces en »Hongrie, il oserait presque répondre de chasser les Turcs »d'Europe en peu de campagnes. Son avis ne fut point suivi; »mais il n'est pas moins louable. »

Après sa défaite à Walcourt, Louis avait ôté au maréchal d'Humières le commandement de l'armée française, en Belgique, et en avait chargé le maréchal de Luxembourg. Le prince de Waldeck, à la tête des alliés dont l'armée ne consista, cette année, qu'en 32000 hommes, à cause des efforts que le roi Guillaume fut obligé de faire en Irlande, était sur la Sambre, ayant son quartier général à Trazegnies. Il se proposait d'attendre, dans cette position, l'arrivée de l'électeur de Brandebourg avec l'armée prussienne, laquelle devait opérer de concert avec lui dans les mouvements subséquents. Les Français qui avaient, sur la Moselle, un deuxième corps pour s'opposer à l'électeur de Brandebourg, s'il venait à agir de ce côté, en envoyèrent une partie, à la hâte, renforcer le maréchal de Luxembourg. Celui-ci passa la Sambre, à mi-distance environ entre Charleroy et Namur et marcha contre le prince de Waldeck. Les alliés occupaient une position mal choisie. Leur front était, à peu près sur le pro-

longement de la ligne occupée depuis par les Prussiens, sous Blucher, le 9 juin 1815; leur gauche près de St.-Amand, et leur droite vers Heppignies; ils n'avaient pas occupé le village de Fleurus, situé devant leur front. Les Français profitant de cette faute prirent immédiatement possession de Fleurus. Ils déployèrent leur armée à la droite et à la gauche de Fleurus parallèlement aux alliés, et firent les démonstrations d'une attaque de front sur toute la ligne. Pendant ce temps, Luxembourg en personne, à la tête de ses meilleures troupes, passa rapidement par le village de Ligny; et, s'éloignant jusque contre la chaussée entre Namur et Bruxelles, il fit un détour assez grand pour gagner, sans être aperçu, les derrières de l'aile gauche des alliés. Ce mouvement décida de la journée. Le prince de Waldeck se replia en désordre vers Charleroy; après avoir essuyé une perte considérable en prisonniers aussi bien qu'en tués et en blessés. L'infanterie hollandaise se conduisit remarquablement bien dans cette bataille, et couvrit, avec une grande fermeté, la retraite de l'armée.

Les Français ne poursuivirent pas le succès obtenu à Fleurus. Au contraire, les alliés ayant reçu des renforts considérables de troupes britanniques, hollandaises et hanovriennes, et, en même temps, le contingent du prince-évêque de Liége, le maréchal de Luxembourg fut contraint de se tenir sur la défensive durant le reste de la campagne et les Français ne retirèrent nul avantage de la victoire.

Il ne fut fait rien d'important, cette année, par l'armée de l'électeur de Brandebourg, qui avait pris Bonn dans la campagne précédente. Elle continua simplement d'occuper l'électorat de Trèves. On avait eu le projet de faire agir ce corps, en Belgique, de concert avec celui du prince de Waldeck; mais les divergences d'opinion et d'intérêt, insé-

parables de la constitution de toute force coalisée, aussi bien que l'impossibilité de faire mouvoir celle-ci avec précision et avec célérité, donnèrent aux Français de grands avantages sur les alliés, tant pour la formation que pour l'exécution de leurs desseins.

Depuis la mort du duc de Lorraine, l'empereur avait donné le commandement de son armée, sur le Haut-Rhin, à l'électeur de Bavière. Le dauphin, assisté du maréchal de Duras, commandait l'armée française, comme l'année précédente. Il passa le Rhin au Fort Louis, nouvelle tête-de-pont que les Français avaient construite pendant la paix, à peu près à mi-distance entre Strasbourg et la Lanter, et il tenta de pénétrer dans le Wurtemberg; mais l'électeur de Bavière s'y opposa, à la tête des Impériaux et des Saxons, et il ne se passa rien d'important.

1691.

Pendant nombre d'années, le gouvernement français avait caressé le désir de posséder Mons. On se souvient qu'en 1677, avant la paix de Nimègue, les Français prirent St.-Ghislain; cette prise fut un grand pas vers celle de Mons, parce que, à cette époque, la faculté de retenir la plus grande partie des inondations, qui contribuent si puissamment à sa défense, dépendait de la possession de St.-Ghislain. En évacuant ce poste, à la paix, ils en détruisirent les fortifications. Maintenant ils s'en étaient tout-à-coup emparés de nouveau, et ils avaient investi Mons, sous le commandement personnel de Louis, assisté du maréchal de Luxembourg. L'attaque des Français partit des hauteurs de Bertaimont. La garnison ne tira nul parti des inondations de la Haine, par la raison que l'ennemi occupait St.-Ghislain; et, quant à celles qu'elle eût pu tendre à l'aide de la Trouille, elles

furent empêchées par l'activité et par l'adresse des Français, qui, détournant le cours du ruisseau, ne laissèrent plus passer l'eau au travers de Mons, et la firent écouler par leur parallèle. Le prince de Bergues défendait la place à la tête de 5000 hommes. Cette force était d'autant moins suffisante pour une forteresse de la forme et de l'étendue de Mons, qu'elle eut à contenir, en outre, une population turbulente et nombreuse. Le siége dura seulement trois semaines. Le prince de Bergues capitula, le 9 avril, et sortit avec les restes de sa garnison, consistant en 280 officiers et en 3500 hommes, pour rejoindre l'armée alliée à Halle. Louis retourna à Paris, immédiatement après la reddition, et laissa le commandement de l'armée au maréchal de Luxembourg.

La situation des affaires en Irlande ayant permis au roi Guillaume de quitter cette contrée, il arriva sur le Continent au commencement de cette année, pour prendre le commandement de l'armée alliée en Belgique. Tandis que les chefs militaires des alliés tenaient conseil, à la Haie, sur les opérations de la campagne, ils reçurent la nouvelle de l'investissement de Mons par les Français. Le roi Guillaume réunit, à la hâte, quelques corps disponibles, et se porta à Halle; il prit, devant Halle, la même position à peu près, qui fut assignée, le 17 juin 1815, au prince Frédéric d'Orange et à la division de sir Charles Colville; l'immense infériorité de ses forces lui interdisant d'avancer au secours de Mons. Les Français, désireux d'occuper Mons, avant que les armées alliées ne pussent marcher en force vers eux, pressèrent le siége par tous les moyens, et accordèrent au prince de Bergues des conditions plus favorables qu'ils n'eussent fait sans cela.

Sitôt que l'armée alliée eut reçu tous ses renforts, et fut

complètement organisée et rassemblée, le roi Guillaume s'avança de Halle au devant des Français. Cependant il ne se passa rien; chacun des deux partis étant décidé à ne pas risquer une action générale, sans quelque avantage évident sur son adversaire, ce qui ne se présenta point. Le roi Guillaume quitta l'armée au commencement de septembre, laissant le prince de Waldeck pour la commander. En se dirigeant de Leuze vers la vallée de la Dendre, le maréchal de Luxembourg eut l'occasion d'attaquer, le 18 septembre, un détachement de cavalerie qui faisait partie de l'arrière-garde de l'armée alliée. La cavalerie française réussit d'abord, mais, toute l'arrière-garde alliée étant venue au soutien des escadrons attaqués, les Français furent obligés de se retirer. Dans cette affaire, les alliés perdirent environ 1500 hommes, et les Français seulement 400.

1692.

Maximilien Emmanuel, électeur de Bavière, fut, cette année, nommé gouverneur général des Pays-Bas Espagnols par le roi d'Espagne. Les dépenses et les pertes énormes auxquelles la possession de ces provinces éloignées avait si constamment assujetti l'Espagne, furent cause, que la cour de Madrid saisit avec joie l'occasion de nommer un gouverneur, disposé à les défendre par ses propres troupes et avec ses propres deniers.

Le nouveau gouverneur ne put cependant empêcher les Français de faire d'immenses préparatifs, en Belgique, pour cette campagne. Le maréchal de Boufflers investit Namur au commencement de mai. Louis lui-même vint diriger le siége, qui commença le 25 du même mois. Une autre armée commandée par le maréchal de Luxembourg, fut destinée à

couvrir le siége. Les deux corps ensemble comptaient 120,000 hommes.

La Méhaigne, qui prend sa source à quelque distance sur la gauche de la chaussée de Namur à Bruxelles, traverse cette chaussée à trois lieues et demie environ de Namur, et se jette dans la Meuse à Huy. Cette rivière fut la ligne défensive occupée par le maréchal de Luxembourg, et l'on n'eût pu en choisir de meilleure. Le roi Guillaume, à la tête de l'armée alliée, forte de 97,000 hommes, approcha de la Méhaigne; mais il ne jugea pas convenable d'attaquer la position du maréchal de Luxembourg. Entre-temps, les Français pressèrent le siége, avec leur activité ordinaire.

La force de Namur réside dans sa citadelle, érigée sur un site formidable, à la jonction de la Sambre et de la Meuse; la ville bâtie dans la vallée au pied de la citadelle, avec la Sambre entre deux, est protégée par la citadelle, de ce côté seulement. Les fronts de Namur qui regardent l'autre côté de la vallée de la Sambre ne sont pas défilés des hauteurs en face, et l'ennemi établi sur ces hauteurs peut en descendre vers la ville, et conduire en même temps, sous leur protection, une autre attaque dans la vallée de la Meuse. Les Français ouvrirent deux attaques, suivant ce qui vient d'être décrit; et y en ajoutèrent une troisième, sur la rive droite de la Meuse, afin de pouvoir agir, par un feu de revers et d'enfilade, contre les fronts attaqués. La ville capitula, et fut occupée, le 5 juin, après sept jours de tranchée ouverte.

La citadelle de Namur, que les Français attaquèrent ensuite, était incontestablement très-forte. Le premier obstacle à vaincre consistait en un retranchement avancé, irrégulier, s'étendant en travers de l'angle, formé par la jonction de la Sambre et de la Meuse, et au sommet duquel

la citadelle est bâtie. Cette ligne avancée fut prise d'assaut. Un nouveau fort détaché nommé le Fort Guillaume, construit par Coehorn, en avant de la citadelle, se présentait le second aux attaques. Par une circonstance curieuse Coehorn lui-même eut le commandement de ce fort. Vauban dirigeait les approches des Français. Il fit construire une parallèle tout à l'entour du fort, de manière à couper complètement les communications avec la citadelle; et Coehorn fut obligé de capituler. La sûreté des communications en arrière, indispensables pour recevoir du renfort ou pour retirer la garnison avait été, sans aucun doute, étrangement perdue de vue dans la construction de cet ouvrage avancé. Une ligne bastionnée en travers de l'isthme, avec un ouvrage à cornes, tous deux bien revêtus et une haute muraille flanquée de tours, et soutenue plus loin par un vieux château, dont les murs étaient très-épais, constituaient le restant des fortifications. Ces ouvrages, cependant, étaient fort rapprochés les uns des autres, et n'offraient guères d'abris casematés. La citadelle se rendit le 30 juin, après 27 jours de siége. L'attaque coûta aux Français environ 3,000 hommes tués ou blessés; ils eurent neuf ingénieurs tués et autant de blessés.

Louis retourna à Paris immédiatement après la reddition de la citadelle de Namur, et laissa son armée, comme auparavant, sous les ordres du maréchal de Luxembourg.

Le roi Guillaume partit des environs de la Méhaigne, et occupa, à peu près, sa première position, en avant de Halle, contre le village de Tubise, sur la Senne. Le maréchal de Luxembourg le suivit de près, et campa à Steinkerke, sur la même rivière, à mi-chemin environ entre Enghien et Braine-le-Comte, et à environ trois lieues de l'armée alliée.

Dans ces circonstances, le roi Guillaume se proposa d'atta-

quer les Français; il nourrissait l'espérance de les pouvoir surprendre; ayant découvert qu'un secrétaire de l'électeur de Bavière faisait l'espion dans son armée, aux gages du maréchal de Luxembourg, et donnait régulièrement connaissance à celui-ci des plans et des intentions des alliés, cet individu fut contraint par la menace d'écrire au maréchal de Luxembourg que l'armée alliée enverrait le lendemain un gros détachement aux fourrages, et soutiendrait les fourrageurs par de l'infanterie. C'est pourquoi, quand les patrouilles et les avant-postes français signalèrent l'approche des colonnes du roi Guillaume, le maréchal de Luxembourg fit d'abord peu d'attention à ces rapports, et se reposa sur les renseignements que l'espion lui avait communiqués. Il était à peu près deux heures de relevée lorsque le roi Guillaume, avant d'avoir complété ses dispositions, ordonna à sa gauche, composée de l'infanterie hollandaise, danoise et anglaise, sous les ordres du duc de Wirtemberg, d'attaquer la droite des Français. L'attaque se fit avec beaucoup d'impétuosité, et le maréchal de Berwick, qui était dans l'armée française, avoue franchement que si le premier effort avait été soutenu, ou que la gauche et le centre du maréchal de Luxembourg eussent été engagés en même temps, la journée était perdue par les Français. Mais la nature de la contrée, hérissée d'obstacles, empêcha les autres colonnes de soutenir le duc de Wirtemberg, ou de communiquer avec lui et entr'elles; et la cavalerie de l'armée alliée alla, par mégarde, s'embarrasser et se mêler avec l'infanterie, parmi des broussailles, où elle fut plus nuisible qu'utile. Les alliés perdirent 3,000 hommes en tués et blessés, dont la plupart appartenaient à l'infanterie anglaise. Les Français avaient pu affaiblir leur gauche et leur centre, pour envoyer des renforts considérables à la droite. Au soir, le roi Guil-

laume se retira, sans être poursuivi. La perte des Français fut égale, à peu près, à celle des alliés. L'affaire eut lieu, le 3 août; elle est connue sous le nom de bataille de Steinkerke. Peu de jours après, le maréchal de Luxembourg se mit en mouvement vers Courtrai, sur la Lys, plaçant ainsi l'Escaut entre les alliés et son armée. Le roi Guillaume marcha vers Grammont, sur la Dendre, et choisit cette ville comme un point central situé à peu près à égale distance de Courtrai, de Tournai et de Mons, et communiquant, par la Dendre, avec Gand, Bruges et Ostende. Les deux armées demeurèrent dans ces positions jusque vers la fin de septembre, époque à laquelle elles s'établirent en quartiers d'hiver. Les Français cantonnèrent leur armée entre Condé, Leuze et Tournay.

Le maréchal de Luxembourg se rendit à Paris, laissant le commandement de l'armée française, en Belgique, au maréchal de Boufflers. Celui-ci tira quelques troupes de leurs cantonnements et investit inopinément Charleroy, le 16 octobre. Mais l'électeur de Bavière, rassemblant les forces alliées, marcha au secours de la place. De Boufflers leva le siége, et se retira vers Philippeville.

Cette année, le gouvernement britannique forma, mais avec des moyens insuffisants, le projet de s'emparer de Dunkerke; et, dans cette vue, il fit partir d'Angleterre, sous les ordres de Ramsay, quelques régiments, qui débarquèrent à Ostende. Le roi Guillaume envoya, pour les soutenir, de son camp de Grammont, un renfort considérable, sous le général Tolmash. Celui-ci prit possession de Furnes. De leur côté, les Anglais, que commandait le général Ramsay, se rendirent maîtres de Dixmude. L'idée de conquérir Dunkerke fut abandonnée, dès qu'on eut fait la reconnaissance de la place; mais on mit des garnisons dans Furnes et dans

Dixmude, et leurs fortifications furent restaurées et agrandies.

La bataille de Steinkerke, décrite parmi les événements de cette année, est remarquable comme étant la dernière, en Europe, où l'on vit encore des corps d'infanterie armés de la pique. Dorénavant, au lieu du mousquet à mèche et de la pique, on fit généralement usage de fusils munis de la baïonnette.

1693.

Le maréchal de Boufflers prit Furnes le 6 janvier, après quelques jours de blocus. La place fut très-mal défendue; le commandant, le comte de Horn, général hollandais, se rendit, avec une garnison de près de 4,000 hommes de troupes hollandaises et britanniques.

Les Français rassemblèrent cette année dans les Pays-Bas une armée plus considérable qu'aucune de celles qu'ils eussent encore eues dans ces provinces. Elle fut partagée en deux corps; l'un, sous le commandement immédiat du roi, assisté du dauphin et du maréchal de Boufflers; l'autre, sous les ordres du maréchal de Luxembourg. Ces corps d'armée campèrent d'abord près de Mons, puis allèrent s'établir aux environs de Gembloux. Après quelques jours d'attente, Louis retourna à Versailles, envoyant le dauphin en Allemagne, avec une partie de l'armée, et laissant le maréchal de Luxembourg, à la tête du reste, en Belgique. Les armées françaises formaient ensemble une force disponible de 120,000 hommes, sous les armes. Le roi Guillaume, à la tête des troupes alliées, avait pris position près de Louvain, pour arrêter les Français dans leur marche sur Bruxelles. Son armée ne comptait que 50,000 hommes. Le maréchal de Berwick est d'avis, que la disposition inexplicable des forces françaises, et le départ subit de Louis pour Versailles sau-

vèrent le roi Guillaume de la destruction. S'il est inévitable qu'une armée inférieure soit battue par une plus grande, le raisonnement de Berwick devient admissible. Mais la position, en arrière de Louvain, est peut-être l'une des plus fortes de la Belgique; et le roi Guillanme n'en eut pas été facilement délogé, s'il avait voulu s'y maintenir, avec la droite appuyée à la Dyle et la gauche au canal entre Louvain et Malines. De Berwick, en exprimant le regret qu'on eut laissé échapper cette occasion, laisse percer le sentiment très-pardonnable d'une indignation concentrée. « La retraite du roi, » dit-il, était incompréhensible. Ne pouvant y avoir de bonnes » raisons, et même n'en ayant jamais pu apprendre, ni des » ministres, ni des généraux, il faut conclure que Dieu ne » voulait pas l'exécution de tous ces beaux projets. »

Le dauphin était en marche vers l'Allemagne, avec son corps. Le maréchal de Luxembourg approcha de l'armée alliée, qui, partie de Louvain, avait été prendre position, près du village de Meldert, sur un ruisseau, qui coule dans la grande Geete, à peu de distance de Tirlemont. Luxembourg trouva le roi Guillaume trop avantageusement posté et retranché, pour risquer une attaque contre lui. Cependant il enleva, à Tirlemont, un corps de cavalerie qui arrivait pour rejoindre l'armée alliée. Les Français hors d'état d'amener le roi Guillaume à une action dont ils pussent tirer quelque profit, se mirent en route vers la Meuse. Le maréchal de Luxembourg détacha le maréchal de Villeroi pour assiéger Huy; tandis que lui-même se tint en position, à Vignamont entre la Méhaigne et la Meuse. Huy fut pris, le 14 juillet, Villeroi pilla et incendia la ville, et détruisit le pont sur la Meuse. Pour justifier ces actes de cruauté, il allégua que les habitants s'étaient joints à la garnison, dans la défense de la place.

Le roi Guillaume avança, à quelque distance au delà de Tirlemont, vers la Meuse. Il traversa les deux Geete, et appuya sa droite au village de Neerwinden, et sa gauche à un ruisseau marécageux, qui coule aux étangs de Léau, et se jette, plus loin, dans la petite Geete. Le maréchal de Luxembourg quitta Vignamont, pour attaquer l'armée alliée. Sa grande supériorité le rendait impatient d'amener un engagement. La distance de Vignamont à Neerwinden est d'environ sept lieues, et, comme il n'y a que des chemins de traverse, ou ce que les Français appellent des chemins de terre, la cavalerie française seule, avec laquelle Luxembourg poussa lui-même en avant, put arriver en présence de l'armée alliée, vers la chute du jour. Il faisait noir quand l'infanterie atteignit la position. On passa la nuit au bivouac. Le lendemain, 29 juillet, l'attaque eut lieu.

La gauche du roi Guillaume était en sûreté. Afin de fortifier sa droite, il fit retrancher le village de Neerwinden. Il fit, en outre, élever, pendant la nuit, un parapet continu, s'étendant, depuis Neerwinden tout le long de son front. Dans cette situation, il attendit l'attaque de l'ennemi. Le maréchal de Luxembourg, après avoir soigneusement reconnu la position de l'armée alliée, déploya des masses de cavalerie devant la gauche et devant le centre des alliés, tandis qu'avec sa meilleure infanterie, il tenta tous les efforts imaginables pour s'emparer de Neerwinden. Six brigades attaquèrent à la fois le village; il fut défendu avec une grande obstination. Les Français perdirent beaucoup de monde, et furent repoussés. Cependant, le maréchal de Luxembourg renouvelant incessamment l'attaque, avec des troupes fraîches, parvint enfin à occuper Neerwinden. Il introduisit, à l'instant, sa cavalerie, laquelle, passant au travers du village, alla se former sur la droite de la position des alliés, en arrière de leurs retran-

chements. La victoire alors ne pouvait plus longtemps être douteuse; ce fut la plus complète que les Français remportèrent dans aucune de leurs guerres, en Belgique.

Le roi Guillaume disposait de 65 bataillons et de 150 escadrons à cette bataille. Il perdit près de 20,000 hommes en tués, en blessés et en prisonniers. Les Français engagèrent 96 bataillons et 206 escadrons, et eurent 8,000 tués et blessés. Landen étant la ville la plus rapprochée du théâtre de l'action, celle-ci est généralement désignée sous le nom de bataille de Landen.

Le maréchal de Luxembourg ne poursuivit point les alliés, et ne profita pas de la victoire. Il se rabattit même vers la Meuse, afin de pouvoir tirer de la principauté de Liége les subsistances et le fourrage nécessaires pour son armée. Le roi Guillaume, à force d'activité, fut bientôt de nouveau à la tête d'un corps respectable. En prenant sur les troupes en garnison, et en rassemblant les renforts fournis par les différents alliés, il se mit en état de tenir la campagne. Il séjourna dans les environs de Bruxelles, pour prévenir les attaques que le maréchal de Luxembourg pouvait tenter contre cette place.

En septembre, les Français investirent Charleroy. Le maréchal de Luxembourg s'établit à Fleurus, pour couvrir le siége. Le maréchal de Villeroi commanda le corps assiégeant, et Vauban en dirigea les travaux.

Le marquis de Villadurias, général de l'artillerie espagnole, commandait dans Charleroy. La défense fut très-belle et très-remarquable. Il perdit, avant de se rendre, 3,000 hommes, sur 4,500 qui formaient la garnison au commencement du siége. Les Français mirent vingt-six jours à prendre la place; elle capitula, le 11 octobre. Il y eut deux attaques, l'une du côté du Nord, l'autre du côté de l'Est.

L'attaque du Nord cependant fut purement secondaire ; la véritable attaque, celle de l'Est, mérite d'être citée pour l'audace apparente avec laquelle l'assiégeant y construisit une parallèle au pied du glacis de la place, nonobstant une flaque d'eau large et profonde, qui séparait la garde de la parallèle de ses soutiens en arrière. Vauban avait lui-même fortifié Charleroy, et connaissait parfaitement la force réelle, ou seulement apparente, de chaque front. Il concentra sur celui de l'attaque une masse de feux si grande que la garnison resta impuissante pour tenter des sorties ; et la pente du terrain, depuis le crête du glacis jusqu'au bord de la flaque d'eau dont nous avons parlé, était telle que les troupes du chemin-couvert ne purent pas tirer sur les approches des Français, sans s'exposer elles-mêmes au feu formidable des ouvrages établis par les assiégeants, sur le flanc opposé du vallon qui renfermait les eaux.

Après la prise de Charleroy, les Français se mirent en quartier d'hiver, et, quelques jours plus tard, les alliés en firent autant.

1694.

Le dauphin commanda, cette année, l'armée française dans les Pays-Bas, en se faisant assister par le maréchal de Luxembourg. Cette armée se rassembla près de Mons ; d'où le dauphin la conduisit, par Fleurus, du côté de St.-Trond, contre l'armée alliée ; celle-ci, sous les ordres du roi Guillaume, était campée à proximité de Louvain. Dans cette campagne, les forces des alliés égalaient celles de la France. Le dauphin, en voyant le roi Guillaume marcher au devant de lui, se retira, et prit position au delà du Geer ou Jaar, rivière qui coule à travers Tongres, et se jette dans la Meuse à Maestricht. Bientôt les Français tombèrent encore plus en arrière et occupèrent leur ancienne position, à Vignamont, entre la

Méhaigne et la Meuse; ils s'y retranchèrent. L'été se passa en mouvements de cette espèce.

Au mois d'août le roi Guillaume, ne prévoyant pas que les Français abandonneraient leur camp retranché de Vignamont, trop fort d'ailleurs pour être attaqué, résolut de se mouvoir inopinément vers la droite, pour essayer de surprendre Courtrai, et de porter la guerre dans la Flandre française. Il marcha donc sur Sombreffe, le 18 août. Les Français eurent avis de ce mouvement, dans la soirée du même jour; et, ayant pénétré les desseins de l'ennemi, ils levèrent, sans délai, le camp de Vignamont, passèrent la Sambre à Namur, laissant la rivière, jusques à Merbes, entre eux et l'armée alliée, pour couvrir l'opération; et, continuant leur marche par Mons et par Condé, puis par la rive gauche de l'Escaut jusqu'à Tournai, ils parvinrent, avec leur cavalerie et avec la tête de leur colonne, à Espierres, sur l'Escaut, assez à temps pour défendre le passage aux alliés.

Le roi Guillaume marcha avec nonchalance de Sombreffe à Nivelles, de là à Soignies, à Chièvres et enfin sur Espierres. La distance totale n'excède pas seize lieues. Malheureusement, il mit quatre jours à la franchir; ce qui donna aux Français le temps d'exécuter le rapide mouvement déjà décrit. Les troupes françaises, eu égard au détour qu'elles firent, ne parcoururent pas moins de huit lieues par jour; et un tel effort continué pendant quatre jours sur des chemins de traverse parle hautement en faveur de l'activité et de la bonne volonté de ces troupes.

Le dauphin, après avoir été renforcé par le général La Valette, avec neuf bataillons, qu'on venait de lever pour la défense de la Flandre française, éleva des retranchements à Espierres, et ensuite, à Avelghem, situé plus bas sur l'Escaut, afin d'empêcher le passage des alliés. Le roi Guillaume

descendit plus bas encore, et passa la rivière à Audenarde, dont la garnison était espagnole. Une fois au delà de l'Escaut, il fit la contremarche, et avança dans le pays entre l'Escaut et la Lys, vers l'amont de ces rivières, sur Courtrai.

Les Français occupaient Courtrai en force, soutenus à dos par la place bien fortifiée de Menin, et, plus en arrière encore, par des lignes, construites entre la Lys et l'Yperlée, et convenablement garnies de troupes. Bien que le roi Guillaume eût passé l'Escaut, il était évident que, sous de telles circonstances, toute tentative pour pénétrer dans la Flandre française, aurait été hasardeuse.

C'est pourquoi il en abandonna l'idée; et, traversant la Lys, au dessous de Courtrai, à mi-distance entre cette ville et Deynse, il se rendit à Roulers. De là, il envoya de fortes garnisons à Dixmude, sur l'Yperlée, et à Deynse, sur la Lys; et donna des ordres pour fortifier ces deux places, autant qu'il serait possible. Après quoi, il mit son armée en quartiers d'hiver.

Tandis que ces opérations se poursuivaient, sur la Lys et sur l'Escaut, un corps détaché de l'armée alliée, sous le commandement du duc de Holstein, s'était approché de la Meuse, et assiégeait Huy, qui se rendit, après neuf jours de siége, le 28 septembre.

1695.

Le commandement de l'armée française, en Belgique, fut confié, cette année, au maréchal de Villeroi, par suite de la mort du maréchal de Luxembourg. Le caractère de ce dernier a été retracé, en des termes si beaux, par De Berwick, que tout lecteur, doué de sentiment, me saura gré, j'en suis sûr, de les reproduire ici.

« Cet hiver mourut le maréchal de Luxembourg universel-

»lement regretté des gens de guerre. Jamais homme n'eut »plus de courage, de vivacité, de prudence et d'habileté; »jamais homme n'eut plus la confiance des troupes, qui étaient »à ses ordres; mais l'inaction dans laquelle on l'avait vu rester, »après plusieurs de ses victoires, l'a fait soupçonner de »n'avoir point eu envie de finir la guerre, ne croyant pas »pouvoir faire la même figure, à la cour, qu'à la tête de cent »mille hommes. Quand il était question d'ennemis, nul gé»néral plus brillant que lui; mais, du moment que l'action »était finie, il voulait prendre ses aises, et voulait s'occuper »plus de ses plaisirs, que des opérations de la campagne. »Sa figure était aussi extraordinaire, que son humeur et sa »conversation étaient agréables. Sa grande familiarité lui »avait attiré l'amitié des officiers; et son indulgence à ne point »trop se soucier d'empêcher la maraude, l'avait fait adorer »des soldats; qui, de leur côté, se piquaient d'être toujours »à leur devoir, quand il avait besoin de leurs bras.»

Il faut observer, cependant, qu'en cette occasion l'admiration pour les talents d'un ami, a influencé le jugement de De Berwik. La cruelle et honteuse dévastation de Swammerdam et de Bodegrave, en Hollande, villages que le maréchal de Luxembourg livra à la furie effrénée de ses soldats, fera toujours détester sa mémoire, et ranger son nom parmi les noms de ces hommes vicieux, qui ont fait un usage illégitime et condamnable de leur autorité. «Il ne se souciait point trop d'empêcher la maraude» c'est là une pauvre excuse, pour justifier la destruction des propriétés, la ruine et la misère qu'il fit peser sur plusieurs milliers d'hommes inoffensifs.

Le maréchal dc Villeroi commit une partie de son armée à la défense de la Flandre française, derrière les lignes entre la Lys et l'Yperlée, et qu'on appelait les lignes de Commines;

parce qu'elles se terminaient, par la droite, près de cette ville, située sur la Lys; il chargea le maréchal de Boufflers de s'établir, sur la droite, derrière de nouvelles lignes, qu'on était occupé à construire, entre la Lys et l'Escaut. Tournay, Menin, Ypres, le Fort de Knocke et Furnes peuvent être considérés comme les redoutes de cette ligne de retranchements. Les lignes, entre l'Escaut et la Lys, doivent avoir eu au moins deux lieues et demie de longueur; celles de Commines, entre la Lys et l'Yperlée, au moins deux lieues de plus; et celles, entre Ypres et Furnes, par le Fort de Knocke, ne sauraient être estimées à moins de six lieues et demie. On découvre encore aujourd'hui les restes de ces ouvrages prodigieux qui n'ont pu être élevés qu'avec le secours d'une population laborieuse et serrée. Les militaires de notre temps sont trop prompts à se moquer de ces lignes continues, traversant des provinces entières, et construites tant de fois dans les Pays-Bas; et l'on entend répéter souvent avec dédain cette phrase banale, que toutes les lignes du monde, y compris la grande muraille de la Chine, ont toujours été forcées. Mais, qu'on veuille bien réfléchir que les grands hommes de l'époque dont nous retraçons les faits, furent, autant que nous pouvons l'être nous-mêmes, désireux du succès, et intéressés à obtenir de grands résultats; qu'on veuille encore leur accorder le même degré de talents et de sens commun qu'à leurs descendants; et, dès lors, on ne devra plus supposer qu'ils entreprirent ces ouvrages immenses sans avoir en vue un objet équivalent. Ces lignes couvraient et protégeaient la contrée en arrière; elles permettaient la libre circulation des convois et des détachements; elles masquaient les mouvements des armées à l'ennemi; et, dans un pays ouvert, tel que la Belgique, divisé, comme il était alors, en plusieurs provinces rivales, elles constituè-

rent occasionnellement une frontière, là où la nature n'en avait point donné.

Nous avons vu le grand capitaine de ce siècle attendre, derrière ses lignes de Torrès-Vedras, le moment opportun pour marcher en avant.

Le roi Guillaume partit d'Audenarde, où il avait réuni l'armée alliée; et, traversant la Lys à Deynse, il s'approcha de Roulers. En ayant l'air de menacer ainsi les lignes de Commines, il voulut empêcher Villeroi de jeter du renfort dans Namur, ou de porter quelqu'autre obstacle à l'attaque de cette place, pour le siége de laquelle toutes choses étaient déjà préparées d'avance.

Après être resté quelque temps à Roulers, le roi Guillaume marcha sur Namur et l'investit le 3 juillet. Le maréchal de Boufflers, à la tête de plusieurs régiments de dragons, quitta les lignes, entre l'Escaut et la Lys, et se jeta dans Namur, avant que les communications eussent été complètement coupées.

Le prince de Vaudemont fut laissé par le roi Guillaume à Deynse, à la tête de 30 bataillons et de 60 escadrons, pour épier les mouvements des Français sous Villeroi; et Dixmude reçut une garnison respectable, avant la marche sur Namur.

Les Français résolurent d'attaquer Vaudemont, et s'approchèrent, de nuit, dans la vue de le surprendre. Ils avaient atteint le village d'Arseele, à cinq quarts de lieue de Deynse, et enlevé une avant-garde, composée de deux bataillons; lorsque Villeroi leur commanda de faire une halte. Vaudemont se retira à Gand. Il est impossible de deviner quels furent les motifs de Villeroi, pour s'arrêter au milieu de l'opération. La prise ou la dispersion d'une aussi grande partie de l'armée alliée aurait eu le meilleur effet sur l'issue

de la campagne et empêché, très-probablement, la continua tion du siége de Namur.

Villeroi s'empara de Deynse, où se trouvaient deux bataillons, et ensuite de Dixmude, où le roi Guillaume avait laissé huit bataillons, sous le commandement d'un général danois, Ellenberger. Ces deux places se rendirent honteusement, sans faire résistance. Le commandant de Deynse fut cassé, comme il le méritait, par une haute cour martiale, et le général Ellenberger décapité, à Gand, sur la sentence de la même cour.

Le siége de Namur se poursuivait cependant sous les ordres du roi Guillaume; le maréchal de Villeroi, dans la vue de faire abandonner l'opération par l'armée alliée, résolut de bombarder Bruxelles. Sitôt que leurs batteries furent prêtes, le 13 août, les Français commencèrent l'attaque, et ils continuèrent, pendant quarante-huit heures, un feu nourri de bombes et de boulets rouges contre la ville. Les effets furent épouvantables : la destruction d'une partie très-considérable de cette belle cité, et les misères de la guerre infligées sous leurs toits, à des citoyens paisibles et inoffensifs, à leurs femmes et à leurs enfants.

Villeroi, après avoir reçu des renforts nombreux de l'armée française en Allemagne, pendant qu'il se trouvait devant Bruxelles, se mit en marche, avec toutes ses forces réunies, par la chaussée de Namur; pour essayer de faire lever le siége au roi Guillaume. Son armée était de 90,000 hommes. Le prince de Vaudemont, et ses troupes, joignirent de leur côté le roi Guillaume qui, grâce à ce secours, fut en état de continuer le siége, et d'opposer un corps d'observation à Villeroi. Le prince de Vaudemont eut ordre de prendre position près de Masy, sur l'Orneau, ruisseau qui prend sa source un peu au-delà de Gembloux,

et qui se jette dans la Sambre. Villeroi, ayant reconnu la position, la trouva retranchée avec soin, et abandonna tout-à-fait l'idée de l'attaquer. Il resta à Gembloux, jusqu'à la reddition de Namur; alors l'armée française passa la Sambre à Charleroy, et se mit en cantonnements, dans les environs de Mons.

Ainsi qu'on l'a déjà dit, la place de Namur avait été investie, le 3 juillet; elle se rendit le 5 septembre. La garnison consistait en 14,000 hommes de bonnes troupes commandées par le maréchal de Boufflers. Pendant les trois années que les Français furent en possession de Namur, ils agrandirent considérablement les fortifications, sur les hauteurs de la rive gauche de la Sambre, vis-à-vis de la citadelle, située sur la rive opposée; ils y construisirent une suite de lunettes détachées, se flanquant les unes les autres, et munies de réduits casematés. Ces ouvrages existent encore, et fournissent, à la fois, la preuve de l'activité des Français, et de la solidité de construction de leurs travaux de défense. Mais ici leur plan fut trop gigantesque. La citadelle de Namur, avec ses ouvrages avancés, constituait déjà un camp retranché. S'établir sur les hauteurs opposées, c'était véritablement en former un second; et une armée entière, même considérable, n'eût rien été de trop pour les défendre. La citadelle de Namur, admirablement placée, à la jonction de la Sambre et de la Meuse, et commandant la navigation de l'une et de l'autre, est tout ce dont on peut jamais avoir besoin; sauf, pour la ville, une enceinte qui la mette à l'abri du pillage. Vouloir faire de Namur une place d'armes, et une grande forteresse, ne serait produire qu'une inutile dépense d'argent et de travail.

Le siége ne fut guères que la répétition des opérations des Français, en 1692. La ville fut prise la première, la

citadelle ensuite. Dans l'attaque de la ville, on conduisit les approches contre le pont où se trouve la porte de St.-Nicolas; les admirateurs de Sterne se souviendront que ce fut là que le capitaine Shandy reçut une blessure dans l'aine. La porte de St.-Nicolas subsiste toujours, et il est impossible d'y passer, sans songer au brave et généreux capitaine, ou à son honnête et fidèle caporal.

Ce moment fut le plus brillant de la carrière militaire du roi Guillaume. Durant les services longs, fidèles et honorables qu'il accomplit contre les envahisseurs de son pays natal, il avait obtenu d'éminents succès, si l'on envisage le résultat, car il refoula les Français, depuis les murs d'Amsterdam jusqu'à la citadelle de Namur. Mais on ne saurait, malgré cela, lui accorder le titre de général heureux; dans maintes batailles il ne réussit pas, et il fut forcé de lever plus d'un siége. Il se distingua par la persévérance et par la prudence. Aussi, faut-il attribuer ses revers, à la nature du gouvernement hollandais, qui n'abandonna jamais qu'une faible part d'autorité, aux mains d'un stadhouder conduisant l'armée en campagne.

Chaque opération devait être discutée à l'avance, et l'assentiment de la commission des États obtenu aussi bien que celui de la majorité du conseil de guerre, avant que l'on pût mettre aucune entreprise à exécution. Ajoutons que l'armée se composait des contingents de plusieurs nations différentes, que divisaient la jalousie et l'opposition des intérêts, et nous nous étonnerons que le roi Guillaume ait remporté le moindre avantage, plutôt que de nous sentir disposés à dire qu'il fit peu de chose.

Il n'est pas hors de propos d'observer que le gouverneur de la banque d'Angleterre fut tué au siége de Namur. Il était venu à l'armée, pour des affaires relatives à la solde

des troupes, et, dans un moment où il s'approcha trop de l'ennemi, un coup de feu le frappa, par hasard.

1696.

Cette année, on ne fit presque rien de part ni d'autre, dans les Pays-Bas. En Angleterre il se forma un complot pour rétablir Jacques II sur le trône. Des troupes françaises s'étaient approchées des côtes, prêtes à se faire transporter en Angleterre, pour soutenir la tentative. On expédia, en conséquence, du continent, vingt bataillons d'infanterie hollandaise et britannique; cet incident paralysa l'armée alliée, et retint le roi Guillaume en Angleterre, jusqu'au milieu du mois de mai.

Les Français avaient rassemblé des approvisionnements considérables à Givet, sur la Meuse, pour l'usage de leur armée pendant la campagne prochaine. Au commencement de mars, le duc de Holstein, qui commandait les alliés dans les environs de Namur, détacha lord Athlone et le général Coëhorn, avec trente bataillons. Ils remontèrent la Meuse bloquèrent complètement Dinant et Givet; et, à l'aide de bombes, détruisirent et brûlèrent tout ce que les Français avaient mis en magasin, dans ces deux places; puis, ils retournèrent à Namur, sans être molestés.

1697.

Les Français, ayant fait la paix en Italie, renforcèrent cette année, autant qu'ils le purent, leur armée en Belgique : ils formèrent trois corps, sous les commandements respectifs du maréchal de Villeroi, du maréchal de Boufflers et du maréchal Catinat. Les trois armées ensemble comptaient 133 bataillons et 350 escadrons. Les opérations commencèrent par le siége d'Ath, opération dont on chargea le

corps du maréchal Catinat. La place fut prise, après quatorze jours de tranchée ouverte. Elle se défendit mal. Vauban, qui avait construit la forteresse, en dirigea l'attaque. La reddition eut lieu, le 5 juin.

Villeroi et Boufflers avaient résolu d'aller, conjointement, assiéger Bruxelles. Dans ce dessein, ils descendirent, après la prise d'Ath, le long de la belle vallée de la Dendre, jusqu'à la hauteur de Ninove; mais le roi Guillaume, s'étant placé entr'eux et Bruxelles, à la tête de l'armée des alliés, les Français ne quittèrent pas les bords de cette rivière.

Depuis quelque temps, les différentes puissances engagées dans la guerre avaient envoyé des plénipotentiaires au château du roi Guillaume, à Ryswyk, près de La Haye. La paix se conclut, et fut signée, le 20 septembre, entre l'Angleterre, l'Espagne, la Hollande et la France; et, le 30 octobre, entre la France, l'empereur et l'empire. Voici quels furent les termes du traité, en ce qui concerne les Pays-Bas :

1. La France restitua à l'Espagne la ville et la province de Luxembourg, le comté de Chiny, Charleroy, Mons, Ath et Courtrai.

2. Dinant fut restitué à l'évêque de Liége.

3. La France conserva Strasbourg; mais céda à l'empereur le fort de Kehl, sur la rive allemande du Rhin; et les fortifications, érigées dans l'île entre Strasbourg et le fort de Kehl, durent être détruites.

4. Freyburg et Philipsbourg furent restituées à l'empereur.

5. Le duc de Lorraine, fils de ce duc, dont nous avons, à diverses reprises, mentionné le nom dans les premières pages de ce livre, et dont le caractère est si bien décrit par le maréchal de Berwick, recouvra les domaines de Lorraine,

1698.

La paix régna.

1699.

La paix régna.

1700.

Le roi d'Espagne, Charles II, mourut le 1er novembre de cette année ; il ne laissa pas d'enfants. Déjà, avant sa mort, les prétentions de trois candidats à la succession de la couronne d'Espagne avaient agité l'Europe entière. Après sa mort, celles de deux d'entr'eux la plongèrent dans une guerre longue et sanglante.

Louis XIV avait épousé la sœur aînée de Charles, l'infante Marie-Thérèse. Ainsi, le dauphin se trouvait être, par les droits de sa mère, l'héritier naturel de la couronne d'Espagne, comme il était celui de la couronne de France, par son père. Mais, à l'époque de son mariage avec Louis XIV, Marie-Thérèse, pour éloigner la possibilité de l'union des royaumes de France et d'Espagne, avait renoncé à toute réclamation à la couronne d'Espagne, soit en sa propre faveur, soit en celle de ses descendants, si son frère mourait sans héritier direct. Admettant le principe de cette renonciation (la nécessité d'empêcher l'union des royaumes de France et d'Espagne), Charles II fit un testament, par lequel il désigna, non pas le dauphin ou le fils aîné du dauphin, mais le second fils de ce prince, le duc d'Anjou, comme son successeur dans la monarchie espagnole.

Le second prétendant était l'électeur prince de Bavière, issu d'une deuxième sœur du roi d'Espagne. La renonciation de la sœur aînée, Marie-Thérèse, étant supposée valide, l'électeur de Bavière, petit-fils de la seconde sœur, devenait incontestablement le plus prochain héritier ; mais ce jeune

prince mourut, à Bruxelles, à l'âge de 6 ans, et cette branche se trouvant alors éteinte, il ne put plus y avoir de prétentions de ce côté.

Le troisième prétendant, enfin, était l'empereur d'Allemagne, Léopold. Il fondait ses droits sur ceux de sa mère, fille de Philippe III d'Espagne, et tante du dernier roi. Si les descendants de l'infante Marie-Thérèse devaient être écartés, par suite de la renonciation que nous avons déjà expliquée, l'empereur Léopold, après la mort du jeune prince de Bavière, était le premier à succéder. L'empereur avait deux fils, les archiducs Joseph et Charles. Joseph était roi des Romains, et par conséquent destiné à remplacer son père, comme empereur d'Allemagne aussi bien que dans ses domaines héréditaires.

Envisageant avec inquiétude la possibilité de voir tomber les Pays-Bas espagnols entre les mains d'un prince français, à la mort du roi d'Espagne, le roi Guillaume d'Angleterre avait arrangé d'avance un plan de partage de la monarchie espagnole, et un traité avait été conclu et signé, au printemps de cette année, entre les Anglais, les Hollandais et Louis XIV. D'après ce traité, le dauphin devait acquérir les royaumes de Naples et de Sicile, ainsi que quelques nouvelles portions de territoire à réunir à la France sur la frontière espagnole; et en outre la province de Lorraine, en échange de laquelle le Milanais aurait été détaché de la monarchie espagnole et donné au duc de Lorraine. Par compensation, Louis s'engagea à reconnaître l'archiduc Charles, comme héritier de la couronne d'Espagne et des provinces des Pays-Bas.

La nouvelle de ce traité, et l'idée de voir ainsi la monarchie d'Espagne démembrée et partagée par des puissances étrangères, souleva l'indignation des Espagnols. La volonté

dernière de leur roi, qui avait nommé le duc d'Anjou pour lui succéder et pour régner sur toute la monarchie espagnole, reçut l'approbation générale; comme le duc était le fils puiné du dauphin, l'union future des couronnes de France et d'Espagne paraissait extrêmement peu probable, et l'on ne s'attendait par conséquent à aucune opposition de la part des autres puissances de l'Europe.

Louis préféra les intérêts de son petit-fils, le duc d'Anjou, et l'influence qu'il pouvait espérer d'exercer sur les conseils de la monarchie espagnole demeurée intacte, aux accroissements de territoire, et aux avantages immédiats, que la France aurait acquis, en adhérant au traité de partage. Le duc d'Anjou fut reconnu comme roi d'Espagne, sous le nom de Philippe V; et il quitta Versailles, pour se rendre à Madrid, le 4 décembre.

1701.

Le 4 février, Louis XIV fit adresser une déclaration officielle à son petit-fils, à Madrid, par laquelle il l'informa que son accession à la couronne d'Espagne ne l'empêcherait pas, lui ou ses descendants mâles, d'hériter de celle de France, si son frère aîné venait à ne pas laisser de fils. Cet incroyable procédé fut au moins fort imprudent, et il ne contribua certainement point à calmer les appréhensions ressenties par le reste de l'Europe, à l'aspect des forces gigantesques, maintenant au pouvoir ou sous l'influence du monarque français.

L'électeur de Bavière fut confirmé, par le nouveau roi, dans les fonctions de gouverneur-général des Pays-Bas espagnols; et il reçut, pour instructions, d'obéir à tout ce que Louis XIV jugerait à propos de lui ordonner, pour la sûreté de cette partie des domaines de son petit-fils; en conséquence, le 6 février, il admit des troupes françaises dans Nieuport, Audenarde, Ath, Mons, Charleroy, Namur et

Luxembourg. Les Français y firent prisonniers 22 bataillons d'infanterie hollandaise, lesquels, conjointement avec des troupes espagnoles et bavaroises, se trouvaient en garnison dans ces places, depuis la paix de Ryswyk (1).

L'empereur ne se contenta pas de protester simplement contre l'accession du duc d'Anjou à la monarchie espagnole, qu'il réclamait pour l'archiduc Charles, comme on l'a déjà vu ; mais il fit tous les préparatifs pour prendre possession, par la force, des provinces d'Italie. L'Angleterre reconnut Philippe V; et le roi Guillaume lui écrivit même une lettre, pour le complimenter sur son accession. Cependant, Guillaume se joignit aux Hollandais pour engager Louis à retirer les troupes françaises des places de la Belgique, et il s'offrit de négocier un traité, afin de faire concéder, pour l'avenir, la barrière de ces places aux Hollandais. Ceux-ci réclamèrent seuls la complète exécution du traité de partage; mais Louis ayant proposé de relâcher leurs troupes, s'ils voulaient reconnaître le duc d'Anjou comme roi d'Espagne, ils acceptèrent sa proposition. Les troupes hollandaises eurent donc la permission de retourner en Hollande ; celles de France demeurèrent en possession des sept forteresses mentionnées plus haut.

La Hollande, inquiétée par la présence de l'armée française, dont Louis continuait chaque jour d'augmenter les forces, réclama, de la Grande-Bretagne, l'assistance, à laquelle les traités existants lui donnaient droit. Le roi Guillaume, avec l'approbation du parlement, tira 10,000 hommes de troupes d'Irlande, et 3,000 d'Écosse. Elles furent envoyées en Hollande, et campées dans les environs de Bréda. Au mois de juin, le duc de Marlborough fut investi du comman-

(1) Voyez les notes à la fin de l'ouvrage.

dement de ce corps auxiliaire, et, en même temps des fonctions de ministre plénipotentiaire, auprès des États-généraux.

Louis commit, sans doute, une grande faute en relâchant les 22 bataillons hollandais. Comme le dit un auteur de cette époque, il fit trop et trop peu. Au point où il en était, il eût pu tout aussi bien les retenir, jusqu'à ce que la Hollande lui donnât une garantie, plus certaine que des paroles, qu'elle n'interviendrait pas contre la prise de possession de la monarchie espagnole par le duc d'Anjou.

Jacques II mourut le 16 septembre de cette année, à St.-Germain. Louis XIV reconnut, à l'instant, son fils, comme roi d'Angleterre. Ce fut encore un évènement fatal aux Français; car il détermina sans retour l'Angleterre, à se joindre à leurs ennemis; et, plus tard, à leur déclarer la guerre. Il paraît à peu près certain, que la majorité du parlement répugnait à faire la guerre, pour empêcher l'accession de Philippe V à la monarchie espagnole. Le danger était éloigné et problématique. Si Louis s'était abstenu de verser continuellement des troupes dans les Pays-Bas espagnols, s'il avait conclu un arrangement raisonnable avec les Hollandais, au sujet de la barrière; et qu'il n'eût pas reconnu le fils de Jacques II, comme roi d'Angleterre; la longue guerre qui suivit eût été, très-probablement, évitée. L'Angleterre et la Hollande ne se seraient interposées en aucune façon; et l'empereur, sans argent, sans flotte, ayant contre lui une partie considérable de l'empire, n'aurait pas donné grand embarras aux royaumes-unis d'Espagne et de France.

Les électeurs de Bavière et de Cologne, les ducs de Brunswick-Wolfenbutel et de Saxe-Gotha se rangèrent du côté de la France, et firent, cette année, des traités d'alliance avec Louis. L'électeur de Cologne avait même des garnisons fran-

çaises dans les forteresses de son électorat et dans la citadelle de Liége (1). Cependant les Hollandais prirent possession de Cologne.

Les Français continuaient de renforcer leur armée dans les Pays-Bas espagnols. Leurs troupes étaient occupées, conjointement avec des bandes considérables de paysans, à la construction d'une ligne de retranchements, qui s'étendait, presque sans interruptions, de l'Escaut sous Anvers, jusqu'à la Méhaigne, joignant cette rivière à peu de distance de son embouchure dans la Meuse. Ces lignes étaient d'un profil respectable, précédé d'un fossé profond, et le développement n'en saurait être estimé à moins de vingt-trois lieues ; ouvrage prodigieux qui rend compréhensibles les énormes travaux d'excavation et de remblai exécutés par les armées romaines sous César. Les troupes françaises et espagnoles occupaient, en dehors de ces lignes, Liége, Stevenswert, Ruremonde et Venloo, toutes places situées sur la Meuse. Maestricht seule sur ce fleuve était au pouvoir des alliés.

L'empereur, les Hollandais et l'Angleterre résolurent de s'unir pour attaquer les Français dans les Pays-Bas espagnols, et conclurent, à cet effet, un traité, à La Haye. Le roi de Danemarck se joignit aux alliés, et s'engagea à fournir un corps de 8,000 fantassins et de 4,000 chevaux. En outre, le roi de Prusse, par suite d'un traité signé en automne, mit 5,000 hommes à leur disposition, après avoir fourni déjà 10,000 hommes de troupes prussiennes à l'empereur, conformément aux termes d'une autre convention.

La guerre paraissait alors inévitable; aussi les différentes puissances s'occupaient-elles à en faire les préparatifs, chacune de leur côté.

---

(1) Il était, en même temps prince-évêque de Liége.

1702.

L'empereur, l'Angleterre et la Hollande déclarèrent la guerre à la France au mois de mai. L'empire suivit l'exemple de son chef, le 30 septembre, quoique l'on ne voie pas précisément quel intérêt le corps germanique pût avoir dans la réclamation de l'archiduc Charles pour le trône d'Espagne. Les électeurs de Bavière et de Cologne protestèrent contre la démarche de l'empire. Ils s'étaient engagés d'avance envers Louis, par des traités séparés, ainsi qu'on l'a expliqué ci-dessus.

Le roi Guillaume mourut au mois de mars. Le maréchal de Berwick dit de lui, dans ses mémoires : « Quelque raison que j'aie pour ne point aimer la mémoire de ce prince, je ne puis lui refuser la qualité de grand homme ; et, s'il n'avait pas été usurpateur, celle de grand roi. » Ces réflexions parlent hautement en faveur de la franchise et de la loyauté de De Berwick ; mais, en même temps, elles font ressortir, avec éclat, le caractère du roi Guillaume qui a su contraindre ses ennemis eux-mêmes à des éloges involontaires. « Si je te déplore, certes, c'est que ton mérite fut grand. » Il avait rencontré naguères beaucoup d'ingratitude et de mauvaise volonté en Angleterre; et s'était senti vivement blessé d'une insulte cruelle et grossière, qu'il eut à partager avec la garde hollandaise.

Les hostilités commencèrent : une division de l'armée hollandaise, forte de 18,000 hommes, sous le comte de Nassau-Saarbruck, assiégea Keisersweert, petite forteresse située sur la rive droite du Rhin, entre Dusseldorf et Duysburg, laquelle appartenait à l'électeur de Cologne, et renfermait une garnison française. Le reste de l'armée hollandaise, sous lord Athlone (le général Deginkle, qui avait

gagné la bataille d'Ahgrim, en Irlande) se réunit dans les environs de Clèves. Un corps, commandé par le comte Tilly, s'était avancé au-delà de Clèves, à Xantem.

Le maréchal de Boufflers, à la tête de l'armée française dans les Pays-Bas, passa la Meuse, descendit le long de ce fleuve, pour tâcher de couper le corps du comte Tilly à Xantem, il détacha le comte Tallard, avec 18 bataillons et 30 escadrons, afin de jeter, s'il était possible, des secours dans Keisersweert.

Le comte Tilly ayant reçu avis de la marche des Français se retira, et retomba en arrière sur lord Athlone. Le maréchal de Boufflers ne réussit pas davantage, dans son autre dessein; car, quoique les Hollandais eussent investi Keiserweert uniquement sur la rive droite du Rhin, et quoique le comte Tallard eût, par conséquent, la faculté de renforcer la garnison, en passant le fleuve, et même d'établir des batteries sur la rive gauche du Rhin, pour enfiler les tranchées et les approches des Hollandais; Keisersweert n'en fut pas moins forcée de se rendre, le 16 juin.

L'armée française reçut des renforts considérables, pendant le cours de ces opérations, et Louis envoya son petit-fils, le duc de Bourgogne, fils aîné du dauphin, pour commander dans les Pays-Bas; De Boufflers demeura sous ses ordres.

Les Français formèrent le projet d'attaquer le corps de lord Athlone, près de Clèves. De Boufflers s'avança, le 11 juin, à la tête de 37 bataillons et de 57 escadrons. Le comte Tallard approcha, par une autre route, avec 10 bataillons et 30 escadrons; et, en outre, 9 bataillons espagnols avec 11 escadrons, sous le comte de Caraman, se mirent en mouvement vers la même destination.

Lord Athlone, dont l'armée ne consistait qu'en 27 batail-

lons et en 62 escadrons, eut ses communications presque coupées. Il essaya de regagner Grave; mais, l'avant-garde française étant parvenue sur le flanc gauche de sa colonne, il se retira à Nimègue. Les Français le poursuivirent jusqu'aux glacis, et perdirent un certain nombre d'hommes, par l'effet d'une canonnade ouverte contre eux des remparts de la forteresse.

Les Français, après avoir dévasté les campagnes entre Grave, Nimègue et Clèves, et en avoir épuisé toutes les ressources, se replièrent en arrière, et vinrent camper à Goch, sur la Nierse, rivière de quelqu'importance, qui coule entre le Rhin et la Meuse, et qui se jette dans cette dernière, à peu de distance au-dessus de Grave. La droite des Français était à Goch; leur gauche à Gennep, où la Nierse se joint à la Meuse, et ils avaient la Nierse en front.

Le duc de Marlborough, auquel fut confié le commandement des troupes hollandaises et alliées, aussi bien que de celles de la Grande-Bretagne, arriva à Nimègue, au commencement de juillet. Il rassembla son armée toute entière dans le voisinage de cette ville, y attirant les régiments britanniques de leur camp de Bréda; il se trouva alors à la tête de 65 bataillons, de 130 escadrons, et d'une proportion respectable d'artillerie. Les Français avaient, sur la Nierse, 66 bataillons et 114 escadrons. Marlborough passa la Meuse, a Grâve, le 26 juillet en marchant par la droite; il tourna de cette manière les Français, et les força à rétrograder. Ils retombèrent en arrière sur Ruremonde, où ils passèrent la Meuse, à leur tour, en marchant par la gauche; et, après s'être éloignés des bords du fleuve, ils prirent position, près de la petite ville de Brée.

Les bords de la Meuse sont fertiles et bien cultivés; mais la contrée sur la gauche de la vallée, vers les sources de la

Dommel, et même la province du Brabant septentrional, presque toute entière ne présentent, sur un sol froid, humide et sablonneux, que de rares habitations et de minces ressources pour une armée.

Le duc de Marlborough, après avoir traversé la Meuse, en quitta les bords, et avança, à travers la contrée décrite ci-dessus, par Geldorp et par Gravensbroek, jusqu'à Kleine Brugel, situé en face de Brée. En se maintenant sur les bords de la Meuse et en se retranchant dans la meilleure position fournie par la localité, les Français non seulement auraient couvert leurs places sur la Meuse, dont ils eussent pu tirer diverses espèces de munitions, mais ils auraient encore protégé le Brabant, puisque le duc de Marlborough ne pouvait jamais songer à se porter sur Louvain et sur Bruxelles, et à laisser l'armée française derrière lui. Les motifs qui prescrivaient cette ligne de conduite ne furent cependant pas aperçus, et le maréchal de Boufflers conduisit l'armée française, de Brée, par Zonhoven et Beringen, à Rythoven, près de Eyndhoven. Son dessein était d'atteindre la communication, entre l'armée des alliés et Bois-le-Duc d'où ils tiraient le pain, et de pouvoir, en même temps, recueillir, sans être molesté, ses propres convois partis de Bruxelles. Par suite de ce mouvement irréfléchi de De Boufflers, le duc de Marlborough se trouva entre les Français et la Meuse. Il prit position à Helchteren, en se couvrant du ruisseau de Beringen. Des renforts considérables, déjà en marche depuis quelques jours, l'atteignirent, sans autre difficulté que de faire un plus large circuit; de la sorte, son armée grossit jusqu'au chiffre de 92 bataillons et de 150 escadrons; et Maestricht put pourvoir à ses besoins. Les Français arrivèrent sur le front des alliés à Helchteren; mais les trouvant trop solidement établis, ils se retirèrent, après

une vive canonnade. Le duc de Marlborough résolut de se prévaloir, sans délai, de sa supériorité et de la situation où l'ennemi l'avait si heureusement placé et d'assiéger les forteresses occupées par les Français sur la Meuse plutôt que de chercher à poursuivre leur armée au travers du Brabant septentrional. Il détacha le prince de Nassau-Saarbruck, avec le général Coëhorn, pour attaquer Venloo ; et conduisit l'armée à Asch, afin de couvrir le siége.

Venloo est située sur la rive droite de la Meuse et communique par un pont de bateaux avec un petit fort, appelé le Fort St.-Michel, sur la rive gauche. Les alliés investirent le fort et la ville, en même temps; ils conduisirent leurs approches sur l'une et sur l'autre rive du fleuve. Le fort fut pris d'assaut, par lord Cutts et par les grenadiers britanniques ; peu de jours après, le 23 septembre, une brèche praticable ayant été ouverte, la ville capitula ; et la garnison, forte de 6 bataillons, fut menée à Anvers.

Ensuite le duc fit attaquer, à la fois, Ruremonde et Stévensweert. Stévensweert, située sur une île de la Meuse, est un ouvrage régulier, faisant fonction de citadelle par rapport à l'île, où se trouvent onze à douze petites redoutes. Cette place procure, à ceux qui en sont maîtres, de grandes facilités pour passer la Meuse en autant de colonnes et sur tel front qu'ils jugent à propos. Elle se rendit, le 2 octobre, au général hollandais Schultz; la garnison était de 400 hommes.

Ruremonde est une ville assez importante, bâtie à la jonction de la Roer et de la Meuse, sur la rive droite de l'une et de l'autre rivières. Elle était ceinte d'une muraille flanquée de tours ; et, en dehors de celle-ci, d'une deuxième enveloppe, bastionnée et défendue par un bon fossé plein d'eau. Elle fut attaquée avec beaucoup de vigueur. La gar-

nison, forte de 4 bataillons, se rendit le 7 octobre, après 9 jours de siége. La défense pouvait être plus brillante; mais il est juste de dire, qu'une grande partie de la ville ayant été détruite par le feu des assiégeants, les habitants eux-mêmes en réclamèrent la reddition, à cor et à cris; la garnison ne fut point assez forte pour les contenir, et pour prolonger, en même temps, la résistance.

Les alliés entreprirent alors le siége de Liége.

Liége est une très-grande et belle ville, située sur la Meuse. Le fleuve y forme un coude. Au travers de la langue de terre que ce coude enveloppe, l'on avait construit une ligne de redoutes fermées et liées les unes aux autres. En arrière de la ligne de redoutes, il y avait une deuxième enceinte fortifiée, consistant en deux fronts réguliers, avec un fossé profond et un bon revêtement; enfin un vaste bâtiment (qui avait autrefois servi de couvent) avec un mur de clôture crénelé à feux flanquants, et précédé d'un fossé, faisait l'office d'une citadelle par rapport aux lignes avancées. On l'appelait la Chartreuse. Les faubourgs de la ville remplissaient tout le terrain, entre ces fortifications et le coude de la Meuse. Sur la rive opposée, se trouve la cité de Liége, couvrant tout le flanc des hauteurs, au pied desquelles le fleuve coule; elle était entourée d'une bonne et haute muraille, solidement maçonnée, et tracée suivant le système bastionné. La citadelle, pentagone régulier, était munie d'une bonne escarpe; elle est bâtie sur le sommet même de la hauteur, dont la ville occupe le flanc et le pied. Tel était l'état des défenses de Liége, lorsque les alliés arrivèrent devant cette place.

Le lieutenant-général Violaine commandait dans Liége, pour Louis XIV, avec 12 bataillons. La citadelle et les ouvrages de la Chartreuse étaient bien pourvus d'artillerie et

de munitions. Cependant, la défense n'en fut pas aussi belle qu'on aurait eu droit de l'attendre.

Les Français mirent 8 bataillons dans la citadelle, et 4 dans la Chartreuse. La ville demeura inoccupée; elle n'était pas susceptible d'une grande résistance; et les Français n'avaient pas assez de troupes, pour vouloir garder, à la fois, la ville, la citadelle et la Chartreuse. C'est pourquoi la ville fut abandonnée à elle-même.

La tranchée s'ouvrit contre la citadelle, le 18 octobre, du seul côté par où il soit possible d'en approcher; douze mortiers et quarante-quatre gros canons furent mis en batterie, et commencèrent le feu, le 21. La brèche se trouvant praticable, le 23, les grenadiers britanniques et prussiens prirent la citadelle d'assaut.

On avait érigé des batteries contre les ouvrages de la Chartreuse; la garnison capitula, le 29 octobre, et fut menée à Anvers.

Il résulte de la description des fortifications de Liége, que les ouvrages de la Chartreuse ne pouvaient être considérés, que comme une partie du système général, liée à la défense de la place contre une attaque dirigée sur cette partie; mais on ne pouvait nullement les envisager comme un poste indépendant, capable de tenir encore, après la prise de possession par l'ennemi de la ville et de la citadelle. Une fois résolus à abandonner la ville, les Français auraient dû, ce me semble, concentrer toutes leurs ressources dans la citadelle. Les 400 hommes placés à la Chartreuse, ne furent-ils pas autant d'hommes perdus inutilement, puisque le maintien de cet ouvrage ne pouvait empêcher les alliés de prendre possession de Liége? La Chartreuse ne contribuait, en aucune façon, à rendre la citadelle plus forte; et, comme poste laissé à lui-même, elle n'était pas susceptible d'une défense prolongée.

Le maréchal de Boufflers essaya d'éloigner le duc de Marlborough de la Meuse, en faisant faire une diversion dans la Flandre hollandaise. Le marquis de Bedmar, qui commandait les troupes espagnoles dans les Flandres, reçut, de l'armée du maréchal de Boufflers, un renfort que lui amena le général français d'Husson, et tous deux ensemble investirent la place de Hulst.

Mais le gouverneur de Hulst ayant fait couper les digues et inonder la contrée environnante, les troupes françaises et espagnoles se virent forcées à la retraite, après avoir perdu 500 hommes.

Ainsi se termina la première campagne de la guerre de la succession. En un peu plus de trois mois, le duc de Marlborough, par ses marches judicieuses, non seulement força les Français à se retirer depuis Nimègue jusque derrière les lignes qu'ils avaient construites pour la défense des Pays-Bas espagnols; mais, en outre, il assiégea et prit Venloo, Ruremonde, Stevensweert et Liége; et il obtint, de cette manière, le libre usage de la Meuse ainsi qu'une communication non interrompue entre Maestricht et la Hollande, ce qui ne fut pas un médiocre avantage pour le succès de ses opérations ultérieures en Belgique.

1703.

Après la séparation des états de Hollande et des Pays-Bas espagnols, le gouvernement espagnol avait fait creuser un canal depuis Venloo sur la Meuse jusqu'à Rhynberg sur le Rhin, pour faciliter le commerce entre l'Allemagne et les Pays-Bas sans devoir recourir à l'entremise des Hollandais. Rhynberg, qui appartenait à l'électorat de Cologne, avait été fortifiée avec soin et, à cause de sa situation, à l'extrémité

de ce canal, on attachait plus d'importance à sa possession qu'elle n'en eût, sans doute, mérité sans cela. De même que les autres forteresses de l'électorat de Cologne, celle-ci avait reçu une garnison française. Un corps prussien la tenait bloquée depuis quelque temps. Les Français qu'elle renfermait furent faits prisonniers de guerre, le 15 février.

Le duc de Marlborough commença la campagne par le siége de Bonn. Il était impatient de priver les Français de la seule place forte qu'ils eussent encore sur le Bas-Rhin. Tant que les Français seraient en possession de Bonn, il ne pouvait agir sur la frontière avec la vigueur qu'il comptait y déployer, puisqu'il aurait été obligé d'employer des forces considérables, pour protéger le pays sur ses derrières contre les déprédations et les réquisitions de cette garnison. Le siége de Bonn fut donc entrepris par une fraction de l'armée : 40 bataillons et 60 escadrons, pendant que le reste se rassemblait près de Maestricht.

Bonn est située sur la rive gauche du Rhin, et possède sur la rive droite une tête de pont composée de trois fronts réguliers. Après avoir complètement investi la place, sur les deux rives du Rhin, les alliés conduisirent trois approches, en même temps. Bonn se rendit le 16 mai. La tranchée avait été ouverte dans la nuit du 3.

Louis XIV, mécontent des résultats de la campagne précédente, chargea le maréchal de Villeroi du commandement de l'armée française dans les Pays-Bas, en remplacement du maréchal de Boufflers : ce dernier, cependant, demeura à l'armée et servit sous Villeroi.

Villeroi rassembla l'armée française, au commencement de mai, près de Tirlemont. Il attaqua Tongres, le 9 mai. Cette place était simplement entourée d'une muraille, qui fut immédiatement mise en brêche; et les deux bataillons qui composaient la garnison furent forcés de se rendre. Le général

hollandais Overkerque (1), qui commandait dans le Brabant, pendant que le duc de Marlborough, avec la partie principale de l'armée, était occupé au siége de Bonn, rassembla les troupes alliées sous ses ordres, dans le voisinage de Maestricht. Il plaça sa droite au village de Lonaken, et sa gauche contre Maestricht. Il avait 40 bataillons et 60 escadrons en position. Villeroi avait 63 bataillons et 101 escadrons; il s'avança, à leur tête, pour déloger le général Overkerque ; mais, après avoir soigneusement reconnu le terrain, il le trouva trop avantageusement choisi, et se retira, en conséquence, à Tongres, sans risquer une attaque.

Le duc de Marlborough rejoignit Overkerque, après la reddition de Bonn. Leurs armées réunies comptaient 65 bataillons et 120 escadrons. Marlborough, quittant aussitôt la position près de Maestricht, se mit à la recherche du maréchal de Villeroi ; celui-ci était campé dans le voisinage de Tongres, où passe la rivière le Jaar, qui se jette dans la Meuse à Maestricht. Marlborough traversa le Jaar, près de Maestricht, et tourna ainsi les Français, qui se trouvaient sur la rive gauche de la rivière, la droite à Tongres. Les Français firent un changement de front, et se préparèrent à disputer le passage du Jaar. Marlborough, cherchant à gagner leur flanc, marcha par sa gauche, le long du Jaar ; les Français marchèrent alors parallèlement, par la droite. Ce devait être un spectable intéressant de voir les deux armées, séparées seulement par un faible cours d'eau, se mouvoir ainsi, en regard l'une de l'autre. Les Français, arrivés aux sources du Jaar, se placèrent la droite sur la Méhaigne, la gauche contre le Jaar, et occupèrent, en force, le village de Tourine, situé entre les deux rivières. Ils élevèrent aussi plusieurs redoutes, devant le front de la position. Marlbo-

(1) Le nom de ce général s'écrivait : Ouwerkerke.

rough n'ayant pas jugé à propos de les y attaquer, retourna en longeant de nouveau le Jaar, qu'il passa entre Tongres et Maestricht. Il marcha sur Bilsen, et paraissait ainsi vouloir se diriger à Anvers. Villeroi quitta immédiatement le Jaar, et se rendit, en hâte, à Diest, plaçant son armée, par ce mouvement, entre celle des alliés et le but vers lequel ils semblaient tendre.

Indépendamment de l'armée sous ses ordres immédiats, Villeroi avait 40 bataillons et 27 escadrons de troupes françaises et espagnoles, commandées par un général espagnol, le marquis de Bedmar, dans les environs d'Ostende, d'Anvers et de Gand. Le duc de Marlborough avait, de son côté, à peu près 40 bataillons et autant d'escadrons, entre Bréda et l'Écluse; lesquels furent confiés au général hollandais Obdam, et destinés à protéger la Flandre hollandaise.

Pendant les opérations sur le Jaar, le duc de Marlborough avait résolu de faire envahir le pays de Waes, entre Anvers et Gand, par les troupes qu'il avait en Flandre, avec le dessein d'amener le marquis de Bedmar à réclamer du renfort de Villeroi. En conséquence, le général Coëhorn quitta le territoire hollandais de la rive gauche de l'Escaut, et se porta, avec quelque succès, dans l'intérieur du pays de Waes; tandis que le général Obdam s'avança, par la rive droite, de Lillo jusqu'à Eckeren, pour menacer le marquis de Bedmar, qui se trouvait campé près d'Anvers, et pour l'empêcher de s'opposer aux mouvemements de Coëhorn.

Comme le général Obdam gardait sa position avec une extrême négligence, le marquis de Bedmar forma le projet de l'enlever, et dès qu'il en eut donné avis au maréchal de Villeroi, celui-ci n'approuva pas seulement ses vues, mais encore détacha le maréchal de Boufflers, de l'armée à Diest, avec 30 escadrons de dragons et 30 compagnies de grenadiers, pour prendre part à l'attaque.

Le corps du général Obdam consistait en 13 bataillons et en 26 escadrons. Il était campé, la droite à Eckeren et la gauche près du Donck. Les troupes françaises et espagnoles tournèrent la gauche, en faisant un détour; et, parvenues complètement sur sa communication, elles occupèrent les villages de Capellen, Muysbrouck, Hoevenen et Orderen, dont le dernier est situé près de l'Escaut. La retraite du général Obdam sur Lillo éait évidemment coupée. L'armée hollandaise fit la contremarche, face à l'ennemi, qui avançait contre elle sur les derrières. Pendant que ces opérations se passaient, 4 bataillons espagnols qui étaient partis d'Anvers, et qui avaient longé le bord de l'Escaut, en masquant leur marche par la grande digue, parurent à Wilmersdonck, sur la gauche et en arrière du nouveau front du général Obdam. La confusion paraît avoir été à son comble en ce moment. Le général Obdam s'échappa à Bréda, avec une faible suite. Le général Schulemberg, auquel échut le commandement, recueillit les meilleures troupes, et, malgré la résistance la plus opiniâtre de la part des Français, il emporta à la bayonnette le village d'Orderen, et s'ouvrit ainsi la retraite sur Lillo. Les Hollandais perdirent 2,500 hommes, en tués, en blessés et en prisonniers. Les Français et les Espagnols éprouvèrent, à peu près, la même perte. Cette affaire s'appelle la bataille d'Eckeren. Les deux partis réclamèrent la victoire. Ce sont les Français toutefois, qui, pour avoir surpris l'ennemi et l'avoir forcé à la retraite, ont incontestablement les meilleurs droits d'être proclamés vainqueurs. S'ils s'étaient maintenus dans le village d'Orderen, les résultats auraient été très décisifs, en leur faveur. Ils avaient engagé dans l'action, conjointement avec les Espagnols, 28 bataillons et 48 escadrons.

Le duc de Marlborough se rendit de Bilsen à Hasselt, sur

le Demer, et delà à Beringen. Villeroi, affaibli par le détachement qu'il avait envoyé concourir à l'attaque contre le général Obdam, à Eckeren, se retira au-dedans des lignes, que nous avons dit avoir été élevées par les Français, entre l'Escaut et la Meuse, durant la première année de cette guerre. Il vint camper dans le voisinage d'Aerschot. Ayant été joint ensuite par le maréchal de Boufflers, et par quelques nouveaux bataillons du corps du marquis de Bedmar, Villeroi sortit des lignes, et posa le camp à St.-Job in't'Goar, non loin d'Anvers et contre la chaussée d'Anvers à Bréda. Le duc de Marlborough, qui avait marché parallèlement au mouvement de Villeroi; et qui, à son tour, avait été renforcé, avec les débris du général Obdam et avec d'autres troupes venues de Bréda, arriva en vue de Villeroi, à St.-Job. Les Français rentrèrent de nouveau dans les lignes, près d'Anvers. Ils poussèrent 18 bataillons au-delà de l'Escaut; et ils se placèrent pour ainsi dire à cheval sur le fleuve, prêts à défendre le pays de Waes, ou les lignes devant Anvers, selon les occurrences.

Le duc de Marlborough prit le parti de retourner sur la Meuse. Villeroi marcha dans la même direction en dedans des lignes. Le duc posa le camp à Vignamont, afin de couvrir le siége de la place de Huy, qui fut investie le 15 et se rendit le 25 du mois d'août. La garnison française demeura prisonnière de guerre durant le siége. Villeroi se tint en position, la droite à Waseige sur la Mehaigne, et la gauche au village de St.-Joseph. Après la prise de Huy, le duc de Marl borough avança vers Hannut, jusqu'à une lieue et demie environ de la position des Français; il la reconnut à diverses reprises; mais, la jugeant trop forte pour l'attaquer, il se retira vers St.-Trond. Il campa dans le voisinage de cette ville et détacha 25 bataillons et 40 escadrons au-delà de la Meuse, pour assiéger Limbourg.

Il ne sera pas hors de propos d'observer que Ramilies, le futur théâtre de la gloire du duc de Marlborough, est très-près de Waseige, et se trouvait au-dedans de la position actuellement occupée par l'armée française.

Limbourg fut investie le 8 septembre. Le lieutenant-général français, comte de Regnac, commandait la garnison. Le prince de Hesse-Cassel était à la tête du corps assiégeant. Les fortifications de Limbourg avaient été détruites par les Français, lorsqu'ils évacuèrent cette place, à la paix de Ryswyk. Les ouvrages de défense actuels étaient simplement en terre. Les batteries ouvrirent leur feu le 26, et Limbourg se rendit le 27 septembre.

L'armée alliée resta réunie jusqu'à la fin d'octobre, aussi bien que l'armée française; l'une et l'autre se mirent alors en cantonnements.

L'examen attentif des opérations de cette campagne fait naître deux réflexions relatives, la première au peu de résolution déployée par les Français, la seconde au grand nombre de positions occupées occasionnellement par chacune des armées; positions où elles s'estimèrent elles-mêmes, et furent considérées par leurs adversaires, comme tout-à-fait à l'abri d'attaque. Quant au premier point, on ne saurait l'attribuer à un manque de bravoure chez le soldat français. Son uniforme rend hardiment cette supposition impossible. Il se montra prêt et docile à tout ce qu'on voulut de lui. Ses chefs non plus n'avaient nulle raison, à cette époque, pour redouter les talents de Marlborough. Il est vrai que celui-ci, par des manœuvres bien combinées, avait transporté le théâtre de la guerre, des frontières de Hollande et du pays compris entre le Rhin et la Meuse, dans les Pays-Bas espagnols et dans les plaines du Brabant; mais, il n'avait encore remporté aucune de ces victoires qui lui

valurent, dans la suite, une si haute prépondérance. Au contraire, à cette époque, ses généraux ne durent certes pas être soupçonnés d'une déférence trop complète à ses ordres. Il ne réunit pas toujours la majorité, dans les conseils. Le général Schulemberg était à la tête d'un parti décidément hostile au duc. C'est pourquoi on ne saurait trouver l'explication de la conduite de l'armée française, que dans la folle vanité et dans le manque de jugement de Louis XIV. Prétendant diriger les opérations de son cabinet des Tuileries, il accabla De Boufflers, l'année précédente, et, cette année-ci, Villeroi, d'une infinité d'instructions, qui donnèrent lieu à une correspondance incessante, entre Paris et l'armée, et qui, en conséquence, paralysèrent tous les mouvements de celle-ci (1).

La seconde réflexion, celle qui concerne les positions, ouvre un plus vaste champ à l'examen. Le terrain qu'occupa Overkerque près de Maestricht doit être, aujourd'hui comme alors, considéré comme très-avantageux. Mais, au premier aspect, les avantages de la position entre le Jaar et la Méhaigne, de celle entre Waseige et St.-Joseph, et du camp de Vignamont, près de Huy, peuvent paraître problématiques. Cependant les grands hommes de guerre de cette époque en ont jugé autrement; et nous aurons, sans doute, plus à gagner en recherchant les motifs de leur opinion, qu'en la critiquant avec légèreté. Le sol de la Belgique se laisse facilement remuer; et l'on semble, en général et avec raison, avoir été d'avis alors, qu'une position est favorable pour y attendre l'attaque de l'ennemi, dès que les

---

(1) Les documents récemment publiés par ordre du roi Louis-Philippe sont la preuve de ce que l'auteur avance ici.

flancs en sont passablement bien à l'abri d'être tournés, et que le front en est garanti par quelques redoutes élevées en avant. Quand deux armées sont à peu près de même force, il est d'expérience, que celle qui se trouve établie de la sorte, a sur le corps attaquant de très-notables avantages. Les redoutes, renforcées et alimentées par les réserves, font d'immenses ravages, et jettent le découragement dans l'armée assaillante. Les troupes en position n'ont qu'à attendre patiemment le moment propice pour avancer, et pour détruire un ennemi déjà épuisé.

1704.

La campagne d'Allemagne de l'année précédente avait été fatale aux intérêts des alliés. Les armées réunies de l'électeur de Bavière et de la France avaient obtenu un plein succès contre les Impériaux. C'est pourquoi, au lieu d'envahir les Pays-Bas espagnols, on résolut que l'armée alliée, sous le duc de Marlborough, marcherait au secours de l'empereur. Cette résolution était fondée sur les plus sains principes de l'art militaire. Si l'on avait laissé les Français et les Bavarois écraser l'empereur, la France aurait pu diriger ensuite des forces tellement formidables contre les alliés, dans les Pays-Bas, qu'il leur eût été difficile de résister. L'on n'apercevait aucun avantage immédiat à porter la guerre en Belgique. Des siéges étaient tout ce qu'il aurait été possible d'entreprendre; et leurs résultats les plus heureux n'eussent pas fait une forte impression sur la France. D'ailleurs, on s'assura que l'absence temporaire de l'armée du duc de Marlborough ne pouvait compromettre la sûreté de la Hollande. Toutes les places de la Meuse et du Bas-Rhin étaient au pouvoir des alliés. Il suffirait donc de faire surveiller les

opérations de l'armée française, dans les Pays-Bas, par un corps convenable, pour mettre l'invasion éventuelle de la Hollande tout-à-fait hors de cause. Dans ces circonstances, et par ces motifs, le départ de Marlborough fut décidé. Le secret de la marche qu'il avait projetée, pour voler au secours des Impériaux, fut admirablement bien gardé. Marlborough quitta Maestricht, le 16 mai, et joignit l'armée impériale sous le prince Louis de Bade, près du Danube, le 22 juin.

Les armées réunies comptèrent 96 bataillons et 202 escadrons, avec 50 pièces d'artillerie.

Beaucoup d'officiers de mérite ont comparé la marche de Napoléon, du camp de Boulogne à Ulen, en 1805, à ce mouvement du duc de Marlborough; mais la moindre réflexion convaincra tout homme de jugement, que les obstacles à surmonter, dans les deux circonstances, furent très-différents. Napoléon n'eut qu'à donner des ordres. Le duc de Marlborough dut réunir d'avance l'approbation du ministère anglais et le consentement tant des états de Hollande que des diverses cours allemandes dont les contingents servaient dans son armée. Napoléon n'eut point d'ennemis à portée de contrarier ses mouvements. Le duc de Marlborough fut forcé de donner le change aux maréchaux français, qui commandaient respectivement dans les Pays-Bas, sur la Moselle et sur le Haut-Rhin; car chacun d'eux eût été à même d'entraver l'opération par les plus sérieux embarras, s'il avait aperçu seulement l'objet qu'elle avait en vue. La marche du duc de Marlborough, même abstraction faite des brillants résultats qui la suivirent, devra, dans tous les temps, être considérée comme une preuve éclatante de ses talents et de sa résolution. La course rapide du duc de Wellington, des frontières du Portugal à Vittoria, en 1812, est la seule opération moderne de cette nature, qui semble pouvoir

être mise en parallèle, sous tous les rapports, avec la marche en question.

Le duc de Marlborough se dirigea de Maestricht sur Bonn ; de-là sur Coblentz, où il passa le Rhin. Il traversa le Mayn, au-dessus de Mayence, et le Necker, entre Manheim et Heydelberg. Il repassa ensuite le Necker, à Mandelsheim, en avançant vers le Danube. Le prince Eugène de Savoie le joignit à Mandelsheim, le 10 juin ; et, le 12, le prince Louis de Bade arriva à Groole Heypach, village situé près de Schorndorff, où le duc de Marlborough fit une halte de quelques jours, pour serrer les colonnes et pour concentrer les troupes ; et où les trois généraux tinrent conseil, sur les opérations ultérieures.

L'armée combinée de France et de Bavière, sous les ordres de l'électeur et du maréchal de Marsin, doit être évaluée à 88 bataillons et à 160 escadrons, soutenus par 120 pièces d'artillerie. Elle occupait un camp retranché, à Dillingen, sur le Danube, entre Ulm et Donawert, et avait de gros détachements dans chacune de ces places. L'Électeur paraît avoir eu le projet de disputer le passage du fleuve, et d'attendre, sur les bords, l'arrivée d'une nouvelle armée française, commandée par le maréchal Tallard, et dont on lui avait promis le secours.

Le duc de Marlborough et le prince de Bade convinrent d'avancer vers le Danube, avec leurs forces réunies ; et de détacher le prince Eugène, à la tête d'un corps respectable, du côté de Philipsbourg, sur le Rhin, pour interdire le passage du fleuve aux renforts attendus de France.

Par suite de cet arrangement, l'armée du duc de Marlborough approcha du Danube, et joignit celle du prince de Bade, le 22 juin, à Westersbetten. Le 2 juillet, ils attaquèrent les Gallo-Bavarois, à Donawert.

Donawert est une petite ville située sur la rive gauche du Danube, au confluent de la Werner; elle était ceinte d'une muraille à tours, avec un fossé plein d'eau. Elle est complètement dominée par une hauteur, nommée le Schellenberg, qui avait été choisie fréquemment pour servir de poste, dans les guerres précédentes. Le corps Gallo-Bavarois, à Donawert, se trouvait sous les ordres d'un général bavarois, le comte Arco. Celui-ci avait établi ses troupes sur le Schellenberg; il s'occupait à en restaurer les fortifications, au moment où l'armée du duc de Marlborough et du prince de Bade se présenta devant lui. Les Anglais et les Hollandais eurent le principal honneur de l'attaque. Les retranchements du Schellenberg furent pris d'assaut, après une résistance obstinée, les Gallo-Bavarois se sauvèrent, en grande partie, dans Donawert, qu'ils évacuèrent quelques jours plus tard.

Après le succès des alliés au Schellenberg, l'électeur de Bavière retira son armée du camp retranché de Dillingen; et, abandonnant la défense du Danube, il concentra ses forces, à Augsbourg, sur les derrières.

Augsbourg est située à la jonction de la Wertag et du Lech. Les deux rivières laissent entre leurs cours une langue de terre d'une très-grande étendue, qu'elles enveloppent aux trois quarts. Sur le seul front accessible à un ennemi, l'électeur établit un camp retranché, auquel la ville et la citadelle d'Augsbourg servirent d'appui. Il est évident que, dans cette position, l'armée gallo-bavaroise se trouva en toute sûreté.

Les alliés cherchèrent à détacher l'électeur de Bavière de l'alliance française, en lui représentant les misères inévitables qu'il allait attirer sur son propre pays, exposé à devenir le théâtre de la guerre. Cependant, fort de l'assistance

que la France lui avait promise, l'électeur resta ferme dans ses engagements. Les alliés résolurent, en conséquence, d'assiéger ses différentes forteresses. Ils commencèrent par celle d'Ingolstadt. Le prince Louis de Bade eut la direction du siége, tandis que le duc de Marlborough consentit à prendre le commandement de l'armée d'observation.

Cependant, Louis XIV fit les plus grands efforts pour secourir son allié. Quarante-deux bataillons et 60 escadrons furent confiés au commandement du maréchal Tallard. Au printemps de l'année, cet officier-général s'était distingué, en conduisant un convoi considérable et quelques bataillons de renfort à Ulm, au travers de la Forêt-Noire. Il fut désigné, à présent, pour diriger la marche des secours envoyés de France. Il traversa le Rhin, au-dessus de Strasbourg, passa par Fribourg, le 10 juillet, et parvint à joindre l'électeur de Bavière, le 3 août, à Augsbourg. Le prince Eugène, se jugeant hors d'état de disputer le passage du Rhin au maréchal Tallard, et de l'arrêter dans sa route vers Augsbourg, se hâta, à la tête de ses troupes consistant en 20 bataillons et en 60 escadrons, de rejoindre l'armée du duc de Marlborough. Il s'arrêta à Munster, petit village, situé sur la rive gauche du Danube, entre Dillingen et Donawert.

Après la jonction du maréchal Tallard, l'électeur de Bavière résolut de quitter les environs d'Augsbourg et de repasser le Danube, dans le dessein d'attirer les alliés hors de son propre pays. Il traversa le Danube à Lawingen, le 10 août; et, descendant le fleuve, il prit position, la droite à Blenheim contre le Danube, et la gauche au village de Lutzingen. Comme les Gallo-Bavarois n'étaient alors qu'à une petite distance du corps du prince Eugène, le prince envoya son infanterie en poste sûr, au Schellenberg, ne

conservant avec lui que sa cavalerie, pour surveiller les opérations de l'ennemi.

Entre temps, le duc de Marlborough exécuta un mouvement semblable à celui de l'armée gallo-bavaroise. Il passa le Danube, à Merxheim; et, avançant rapidement vers l'amont du fleuve, il joignit le corps du prince Eugène à Munster. L'armée alliée fit face à celle des Gallo-Bavarois, appuyant la gauche à Munster sur le Danube, et la droite au-delà du village d'Aypershoffen. Le prince de Bade continua le siége d'Ingolstadt, à la tête d'un corps détaché.

L'armée réunie du duc de Marlborough et du prince Eugène se composait de 66 bataillons, de 127 escadrons, et de 52 pièces d'artillerie; celle des Français et Bavarois s'élevait à 92 bataillons, et à 160 escadrons, avec 100 pièces d'artillerie. L'avantage du nombre fut donc du côté des Français, aussi bien que celui du terrain. Leur droite tenait Blenheim, sur le Danube, leur gauche s'appuyait au village de Lutzingen, ainsi qu'on l'a dit déjà. Devant leur front coulait un ruisseau profond et marécageux. La supériorité en artillerie leur permit de placer des canons sur toutes les hauteurs dominantes, d'où ils pussent avoir occasion de tirer sur les colonnes assaillantes. Il fallut d'excellentes troupes pour aborder une telle position.

Le 13 août, au matin, l'armée alliée marcha à l'attaque. Les Français occupaient, en force, les villages de Blenheim sur leur droite, d'Oberklau en avant de leur front, et de Lutzingen sur leur gauche. Il paraît clair qu'ils mirent trop d'infanterie dans ces villages, et qu'en conséquence le reste de la position fut trop faiblement garni. Ils n'employèrent pas d'infanterie à disputer le passage du ruisseau devant le front; mais se contentèrent de canonner les alliés et de les

attaquer par des charges de cavalerie à mesure que les différents corps opéraient leur passage. Les troupes alliées traversèrent le ruisseau, en une ligne de colonnes, composée alternativement d'infanterie et de cavalerie ; de manière que les deux armes purent se soutenir l'une l'autre. La cavalerie gallo-bavaroise et l'infanterie qui ne se trouvait pas dans les villages, lâchèrent pied, et furent poursuivies au-delà du champ de bataille. Le duc de Marlborough, qui commandait la gauche, eut soin de ne pas attaquer Blenheim, mais l'ayant fait simplement bloquer, il donna l'ordre de continuer vigoureusement la poursuite ; il était évident, en effet, que les troupes laissées dans le village devraient se rendre, sitôt qu'elles se trouveraient privées de l'appui de leur cavalerie et de leur artillerie. A la chute du jour, 27 bataillons français posèrent les armes dans Blenheim.

A la droite, le prince Eugène ne prit le village de Lutzingen que fort tard. Mais l'ennemi fut chassé d'Oberklau, dès le commencement de la journée. L'attaque exécutée par les Impériaux sur le front de ce dernier village, avait été secondée d'une autre attaque, faite en flanc, par une fraction du corps de Marlborough, laquelle avait traversé le ruisseau, plus près de Blenheim.

La victoire fut très-complète. Jamais la monarchie de France ne reçut un plus rude échec. Les Français perdirent 30,000 hommes en tués, en blessés et en prisonniers. Parmi ceux-ci se trouva le maréchal Tallard.

L'électeur de Bavière rallia les troupes françaises et bavaroises, à Ulm. Il laissa 9 bataillons, pour la défense de cette place ; et, avec le reste, il se rendit, à marches forcées, au travers de la Forêt-Noire, sur le Rhin.

La Bavière, privée ainsi de la présence de l'électeur, se soumit tranquillement aux Impériaux. L'électrice se retira à

Munich; et, du consentement de l'électeur, elle conclut un traité avec l'empereur ; s'engageant à congédier le petit nombre de régiments bavarois demeurés en armes, et à ouvrir les portes d'Ingolstadt, ainsi que des autres forteresses de la Bavière, aux troupes impériales; sous la condition toutefois qu'elle pourrait habiter Munich avec la famille électorale, et sans être inquiétée, jusqu'à la paix générale.

L'armée du duc de Marlborough se mit en marche, le 31 août, pour retourner en Belgique. Elle traversa le Necker à Mandelsheim, quatre-vingt-deux jours seulement après son premier passage de la même rivière; passage qu'elle avait effectué au même village, en s'avançant vers le Danube. Cependant elle ne rentra pas immédiatement ni par le même chemin dans les provinces belges. De Mandelsheim le duc de Marlborough se dirigea sur Philipsbourg, où il traversa le Rhin, le 7 septembre; il prit position pour couvrir le siége de Landau, que les Impériaux, sous le prince Louis de Bade, investirent le 16 du même mois.

Tandis que le prince Louis de Bade était occupé au siége de Landau, le duc de Marlborough avança sur la Moselle, avec une partie seulement de l'armée d'observation; laissant le reste sous les ordres du prince Eugène. Il prit possession de Trêves, qui n'était que faiblement garnie de troupes françaises. Il y fit rassembler un nombre considérable de travailleurs, afin de remettre promptement les fortifications en bon état, et y laissa un corps suffisant pour la défense. Ensuite, il donna l'ordre au prince de Hesse-Cassel d'investir et d'assiéger la place de Traerbach, située également sur la Moselle. Traerbach fut prise, le 20 décembre.

Landau se rendit, le 25 novembre. La défense fit grand honneur à la garnison française, et à Laubaine, le gouver-

neur de la place. Le siége, cependant, n'avait pas été conduit avec toute la vigueur requise. Il y eut, du côté des Impériaux, non seulement absence de ressources suffisantes, mais encore un manque d'énergie et d'activité; ce qu'on attribua au prince de Bade, dont les arrangements, déjà mauvais en eux-mêmes, furent en outre d'une extrême lenteur. Peu de temps avant la reddition de Laudun, la cavalerie du duc de Marlborough s'était mise en route pour la Hollande. L'infanterie avait été embarquée sur le Rhin, à Mayence, et s'acheminait, par eau, vers la même destination.

Durant l'absence du duc de Marlborough, et tandis qu'il était sur le Danube avec son armée, il ne se passa rien d'important dans les Pays-Bas. Le général hollandais, comte de Nassau Overkerque y commandait les troupes alliées. L'armée française avait été considérablement réduite. L'incertitude sur le but de la marche de Marlborough avait porté le gouvernement français à grossir les armées sur la Moselle et sur le Haut-Rhin, à l'aide de renforts tirés de la Belgique. Overkerque se prévalut de ces circonstances pour s'avancer, et pour bombarder Namur, le 26 juillet; la garnison étant inférieure, de beaucoup, aux exigences de la défense, il espérait que les habitants effrayés la forceraient à se rendre; mais la tentative ne réussit pas. Le général hollandais Spaer, qui commandait dans la Flandre hollandaise, prit et rasa un petit fort, appelé le fort Isabelle, situé près de l'Écluse et servant à cette place comme une sorte de corps-de-garde avancé. En outre, Spaer bombarda Bruges, le 4 juillet. Ce furent là les seuls événements militaires, qui eurent lieu dans les Pays-Bas.

Ils terminèrent la campagne de 1704, à jamais mémorable dans les annales militaires de la Grande Bretagne.

1705.

Le duc de Marlborough forma le dessein cette année d'envahir la France, par la Moselle; rivière sur laquelle il occupait déjà Traerbach et Trèves. En conséquence, il fit de cette dernière ville sa place d'armes et de dépôt. Une armée impériale, sous le prince Louis de Bade, avait dû se rassembler dans les environs de Mayence, pour avancer de là sur la Sarre, et pour agir de concert avec le duc.

Overkerque fut laissé, avec 30 bataillons et 30 escadrons, dans le voisinage de Maestricht, afin de protéger la frontière hollandaise. L'armée du duc de Marlborough traversa la Meuse, près de Maestricht, le 15 mai; et, le 3 juin, elle se trouva rassemblée sur la rive droite de la Moselle, près de Trèves. Le maréchal de Villars, qui commandait l'armée française de la Moselle, prit position sur cette rivière, à Sierck, en avant de Thionville, la gauche vers Luxembourg et la droite vers Sarre-Louis; se ménageant ainsi les moyens de protéger l'une ou l'autre de ces places, si le duc de Marlborough tentait d'en faire le siége. Du reste, la position était en elle-même très-bonne, et difficile à forcer.

Le duc de Marlborough arriva en vue de l'armée de Villars, n'ayant avec lui que les Anglais, les Hollandais, les Hessois et les troupes du Lunebourg. Les Impériaux, les Prussiens, les Palatins et les Wurtembergeois n'étaient pas encore arrivés. Il n'y avait pas non plus d'apparence que le prince de Bade pût entrer en ligne. Sous de telles circonstances, et commme d'ailleurs les généraux français, en Belgique, se prévalurent de l'absence du duc de Marlborough, pour avancer vers la Meuse, celui-ci abandonna le projet de pénétrer en France, par la Moselle. Il quitta Trèves, le 19 juin, et fut de retour à Maestricht, le 1er juillet.

Les troupes françaises, espagnoles et bavaroises formaient en Belgique une armée de 119 bataillons et de 160 escadrons, que commandaient l'électeur de Bavière et le maréchal de Villeroi. Tandis que le duc de Marlborough était sur la Moselle, ces généraux s'étaient portés au-delà de leurs lignes, et établis à Vignamont; d'où ils détachèrent un corps de siége contre Huy. Cette place fut investie, le 28 mai, et se rendit, le 10 juin. Après la prise de Huy, l'armée française descendit la Meuse, prit possession de la ville de Liége, qui ne fut pas défendue, et investit la citadelle, le 18 juin. Mais elle renvoya son artillerie de siége à Namur, sitôt qu'elle apprit le retour de Marlborough des bords de la Moselle; puis elle abandonna Liége, le 27 juin, et rentra dans les lignes pendant la première semaine de juillet.

Le corps que Marlborough avait ramené de la Moselle, joint à celui qui avait été confié à Overkerque, constituait une armée de 92 bataillons et de 160 escadrons. La première opération à laquelle songea le duc fut de reprendre Huy. Le général Schultz fut détaché pour cet objet avec 10 bataillons et 10 escadrons. Huy fut pris, le 12 juillet, après une défense de six jours.

Marlborough entreprit alors de forcer les lignes des Français, et de porter la guerre dans les Pays-Bas espagnols. La partie des lignes qui s'étendait devant son front, depuis Léau, sur la petite Gette, jusqu'à la Meuse, n'avait pas moins de dix lieues de longueur. Le quartier-général de Villeroi était, en dedans des lignes, à Meerdorp, entre la source de la petite Gette et la Mehaigne; son infanterie se trouvait éparpillée le long des lignes, et la cavalerie, en réserve, par brigades, sur les derrières. La Mehaigne prend sa source à une assez grande distance en dedans du front qu'occupaient les lignes françaises, et, dans son cours vers la Meuse, elle les coupait, près de Meerdorp.

Le duc de Marlborough quitta le camp où il s'était établi à Vignamont, passa la Mehaigne, et s'approcha des lignes françaises. Villeroi dut s'attendre, en ce moment, à voir attaquer la partie des lignes entre la Meuse et la Mehaigne ; et il fit ses arrangements en conséquence. Mais Marlborough, après avoir fait jeter d'avance douze ponts sur la Mehaigne, afin que ses colonnes n'éprouvassent aucun retard, se porta rapidement vers Léau, dans la nuit du 17 juillet; et le 18, au point du jour, il prit possession, sans beaucoup de peine, des villages de Wanghe, de Neer-Heylissen, de Neerhespen et d'Orsmael, tous situés sur la Gette, et ayant tous des ponts sur cette rivière. Les retranchements ou lignes des Français, auxquelles la petite Gette servait de fossé, furent sur le champ escaladées; et l'on mit à l'œuvre un nombre considérable de soldats et de paysans, pour en niveler des portions spacieuses qui permissent l'introduction de la cavalerie et de l'artillerie. Avant midi, le 18 juillet, l'armée de Marlborough se trouva tout entière dans l'intérieur des lignes.

La chaussée actuelle de Liége à Tirlemont passe par l'endroit où cette opération eut lieu.

Sitôt que le duc de Marlborough se vit en force dans l'intérieur des lignes, il prit possession de Tirlemont. Il plaça sa droite à Tirlemont, et sa gauche vers le point où les lignes avaient été forcées. Les Français déployèrent beaucoup de bravoure, mais ils furent battus en détail. On leur prit 2000 hommes et ils perdirent à peu-près le double de ce nombre, en tués et en blessés.

Les Français se rallièrent derrière la Dyle. Ils prirent position, près d'un village appelé Neeryssche, la droite à Louvain, et la gauche contre la forêt de Soignes.

Marlborough les suivit, le lendemain 19 juillet, et alla camper en face de Louvain.

Dans la nuit du 29 juillet, Marlborough essaya de franchir la Dyle, à la droite de la position des Français. Les avant-gardes de ses colonnes opérèrent le passage, à Corbeeck, et près de Neeryssche. Mais elles furent à la fin repoussées aussi bien qu'un autre corps, qui avait tenté de passer la rivière plus haut à St.-Jooris-Weert.

Le duc résolut alors de faire un détour, afin de prendre à revers la position ennemie, en traversant la Dyle à sa source. Il se replia de Louvain à Meldert, non loin de Tirlemont; il quitta Meldert, le 15 août; et, après avoir marché par Corbaix, Genappe et Braine-la-Leud, il se trouva, le 17, à la Hulpe, entre la Lâsne, un des affluents de la Dyle, et le ruisseau de Yssche. Dans cette marche, le duc de Marlborough foula les champs où fut livrée dans la suite la bataille de Waterloo. Au village même de Waterloo, à l'entrée de la forêt de Soignes, les Français avaient posté un bataillon d'infanterie et un régiment de cavalerie, lesquels furent rejetés dans la forêt.

L'électeur de Bavière et Villeroi, voyant leur position sur la Dyle ainsi tournée, s'établirent derrière le petit ruisseau de Yssche, qui prend sa source dans la forêt de Soignes, et qui coule dans la Dyle, près de Neeryssche. Toutes les dispositions étaient prises, du côté du duc de Marlborough, pour attaquer l'ennemi sur la nouvelle position : le 18 août, à midi, il avait fini de former son armée dans ce dessein, en présence de celle des Français. Jamais opération ne promit un succès plus complet. L'obstacle opposé par le ruisseau était peu de chose ; les troupes françaises étaient démoralisées; leurs lignes avaient été forcées récemment ; leur position, sur la Dyle, venait d'être tournée. Cependant, Schulemberg, l'un des généraux hollandais, insista sur la convenance de soumettre la question de l'attaque à un conseil de

guerre. Overkerque, qui commandait les troupes hollandaises, appuya la proposition du duc de Marlborough d'attaquer sur le champ. Mais le temps se perdit en pourparlers, et les députés des états de Hollande, qui accompagnaient l'armée, et sans le consentement desquels on ne pouvait rien conclure, se décidèrent pour la retraite.

Il est malaisé de comprendre qu'un chef veuille subir pareille contrainte, ou conserver un jour de plus le commandement nominal d'une armée, sur les opérations de laquelle il exerce si peu de véritable influence. Mais l'égalité d'âme du duc de Marlborough était extrême, peut-être fut-il le seul homme au monde capable de conduire à la victoire une armée composée d'éléments si hétérogènes, et agitée par un tel conflit d'intérêts divers. Au commencement de la campagne de cette année, il s'était trouvé hors de ses mesures; et son plan d'invasion en France, du côté de la Moselle, avait échoué, par la faute de ses alliés infidèles à leurs engagements. Ce fut là un accident, ordinaire dans le cours des choses, et sur lequel il avait pu se régler plus ou moins. Mais, après avoir amené son armée au point précis où il désirait; après avoir, par un mouvement judicieux, tourné le flanc de l'ennemi et forcé celui-ci à quitter une bonne position, pour une autre, dans laquelle le duc jugea avantageux de l'attaquer; se voir interpeller par un officier en sous-ordre, pour expliquer ses plans et ses intentions; se voir forcé d'écouter les observations et les objections de cet officier et ensuite voir décider, contre son propre avis, une question purement militaire par des gens de robe, qui n'y peuvent rien comprendre; il fallut pour le souffrir une patience peu commune.

Le but de sa marche étant ainsi manqué, Marlborough se retira, le 19, à Wavre, sur la Dyle. De-là il se rendit à Per-

wez-le-Marchez, pour la commodité des fourrages. Il détacha, de Perwez-le-Marchez, le général hollandais Dedem, avec un faible corps, pour assiéger Léau. Cette petite place avait quelqu'importance par sa position sur le flanc gauche des lignes françaises entre la Gette et la Meuse. Elle fut prise, le 5 septembre, après une résistance de peu de jours.

Pendant le séjour de l'armée alliée à Perwez-le-Marchez, le duc de Marlborough fit raser la partie des lignes françaises, qui s'étendait de Léau à la Mehaigne.

Les Français restèrent derrière la Dyle et construisirent une nouvelle ligne de retranchements, depuis le confluent du Demer et de la Dyle, au-dessous de Louvain, jusqu'à la Nèthe, en amont de Lierre. Le duc de Marlborough avança vers Arschot, à quelque distance de la nouvelle ligne. Il laissa des garnisons à Diest et à Hasselt, sur le Demer, ainsi qu'à Tongres, sur le Jaar. Le 28 septembre, il mena son armée à Herenthals, où elle demeura jusqu'au 20 octobre. Lorsque l'armée alliée quitta Herenthals, l'électeur de Bavière et le maréchal de Villeroi se portèrent des environs de Lierre au dehors de leurs lignes, et, à la tête de quelques escadrons de cavalerie, ils essayèrent de couper l'arrière-garde. Ils prirent quelques bagages et un petit nombre de chevaux de bât.

D'Herenthals le duc se rendit à Brecht et delà à Calmthout.

De Calmthout Marlborough détacha le comte Noyelles, le 24 octobre, pour assiéger Santvliet, petite forteresse située sur la rive droite de l'Escaut entre Lillo et Berg-op-Zoom; elle se rendit, au bout de cinq jours. L'armée se mit alors en cantonnements dans le voisinage de Bréda; et le duc de Marlborough retourna en Angleterre, après avoir d'abord visité Vienne, Berlin et La Haye.

1706.

Le duc de Marlborough rassembla son armée, le 20 mai, près de Looz, entre Tongres et St.-Trond; il avait 74 bataillons et 123 escadrons. Sa droite était à Looz, et sa gauche au village de Corswaren, sur le Jaar, près de sa source.

L'armée française avait été considérablement renforcée, pendant l'hiver. Villeroi passa la Dyle à Louvain, le 19 mai, à la tête de 73 bataillons et de 140 escadrons, ensemble 80,000 hommes; et il avança sur Tirlemont. Dans l'idée que le duc de Marlborough avait l'intention d'assiéger Namur, il vint en hâte de Tirlemont se placer entre l'armée alliée et cette place. Il remonta la grande Gette jusqu'à Jodoigne, plaça sa droite au village de Franquenée, sur la Mehaigne, sa gauche au village d'Autreglise, sur un des petits ruisseaux qui forment la Gette; et il occupa les villages de Ramilies et d'Offuz, au centre. Sa gauche et la moitié à peu près de son front étaient protégés par le ruisseau déjà mentionné lequel prend sa source entre Ramilies et Offuz, et coule au-delà d'Autreglise.

Le duc de Marlborough se mit en marche, de son camp entre Looz et Corswaren, le 23 mai au matin, et s'avança, en huit colonnes. Il s'arrêta à Meerdorp, pour reconnaître l'ennemi, qui arrivait en ce moment sur sa position. Il forma son armée parallèlement à celle des Français, la droite à Foulz, et la gauche contre la Mehaigne. Après une vive canonnade, qui dura quelque temps de part et d'autre le duc fit faire une fausse attaque sur la gauche des Français à Autreglise; pendant que son principal effort se dirigea contre leur droite. Il s'empara du village de Franquenée, sur la Mehaigne, où s'appuyait cette droite, ainsi que d'un

autre village, appelé Taviers, que l'ennemi occupait aussi, en arrière de Franquenée. Ayant forcé de cette manière la droite des Français, il tira de sa propre droite un renfort de cavalerie; et, sous la protection du feu parti des deux villages qu'il remplit d'infanterie, il refoula la cavalerie des Français, et se forma sur la droite et à dos de leur ligne de bataille. La victoire était certaine alors. Le village de Ramilies, attaqué en flanc, par devant et par derrière, fut bientôt emporté. Villeroi, dans le but d'assurer sa retraite, essaya de former ses troupes la gauche à Autreglise et la droite à Bommal d'équerre sur la position primitive; mais la confusion était devenue trop grande. Marlborough poursuivit l'ennemi jusqu'à Meldert, à mi-chemin de Louvain et à environ quatre lieues du champ de bataille. Les Français perdirent 50 pièces d'artillerie, et tous leurs bagages, 120 drapeaux ou étendards, 7000 prisonniers, et de 8000 à 9000 tués et blessés. Leur armée fut entièrement dispersée et désorganisée.

Le théâtre de cette action mémorable se trouve, à trois quarts de lieue de la chaussée actuelle de Namur à Louvain.

Tous les écrivains français ont attribué la perte de cette bataille au choix peu judicieux de la position de Villeroi, laquelle, disent-ils, retint la moitié de son armée dans une inaction forcée, tandis qu'elle donna au duc de Marlborough la faculté de peser sur l'autre moitié avec la majeure partie de ses troupes. Ils reprochent à Villeroi de n'avoir pas secouru la droite par des renforts tirés de la gauche, lorsqu'il vit le duc de Marlborough conduire la véritable attaque sur les villages de Franquenée et de Taviers, et amener la cavalerie de sa droite pour soutenir cette attaque.

Mais, qu'un militaire impartial et non prévenu se donne

la peine d'aller sur les lieux ; assurément ils ne lui révèleront pas la justesse de ces observations. La position était excellente, et avait été choisie avec beaucoup d'intelligence. Comme elle est près de Meerdorp, qui fut le quartier-général des Français durant une bonne partie de la campagne précédente, lorsqu'ils étaient dans l'intérieur de leurs lignes, ses avantages avaient dû être souvent examinés, et les principaux officiers de l'armée française devaient bien les connaître. On ne pouvait tourner ni l'un ni l'autre flanc, sans faire un grand détour. Si Marlborough avait retardé l'attaque, de peu de jours seulement, et laissé à Villeroi le temps nécessaire pour ériger quatre à cinq redoutes devant la partie de son front entre Ramilies et Franquenée, selon toute probabilité la bataille n'eût pas eu lieu.

La victoire devint facile, parce que le village de Franquenée fut mal défendu. L'infanterie ne le défendit pas aussi bien qu'elle aurait dû le faire. Les troupes françaises établies dans le village de Taviers, en arrière, en furent délogées de même sans beaucoup de peine. On avait confié la défense de Taviers à cinq régiments de *dragons*. Nous avons conservé ce nom dans nos armées modernes, mais le véritable *dragon*, tel qu'il était équipé et exercé dans ce temps-là, n'existe plus aujourd'hui. Les dragons d'alors étaient armés du mousquet avec la bayonnette, et agissaient comme fantassins ou comme cavaliers, selon l'exigence du moment. Mais ils ne constituaient que de très-médiocres fantassins ; et cette faiblesse n'était compensée chez eux par aucune espèce de supériorité comme cavalerie. Au contraire, ils manquaient de vélocité et d'activité, qualités si essentielles à cette dernière arme. Dans cette occasion-ci, les dragons chargés de défendre Taviers, ayant mis pied à terre et abandonné leurs chevaux hors du village, furent tous tués ou pris.

A l'aile droite des Français, la cavalerie consistait dans la maison du roi et dans les cuirassiers bavarois; elle se conduisit avec une bravoure incomparable; et assaillit, à diverses reprises, la cavalerie de Marlborough aussi bien que la tête des colonnes, que le duc fit avancer entre Franquenée et Ramilies contre la ligne ennemie. Mais l'occupation préalable des villages de Franquenée et de Taviers rendit inutiles toutes ces brillantes attaques.

C'est sans doute la belle conduite de la cavalerie engagée du côté des Français, qui a fait désirer aux écrivains de cette nation que Villeroi eût envoyé la cavalerie de sa gauche, au soutien de celle de la droite. Mais Marlborough n'avait pas cessé ses attaques contre Autreglise; et Villeroi eut besoin de ses forces sur ce point qui réclamait son attention tout autant que la droite. D'ailleurs Franquenée fut emporté, et l'issue de la journée irrévocablement décidée, avant que Villeroi eût pu achever un pareil mouvement, si l'occasion de le commencer s'était offerte; et, dans la formation primitive de l'armée, il fut aussi indispensable d'avoir une réserve de cavalerie derrière la gauche que derrière la droite, de peur que les alliés ne pénétrassent en passant par Autreglise, ou en franchissant la Gette plus bas, après être descendus le long de la rivière. En résumé, il ne paraît point que la position ait été, ou mal choisie, ou occupée sans discernement. L'attaque se fit avec une grande impétuosité; et Marlborough poursuivit son succès, sur la droite des Français, avec tant de promptitude, que non seulement il ne fut pas possible d'essayer de ressaisir les villages de Franquenée et de Taviers, mais que Villeroi ne réussit même pas à changer le front de sa gauche, pour faire face aux troupes de Marlborough arrivant de la droite, ainsi qu'on l'a vu déjà.

Marlborough prit possession de Louvain, le 24 mai, len-

demain de la bataille. L'armée franchît la Dyle, le 25, un peu au-dessous de Louvain, sur des ponts construits d'avance pour ce passage; et elle se posta, à Bethlem, village à trois quarts de lieue au-delà de Louvain, sur la droite de la chaussée de Malines. Les Français évacuèrent Bruxelles; et, traversant la Dendre, ils se retirèrent vers Gand. Marlborough marcha sur Vilvorde, où il passa le canal de Bruxelles à Malines. Il avança, le 27 mai, jusqu'à Grimbergen, en se dirigeant sur Alost, où il se proposait de traverser la Dendre, à la poursuite de l'ennemi. De Grimbergen, il détacha 4 bataillons et quelque cavalerie, sous les ordres de son frère le général Churchill, pour prendre possession de Bruxelles. Il continua sa marche par Alost sur Gand. Les Français évacuèrent Gand, et se retirèrent vers Courtrai. Marlborough avança jusqu'à Merlebeke, sur l'Escaut, près de Gand; d'où il envoya le général Cadogan, pour prendre possession de Gand. De Merlebeke, il se rendit à Deynse, sur la Lys, y traversa la rivière, et s'établit, le 6 juin, la gauche au village d'Arseele, et la droite au village de Caneghem. Son armée resta campée sur cette position jusqu'au 18 juin, sous les ordres d'Overkerque; tandis que Marlborough lui-même veillait activement à La Haye au rassemblement de l'artillerie et des approvisionnements nécessaires pour assiéger Ostende. Il revînt à l'armée à Arseele, le 18 juin; et marcha immédiatement sur Roulers, afin de se mettre plus à portée de commencer ce siége. Pendant le temps que l'armée séjourna à Arseele, les troupes françaises et espagnoles, en garnison à Audenarde et à Anvers, livrèrent ces deux places. Il y avait, dans la première forteresse 12, et dans la seconde 3 bataillons, composés, par parties, de Français et d'Espagnols. Les Français marchèrent de Courtrai sur Mons, où ils fixèrent leur

quartier-général. Leur armée se sépara et s'établit dans Mons, Tournai, Lille, Menin et Ypres. Elle attira des renforts du Haut-Rhin, de la Moselle et de l'intérieur de la France. Le maréchal de Villeroi fut rappelé, et le commandement, dans les Pays-Bas, confié au duc de Vendôme. Marlborough chargea le maréchal Overkerque du siége d'Ostende, lui confiant pour cet objet 35 bataillons 22 escadrons, et un approvisionnement en artillerie de 52 pièces de 24 et de 24 mortiers. Overkerque investit la place, le 28 juin. Le 3 juillet, il put ouvrir le feu de ses batteries. Le 6, le gouverneur capitula ; et le 8, les alliés prirent possession d'Ostende. La garnison consistait en 6 bataillons de Français, deux bataillons d'Espagnols, deux de Wallons, et en un escadron de dragons non montés. Les Espagnols furent conduits à Mons, et les Français à Dunkerque.

On creusa les approches du côté de l'Ouest; c'était celui où se trouvaient les seuls fronts attaquables d'Ostende, à raison des inondations qui protégeaient les autres. Aujourd'hui encore la place n'est vulnérable que de ce côté.

Immédiatement après la prise de possession d'Ostende, Marlborough fit ses préparatifs pour assiéger Menin. Il quitta Roulers, où il avait séjourné durant le siége d'Ostende afin d'en couvrir les opérations; et, traversant la Lys à Courtrai, il se posta, la gauche à Pont d'Espierres sur l'Escaut, et la droite contre la petite ville de Mouscron. Il confia au général Zaliche la direction du siége de Menin, avec 32 bataillons, 25 escadrons, et un approvisionnement en artillerie de 72 canons et de 44 mortiers. La garnison se composait de 12 bataillons et de 4 escadrons de dragons. Les approches se firent du côté de Werwick sur la Lys. La tranchée fut ouverte le 8 août; le 25 du même mois, la

garnison sortit de la place, par capitulation, et fut dirigée sur Douai.

L'Escaut était maintenant ouvert aux alliés, pour l'apport des subsistances et des approvisionnements nécessaires à leur armée; il en était de même des affluents de ce fleuve, à l'exception pourtant de la Dendre. Ath, où la Dendre commence d'être navigable, et Termonde, où elle se jette dans l'Escaut, étaient encore au pouvoir des Français. Le duc de Marlborough résolut de se rendre maître de l'une et de l'autre place. Termonde était bloquée depuis quelque temps. La garnison consistait en 4 bataillons, dont 2 Français, 1 Espagnol et 1 Wallon, et en 200 dragons non montés. Les inondations faisaient la principale force de Termonde. La tranchée y fut ouverte, le 1er septembre, du côté qui regarde Bruxelles, le seul par lequel il soit possible d'approcher. La place capitula, le 5 du même mois.

Le siége d'Ath exigea de plus vastes préparatifs, d'autant plus encore que le duc de Vendôme avait déjà réuni l'armée française. Il était campé près de Lille, à la tête de 73 bataillons et de 155 escadrons.

Le 9 septembre, l'armée du duc de Marlborough, ayant levé le camp de Pont d'Espierres, traversa l'Escaut, et avança jusqu'à Grand Metz, village situé près de la Dendre, en arrière de Leuze; il y prit position, pour couvrir le siége d'Ath. Le maréchal Overkerque dirigea l'opération du siége, avec 38 bataillons et 26 escadrons, qui avaient été placés sous ses ordres pour cet objet.

La tranchée fut ouverte, dans la nuit du 22 septembre. Indépendamment des mortiers, 52 canons furent mis en batterie. Le 2 octobre, la place se rendit.

On conduisit les approches contre les fronts en regard de Mons, entre la Dendre et le ruisseau de Cambron.

Pendant le siége d'Ath, le duc de Vendôme avec l'armée française, vint, du voisinage de Lille, prendre position derrière l'Escaut entre Condé et Tournai. Mais il n'inquiéta point le corps assiégeant, et se contenta de renforcer les garnisons de Mons et de Charleroi.

Après la prise d'Ath, Marlborough concentra ses forces à Cambron, en avant d'Ath, et avança jusqu'à Lens, comme s'il eut eu l'intention d'attaquer Mons. Le 6 novembre, cependant, l'armée se retira dans ses quartiers d'hiver. Les Anglais occupèrent Gand. Le maréchal Overkerque fut désigné pour commander les alliés durant l'hiver, et fixa son quartier-général à Bruxelles. Le duc de Marlborough se rendit à La Haye, et de là en Angleterre.

Ainsi finit cette campagne si féconde en résultats. Sous le point de vue militaire, on n'aperçoit aucune raison, qui explique d'une manière satisfaisante, comment les alliés entrèrent si facilement en possession des forteresses des Pays-Bas, après la bataille de Ramilies. Anvers, Audenarde, la citadelle de Gand auraient dû se défendre; mais les troupes françaises se trouvèrent trop disséminées, et aucune place ne fut confiée à elles seules. Les régiments espagnols et wallons ne témoignaient pas un grand attachement à la cause de Philippe; au contraire, plusieurs de leurs officiers de haut grade et la majeure partie des hommes étaient disposés en faveur du prétendant autrichien, l'archiduc Charles. Les habitants des Pays-Bas en général, se montraient plutôt enclins à renouer les anciens liens de leur patrie avec la maison d'Autriche, que désireux de la voir passer à la branche française d'Espagne. Il est hors de doute, que ces circonstances contribuèrent à la prompte reddition des différentes forteresses. Les bataillons français, mal secondés par des alliés pleins de tiédeur, et ayant, en outre,

à contenir une population nombreuse, ne purent soutenir la défense des places, autant que la qualité de celles-ci leur eût permis de le faire, ni autant qu'on doit, en simple justice, supposer qu'ils eussent fait sous d'autres circonstances. Anvers avait une garnison de 12 bataillons. Mais six d'entr'eux étaient espagnols; et, la population n'étant nullement préparée à supporter les horreurs d'un siége, pour l'honneur d'appartenir à Philippe, on comprend sans peine comment la place se rendit si facilement aux alliés.

1707.

Après leur défaite à Ramilies, les Français élevèrent une ligne continue de redoutes, entre Mons et la Sambre. Sous la protection de cette ligne et de la Sambre, les garnisons de Mons, de Charleroi et de Namur, purent communiquer entr'elles, et s'envoyer mutuellement des troupes ou des munitions, quand la situation des affaires le requérait. De l'autre côté de Mons, la Haine et l'Escaut présentaient une barrière naturelle douée des mêmes avantages, d'abord de Mons à Condé, puis de-là jusqu'à Tournai.

L'armée française fut considérablement augmentée durant l'hiver, et la France fit de grands efforts, pour se donner une supériorité numérique sur les alliés dans les Pays-Bas. L'armée du duc de Vendôme fut portée à 123 bataillons et à 187 escadrons. Vendôme sortit des lignes qu'on vient de décrire, et se posta entre Mons et Charleroi, avec la droite sur le Piéton, petit cours d'eau qui se jette dans la Sambre, à Charleroi.

Le duc de Marlborough réunit ses forces, le 21 mai, à Anderlecht, petit village situé en avant de Bruxelles. Elles consistaient en 99 bataillons et en 167 escadrons.

Marlborough avança jusqu'à Halle, et de-là à Soignies, avec le dessein d'attaquer l'armée française. Vendôme marcha par la droite et s'établit à Fleurus. Marlborough eut envie de faire un mouvement analogue, de Soignies, par Braine-le-Comte, à Nivelles, et de-là à Genappe, de manière à placer son armée entre celle de l'ennemi et Bruxelles ou Louvain. La rivière la Senne, dans son cours vers Bruxelles, passe entre Braine-le-Comte et Nivelles. A mi-distance environ de ces deux petites villes, se trouve le village de Ronquières, où il y a un pont sur la Senne. Vendôme occupait Ronquières; c'est pourquoi Marlborough se décida à faire un détour. Il se retira sur Bruxelles; et, ayant traversé la Dyle à Louvain, il avança de nouveau vers les Français jusqu'à Meldert, où il prit position, le 31 mai.

Il peut paraître extraordinaire, que le passage d'un aussi mince cours d'eau que la Senne, ait soulevé la moindre crainte d'embarras; d'autant plus, que l'armée du duc de Marlborough traînait après elle un grand équipage de ponts. Mais le pays entre Braine-le-Comte et Nivelles est très-boisé, et le sol assez fortement ondulé. Sans doute, Marlborough ne voulut point courir la chance de se compromettre, en essayant de forcer le passage de la Senne, à Ronquières; opération pendant laquelle l'armée de Vendôme toute entière aurait pu inopinément lui tomber sur les bras.

Marlborough, après avoir achevé le détour dont nous avons parlé, quitta Meldert, le 10 juin, et avança contre l'armée de Vendôme, laquelle s'était portée sur une nouvelle position entre Genappe et Nivelles. Il jeta plusieurs ponts sur la Dyle, à Florival, entre Louvain et Wâvre, et avança par Wâvre vers Genappe. Cependant, les Français se reti-

rèrent, et reprirent position avec la gauche à Seneffe et la droite à Chapelle-lez-Herlaymont. Le duc marcha sur Nivelles, dans le dessein d'attaquer la gauche des Français. Vendôme tomba en arrière, sur Castiau-les-Thieusies, près de Mons; plaçant son avant-garde à St.-Denis, à l'endroit même où le roi Guillaume eut sa dernière affaire avec le maréchal de Luxembourg. De Castiau-les-Thieusies, Vendôme se rendit à Cambron, en avant d'Ath, et s'y retrancha. Mais il abandonna son camp, à l'approche de Marlborough arrivant de Nivelles. Les Français marchèrent de Cambron vers l'Escaut, jusque près de Tournai; et campèrent à Fontenoy, sans songer à la future célébrité du village qu'occupait maintenant une de leurs divisions. La désertion et les maladies firent beaucoup de mal à l'armée de Vendôme durant ces marches et ces retraites accablantes.

De Cambron, Marlborough conduisit son armée sur la Dendre, qu'il franchit au-dessous d'Ath; ayant traversé le pays entre la Dendre et l'Escaut, il passa cette dernière rivière à Pont d'Espierres, et s'établit, encore une fois, sur la position qu'il avait si souvent occupée durant la campagne précédente, la gauche à l'Escaut, en arrière de Pont d'Espierres, et la droite à Mouscron, vers la Lys (1). Le duc de Vendôme demeura dans son camp, aux environs de Tournai, s'occupant à le fortifier avec soin.

Le 4 octobre, Marlborough quitta l'armée pour se rendre à la Haye; et, peu de jours après, les différents corps se retirèrent dans leurs quartiers d'hiver.

On peut dire que les résultats avantageux de cette campagne échurent aux Français. Il est vrai, que non seulement il ne se fit rien de décisif, mais qu'on ne tira pas un seul

---

(1) Voyez les notes à la fin de l'ouvrage.

coup de feu sérieux, de part ni d'autre. Ce fut toutefois un résultat favorable pour la France, que d'avoir arrêté les progrès de la conquête. Marlborough ne gagna rien pendant la campagne. Le gouvernement français gagna le temps nécessaire pour faire de nouveaux préparatifs, et l'armée française, celui de prendre confiance.

L'objet de la marche du duc de Vendôme vers les plaines de Fleurus, au commencement de la campagne, ne paraît pas tout-à-fait clair. Sa conduite ultérieure montre qu'il voulait éviter une bataille, aux hasards de laquelle il était effectivement de son intérêt de ne pas s'exposer. Cependant, si Marlborough s'était aventuré à marcher par Ronquières, et qu'il eût réussi à passer rapidement la Senne, soit de force ou par stratagème, la bataille serait devenue inévitable. Quoiqu'il en soit, en occupant l'armée de Marlborough, Vendôme empêcha, sans aucun doute, le siége de Mons, et obtint par conséquent, sous ce rapport, un avantage.

La France perdit cette année le maréchal de Vauban. Son caractère et ses services ont été retracés par Fontenelle dans les lignes suivantes; et le portrait n'est chargé en aucune manière :

« Un sens droit et étendu qui s'attachait au vrai, par une » espèce de sympathie, et sentait le faux sans le discuter, » lui épargnait les longs circuits par où les autres marchent.

» Il a fait travailler à trois cents places anciennes, en a fait » trente-trois neuves, a conduit cinquante-trois siéges, et » s'est trouvé à cent quarante actions de vigueur.

» Il a eu la gloire de ne laisser, en mourant, qu'une » fortune médiocre.

» C'était un Romain, qu'il semblait que notre siècle eût » dérobé aux plus heureux temps de la République.

1708.

Louis XIV, satisfait de l'issue de la campagne précédente, fit cette année des efforts encore plus grands, en Belgique. Il envoya son petit-fils, le duc de Bourgogne, prendre le commandement de l'armée, en laissant toutefois Vendôme sous lui; il la porta à 139 bataillons et à 204 escadrons. L'électeur de Bavière quitta la Belgique et prit le commandement de l'armée française, sur le Haut-Rhin. Il paraît que le manque constant de succès lui fit perdre, vers cette époque, la confiance du gouvernement français, puisqu'on ne lui communiqua même pas le plan de campagne de l'année. Les Français avaient le projet de garder la défensive, sur le Haut-Rhin; et, si la chose devenait praticable, d'expédier de-là un renfort considérable à l'armée en Belgique.

Marlborough rassembla ses forces, le 26 mai, en avant de Halle, sur la même position que l'année précédente. Il avait 112 bataillons et 180 escadrons.

Le parlement anglais avait refusé une augmentation de 10,000 hommes demandée par Marlborough pour l'armée des Pays-Bas. L'esprit de parti commençait malheureusement à prévaloir dans les conseils de la Grande-Bretagne. L'inconséquence d'avoir une armée sur le continent et de ne pas la tenir sur le pied de pouvoir recueillir le fruit de ses victoires et de ses efforts; le désavantage évident des demi-mesures; le danger de perdre les Pays-Bas espagnols aussi rapidement qu'ils venaient d'être conquis; et la certitude que la paix ne pouvait s'obtenir, qu'à l'aide du succès, semblent n'avoir point été aperçus de ceux qui s'opposèrent

à l'accroissement de l'armée. Cet axiôme de Catilina, dans la harangue qu'il adressa à ses soldats : « *Nemo nisi Victor pace bellum mutavit* » ne saurait être trop profondément gravé dans l'esprit de tout homme d'état.

Dans de telles circonstances, Marlborough eut recours à l'empereur; il persuada à la cour impériale de garder la défensive sur le Rhin, et d'envoyer le prince Eugène, avec 25,000 hommes, pour agir de concert avec lui en Belgique. Cet arrangement rencontra de grandes difficultés. L'électeur de Hanovre, qui était généralissime des armées de l'empire, et qui devait commander en personne sur le Rhin, présenta des objections. Mais Marlborough se rendit à Hanovre, avant l'ouverture de la campagne; et, ayant éloigné tous les obstacles à force d'habileté et d'adresse, il obtint la promesse du renfort en question; il retourna ensuite à Bruxelles, et reprit le commandement de son armée, qui s'était établie en avant de Halle, vers la fin de mai, ainsi qu'on l'a déjà dit.

Le duc de Bourgogne passa son armée en revue, sur les hauteurs du mont Palisel, près de Mons, et se mit immédiatement en marche, sur la chaussée, vers Soignies, comme s'il eût eu l'intention d'attaquer Marlborough dans la position en front de Halle. Cependant il se retira de devant Soignies; et, marchant par sa droite derrière Nivelles, il alla camper en avant de Genappe, menaçant ainsi d'avancer sur Louvain, sous la protection de la Dyle. Marlborough quitta Halle; et, s'étant replié derrière Bruxelles, il s'établit en avant de l'endroit appelé Terbank, près de Louvain, à gauche à la Dyle, sur laquelle il jeta plusieurs ponts afin de pouvoir marcher ensuite selon les occurrences. Les Français se postèrent, la droite à Genappe, et portèrent leur gauche en avant jusqu'à Braine-la-Leud, qu'ils occupèrent, en faisant, de cette manière, face à Marlborough.

Les deux partis restèrent pendant plusieurs semaines dans leurs positions respectives. Entre-temps le gouvernement français fit faire, entre Lille et Tournai, les apprêts du siége de Menin. Le projet du duc de Bourgogne fut de placer son armée entre la Lys et l'Escaut, le front tourné du côté d'Audenarde, qu'il se proposa de bloquer, tandis que l'on pousserait le siége de Menin sur les derrières.

Dans ces vues, l'armée française s'éloigna de Braine-la-Leud, traversa la Senne à Tubize, et marcha sur Alost, où elle passa la Dendre. D'Alost elle avança jusqu'à l'Escaut, qu'elle franchit sur des ponts construits pour cet objet, à Gâvre, à mi-distance entre Gand et Audenarde. Arrivées ainsi sur la rive gauche de l'Escaut, entre cette rivière et la Lys, les têtes des colonnes tournèrent, à gauche vers l'amont de l'Escaut, pour achever l'exécution des plans projetés.

Avant de commencer ce mouvement, le duc de Bourgogne avait détaché des troupes contre Gand, lesquelles s'en emparèrent par surprise; les habitants de Bruges avaient ouvert leurs portes au comte de la Mothe qui commandait, dans les environs d'Ypres, un corps de cavalerie française et quelques bataillons d'infanterie.

Dès que Marlborough eut avis de la marche du duc de Bourgogne, il quitta sans délai le voisinage de Louvain traversa le canal de Bruxelles à Vilvorde, et, tournant par devant Bruxelles, il prit position à Anderlecht, afin d'être à même de faire face à toute tentative dirigée contre ce point. Ayant été informé ensuite que l'ennemi se portait sur la Dendre, il partit d'Anderlecht, le 6 juin, à minuit, dans l'espoir d'atteindre le duc de Vendôme, avant son arrivée sur cette rivière. Mais apprenant, à Assche, à mi-chemin entre Bruxelles et Alost, que les Français avaient déjà tra-

versé la Dendre à Alost, il changea de direction, et marcha vers Lessines, située beaucoup plus haut sur la même rivière. Il passa la Dendre à Lessines, et continua sa route vers Audenarde. Le 11 juillet, à midi, son avant-garde arriva en vue de l'armée française. Les Français, comme on l'a dit, avaient jeté des ponts sur l'Escaut à Gâvre; ils opérèrent le passage tranquillement, et sans s'attendre le moins du monde à trouver Marlborough, sur leur flanc, à Audenarde.

L'avant-garde des Alliés était engagée depuis quelque temps avec l'ennemi, avant que les colonnes pussent arriver à son soutien. Les généraux Cadogan et Rantzau, qui la commandaient, jetèrent des ponts sur l'Escaut, un peu au-dessous d'Audenarde; puis, ayant passé la rivière, ils s'établirent derrière un petit ruisseau qui coule dans l'Escaut, à Eyne, à environ une demi-lieue d'Audenarde, et ils firent prisonniers un certain nombre de fourrageurs Français. Le duc de Bourgogne soupçonnait si peu l'approche de Marlborough, qu'il s'imagina que ces soldats avaient été molestés par la garnison d'Audenarde, et qu'il détacha sept bataillons, pour prendre possession du village d'Eyne et pour mettre un terme à de pareilles incursions. Ces bataillons furent attaqués et défaits par Cadogan, qui s'empara lui-même du village. Entre-temps l'armée de Marlborough parut; et, descendant des hauteurs d'Audenarde, elle vint passer l'Escaut sur les ponts construits par son avant-garde; il poussa celle-ci au-delà d'Eyne, jusqu'au petit village de Heurue, situé sur l'Escaut et qui devint ainsi sa droite. La gauche s'étendait jusqu'à Wurteghem. Les Français se formèrent, la gauche à Asper, le centre à Huysse, et la droite à Warmeghem. Mais, se trouvant surpris, leur formation se fit en désordre, et leur défense sans ensemble. Ils furent battus

sur tous les points, et se retirèrent dans la plus extrême confusion. Un corps composé de leurs meilleures troupes avança sur le centre des alliés, à droite du village d'Oycke, et se maintint, en cet endroit, à l'aide de quelques clôtures. Cependant, abandonnés entièrement à eux-mêmes, après la retraite de l'armée française, et attaqués à revers par le jeune prince d'Orange qui marcha contr'eux à la tête de l'infanterie hollandaise, presque tous ces braves soldats furent tués ou pris.

Le jour tombait, lorsque le duc de Marlborough put en venir à l'attaque générale. La nuit empêcha la poursuite. Les Français perdirent 7,000 hommes en tués et blessés; et 9,000 autres posèrent les armes.

L'armée française se retira à Gand. Le duc de Bourgogne la rallia derrière le canal entre Bruges et Gand; et il s'y retrancha. On peut se former une idée de la confusion, qui dut régner parmi les Français, en songeant que le maréchal de Berwick (Il signale lui-même cette circonstance dans ses mémoiresi) ramassa 9,000 fuyards entre Tournai, Lille et Ypres, bien que le duc de Bourgogne et le gros de l'armée eussent opéré la retraite dans la direction opposée, vers Gand.

Après la bataille d'Audenarde, Marlborough marcha sur Menin, traversa la Lys dans le voisinage de cette place, et, forçant les lignes des Français à Commines, entre la Lys et l'Yperlée, lignes qu'il fit raser dans la suite, il alla prendre position à Werwick, pour être à portée de Lille, dont il avait résolu d'entreprendre le siége le plus tôt possible.

Les 25,000 hommes de troupes impériales que Marlborough attendait du Rhin, étaient arrivées sur la Meuse, à Maestricht, avant les derniers mouvements de ce général. Le prince Eugène avait poussé en avant, accompagné

seulement d'un faible corps de cavalerie ; et, ayant réjoint Marlborough à Assche, pendant la marche de celui-ci vers la Dendre, il s'était trouvé présent à la bataille d'Audenarde. Eugène demeura avec Marlborough ; les impériaux furent dirigés de Maestricht sur Bruxelles, et désignés pour partir de-là, en escorte, avec l'artillerie et les munitions nécessaires au siége de Lille. Sitot que le gouvernement français apprit que le prince Eugène avait quitté le Rhin, pour aller renforcer l'armée du duc de Marlborough, le maréchal de Berwick fut, à son tour, détaché de l'armée française sur le Rhin. Berwick arriva avec 44 bataillons et 65 escadrons, immédiatement après la bataille d'Audenarde.

L'artillerie destinée au siége de Lille fut réunie à Bruxelles. Le 6 août, 94 canons de fort calibre, 60 gros mortiers, et 3,000 fourgons chargés de poudre, de boulets et de bombes, quittèrent Bruxelles, escortés par les Impériaux. Ce convoi se dirigea par Halle sur Soignies et de-là, sur Ath. A Ath, il laissa la chaussée, et fila, par Frasnes, vers l'Escaut, qu'il traversa à Pont d'Espierres. Le duc de Marlborough vint à sa rencontre, à la tête de 60 bataillons et de 100 escadrons, et prit position sur son ancien terrain, un peu au-dessous de Pont d'Espierres, la gauche sur l'Escaut et la droite au village de Bellinghem. Le prince Eugène, avec 54 bataillons et 80 escadrons, avança par Menin sur Lille, qu'il investit le 13 août.

Un simple coup-d'œil jeté sur la carte fera voir ce qu'il fallut à la fois de hardiesse et de décision pour former le projet de ces entreprises, d'adresse et de vigueur pour les mener à bonne fin. On peut appliquer pleinement, à Marlborough, cette belle sentence de lord Clarendon : « Qu'il eut la tête » organisée pour concevoir, le cœur pour entreprendre, le » bras pour exécuter. »

Les Français étaient maîtres de Gand et de Bruges, et l'armée du duc de Bourgogne retranchée derrière le canal entre ces deux villes. Au commencement de la campagne, cette armée consista en 139 bataillons et en 204 escadrons. Elle fut considérablement réduite (sans doute d'environ 20,000 hommes) par la défaite qu'elle essuya à Audenarde. Cependant le corps du comte de la Mothe était venu la renforcer; et, par cette raison, elle ne pouvait être beaucoup moins nombreuse qu'elle ne fut dans l'origine. Parallèlement au canal de Gand à Bruges, de l'autre côté de la Flandre, les Français occupaient Nieuport et Ypres, ce qui leur assurait le commandement sur la navigation de l'Yperlée. Ostende était au pouvoir de Marlborough ; mais la communication avec cette place était fort difficile, à cause de Bruges et de Nieuport que tenait l'ennemi. La garnison de Lille consistait en 23 bataillons et en 3 régiments de dragons ; et le maréchal de Berwick se trouvait, en arrière de Mons, de Condé et de Tournai, avec une force disponible de 40 bataillons et de 100 escadrons. Que, sous de telles circonstances, Marlborough assiégeât et prît Lille, en tirant de Bruxelles et d'Ostende ses convois de subsistances et de munitions, et qu'ensuite il s'emparât de Gand et de Bruges, cela paraît extraordinaire et à peine croyable. Cette époque fut, sans nul doute, la plus brillante de la carrière militaire de Marlborough.

Le prince Eugène commença le siége de Lille, en campant ses troupes tout à l'entour de la place, et en les enveloppant par une ligne de circonvallation d'un profil très-respectable, avec un fossé profond, afin de prévenir toute interruption des travaux des assiégeants. Il ouvrit la tranchée, dans la nuit du 23 août. Il y eut deux attaques, une sur chaque rive de la Deule, à sa sortie de la ville, sur les routes de Menin et d'Ypres.

Les Français résolurent de réunir leurs forces, et de sécourir Lille. Le duc de Bourgogne marcha de Gand vers la vallée de la Dendre. Le maréchal de Berwick se rendit de Mons, par Enghien, sur la même rivière. La jonction se fit entre Grammont et Lessines; et les Français s'établirent dans ces mêmes prairies, où le duc de Wellington passa en revue la cavalerie britannique, en 1815, avant la bataille de Waterloo. L'armée française comptait maintenant, ensemble, 140 bataillons et 250 escadrons, avec 200 pièces d'artillerie.

La Marque est une petite rivière marécageuse. Elle prend sa source, entre Douai et Lille, à environ trois lieues de cette dernière ville, sur laquelle elle dirige d'abord son cours, et dont elle enveloppe ensuite, en décrivant une courbe à la distance d'un peu plus de deux lieues, toute la moitié qui regarde Tournai.

Marlborough se retira derrière cette rivière, dans l'intérieur de la courbe qu'elle forme. Les Français avancèrent de Lessines à Tournay; et de-là, après y avoir passé l'Escaut, ils marchèrent sur Lille, pour attaquer Marlborough. Mais il fallut traverser la Marque, et l'armée de Marlborough se trouvait en position derrière elle. Il avait la gauche à Pont-à-Tressin, et le centre au village de Peronne; sa droite coupait la chaussée de Lille à Douai, au village d'Antreulle. Les Français changèrent de direction à gauche; et, remontant la Marque, ils atteignirent la chaussée de Douai, par laquelle ils vinrent passer la rivière, à Pont-à-Marque. Marlborough fit le mouvement correspondant à droite. Il se plaça, la droite sur la Deule, à Noyelles, le centre aux Ennetières, et la gauche à Frétain contre la Marque. L'étendue de cette position est d'environ deux lieues. Elle ne présentait, devant le front, aucun avantage particulier, si ce

n'est que le terrain, allant en pente vers l'ennemi, formait un beau glacis naturel. Marlborough se retrancha immédiatement.

Un fait bien remarquable, et qui mit dans tout leur jour les talents et la résolution de ce grand homme, c'est que, nonobstant la supériorité numérique de l'armée française, au moins deux fois plus forte que celle avec laquelle il couvrait le siége, il renvoya sur ses derrières, au corps assiégeant, un renfort de 24 bataillons et de 60 escadrons, que le prince Eugène avait eu la précaution de lui expédier. Il avait été question, dans le conseil de guerre, de lever le siége de Lille, et de réunir les deux armées, pour les opposer à celle du duc de Bourgogne. Marlborough écrivit aux députés hollandais, présents à l'armée, qu'il était très-content de la position où il se trouvait établi entre la Deule et la Marque, et que les Français ne sauraient l'y atteindre.

Le duc de Bourgogne demeura plusieurs jours en face de la position de Marlborough. Il envoya chercher de la grosse artillerie à Douai, pour détruire les retranchements; ces pièces tirèrent beaucoup; et une fois les Français avancèrent si près, qu'on les crut décidés à vouloir emporter les ouvrages d'assaut. Cependant ils se retirèrent, le 15 septembre; et ayant repassé l'Escaut à Tournay, ils allèrent occuper la rive droite de cette rivière, depuis le voisinage d'Audenarde jusqu'à Tournay. Leur quartier général fut établi à l'abbaye du Saulchoi, près de cette dernière place. Ils eurent pour objet d'empêcher qu'aucun nouveau convoi de munitions ou de subsistances put parvenir de Bruxelles, par dessus l'Escaut, à l'armée assiégeante devant Lille. Deux de ces convois venaient encore d'arriver intacts dans les lignes du prince Eugène, pendant que le duc de Bourgogne se trouvait en face de la position de Marlborough, entre la Deule et la Marque.

Sitôt que le duc de Bourgogne eut effectué ce mouvement vers l'Escaut, Marlborough marcha au nord de Lille, et prit position à Roucq, à trois quarts de lieue de Menin, et à environ deux lieues et demie de Lille. Il était ainsi à portée de retourner derrière la Marque, si les Français menaçaient de se rapprocher de nouveau de Lille; et comme il se trouvait, en même temps, sur la route d'Ostende, dont il n'était éloigné que de treize lieues, il put pousser un corps en avant, à Thouront, à mi-chemin environ, pour protéger les convois d'approvisionnements nécessaires au siége de Lille, et qu'il avait l'intention de tirer à présent de ce côté.

Afin d'empêcher le passage des convois expédiés d'Ostende à Lille, le duc de Bourgogne envoya le comte de la Mothe derrière le canal de Gand à Bruges, lui confiant, pour cet objet, 34 bataillons et 63 escadrons, que de la Mothe réunit à Bruges. Les Français étaient du reste maîtres de Plasschendaele, point de jonction du canal de Nieuport avec celui de Bruges à Ostende, à une lieue de la dernière ville. Dans cet état des choses, aucun convoi ne semblait pouvoir s'avancer en sûreté. Il en passa un néanmoins, au grand éloge de ceux qui concoururent à en assurer la marche. Ce convoi sortit d'Ostende dans la matinée du 28 septembre, par la porte de Nieuport.

On s'était préalablement établi dans le village de Leffingen, à mi-distance d'Ostende et de Nieuport. Le convoi défila derrière le canal entre ces deux places, jusqu'à Leffingen, où il traversa le canal; puis, il se dirigea sur Roulers, par St.-Piéters-Capelle, Kockeluere et Hooglede. Le duc de Marlborough se rendit en personne avec un corps considérable à Roulers, à cinq lieues du camp de Roucq; et poussa en avant sur Thourout, à deux lieues et trois quarts plus loin, le général Webb, avec 18 bataillons et 500 chevaux. Le

convoi devait passer sur la gauche de Thourout, de sorte que le général Webb se trouva entre sa route et Bruges, où était le comte de la Mothe. On avait aussi posté 3 bataillons, au village d'Oudenburg, sur le canal d'Ostende à Nieuport, près de Plasschendaele, afin de contenir les Français établis sur ce dernier point, et d'empêcher qu'ils ne donnassent avis de la marche du convoi.

Cependant le comte de la Mothe, ayant su le projet du convoi, quitta Bruges, dans la matinée du 28 septembre. Dans le but de l'intercepter, il se mit, en travers, sur la direction que suit actuellement la chaussée d'Ostende à Thourout, à un endroit nommé Moerdyk. Si ridicule que cela puisse paraître, il se tint là immobile, jusqu'à ce qu'il apprit que le convoi était passé sur sa gauche. Il se hâta alors de le poursuivre; mais le général Webb, ayant été informé de la marche de la Mothe, par une patrouille de cavaliers, fit, avec beaucoup d'habileté et de promptitude, les arrangements nécessaires pour le recevoir. Il conduisit ses troupes au hameau de Wynendaele, à environ trois quarts de lieue en avant de Thourout, vers Ostende; et les plaça en arrière d'une ouverture entre deux bois, dans chacun desquels il eut soin de mettre un bataillon en embuscade. Les Français avancèrent en colonne dans l'ouverture. Le feu qu'ils essuyèrent tout d'un coup et sans s'y attendre, sur l'un et l'autre flanc, aussi bien qu'en face, les jeta dans une grande confusion; et ils se retirèrent aussitôt. Leurs dragons vinrent ensuite, très-mal à propos, tenter le passage, et perdirent bon nombre d'hommes dans une lutte qui n'offrait aucune chance de succès. Le maréchal de Berwick observe, avec une grande vérité au sujet de de la Mothe; que « *Jamais homme de guerre ne s'y prit si mal.* » Le comte de la Mothe n'essaya point de tourner le général Webb. Mais rien ne prouve d'ailleurs

qu'il y eût réussi, puisqu'il aurait dû faire un détour considérable, pendant lequel le général Webb se serait mis en mesure de résister, en changeant de front. Il ne profita point, toutefois, de sa grande supériorité numérique, pour masquer le corps du général Webb, et pour poursuivre entre temps le convoi, principal objet de tous ses mouvements. Sans doute, l'incertitude où dut être de la Mothe sur la force du détachement du général Webb, et la connaissance qu'il eut de l'arrivée du duc de Marlborough, avec un corps considérable, à Roulers, éloigné de trois lieues seulement, et d'où le duc pouvait lui couper facilement la retraite vers le canal de Bruges à Gand, engagèrent-elles le comte à ne pas persister davantage. Il se retira donc, et rentra dans Bruges.

Dans cette affaire, les alliés perdirent 900 hommes en tués ou blessés, et les Français environ 3,500.

Le duc de Vendôme, irrité par la nouvelle du passage du convoi, vint lui-même, de l'Escaut, prendre le commandement du corps de de la Mothe, qui fut porté à 51 bataillons et à 63 escadrons. Il fixa son quartier-général à Oudenburg, près d'Ostende, et se plaça, la gauche au canal de Bruges à Ostende, et la droite à Moerdyk, sur la chaussée entre Ostende et Thourout. Marlborough partit de nouveau du camp de Roucq, et avança jusqu'à Thourout, avec l'intention d'attaquer Vendôme sur sa position. Celui-ci marcha par la gauche, et se retira derrière le canal de Bruges à Ostende. Marlborough retourna en arrière à Roulers, où il demeura tranquille pour le moment. Cependant, les Français, maîtres de Nieuport, parvinrent enfin à couper toutes les communications avec Ostende, à l'aide des écluses de la première de ces places. Ils donnèrent entrée aux eaux de la mer, et poussèrent les inondations aussi haut qu'il fut pos-

sible. On expédia encore un ou deux convois par bateaux. Mais les Français ayant envoyé quelques-uns de leurs officiers de marine de Dunkerque à Nieuport, ceux-ci établirent sur l'inondation une petite flotille de barques armées. Le village de Leffingen, que les eaux entouraient presque de tous côtés, fut alors attaqué et pris. Les alliés y perdirent environ 1200 soldats hollandais et anglais. Dans cette occasion, on n'agit pas avec toute la prévoyance voulue; car il eut été facile de tirer de la Hollande un grand nombre de bateliers et de bateaux particulièrement propres à manœuvrer dans les inondations, lesquelles, de cette manière, loin de nuire aux alliés, eussent tourné au contraire à leur avantage.

Pendant que ces différentes expéditions avaient lieu, le prince Eugène continua de presser avec vigueur le siége de Lille. Les arrangements qu'il prit, et les détails relatifs au mode suivi pour le service des tranchées, furent excellents et pourraient servir de modèles dans toutes les futures opérations de l'espèce. Il semble avoir adopté un juste milieu entre la méthode turque (que nous avons fait connaître en relatant les événements de l'année 1673) de ne jamais relever les travailleurs avant la fin du siége, et notre propre système, où on les change si souvent, que l'on ignore sans cesse quel corps ou quelles brigades font leur devoir ou ne le font point; de sorte que tous sont également insouciants de ce qui se passe, et ne songent qu'à l'heure des relevées. Les officiers généraux avaient ordre d'être constamment à la tête de leurs brigades, dans les tranchées. Le directeur du siége indiquait le travail à faire, et en avait l'inspection générale; mais les officiers généraux répondaient de l'exécution.

Lille se rendit, le 23 octobre, après un siége de soixante-deux jours. La défense de Lille fut dirigée par le maréchal

de Boufflers, qui s'était déjà distingué auparavant à celle de Namur, soutenue contre le roi Guillaume. Le maréchal se retira dans la citadelle, dont le prince Eugène commença le siége peu de jours après.

Ce fut sans doute l'avantage de pouvoir amener par eau la grosse artillerie et les autres approvisionnements, depuis Menin à peu près jusque dans les tranchées, qui détermina les alliés sur le choix du front d'attaque, au siége de Lille. Dans d'autres circonstances, surtout s'ils avaient été maîtres de Tournai, ils se seraient probablement adressés au front qui regarde cette ville, parce que, se présentant en saillie, il peut être plus facilement enveloppé et embrassé par les batteries de l'assiégeant.

L'électeur de Bavière, encore gouverneur-général des Pays-Bas espagnols à cette époque, avait quitté, depuis quelque temps, l'armée française du Rhin, et s'était établi à Mons. Il demanda qu'on lui permît d'attaquer Bruxelles, tandis que les alliés seraient occupés au siége de la citadelle de Lille. Il réunit à cet effet quelques bataillons espagnols, auxquels se joignirent les garnisons françaises de Tournai, de Mons et de Condé; ce qui lui compléta un corps de 15,000 hommes; il partit de Mons, le 22 novembre, et fit construire des batteries contre Bruxelles, entre les portes de Louvain et de Namur. Les alliés avaient dans Bruxelles une garnison de 7,000 hommes.

Marlborough résolut de marcher au secours de Bruxelles. Il lui fallut passer l'Escaut, et on se souvient que l'armée française occupait la rive droite de cette rivière, depuis Tournai jusqu'à Audenarde. Les Français étaient si bien persuadés qu'il lui serait impossible d'opérer le passage, que le duc de Vendôme écrivit à Louis XIV, la veille de l'arrivée de Marlborough sur l'Escaut, qu'il se faisait fort de le

repousser. Les dispositions prises par Marlborough pour cette expédition, comme pour toutes les autres, ont un tel caractère d'évidence et d'efficacité, que c'est un très-bon enseignement d'entrer dans quelques détails.

Marlborough leva le camp de Roulers, et traversa la Lys à Courtrai. Il partit de Courtrai en deux colonnes. Celle de gauche eut ordre de passer l'Escaut à Gâvre, à peu de distance au-dessous d'Audenarde, de tourner à droite, sitôt le passage effectué, et d'attaquer sur le champ tous les corps français qu'elle rencontrerait sur les hauteurs au-delà d'Audenarde. La colonne de droite dut passer au-dessus d'Audenarde, à Kerkhove, puis tourner à gauche, immédiatement après son passage, et se réunir, au-dessus d'Audenarde, à la colonne de gauche. Le prince Eugène dut s'avancer de Lille, après y avoir laissé des forces suffisantes pour continuer le siége de la citadelle, et passer l'Escaut sur la droite de Marlborough, à Escanaffle. La marche des colonnes fut calculée de manière à les faire arriver toutes à leur destination respective, le 27 novembre avant l'aurore. Enfin, la garnison d'Audenarde fut prévenue de faire une sortie au même moment, en ne laissant que le monde nécessaire pour garder la place, et d'attaquer tous les corps français qu'elle trouverait sur les hauteurs au-delà.

Les deux colonnes de Marlborough eurent un plein succès, et se réunirent sur les hauteurs au-dessus d'Audenarde, ainsi qu'on se l'était proposé. La colonne du prince Eugène, qui voulut passer à Escanaffle, y trouva l'ennemi en force. Eugène descendit le long de la rive gauche et vint traverser la rivière sur les traces de la colonne de droite de Marlborough. L'opération se trouva ainsi achevée, et l'armée se concentra sur les hauteurs de la rive droite, au-dessus d'Audenarde.

Les Français quittèrent les bords de l'Escaut, et se retirèrent, ceux d'au-dessous d'Audenarde à Gand, ceux d'au-dessus, au quartier général du Saulchoi, près de Tournai.

Le prince Eugène, qui ne fut employé dans ce mouvement que pour soutenir Marlborough, dans le cas où le passage de l'Escaut aurait été vigoureusement disputé, retourna presser le siége de la citadelle de Lille. Marlborough marcha sur Bruxelles, par Alost.

Il n'eut pas l'occasion toutefois de conduire son armée au-delà d'Alost. En apprenant la nouvelle du passage de l'Escaut, l'électeur de Bavière se retira à Mons, après avoir abandonné l'artillerie de ses batteries. Marlborough fit une halte d'un jour à Alost, et retourna à Audenarde, le 1er décembre. Il ne repassa cependant pas l'Escaut, mais il s'arrêta non loin d'un village appelé Baeleghem, sur la rive droite de la rivière, d'où il s'avança ensuite vers Gand. Il s'établit à environ une lieue de Gand, la droite à Melle et la gauche à Meirelbeke, villages situés tous deux sur l'Escaut, qui forme un coude dans cette partie de son cours.

La citadelle de Lille fut prise, le 9 décembre. Le prince Eugène, laissant le prince Holstein Beek, avec une garnison suffisante pour conserver Lille, alla passer l'Escaut avec le reste de ses troupes à Eenaeme, près d'Audenarde. L'on convint que le duc de Marlborough dirigerait le siége de Gand, lequel fut résolu malgré la saison fort avancée, et que le prince Eugène commanderait l'armée couvrante. Le corps du prince Eugène marcha donc d'Eenaeme sur Grammont, où il traversa la Dendre et resta en position. L'armée française s'était retirée derrière la Scarpe, entre St.-Amand et Douai, après le passage de l'Escaut par Marlborough. Louis XIV, mécontent des résultats de la campagne, avait donné ordre au duc de Bourgogne de dissoudre l'armée, et

de mettre les troupes en quartiers, dans les différentes forteresses de la frontière; cela avait été fait même avant la capitulation de la citadelle de Lille. C'est pourquoi l'armée d'observation du prince Eugène n'eut pas d'ennemi à surveiller.

Le comte de la Mothe se trouvait encore derrière le canal entre Bruges et Gand, à la tête d'un corps respectable. Les Français avaient en outre des garnisons à Gand et à Bruges, aussi bien que dans les postes de Plasschendaele et de Leffingen, près d'Ostende.

Sitôt que le comte de la Mothe s'aperçut que les alliés songeaient sérieusement à faire le siége de Gand, il se jeta dans la place avec ses forces disponibles, et grossit ainsi la garnison, jusqu'au total de 35 bataillons et de 19 escadrons.

Gand peut être considéré comme un vaste camp retranché, couvert par des inondations, qu'on y forme avec une grande facilité. Il y avait une citadelle passable, et les fronts de la ville que les inondations ne protégeaient pas étaient fortifiés. Quoiqu'une place pareille ne soit point une forteresse susceptible de prolonger sa défense, comme Lille venait de le faire, on ne devait pas croire qu'elle cédât à des attaques de vive force. Cependant de la Mothe capitula, le 30 décembre, après six jours de siége. Les troupes françaises obtinrent de se retirer en armes à Tournai. Les garnisons de Bruges, de Plasschendaele et de Leffingen suivirent l'exemple de Gand.

Ainsi finit la campagne. Probablement jamais nulle autre ne fit éclater, d'une manière plus brillante, la sagacité, le jugement, la persévérance, la résolution et l'esprit d'entreprise.

Les Hollandais perdirent cette année le maréchal Overkerque. Il mourut au camp de Roulers. Il fut un soldat brave et fidèle, un ami chaud et un grand admirateur de

Marlborough. Supérieur à toute basse jalousie comme à tous les préjugés nationaux, il prêta au grand capitaine, son chef, ce concours plein et loyal, qui assura l'union parmi les rangs inférieurs de l'armée, et qui ne contribua pas peu au constant succès des opérations.

1709.

L'armée alliée se réunit, le 24 juin, à peu de distance de Lille, du côté du midi, entre la Marque et la Deule, et presque sur le terrain même où Marlborough s'était retranché, l'année précédente, pour résister au duc de Bourgogne, durant le siége de cette place. Mons, Condé, Douai, Bethune, St.-Venant et Aire, liées entr'elles par la Haine, l'Escaut, la Scarpe, la Deule, la Labiette et la Lys, formaient ensemble, devant le front des alliés, une barrière derrière laquelle le maréchal de Villars, à qui Louis XIV avait confié la défense du royaume, rassembla l'armée française. Il établit son camp dans une position centrale par rapport aux différents points de cette ligne, et il le fortifia avec les plus grands soins.

Il faut remarquer toutefois que l'Escaut concourait à former la ligne seulement par la partie de son cours qui est comprise entre Condé et Mortagne. A Mortagne, la Scarpe se jette dans l'Escaut, qui coule delà vers Tournai, suivant une direction perpendiculaire à la barrière défensive choisie par Villars. Les Français possédaient Tournai. Il parut donc évident que, si Marlborough venait à forcer cette barrière par la rive gauche de l'Escaut, Villars pouvait, quand il le jugerait à propos, descendre la rivière le long de la rive droite, la passer à Tournai et gagner les derrières ou le flanc gauche de la ligne d'opération des alliés.

Ces considérations engagèrent Marlborough et le prince Eugène à entreprendre le siége de Tournai avant que de pousser plus loin.

Le prince Eugène commanda l'armée d'observation. Il se plaça, la droite à Pont-à-Tressin, sur la Marque, à mi-chemin entre Tournai et Lille, et sa gauche traversant la route de Tournai à Orchies aboutit au petit ruisseau le Lannon. Il fit occuper St.-Amand, sur la Scarpe, et Mortagne, au confluent de la Scarpe et de l'Escaut.

Le duc de Marlborough dirigea, en personne, les opérations du siége de Tournai, à la tête de 60 bataillons. Son quartier-général était à Villemeaux, à environ une demi-lieue de Tournai, dans la direction d'Orchies. La tranchée fut ouverte, dans la nuit du 7 juillet. L'artillerie du siége arriva de Gand par l'Escaut. Il y eut trois attaques : la première dirigée contre la partie de l'enceinte comprise entre la citadelle et l'Escaut, embrassa, en même temps, une portion de la citadelle; la seconde se fit de l'autre côté de la rivière, et la troisième sur la route de Courtrai. La ville se rendit, le 28 juillet. Les approches de l'attaque entre la citadelle et l'Escaut furent alors continuées contre la citadelle seule, et l'on ouvrit de nouvelles tranchées devant elle, du côté opposé, le long du rempart du corps de place. Le siége de la citadelle commença, le 2 août, et les alliés s'en rendirent maîtres, le 5 septembre. Megriny, ingénieur français qui avait bâti la citadelle, en était gouverneur. Il s'y trouvait un système de galeries de contre-mines, qui avait été entièrement construit d'avance avec les plus grands soins, et que l'on regardait comme très-complet (1). La défense néanmoins n'offrit rien de remarquable.

(1) Ce fut à Tournai qu'eurent lieu, en 1696, les expériences de Megriny et la Mothe, sur l'effet des mines.

Pendant que les opérations du siége de la ville et de la citadelle de Tournai se poursuivaient, Villars avait travaillé de tous les moyens en son pouvoir, pour fortifier sa ligne de défense par des retranchements et par des inondations. Mais Marlborough, après la chûte de Tournai, marcha rapidement par sa gauche, et ayant traversé la Haine au-dessus de Mons, il tourna la position de Villars et rendit de la sorte inutiles tous les travaux de celui-ci. Villars marcha par sa droite, en dedans des lignes, vers Mons, et en apprenant que Marlborough avait déjà dépassé cette place et franchi la Haine et la Trouille, il s'arrêta à Malplaquet; il fit immédiatement retrancher le terrain qu'il avait choisi.

Villars se trouvait maintenant d'équerre sur sa ligne de défense primitive. Il n'avait jamais songé à une attaque des alliés contre sa position actuelle, ni pris par conséquent aucune disposition préparatoire. D'ailleurs, quand il eût prévu le mouvement de Marlborough, il n'aurait certes pu choisir un champ de bataille plus favorable que celui où il s'était accidentellement établi. Sur sa gauche, un bois épais barrait tout l'intervalle qui la séparait de la Haine; sur la droite, un autre bois s'étendait jusque près de Maubeuge. L'ouverture ou le passage qu'il eut à occuper, n'avait pas une trop grande largeur. Le terrain présentait une arête entre les deux bois, et descendait en pente vers l'ennemi. Quantité d'arbres, croissant ça et là sur la position, se trouvaient sous la main, propres à être transformés en abattis, en palissades ou en d'autres défenses accessoires aux retranchements que Villars avait ordonné de faire à son arrivée, comme nous l'avons déjà dit.

En France et dans les Pays-Bas tous les bois subissent des coupes périodiques. D'après cela deux ans après la

bataille de Waterloo ceux dont il s'agit ici, durent être, à très peu près, dans le même état qu'en 1709, et l'on a pu se former ainsi, en 1817, une idée exacte de la force de la position de Villars.

Les alliés restèrent deux jours devant le front des Français. Leur marche avait été rapide, et ils attendirent l'arrivée d'un corps considérable laissé en arrière à Tournai. Ce délai ne put sans doute pas être évité; mais il eut de fâcheuses conséquences, en ce qu'il permit à Villars d'achever ses retranchements. Le 11 septembre au matin, le duc de Marlborough et le prince Eugène attaquèrent avec 128 bataillons, et chassèrent l'ennemi de sa position. L'aile gauche des Français se retira à Quiévrain, la droite à Bavay et à Maubeuge.

La bataille fut très-sanglante, et, au fait, il n'en put pas être autrement, vu la grande quantité d'abattis, la force des retranchements, et la valeur déployée dans la défense. L'infanterie hollandaise, qui formait la gauche de l'attaque, souffrit horriblement. Ce fut la victoire la plus chèrement achetée de toutes celles qu'avaient remportées les alliés, depuis le commencement de la guerre. Il est impossible d'indiquer au juste le chiffre des troupes engagées du côté des Français; mais l'on n'a aucune raison de supposer, qu'ils fussent moins nombreux que l'année précédente. Il n'y a nul doute que, pendant l'hiver, et durant le printemps, ils n'eussent fait de grands efforts pour augmenter leur armée. On peut, sans exagération, estimer à 110,000 hommes la force totale de Villars à Malplaquet.

Marlborough entreprit alors le siége de Mons. Il avait tourné la ligne de défense de Villars et défait l'armée française dans cette ligne; malgré cela, tant que les Français restèrent maîtres des forteresses, si étroitement liées l'une

avec l'autre, que nous avons citées plus haut, il n'y aurait pas eu moyen de tirer les approvisionnements et les subsistances du pays en arrière, sans une ligne de communication mieux assurée. C'est pourquoi le siége de Mons fut résolu.

La direction du siége fut donnée au jeune prince d'Orange, qui venait de se distinguer, par une bravoure peu commune et par son sang-froid, à la tête de l'infanterie hollandaise, à la bataille de Malplaquet. Durant le siége, Marlborough tint son quartier-général au château du duc d'Havré, sur la Haine. L'armée alliée se posta, la gauche à la Sambre et la droite à la Haine. Le siége commença le 25 septembre, et Mons se rendit le 23 octobre. Les alliés s'étaient préalablement emparés de St.-Ghuislain, ce qui leur permit de détourner, en grande partie, les eaux des inondations. Mais ils ne purent le faire complètement, parce que les Français, maîtres de Condé, fermèrent les écluses de cette place, et, arrêtant ainsi le cours de la Haine, la firent déborder et se répandre dans la vallée jusqu'à Mons.

On attaqua la ville des hauteurs de Bertaimont, et, en même temps, par le front d'Havré. L'armée française n'essaya point de la sécourir. Elle se tint, au contraire, tout-à-fait sur la défensive.

Elle demeura entre le Quesnoy, Bavay et Maubeuge; le maréchal de Berwick, qui avait rejoint l'armée française après la bataille de Malplaquet, construisit dans cette dernière place, un camp retranché, dont les ouvrages se trouvent encore aujourd'hui en assez bon état, et témoignent d'une habileté peu commune et de beaucoup de jugement dans le choix des positions.

Après la reddition de Mons, les deux partis se retirèrent en quartiers d'hiver : les Anglais s'établirent à Gand, les Danois à Bruges, les Prussiens sur la Meuse; Bruxelles,

Louvain, ainsi que les villes et les principaux villages des environs reçurent le reste des alliés

1710.

Cette année, l'armée alliée se rassembla plus tôt que de coutume. Le 20 avril, Marlborough quitta Tournai, et fit irruption au travers de la ligne de défense de Villars, entre Douai et Bethune, en passant le canal de Douai vers Lille, à Pont à Vendin et à Courrières. Il se posta, à cheval, sur la chaussée qui conduit de Douai à Arras, la droite un peu en avant de Courrières sur la Haute Deule; sa gauche s'étendait jusqu'à Vitry sur la Scarpe. Il se couvrit en front par des retranchements. Ce fut dans cette position qu'il protégea le siége de Douai, place qui fut investie le 25 avril.

La tranchée fut ouverte contre Douai, dans la nuit du 5 mai. Il y eut deux attaques, l'une contre le front d'Ocre, et l'autre contre celui d'Esquerchim, toutes deux à gauche de la rivière la Scarpe, sur laquelle Douai est situé. On employa, à ce siége, 40 bataillons et autant d'escadrons, avec 50 grosses pièces d'artillerie. Douai se rendit le 29 mai.

Pendant la durée du siége, le maréchal de Villars rassembla l'armée française à Cambrai, d'où il marcha à Arras; y ayant passé la Scarpe, il avança, par la rive gauche, vers Douai. Il s'établit en face de Marlborough, à la distance d'environ une lieue. Après avoir reconnu avec soin la position des alliés, il la jugea trop forte pour l'attaquer. Il se retira en arrière, et alla camper sur la route d'Arras à Cambrai, plaçant sa droite à Marquion, à environ sept quarts de lieue de Cambrai, et sa gauche à Monchi-le-Preux, qui est à-peu-près aussi loin d'Arras; de la sorte, il se mit à même de marcher au secours de l'une ou de l'autre place.

Devant son front, coulaient, de la gauche à la droite, les affluents de la Sensée, petite rivière, dont le cours, malgré sa faible étendue de quelques lieues seulement, apporte à l'Escaut, qu'il rejoint à Bouchain, une masse d'eau considérable.

Il paraît que cette position de Villars détourna Marlborough et le prince Eugène du siége d'Arras; opération que, sous d'autres circonstances, ils eussent, sans doute entreprise alors, pour se rapprocher d'un pas de plus vers la vallée de la Somme. Marlborough s'éloigna, le 10 juin, de sa position devant Douai, en marchant par la droite, il remonta la Scarpe vers Aubigny, situé sur cette rivière, au-dessus d'Arras. Villars fit le mouvement analogue, par sa gauche, et se posta la droite à Arras, et la gauche ramenée derrière l'un des ruisseaux qui alimentent la Scarpe.

La droite des alliés se trouvait maintenant à Houdain, sur la Labiette, cours d'eau qui se jette, par Bethune, dans la Lys; leur gauche était à Aubigny, sur la Scarpe. Le duc de Marlborough se décida à faire le siége de Bethune, qui, par suite des derniers mouvements, menaçait ses derrières.

La tranchée fut ouverte devant Bethune, dans la nuit du 23 juillet; et la garnison se rendit le 31 août. Il y eut deux attaques : l'une contre le front d'Arras, et, la seconde contre le château, espèce de petite citadelle, située sur la route de St.-Pol. Un neveu de Vauban commandait dans Bethune, à la tête de 9 bataillons et de 4 escadrons; il recueillit beaucoup d'honneur de sa défense.

Pendant le siége de Bethune, Villars vint reconnaître la position des alliés. Il plaça sa droite près de la source de la Scarpe, et sa gauche derrière celle de la Canche. La position de Marlborough était trop étendue, et moins forte que celle qu'il avait occupée, en couvrant le siége de Douai. Il s'atten-

dait à être attaqué par Villars. C'est pourquoi, il ne laissa, dans les tranchées devant Bethune, que les troupes nécessaires pour contenir la garnison ; il renforça son armée avec le reste. Mais les français ne firent aucune démonstration ultérieure, et les opérations du siége furent reprises.

La Canche, qui faisait maintenant partie de la ligne de défense choisie par Villars, prend sa source non loin de celle de la Scarpe. Mais ces deux rivières coulent en sens opposé. La Canche passe à Hesdin, à Montreuil et à Etaples, où elle se jette dans la Manche. Les armées des deux parties belligérantes se trouvèrent alors très-près des champs d'Azincourt (1). Dans sa marche vers Calais, Henri V dut traverser la Canche et la Ternoise l'un des affluents de la Canche. Les Français, partis d'Hesdin remontèrent la Ternoise par la rive droite, dans le dessein de lui disputer le passage. Mais il l'effectua avant leur arrivée sur le terrain de l'opération. Ils se mirent alors en marche entre Azincourt et Trémencourt, pour arrêter les progrès ultérieurs de Henri. Les résultats de la journée sont bien connus. Dans la circonstance actuelle, les Français se tinrent prêts à défendre au besoin la rive gauche de la rivière.

Sitôt que Marlborough fut maître de Bethune, il se mit en marche par la droite, qu'il établit à Therouenne, sur la Lys; la gauche s'appuya à Lilliers, contre un petit cours d'eau qui se jette dans la Lys, et l'armée alliée se trouva ainsi postée entre le maréchal de Villars et les villes d'Aire et de St.-Venant, situées toutes deux sur la Lys. Le prince d'Orange, à la tête de 20 bataillons, fut chargé du siége de St.-Venant,

(1) La bataille d'Azincourt fut livrée le 25 octobre 1415. Les Français y furent commandés par Albret, et les Anglais par leur roi Henri V. (Trad.)

et le prince d'Anhalt-Dessau entreprit celui d'Aire, avec 40 bataillons.

St.-Venant est une petite place de peu d'étendue, mais qu'on estime forte, par sa situation au confluent de la Lys et de deux cours d'eau secondaires, qui tous ensemble peuvent y produire des inondations considérables. Le prince d'Orange réussit à détourner les eaux de la Lys et de l'un des deux ruisseaux. La tranchée fut ouverte, dans la nuit du 16 septembre; et la garnison capitula le 29 du même mois.

Aire est une forteresse plus grande que St.-Venant, et, de même, puissamment protégée par les inondations. Il y fut fait deux attaques, l'une à droite de la porte de Bethune, et l'autre sur le front compris entre la Lys et le ruisseau la Caquette. L'investissement d'Aire eut lieu, le 6 septembre; et la ville se rendit, le 8 octobre. La garnison consistait en 20 bataillons.

La prise d'Aire termina la campagne. L'armée alliée, ainsi que celle des Français, se retirèrent, peu de jours après, dans leurs quartiers d'hiver.

1711.

Le cours de la Canche, formait maintenant, depuis la mer jusque près de sa source, la ligne de défense des Français. Des retranchements reliaient la Canche à la Scarpe. La Scarpe servait de barrière, jusqu'au point où d'autres retranchements la reliaient, à son tour, avec la Sensée. L'Escaut, qui reçoit la Sensée à Bouchain, continuait la ligne entre Bouchain et Valenciennes. En outre, des lignes furent construites entre Maubeuge, sur la Sambre, et le Quesnoy; et elles furent prolongées delà à l'Escaut, en arrière de Valenciennes. Les routes et les ponts furent détruits. Les retranchements, les redoutes, les inondations, les abattis, furent employés

partout où ils purent l'être avec quelqu'apparence d'utilité.

Il est impossible de ne pas admirer la prodigieuse activité des Français et la souplesse de leur caractère. Malheureux dans chaque campagne, tournés ou battus sur chacune de leurs positions ou lignes de défense successives, ils n'en élevèrent pas moins de nouvelles lignes, toujours avec la même confiance et la même gaîté. Dans l'occurence présente, Villars proclama ses lignes le *nec plus ultrà* de la carrière de Marlborough. L'armée française et la nation parurent le croire, sur parole, en dépit même de l'expérience récente que la dernière campagne leur avait mise sous les yeux.

On observe communément que les hommes naturellement enclins à s'enfler par la prospérité, sont ceux que l'adversité abat le plus. Mais les Français sont une exception frappante à cette règle. Il n'est point de peuple que la prospérité exalte davantage, et pourtant aucun ne supporte mieux l'adversité. Les talents et l'habilité supérieure de Marlborough triomphèrent sur tous leurs généraux; mais, quant au soldat français, il paraît s'être battu, dans la dernière campagne, tout aussi bien qu'il l'avait fait dans la première.

Le duc de Marlborough réunit son armée en avant de Douai, dans le commencement du mois de mai. Villars, à la tête de 156 bataillons et de 127 escadrons, était derrière la Sensée; son quartier général à Oisy, en face de Douai, la droite vers Bouchain, et la gauche à Monchi-le-Preux. Les deux armées se trouvaient très-près l'une de l'autre. Marlborough marcha, par sa droite, à Lilliers; et delà, en avant, vers les retranchements de Villars, entre la Scarpe et la Canche; comme s'il eût voulu les attaquer. Villars se dirigea par sa gauche, en-dedans des lignes, vers le point menacé. Dans la nuit du 4 août, Marlborough retourna, par sa gauche, à marches forcées, sur la Sensée, qu'il traversa à Bac-

au-Bancheuil, sans être aucunement inquiété. Le *nec plus ultrà* de Villars fut donc ainsi dépassé, de la manière du monde la plus facile. Sitôt qu'il eut avis de la marche de Marlborough, il se porta, en hâte, par sa droite, vers la Sensée; mais il arriva trop tard; Marlborough était déjà passé. Villars se posta, la gauche à Marquion, sur l'un des ruisseaux qui coulent dans la Sensée, et la droite à l'Escaut, en avant de Cambrai. Marlborough avait la droite à la Sensée, la gauche à l'Escaut, et Bouchain à dos.

Marlborough résolut de s'emparer de Bouchain, préalablement à toute manœuvre ultérieure. Il traversa l'Escaut, en marchant par sa gauche; il la poussa en avant jusqu'à Haspre sur la Seille (petit cours d'eau qui prend sa source près de Cateau-Cambrésis, et se jette dans l'Escaut à Denain, un peu au-dessous de Bouchain); et il plaça sa droite à l'Escaut, au village d'Ivry. Il détacha le général Fagel, avec un corps considérable, pour investir Bouchain par la rive gauche de l'Escaut.

Villars avança sur le terrain que Marlborough venait d'abandonner, et se porta jusque contre Bouchain sur la langue de terre comprise entre la Sensée et l'Escaut. L'armée de Marlborough était maintenant séparée en deux corps distincts, par Bouchain et par l'Escaut; et l'armée française, égale en nombre à ces deux corps réunis, les menaçait à portée de canon. Il fallut donc prendre les plus grandes précautions pour empêcher Villars de les attaquer l'un après l'autre. Marlborough se retrancha, et donna ordre à Fagel d'en faire autant. Les lignes de Marlborough s'étendirent de Hordaing à Ivry, et delà à Haspre, sur une longueur d'environ 11,800 mètres, ou de deux lieues et demie; celles de Fagel n'eurent pas moins de sept quarts de lieue. Indépendamment de ces ouvrages, l'armée érigea une ligne conti-

nue, longue de près de trois lieues et demie, depuis le camp de Fagel jusqu'à Marchiennes, sur la Scarpe, dans le but d'assurer la marche des convois de munitions et de subsistances, qu'elle tirait de cette place.

Quand on songe à ces travaux prodigieux, exécutés ainsi presque sur un signe de tête, on est embarrassé de savoir ce qu'il faut admirer davantage, de la docilité et de la bonne volonté du soldat, ou du génie vaste et supérieur, qui sut concevoir et diriger de telles opérations. Elles ne le cèdent en rien à tout ce que les Romains ont jamais produit, et elles ne demandent que la plume d'un César, pour être retracées dignement et bien appréciées de la postérité.

Depuis le temps de Marlborough, l'armée britannique a, sans doute, été perfectionnée sous le rapport des excellentes méthodes de tactique qu'on y a introduites. Les changements de front s'exécutent aujourd'hui avec une célérité et avec une précision, les déploiements et les reploiements se font avec une rapidité et avec une exactitude, dont anciennement on n'avait pas même l'idée. Mais, quant aux grandes qualités, aux vertus essentielles qui doivent briller dans l'homme de guerre, telles que la gaieté parmi les privations, l'activité qui fait courir au-devant des fatigues et du danger, la constance dans l'infortune, le courage sur le champ de bataille, il semble permis de se demander si l'armée de Marlborough a jamais été surpassée ou si elle peut jamais l'être.

Bouchain fut investi, le 7 août, sur la rive droite de l'Escaut, mais ce fut seulement le 18 que l'on put commencer, de l'autre côté de la ville, à compléter l'investissement pour fermer à Villars toute communication avec la garnison au travers des inondations. Ce résultat ayant été obtenu à la fin, la garnison, forte d'à-peu-près 3,000 hommes, se rendit prisonnière de guerre, le 14 septembre. Cette reddi-

tion eut lieu, en dépit et sous les yeux de l'armée française qui montait à 100,000 hommes, et qui se trouvait en position entre l'Escaut et la Sensée, ayant même un corps au-delà de la Sensée à Wavrechain, presqu'à portée de mousquetterie des retranchements de Fagel.

Ce fut là le dernier exploit de la vie militaire du grand Marlborough ; un changement d'administration s'était opéré en Angleterre; l'esprit de parti, cette lèpre, ce mauvais génie de la Grande-Bretagne y régnait, et, à la honte éternelle de ceux qui provoquèrent une telle mesure, le commandement de l'armée fut retiré au duc de Marlborough. Selon toutes les probabilités humaines, sa campagne suivante eût eu la Somme pour théâtre.

En retournant de l'armée, en Hollande, le jeune prince d'Orange eut le malheur de périr, au passage du Moerdyk, dans le Hollandsdiep. Il laissa un fils posthume, dont est descendue la famille, qui règne aujourd'hui sur les Pays-Bas (1).

1712.

Le prince Eugène reprit le commandement de l'armée impériale en Flandre. Le gouvernement hollandais lui confia également ses troupes, qui jusqu'alors avaient été dirigées par le duc de Marlborough. Le duc d'Ormond fut mis à la tête des Anglais et de leurs auxiliaires. On résolut de commencer les opérations par l'attaque du Quesnoy. L'armée alliée passa la Seille, et, tandis qu'elle se tint elle-même derrière le ruisseau l'Escaillon, le général Fagel alla assiéger la place avec un détachement de 30 bataillons et de 18 escadrons. Le siége commença le 8 juin, et la garnison, forte

(1) L'auteur a publié son livre, en 1825 (trad.)

de 2,700 hommes, se rendit prisonnière de guerre, le 4 juillet.

Depuis quelque temps des négociations de paix étaient entamées, entre Louis XIV et le nouveau ministère anglais.

En conséquence, le duc d'Ormond et l'armée anglaise se séparèrent des alliés, le 17 juillet, et se mirent en marche vers Gand et vers Bruges. On envoya d'autres troupes des côtes d'Angleterre pour prendre possession de la place de Dunkerque, que Louis XIV remit au gouvernement anglais, comme un gage de la sincérité de ses intentions.

Le départ inattendu de l'armée du duc d'Ormond, abandonnant ainsi les alliés, fut un acte à la fois cruel, impopulaire et impolitique. Il fut cruel, en ce que plusieurs petits états, que l'influence et les conseils de l'Angleterre avaient absolument forcés à la guerre, se voyaient maintenant obligés de faire leur paix à part, le moins mal que possible. Que ce fut un acte impopulaire on en trouve une preuve assez évidente dans ce fait, que les auxiliaires allemands, au service des Anglais, refusèrent de les accompagner, et persistèrent même à s'y refuser, malgré la menace expresse, de punir cette désobéissance, par la retenue de l'arriéré de solde que leur devait l'Angleterre. Si la constance de caractère est une vertu louable parmi les nations comme parmi les individus; s'il dit vrai, ce vieil adage qui signale l'honnêteté comme la meilleure des politiques certes, le départ du duc d'Ormond fut impolitique. Nous nous trouvions engagés avec les alliés dans une seule et même cause; la justice et l'utilité de la guerre avaient été reconnues, à différentes reprises, par le parlement; et l'adhésion du peuple anglais, en faveur de la continuation des hostilités, s'était manifestée par un grand nombre d'adresses. A la vérité, la nature de la guerre avait changé, depuis la mort

de l'empereur Joseph, et depuis l'élection de son frère, l'archiduc Charles : les mêmes raisons qu'on avait fait valoir contre l'union intime des couronnes de France et d'Espagne, combattaient également l'union de la couronne d'Espagne avec celle de l'Empire. A en juger par ce qu'on a vu de nos jours, il ne paraît pas bien certain que l'union des couronnes de France et d'Espagne, fut réellement aussi dangereuse qu'on le craignit alors; mais cette question ouvre un champ vaste à la discussion et aux conjectures; et nous ne devons pas l'examiner ici. On peut affirmer toutefois, sans crainte d'être contredit, qu'en politique comme en guerre, il faut avant tout reconnaître soigneusement le but que l'on veut atteindre et y marcher ensuite sans relâche. Toute fluctuation dans les conseils, tout changement de politique sont fatals au caractère et au bien-être d'une puissante nation. Dans l'occurrence présente, l'abandon de nos alliés et la paix séparée que nous fîmes avec la France et l'Espagne et où notre manque de foi nous valut l'exécrable monopole de la traite des Nègres avec les colonies espagnoles, furent pendant longtemps un reproche et un stigmate honteux imprimé sur l'Angleterre.

Le prince Eugène poursuivit ses opérations, malgré la perte des contingents britanniques, qui s'élevaient en tout à 18,000 hommes. Après la chûte du Quesnoy, il investit Landrecies.

Pendant le siége de Bouchain, dans la campagne précédente, le duc de Marlborough avait fait de Marchiennes sa place de dépôts, à cause des facilités qu'elle procurait, pour les transports par eau venant de Hollande et d'Anvers. Le prince Eugène, guidé par les mêmes motifs, continua de se servir de Marchiennes pour le même objet. Quoique maître de Tournai et de Bouchain, sur l'Escaut, il ne put pas ce-

pendant faire usage de cette rivière et tenir ses dépôts à Bouchain, puisque les Français occupaient Condé et Valenciennes. Il semble douteux qu'il fût de l'intérêt de l'armée alliée, sous le prince Eugène, de se rapprocher de la Sambre. Car elle devait dès lors communiquer avec les dépôts, au travers de l'Escaut, dont l'ennemi était maître à Cambrai et à Valenciennes, au-dessus et au-dessous de cette nouvelle ligne de communication. Peut-être eût-il été préférable de conquérir Arras, seule place qui manquât aux alliés pour leur assurer la navigation de la Lys et de la Scarpe.

Quoiqu'il en soit, cependant, le prince Eugène assiégea Landrecies, tirant ses approvisionnements de Marchiennes, située à près de huit lieues et demie, non sur ses derrières mais sur sa droite, dans une direction parallèle à l'armée ennemie. Sa propre armée fut disséminée sur toute cette étendue, derrière l'Escaillon jusqu'au confluent de ce ruisseau avec l'Escaut, à Denain, et entre Denain et Marchiennes, derrière une ligne de retranchements.

Quelque bonne opinion que l'on ait des talents militaires du prince Eugène, il faut avouer qu'il ne les fit point voir dans cette occasion; il s'exposa évidemment à l'échec qu'il subit ensuite.

Villars marcha par son flanc gauche, traversa, de nuit, l'Escaut à Neuville, entre Bouchain et Denain, attaqua et força, le 24 juillet au point du jour, les retranchements du prince Eugène, entre Marchiennes et Denain, près de cette dernière place, dont il prit possession. Ces opérations effectuées, il eut l'Escaut entre le prince et lui, et Marchiennes sur ses derrières.

Eugène tenta, par un effort désespéré, de passer l'Escaut et de reprendre Denain; mais il fut repoussé. L'armée alliée souffrit considérablement. Lord Albemarle, officier hollan-

dais, qui commandait dans Denain, fut pris. Les pertes s'élevèrent à 3,000 tués ou blessés, et à autant de prisonniers.

L'affaire de Denain eut des suites très-avantageuses à la France. Villars prit possession de Marchiennes, et y fit prisonniers 3,000 hommes, et s'empara de tous les approvisionnements que l'armée alliée y avait amenés. Les places de Douai et de Bouchain, abandonnées à elles-mêmes, et privées de communications depuis que les Français étaient maîtres de Marchiennes, furent bientôt reprises. Eugène se vit forcé de lever le siége de Landrecies, et de battre en retraite vers Mons avec son armée. Le Quesnoy, demeuré sans soutien, fut immédiatement assiégé, et retomba au pouvoir des Français.

1713.

Cette année est célèbre par la paix d'Utrecht. Les négociations entamées, depuis quelque temps, à Utrecht, arrivèrent à une conclusion, et des traités de paix furent signés, dans le courant du mois de février, entre la France et l'Espagne d'une part, l'Angleterre et la Hollande de l'autre. L'Empereur ne voulut pas abandonner ses prétentions sur la monarchie espagnole, et continua la guerre sur le Rhin, pendant quelque temps encore, mais avec très-peu de vigueur.

Voici, parmi les articles de ces traités, ceux qui concernent les Pays-Bas.

1. Les fortifications de Dunkerque seront rasées, et le port détruit.

2. Les Hollandais prendront possession, pour le moment, des Pays-Bas espagnols. Ils les garderont pour l'Empereur, auquel ils les restitueront, sitôt qu'on sera d'accord sur les termes d'un traité, à conclure, sous la médiation de l'Angleterre, entre l'Empereur et les Hollandais, au sujet des forteresses que ces derniers pourront occuper dans les

Pays-Bas, comme une barrière de sûreté contre la France. Les garnisons françaises et espagnoles se retireront sur le champ des places qu'elles garnissent encore dans les Pays-Bas espagnols : de Namur, de Charleroi, et de leurs dépendances.

3. Lille, Orchies, Aire, Bethune et St.-Venant seront rendues à la France. Menin, Tournai, Furnes, le fort Knock, Dixmude, Ypres, Warneton, Commines et Werwick seront considérés comme faisant partie des Pays-Bas espagnols, et gardés, pour le moment, par les Hollandais, aux mêmes conditions que les places mentionnées à l'article 2.

1714.

Le prince Eugène et le maréchal de Villars, plénipotentiaires de l'Empereur et de Louis XIV, signèrent à Rastadt les préliminaires de la paix entre la France et l'Empire.

1715.

Le traité de paix définitif, entre l'Empereur, l'Empire et les Français, fut signé à Baden. Les Français restituèrent à l'Empereur ou à l'Empire, Vieux-Brisach, Freyburg, le Fort Kehl, en face de Strasbourg, et tous les postes de la rive droite du Rhin. Louis conserva Landau. Les Français restituèrent tout ce qu'ils avaient pris à l'électeur de Trèves et à l'électeur Palatin. D'autre part, l'Empereur rendit aux électeurs de Bavière et de Cologne leurs dignités et leurs possessions. L'Empereur devait prendre possession des Pays-Bas espagnols et des portions additionnelles de territoire, que la France y avait cédées, conformément aux stipulations du traité d'Utrecht, conclu entre Louis XIV et les Hollandais.

Le traité de la barrière fut également signé cette année, à Anvers, entre l'Empereur et les Hollandais, sous la médiation et sous la garantie de l'Angleterre.

1. Dans ce traité, l'établissement normal de l'armée dans les Pays-Bas fut fixé, pour le pied de paix, à 15,000 hommes; dont les trois cinquièmes à fournir par l'Empereur et les deux autres cinquièmes par les Hollandais.

2. Les troupes hollandaises devaient occuper exclusivement Namur, Tournai, Menin, Furnes, Warneton, Ypres et le fort Knock; et le gouvernement hollandais pouvait nommer les gouverneurs militaires de ces places. Termonde devait recevoir une garnison composée d'impériaux et de Hollandais. Les fortifications des places confiées à la garde des Hollandais devaient être entretenues par eux. Le trésor des Pays-Bas espagnols, devenus maintenant Pays-Bas autrichiens, devait payer annuellement à la Hollande 1,250,000 fl. (monnaie hollandaise), ou environ 114,000 livres sterlings, pour la solde des troupes des garnisons et pour l'entretien des forteresses.

3. L'Angleterre garantit l'exécution de ces articles, et s'engagea à envoyer 10,000 hommes, pour coopérer à la défense des places de la barrière, en cas d'attaque.

Ainsi, après dix années de guerre, les Pays-Bas espagnols furent arrachés à la France et à l'Espagne, et transmis au gouvernement autrichien; et certes en soustrayant ces belles provinces à l'influence de la France, les alliés atteignirent l'un des principaux objets de la guerre. Mais le traité de la barrière renfermait en lui-même les germes de sa propre destruction. Il ne fallait pas s'attendre à voir payer régulièrement à la Hollande le subside annuel pour l'entretien des forteresses et de leurs garnisons. Le gouvernement autrichien ne souffrirait sans doute pas longtemps que des troupes étrangères occupassent cinq ou six de ses places frontières. Le traité de la barrière reposait sur l'hypothèse que la bonne intelligence ne cesserait jamais de règner entre les gouver-

nements autrichien et hollandais, hypothèse dont chaque page de l'histoire du monde aurait pu faire voir la fausseté. D'ailleurs les forteresses dont l'occupation fut consentie étaient non-seulement éloignées du pays le plus vivement intéressé à leur conservation, mais encore isolées l'une de l'autre; et, à l'exception de Namur, pas une d'entr'elles n'avait été choisie pour prévenir une invasion de la Hollande par la Meuse, et pour empêcher les Français de pénétrer entre cette rivière et le Rhin, suivant le plan adopté par Louis XIV en 1672.

On ne peut ici songer, sans regret, au changement de vues survenu dans les conseils d'Angleterre, et à l'indécente précipitation avec laquelle le nouveau ministère retira les troupes britanniques, et rappela le duc de Marlborough. Si l'on avait persévéré une année de plus, non seulement on n'eut point subi l'échec de Denain, mais selon toutes les probabilités humaines, la campagne suivante eut eu lieu sur les bords de la Somme. Il n'eut pas été difficile, sous de pareilles circonstances d'obtenir telle barrière qu'on aurait jugé nécessaire; les Pays-Bas espagnols eussent pu être réunis en totalité à la Hollande, comme on l'a fait de nos jours; et les Hollandais, maîtres non plus seulement d'un petit nombre de forteresses isolées mais des ressources et du gouvernement de toute la contrée, eussent pu, en armant la frontière opposer une barrière efficace aux invasions de la France, assurer de la sorte leur propre indépendance, et contribuer puissamment au bien-être général et à la tranquillité de l'Europe. On a vu plus tard les troupes hollandaises forcées de se retirer, les forteresses elles-mêmes rasées par le gouvernement impérial, puis, à cause de cela même, les Pays-Bas envahis par les Français, comme par un torrent que nul obstacle n'arrête. Si le pays s'était trouvé au pouvoir des

Hollandais, ou qu'ils eussent eu une barrière réelle et efficace, entièrement à eux, ceci ne serait pas arrivé. N'est-il pas permis dès-lors d'affirmer, qu'une grande partie des malheurs que la révolution française a déversés sur l'Europe, ont eu pour cause originelle la conduite du ministère anglais, en 1712, et l'imprévoyance et la précipitation avec lesquelles il négocia la paix d'Utrecht ?

Louis XIV mourut le 1er septembre de cette année. Son caractère a été diversement apprécié par les historiens. Quelques-uns nous le représentent comme un Auguste ou comme un Trajan ; d'autres l'ont comparé à Néron et à Domitien. A ne le juger que par ses actes on doit voir en lui un grand homme. L'autorité sans frein et sans bornes qu'il sut acquérir et conserver en France, montre qu'il posséda parfaitement l'art de commander. Il fut le fondateur de l'ordre de St.-Louis ; et de ce noble établissement, connu sous le nom d'Hôtel des Invalides, situé près de Paris, et destiné à servir d'asile aux vieux soldats. Ces institutions lui assurèrent l'attachement de l'armée. Les actes qui souillent le plus sa renommée sont la cruelle expulsion des protestants hors du sol de la France, et la dévastation des provinces allemandes des deux rives du Rhin, en 1689. Son zèle outré pour sa réligion, peut lui servir d'excuse, quant au premier de ces actes. Mais, pour le second, on n'en saurait atténuer le blâme, qu'en alléguant la faible et chancelante nature humaine, qui pousse aux excès tous ceux dont l'autorité n'a point de limites.

1716.

Les Hollandais, en exécution du traité de la barrière, mirent l'Empereur en possession des Pays-Bas espagnols.

1717-1743.

L'empereur Charles VI mourut en 1740, après avoir porté le sceptre impérial pendant vingt-neuf années. Tandis qu'il n'était encore qu'archiduc, les alliés avaient essayé de le placer sur le trône d'Espagne; ce fut en sa faveur, qu'à la paix d'Utrecht, on détacha les Pays-Bas de la monarchie espagnole, en maintenant toutefois intact le droit politique de ces provinces, et qu'on les transmit à la maison d'Autriche. Charles n'eut point de fils. Le grand objet de son ambition, le secret motif qui dirigea sa conduite pendant toute la durée de son règne, fut d'assurer la succession des domaines héréditaires de la maison d'Autriche à sa fille, l'archiduchesse Marie-Thérèse. Il avait réussi, immédiatement après la paix d'Utrecht, à faire sanctionner cet arrangement par les états de la Confédération Germanique; et plus tard, en 1722, à Presbourg, la Diète de Hongrie confirma le projet qu'on lui soumit d'appliquer à la couronne de ce royaume, le même ordre de succession. La plupart des puissances européennes se laissèrent également persuader et garantirent à Marie-Thérèse la succession des domaines d'Autriche. Afin d'obtenir l'adhésion de la France, le duc de Lorraine, époux de Marie-Thérèse, sur l'instigation de l'Empereur, céda la province de Lorraine à Louis XV, en 1738; il reçut, en retour, le grand-duché de Toscane, conformément à une convention spéciale conclue entre l'Empereur et le roi de France. Mais, comme l'observe avec raison un écrivain de l'époque, l'empereur Charles, malgré son vif désir d'entourer son projet favori de toutes les garanties possibles, négligea les deux meilleures : une puissante armée et un trésor bien fourni.

A peine l'empereur eut-il expiré, que l'Espagne, la

France, la Prusse et la Bavière se liguèrent pour partager les domaines d'Autriche. Plus tard l'électeur de Bavière, ayant été élevé au trône impérial, vint mettre encore dans la balance le surcroit d'influence que lui donna le titre de chef de l'Empire. L'archiduc de Toscane et Marie-Thérèse parurent avoir peu de chances de pouvoir résister à de si redoutables adversaires.

Les Pays-Bas autrichiens étaient la partie des domaines d'Autriche que convoitait particulièrement la France. L'Angleterre et la Hollande prirent les armes pour défendre ces provinces. Ainsi, après un intervalle de trente-et-un ans, la Belgique devint encore une fois le théâtre de la guerre.

1744.

Louis XV rassembla à Lille, dès le mois de mai, l'armée qu'il destinait à faire invasion dans les Pays-Bas autrichiens, et qui consistait en 120,000 hommes, abondamment pourvus d'artillerie. Le maréchal de Saxe la commandait, sous les ordres du roi qui s'y trouvait en personne. La première opération fut le siége de Menin. Menin n'est qu'à quatre lieues de Lille ; et les eaux de la Deule et de la Lys donnaient de grandes facilités pour le transport de l'attirail de siége. La place fut investie, dans la nuit du 18 mai. Les tranchées furent ouvertes, dans la nuit du 28, et la garnison capitula le 7 juin.

Les Français conduisirent l'attaque contre le front d'Ypres. En outre, ils enveloppèrent, par d'autres approches, l'ouvrage extérieur (1) placé sur la rive droite de la Lys, en regard d'Halluin. La garnison consistait seulement en

(1) Un ouvrage à cornes, à fossés secs, fermés à la gorge par un bras de la Lys.

12 compagnies d'infanterie hollandaise et en quatre compagnies (1) de dragons.

Après la chute de Menin, le maréchal de Saxe résolut d'assiéger Ypres. Ypres est à quatre lieues et demie de Menin. L'investissement eut lieu, le 6 juin. Les tranchées ne furent ouvertes, cependant, que dans la nuit du 15, parce que l'artillerie et les autres approvisionnements du siége durent être convoyés par terre depuis Menin.

Ypres est une ville très-considérable, entourée d'une bonne escarpe, avec un fossé profond et plein d'eau; le corps de place est couvert par différents dehors de construction moderne, établis devant les fronts qui sont susceptibles d'attaque; de vastes inondations protègent les autres fronts (2). L'on voit, d'après cette description sommaire, qu'on aurait pu s'attendre à une bonne défense de la part d'une garnison suffisante. Mais il n'y avait dans la place qu'un bataillon hollandais avec trois bataillons suisses, à la solde de la Hollande, et quatre compagnies de cavalerie.

Les Français dirigèrent leurs approches par les deux rives du canal d'Ypres à Dixmude. Ils s'emparèrent du dehors qui couvrait le bassin du canal. Le corps de place resta intact et il n'y fut point fait de brêche; mais la faiblesse de la garnison détermina le gouverneur, le prince de Hesse-Philipstal, à accepter les conditions qui lui furent offertes : et, le 29 juin, il sortit de la place, avec tous les honneurs de la guerre.

Une brigade d'infanterie de l'armée française ouvrit la

(1) Ou deux escadrons.

(2) La tête des inondations entre les chaussées de Lille et de Bailleul est en outre occupée par une ligne d'ouvrages extérieurs en terre.

tranchée contre le fort Knocke, dans la nuit du 28 juin, et s'en rendit maîtresse le lendemain. Ce poste n'avait pour garnison qu'un détachement de 75 hommes. On se souvient que le fort Knocke fut construit par les Français, à la jonction de l'Yser et de l'Yperlée au canal d'Ypres à Dixmude; et qu'il commandait la navigation entre Ypres et Nieuport, aussi bien que celle entre Ypres et Furnes. Ce fort était si complètement entouré d'eau, et l'on y trouvait tant de facilité pour former des inondations, qu'une garnison suffisante, conduite par un officier décidé à faire son devoir, eût pu y donner de grands embarras aux Français. Mais, dans l'état réel des choses, l'ouvrage tomba au bout de vingt-quatre heures.

Le maréchal de Saxe, en même temps qu'il détacha la brigade destinée à prendre possession du fort Knocke, envoya un corps de siége plus considérable contre Furnes.

Eu égard au dessein qu'avait Louis XV d'assiéger Nieuport et Ostende, la possession de Furnes était importante pour la suite des opérations, à cause de la situation de cette dernière place, au point où les canaux de Dunkerque et Bergues à Nieuport se réunissent avec celui d'Ypres. Sous ce point de vue, on peut considérer Furnes comme un poste avancé, par rapport à Nieuport et à Ostende, et il n'eût pas été possible aux Français d'assiéger aucune de ces deux places, avant de s'être rendus maîtres de Furnes. Les fortifications de cette dernière consistaient en un octogone presque régulier, muni des dehors ordinaires et ayant de bons fossés pleins d'eau. Vauban les avait érigées, par ordre de Louis XIV, pendant la période que celui-ci fut en possession de Furnes; qu'il restitua, comme on sait, aux alliés à la paix d'Utrecht. Mais il paraît que les alliés commirent à l'égard de Furnes la même faute qu'à Ypres et au fort

Knocke, celle d'y avoir placé des garnisons trop faibles pour la défense. L'élite des troupes autrichiennes était employée en Allemagne, et Marie-Thérèse aurait pu difficilement lever une nouvelle armée pour la protection des Pays-Bas. Les places de la barrière devaient, conformément au traité de la barrière, rester exclusivement à la charge du gouvernement hollandais, en ce qui concernait les dispositions militaires à y prendre. La guerre se poursuivait déjà depuis quelque temps, entre les Autrichiens et leurs adversaires; et, encore que ce fût seulement cette année qu'elle atteignit les Pays-Bas, la prudence aurait voulu cependant que le gouvernement hollandais prît d'avance ses précautions, pour mieux résister à des événements qui semblaient approcher avec rapidité.

Il fut fait deux attaques contre Furnes, l'une sur le front compris entre les canaux d'Ypres et de Bergues, l'autre appuyée par la gauche au canal de Nieuport. On ouvrit la tranchée aux deux attaques à la fois, dans la nuit du 7 juillet; la garnison capitula, au bout de trois jours. Il n'y avait dans la place que trois bataillons hollandais.

Tandis que les Français s'occupaient de ces siéges, une armée alliée, forte de 70,000 hommes environ et composée d'Anglais, d'Hanovriens, d'Autrichiens et de Hollandais, s'était rassemblée à Bruxelles; elle s'était mise en marche vers la Dendre, avait traversé cette rivière, et s'était avancée vers la place d'Audenarde, dans le voisinage de laquelle elle s'établit derrière l'Escaut, afin de couvrir Gand, Anvers et Bruxelles. Mais, par malheur, cette armée n'eut pas de chef investi de l'autorité et de l'influence nécessaires pour diriger ses mouvements. Le général Wade commandait les Anglais et les Hanovriens. Les Autrichiens avaient à leur tête le duc d'Ahremberg. Les Hollandais étaient sous les ordres du comte Nassau.

Entretemps les Autrichiens avaient obtenu du succès sur le Haut-Rhin ; ils avaient passé ce fleuve, et menaçaient même d'envahir la province de Lorraine, récemment acquise par les Français. Louis XV quitta en conséquence les Pays-Bas, après la prise de Furnes, et marcha avec un corps considérable, formé de ses meilleures troupes, à la défense de cette partie du royaume. Mais l'absence de direction empêcha l'armée alliée de profiter de la diminution des forces françaises dans les Pays-Bas. Le maréchal de Saxe se tint derrière la Lys, entre Menin et Courtrai. L'armée alliée avança d'Audenarde, par le pays entre le Lys et l'Escaut, jusqu'à la hauteur de Lille, dans l'espoir d'amener par là le maréchal de Saxe à abandonner sa position derrière la Lys, pour aller protéger la Flandre française. Mais, l'armée française demeurant derrière la Lys, celle des alliés retourna sur son premier terrain près d'Audenarde ; d'où elle se retira bientôt après dans ses quartiers d'hiver.

1745.

L'Empereur Charles VII (l'électeur de Bavière) mourut dans le mois de janvier de cette année. Sa mort mit le gouvernement d'Autriche à même d'employer une partie plus considérable de ses forces à la défense des Pays-Bas ; parce que le jeune Électeur, sitôt que son père eut expiré, fit la paix avec Marie-Thérèse. L'époux de celle-ci, le grand-duc de Toscane, ayant été ensuite élevé sur le trône impérial, apporta, de son côté, dans la balance, un grand surcroit d'autorité, d'influence et de forces en faveur de la cause autrichienne.

Louis XV, qui avait combattu par tous les moyens en sa puissance l'élection du Grand-Duc, maintenant François Ier, à la couronne impériale, fit de grands efforts pour arracher

les Pays-Bas à la maison d'Autriche, durant cette campagne, l'armée française reçut l'ordre de se rassembler dans le voisinage de Lille, comme l'année précédente. Le maréchal de Saxe, auquel fut confié le commandement, investit Tournai, le 26 avril. Les tranchées y furent ouvertes, le 30 du même mois. Louis XV, accompagné de son fils le Dauphin, père de l'infortuné Louis XVI, vint, en hâte, de Paris pour assister au siége; il arriva à l'armée, le 8 mai.

Le corps français désigné pour couvrir le siége se posta contre l'Escaut, à une lieue environ au-dessus de Tournai, la gauche à Ramecroix sur la chaussée de Tournai à Leuze, le centre à Fontenoy, la droite ramenée en arrière perpendiculairement à la gauche, et joignant l'Escaut à Antoing. Les villages d'Antoing et de Fontenoy étaient retranchés. Il y avait trois redoutes entre Antoing et Fontenoy, et deux autres, sur la gauche de Fontenoy, dans la direction de Ramecroix.

Le commandement de l'armée alliée avait été donné cette année à Son Altesse Royale, le Duc de Cumberland, deuxième fils de George II, et oncle de notre dernier Roi. S. A. R. après avoir rassemblé l'armée à Anderlecht, près de Bruxelles, marcha de là au secours de Tournai, et le 11 mai, au point du jour, elle attaqua les Français. Sitôt que Louis XV fut informé de ce mouvement, il renforça l'armée couvrante d'une partie du corps de siége, ne laissant pas plus de 20,000 hommes devant Tournai, et il attendit l'approche des alliés sur la position que nous avons décrite.

S. A. R. dirigea l'attaque principale des alliés contre la gauche des Français. Fontenoy fut emporté, aussi bien que les redoutes construites sur la gauche de ce village; et, comme d'une part les Français cédaient le terrain, tandis que les alliés avançaient de l'autre, la bataille parut un moment sur le point d'être gagnée.

Mais on va voir qu'il y eut, dans le plan d'attaque, un vice radical, qui fit, en définitive, manquer l'opération.

La droite des Français formait l'équerre avec la gauche, et le village d'Antoing, où s'appuyait cette droite constituait évidemment la clef de leur position. Il est clair d'après cela, que les efforts dirigés contre la gauche ne pouvaient jamais produire qu'un succès partiel, et que les régiments contraints de lâcher pied auraient leur retraite ouverte vers la droite, qui leur procurerait et renforts et soutien. Il est tout aussi clair que, sauf le cas où les Français se comporteraient très-mal, ce à quoi il n'était pas permis de s'attendre, un corps allié, en pénétrant par leur gauche, s'engageait dans une espèce de cul-de-sac, et s'exposait à un feu croisé, aussi longtemps que la droite des Français occuperait Antoing et les redoutes érigées entre ce village et Fontenoy. On eut obvié à tous ces inconvénients, en faisant la véritable attaque entre Fontenoy et Antoing.

La droite des Français aurait été séparée de la gauche, et les alliés se seraient trouvés sur le flanc de l'une et de l'autre, par un effet naturel du mode inusité de formation que les Français avaient adopté ici, en plaçant primitivement leurs ailes à angle droit sur la position. Il est bien vrai que le Duc de Cumberland fit attaquer le village d'Antoing par l'infanterie hollandaise; mais cette attaque échoua, et ne fut pas répétée; d'ailleurs, il paraît certain qu'elle aurait dû être l'attaque principale, et s'exécuter sous les yeux du général en chef, comme une opération essentielle, d'où dépendait l'issue de la journée.

Les troupes alliées, qui avaient enfoncé la gauche des Français, s'avancèrent, en une colonne compacte, jusque contre le chemin qui, de la chaussée de Tournai à Leuze, conduit au village d'Antoing. Exposée au feu de l'ennemi en

front et sur les deux flancs, et se trouvant sans soutien, cette colonne fut à la fin rejetée en arrière. Les alliés perdirent à-peu-près 12,000 hommes, en tués ou en blessés. Le gros de ces pertes tomba sur les Anglais, par la raison que ce furent principalement des bataillons britanniques, que l'on opposa à la gauche des Français, et qui pénétrèrent au travers de leur ligne, de la manière que nous avons expliquée.

Le Duc de Cumberland se retira vers Ath, et demeura quelque temps en position, à Lessines, sur la Dendre, à peu de distance au-dessous d'Ath. Dans sa position de Lessines il était seulement à huit lieues de Tournai, à portée pour surveiller l'armée française, et prêt en même temps à jeter du renfort dans telle place que cette armée jugerait à propos de menacer, quand elle se serait rendue maîtresse de Tournai.

Après la bataille de Fontenoy, les Français pressèrent le siége de Tournai avec une nouvelle vigueur. Ils attaquèrent les deux ouvrages à cornes presque contigus situés sur les routes de Courtrai et de Lille. Ils s'établirent sur celui de la route de Courtrai; et de son terre-plein, ils mirent en brêche l'enceinte du corps de place. Le gouverneur capitula, le 23, et les Français prirent possession de la ville de Tournai, le 24 mai.

Ils attaquèrent ensuite la citadelle de Tournai. Les tranchées y furent ouvertes le dernier jour du mois de mai, et les approches conduites à partir de l'ouvrage à cornes adjacent, comme dans l'année 1709, lorsque le duc de Marlborough assiégea la même citadelle. La face de bastion, placée au droit du fossé de la ville, fut mise en brêche, et en conséquence le gouverneur capitula le 20 juin. La défense tant de la ville que de la citadelle de Tournai fit grand honneur aux troupes de la garnison, entièrement composées

de Hollandais. Elles perdirent 4,000 hommes, sur les 9,000 qui formaient leur force totale au commencement du siége.

L'armée française avança sur Leuze, le 1er juillet. En conséquence, l'armée alliée se retira vers l'aval de la Dendre; et, ayant traversé cette rivière à Grammont, elle se mit en position derrière elle, pour en disputer le passage. Cependant le maréchal de Saxe avait formé le projet de surprendre Gand, qui servait de place de dépôt aux alliés; sa marche vers Leuze, par laquelle il menaça le duc de Cumberland sur la Dendre, en même temps qu'elle ne l'éloigna pas trop de l'Escaut, n'eut d'autre objet que de faciliter cette surprise. Il y avait une garnison dans la citadelle de Gand; et les alliés, qui occupaient d'ailleurs Audenarde, forteresse respectable, située sur l'Escaut, à environ cinq lieues au-dessus de Gand, ne soupçonnaient en aucune façon l'ennemi de vouloir enlever Gand par un coup de main; cependant cette place, à raison de son étendue et des différentes ouvertures ménagées au travers de son enceinte pour donner entrée à l'Escaut, à la Lys et aux canaux de Bruges et du Sas de Gand, était particulièrement exposée à une entreprise de cette nature.

Les Français se rendirent de Leuze, par Rebaix et Wannebeke, sur la rive gauche de la Dendre; et delà passant dans la vallée de l'Escaut, ils se postèrent derrière la Swalme, petit cours d'eau, qui se jette dans l'Escaut à environ une lieue et demie au-dessous d'Audenarde. Par ce mouvement ils parurent avoir le dessein d'assiéger Audenarde. Le jour même que le maréchal de Saxe partit de Leuze, il détacha le comte Lowendahl contre Gand, par la rive gauche de l'Escaut. Ses propres opérations, entre l'Escaut et la Dendre, avaient eu pour objet de couvrir la marche de Lowendahl,

et de la dérober à l'attention du duc de Cumberland, qui était avec l'armée alliée derrière la Dendre, à Grammont, ainsi qu'on l'a déjà dit. Pour mieux déguiser encore la tentative sur Gand, le maréchal de Saxe détacha de son camp derrière la Swalme un corps composé de deux brigades d'infanterie, de trois régiments de cavalerie, de vingt pièces d'artillerie, et de vingt pontons, avec l'ordre d'avancer jusqu'à Melle, village situé à une lieue de Gand, sur la chaussée de Gand à Alost, et tout contre l'Escaut, de jeter un pont sur l'Escaut en cet endroit, et de se poster à cheval sur la rivière, afin de couper ainsi toute communication entre Gand et l'armée du duc de Cumberland.

Bien que les mouvements du maréchal de Saxe et sa position sur la Swalme semblassent annoncer le siége d'Audenarde, cependant le duc de Cumberland jugea convenable de renforcer la garnison de Gand, à cause de la proximité de l'ennemi. Le 5 juillet, S. A. R. fit partir de Grammont un corps composé de 4,000 hommes, avec ordre de se rendre à Ninove, située plus bas sur la Dendre et de marcher delà vers Gand, le lendemain matin. Il arriva que les troupes envoyées à Melle par le maréchal de Saxe, se trouvèrent en route le même jour. Il était à-peu-près six heures de relevée quand le détachement anglais atteignit Melle, dans sa marche sur Gand. De son côté le corps français venait d'arriver à sa destination et de parquer son artillerie. Mais, heureusement pour lui, sa cavalerie n'avait pas encore dessellé, ni son infanterie formé les faisceaux. La surprise paraît avoir été réciproque et les deux partis méritèrent également le reproche de négligence. L'avant-garde des Anglais et la tête de leur colonne poussèrent outre, et se jetèrent dans Gand. Le reste se rabattit sur la gauche, parmi les clôtures qui couvraient le terrain, afin de se soustraire à

la cavalerie ennemie. La nuit mit fin à la confusion. Le détachement des alliés, presqu'exclusivement composé d'Anglais, eut 600 hommes tués ou blessés, et perdit, en outre, 1400 prisonniers ainsi que ses bagages, ses munitions et quelques canons.

Le comte de Lowendahl arriva, dans la nuit du 10 juillet, devant la partie de l'enceinte de Gand, qui est comprise entre la Lys et l'Escaut; il forma ses colonnes sur le terrain même où les Anglais élevèrent deux redoutes, en 1815, et sur l'emplacement choisi plus tard, avec beaucoup de bonheur, pour y bâtir la nouvelle citadelle. Il entra dans la ville sans de grandes difficultés, en longeant le lit des deux rivières. Observons en passant, et cette remarque ne sera pas hors de propos ici, que les ouvertures qui donnent accès à des cours d'eau dans une forteresse ou par lesquelles ils en sortent sont généralement favorables aux coups de main. Les défenseurs de la ville de Gand se retirèrent dans la citadelle, contre laquelle l'ennemi ouvrit la tranchée, dans la nuit du 12 juillet; la garnison se rendit prisonnière de guerre, le 15.

Le duc de Cumberland quitta les bords de la Dendre après la prise de Gand. Il se retira vers Bruxelles, et posta l'armée alliée derrière le canal entre Bruxelles et Vilvorde.

Les Français entreprirent alors le siége d'Audenarde. Le comte de Lowendahl fut chargé de cette opération; tandis que l'armée française demeura sur la Swalme, pour empêcher les alliés d'y porter obstacle. Les tranchées furent ouvertes, dans la nuit du 17 juillet. Dès la nuit du 19, les Français purent mettre en batterie 36 canons et 8 mortiers; ce qui prouve, de leur part, une activité extraordinaire, aussi bien que beaucoup d'ordre et une grande prévoyance. La garnison capitula le 21 juillet: elle consistait, en tout, en

1000 hommes ; elle se composait de plusieurs détachements distincts, fournis par les différents alliés, sous les ordres d'un gouverneur autrichien ; les dispositions de celui-ci ne paraissent pas avoir été calculées de façon à assurer la meilleure défense qu'on put attendre de la place. Les approches furent conduites, des hauteurs de la rive droite de l'Escaut, au-dessus d'Audenarde, sur lesquelles les Anglais établirent un ouvrage de campagne, en 1815, et qui sont aujourd'hui occupées par un fort permanent.

Après la reddition d'Audenarde , l'armée française marcha sur Alost, et se plaça , la droite à Haeltert et la gauche à Hafstaede , derrière la Dendre. Le comte de Lowendahl fut détaché contre Ostende, avec un corps de siége de 25 bataillons, et un régiment de dragons. Plus tard, le duc d'Harcourt fut chargé d'assiéger Termonde; et, afin de faciliter ce dernier siége, l'armée française traversa la Dendre ; et se posta, la droite entre Alost et Wieze , le centre à Lebbeke, et la gauche à Basserade ; en outre , un corps de cavalerie passa l'Escaut, et s'établit sur la rive gauche du fleuve.

La principale défense de Termonde consistait dans les inondations, que sa situation , au confluent de la Dendre et de l'Escaut, donne la faculté d'y former, sur une étendue très considérable. On n'en pouvait approcher, qu'en cheminant sur un isthme étroit, occupé par une redoute. La faiblesse de la garnison n'ayant pas permis d'occuper cette redoute, les Français s'en emparèrent immédiatement, et y établirent une batterie de six canons et de quatre mortiers. La garnison, qui se composait de deux bataillons , un autrichien et un hollandais, se rendit, le lendemain de l'ouverture du feu (1). Le duc de Cumberland essaya de jeter du secours

(1) Le 14 août.

dans la place, en envoyant quelques troupes d'Anvers par l'Escaut, mais les Français prirent trois ou quatre des bâtiments qui transportaient ces troupes, et firent rebrousser chemin aux autres.

Entretemps, le siége d'Ostende avait été entamé sur les derrières de l'armée française. Le comte de Lowendahl ouvrit la tranchée, dans la nuit du 13 août, contre le front de Nieuport, seule approche de la place d'Ostende, qui ne puisse pas être inondée. Un petit fort, nommé le fort Philippe, construit à Plasschendaele pour protéger l'écluse et le débouché du canal de Bruges à Ostende, se rendit à l'ennemi, sans faire aucune résistance ; et le gouverneur d'Ostende releva la garde d'un ouvrage avancé, appelé le Fort Albert et placé sur les dunes, dans la direction de Nieuport, à l'endroit même, où fut construit, plus tard, le fort Wellington. Le fort Albert se trouvait en mauvais état, et la garnison exposée à se voir enlever d'assaut ; mais il n'en était pas ainsi de l'ouvrage de Plasschendaele, lequel aurait dû se défendre.

Pour accélérer la marche des approches régulières contre le front de Nieuport, les Français érigèrent des batteries, à l'est du port ; d'où ils dirigèrent un feu soutenu sur la ville, et sur les revers du front attaqué. Le 24 août, le gouverneur capitula ; bien que l'ennemi n'eût pas encore atteint les saillants du chemin couvert. La garnison consistait en cinq bataillons britanniques, un hollandais, deux compagnies d'infanterie autrichienne, et deux cent cinquante canonniers.

Sitôt que les Français furent maîtres d'Ostende, ils détachèrent un faible corps, pour investir Nieuport ; place devant laquelle ils ouvrirent la tranchée, le 31 août. Nieuport est placé sur une île, formée par l'Yperlée, qui se divise en deux branches, à environ trois quarts de lieue de la mer. Ces deux branches se réunissent en aval de la ville. En arrêtant

le cours de l'Yperlée, on peut la faire déborder et répandre les eaux presque tout à l'entour de Nieuport ; on peut même faire remonter les inondations , à une distance très considérable , dans la vallée de l'Yperlée. Cependant , le front de la place , qui regarde la mer, ne peut être couvert par les inondations, à cause du niveau trop élevé d'une bande de terrain sablonneux, large d'environ sept cent cinquante mètres. Une autre bande de terrain très-étroite, et joignant la rive gauche de l'Yperlée , au-dessous de Nieuport , est de même supérieure au niveau des inondations. Pour empêcher l'ennemi d'approcher Nieuport , par ce dernier terrain , on y avait construit un petit fort, nommé le fort Viervoet, qui le barrait complètement. En attaquant par le premier terrain , il fallait passer sur une ligne de lunettes, ayant de bons fossés pleins d'eau, liées entr'elles par un chemin couvert commun, et qui était fermé à la gorge par la deuxième branche de l'Yperlée , branche non guéable. Derrière l'Yperlée, se trouvaient ensuite les dehors du corps de place , qui consistaient en un vaste bastion détaché , avec une grande demi-lune de chaque côté. Ces ouvrages étant environnés de fossés larges, profonds et pleins d'eau, étaient à l'abri d'une prise d'assaut; et, d'ailleurs, éclairés et commandés par l'enceinte principale de la ville, vieille muraille , flanquée de tours, et d'une hauteur respectable. Il semble, d'après cette description, que Nieuport pouvait très-bien se défendre. Les Français mirent en batterie dix-huit canons et vingt-deux mortiers , sur la langue de terre, non susceptible d'être inondée, entre Nieuport et la mer ; ils ouvrirent aussi le feu contre le fort Viervoet, et, cinq jours après, la garnison se rendit. Les assiégeants prirent possession de la place , le 6 septembre.

Sitôt qu'il y eut une garnison française dans Nieuport, le maréchal de Saxe, repassa derrière la Dendre et se posta, la

droite à Ninove et la gauche à Alost, afin de couvrir le siége d'Ath. Cette place fut investie, le 26 septembre.

Le duc de Cumberland, quitta sa position entre Vilvorde et Bruxelles, et marcha jusqu'à la hauteur de Halle, pour essayer de troubler le siége d'Ath; mais le maréchal de Saxe s'étant porté par sa droite vers l'amont de la Dendre, l'armée alliée n'avança point au-delà de Halle.

Ath fut attaquée sur le front compris entre la Dendre et le Cambron. L'assiégeant établit aussi de fortes batteries d'enfilade, à la gauche de la Dendre, près de la route de Tournai. Les tranchées furent ouvertes, dans la nuit du 30 septembre, et la place se rendit, le 11 octobre. La garnison se composait de 1,200 hommes de troupes autrichiennes, anglaises et hollandaises.

Après la prise d'Ath, l'armée française se mit en quartiers d'hiver, choisissant Gand pour quartier-général. Les alliés firent de même, fixant leur quartier-général à Anvers, et occupant Bruxelles, Vilvorde et Malines. Ils avaient aussi des garnisons dans les forteresses de Mons, de Charleroi et de Namur. Le duc de Cumberland retourna en Angleterre, après avoir chargé le prince de Waldeck du commandement, pour l'hiver.

Les résultats de la campagne de 1745 furent incontestablement très-désavantageux aux alliés. Cependant la perte de la bataille de Fontenoy ne ternit pas l'honneur de leurs armes, et les suites n'en furent pas aussi désastreuses qu'on aurait pu l'attendre. La tentative avait été hardie et vraiment militaire; nous pouvons regretter que le succès ne l'ait point couronnée, mais elle commandera toujours le respect. Ce fut, à ce qu'il paraît, la négligence des troupes détachées pour la défense de Gand, bien plutôt que l'attaque repoussée de Fontenoy, qui dérangea les plans du duc de Cumberland;

et l'on peut, avec justice, attribuer les revers de la campagne aux conséquences de cette rencontre, si complètement impardonnable, qui eut lieu à Melle. Peut-être le duc de Cumberland se trouvant à Grammont, bien plus éloigné de Gand, que ne l'était l'armée française postée sur la Swalme, aurait-il dû, par prudence, couvrir contre l'ennemi, d'abord par la Dendre et ensuite par l'Escaut, le détachement qu'il envoyait à Gand; cela pouvait se faire aisément, si, au lieu de passer la Dendre à Ninove, le détachement eût continué de descendre la rivière par la rive droite, traversé l'Escaut à Termonde, et marché sur Gand par la rive gauche de l'Escaut. Selon toutes les probabilités, il n'aurait rencontré aucun obstacle, en suivant cette ligne de communication.

1746.

La perte de la ligne de la Dendre, dont les Français étaient en pleine possession, puisqu'ils occupaient les forteresses de Termonde et d'Ath, placées aux deux extrémités, fut fort désavantageuse aux alliés. En effet Bruxelles se trouva exposé dès-lors à une attaque soudaine : car, entre cette ville et la Dendre, il n'y avait non seulement aucune place forte intermédiaire, mais pas même un bourg fermé, dont on pût faire un poste. Le maréchal de Saxe profita de ces circonstances; il fit partir, en secret et avec la plus grande célérité, de Gand, d'Audenarde, d'Ath, de Tournai et de Maubeuge différents corps de troupes, dont il combina les mouvements de manière à les amener tous devant Bruxelles, le 28 janvier; et il investit inopinément cette ville, le même jour.

La garnison de Bruxelles consistait en 18 bataillons,

partie hollandais, partie suisses au service de la Hollande, et, de plus, en 8 escadrons de cavalerie ; ce qui formait un total d'environ 12,000 hommes. Malgré la rigueur de la saison, les Français ouvrirent la tranchée, et conduisirent leurs approches sur la gauche, en sortant, de la porte de Louvain. La garnison se rendit le treizième jour de l'attaque, et fut faite prisonnière de guerre.

La rebellion survenue en Écosse, où l'infortuné petit-fils de Jacques II s'efforçait de recouvrer le trône de ses ancêtres, engagea le gouvernement britannique, non seulement à rappeler ses régiments des Pays-Bas, mais encore à réclamer de la Hollande un secours de 6,000 soldats, et à transporter une brigade de Hessois en Angleterre. Ces pertes, jointes à celle des 18 bataillons, si malheureusement faits prisonniers dans Bruxelles, affaiblirent considérablement l'armée alliée. Les Français redoublèrent d'efforts, pour réunir des forces qui les missent à même de profiter pleinement de cette occurrence favorable.

Louis XV arriva à Bruxelles, le 4 mai. Son armée consistant en 120,000 hommes, était cantonnée, la droite à Tervueren et la gauche à Vilvorde, sous les ordres du maréchal de Saxe. Un autre corps français, composé de 24 bataillons et 37 escadrons, avait été rassemblé à Maubeuge pour attaquer les trois forteresses de Mons, de Charleroi et de Namur, les seules encore restées aux mains des alliés sur la frontière des Pays-Bas autrichiens.

L'armée alliée, sous le commandement du général autrichien Bathiani ne s'élevait qu'à 44,000 hommes. Elle prit position derrière la Dyle, la droite à Malines et la gauche à Louvain. Les Français s'étant avancés, elle battit en retraite devant eux et alla s'établir derrière le Demer, la droite à Arschot et la gauche à Diest. La nouvelle position était moins

étendue et infiniment meilleure que la première, comme mieux en rapport avec la faiblesse numérique des alliés. Cependant l'armée française prit possession de Malines et poussa un corps considérable jusqu'à Tirlemont, menaçant ainsi de tourner l'un et l'autre flanc de Bathiani; celui-ci abandonna la ligne du Demer, et se posta derrière la Nèthe. Il quitta ensuite cette dernière ligne, en apprenant que les Français avançaient toujours, et que, dans le dessein de tourner sa droite, ils voulaient passer la Nèthe, vers son confluent avec la Dyle, au-dessus de Malines. Le maréchal de Saxe, ayant effectué ce passage en force et sur plusieurs points à la fois, l'armée alliée dût se retirer en hâte, pour n'être pas entourée par les forces supérieures de l'ennemi. Bathiani laissa une garnison dans la citadelle d'Anvers, et alla s'établir près de Bréda, avec ses avant-postes à Hoogstraten.

Cette retraite de l'armée alliée fait grand honneur au général autrichien Bathiani. Il ne perdit pas un homme; et, par l'adresse de ses mouvements, il sut contenir l'armée française, de beaucoup supérieure à la sienne, et lui faire employer plus de quinze jours pour avancer depuis Bruxelles jusqu'à Anvers.

Le maréchal de Saxe prit immédiatement possession de la ville d'Anvers, et fit sur le champ assiéger la citadelle. Elle se rendit le septième jour de tranchée ouverte, avant même que l'ennemi n'eût construit ses batteries de brêche. Les Français prirent possession de la citadelle d'Anvers, le 1er juin.

La retraite des alliés vers la Hollande ne fut pas seulement une conséquence nécessaire de la supériorité numérique de l'ennemi; elle se lia, en outre, à la jonction d'un renfort considérable de troupes autrichiennes et hanovriennes,

qu'on attendait d'Allemagne, et qui déjà étaient en marche vers Grave, où elles devaient passer la Meuse. Le maréchal de Saxe résolut de se tenir en face de l'armée alliée, et de détacher en arrière un corps de siége contre Mons. Le 28 mai et le 2 juin les troupes françaises, désignées pour cette opération, quittèrent l'armée, qui demeura dans le voisinage d'Anvers, entre le Schyn et la Nèthe; elles investirent Mons, le 7 juin. Cependant, la tranchée ne fut pas ouverte avant le 24 du même mois, ce délai ayant été requis pour l'apport de l'artillerie, que les Français tirèrent des places de Condé et de Valenciennes. Mons se rendit le 11 juillet, après un siége de seize jours. L'opération n'offrit rien de remarquable. Cette fois les approches furent conduites tant des hauteurs de Bertaimont que du côté de Nimy, contre deux fronts opposés de la ville; et non plus des hauteurs de Bertaimont et du mont Palisel, situé à proximité de ces hauteurs sur la rive droite de la Trouille, comme cela s'était fait au siége que les alliés entreprirent après la bataille de Malplaquet, en 1709. Après la reddition de Mons, les Français, sans perdre le temps, investirent Charleroi; comme la distance entre ces deux places n'est que de huit lieues, le transport de l'artillerie fut bientôt effectué, et la tranchée fut ouverte devant Charleroi, dès la nuit du 28 juillet (1). Il y eut trois attaques; la première, au Sud, sur le terrain élevé qui depuis a été englobé dans la forteresse; la seconde, devant les fronts en regard de Namur, et

(1) L'auteur ne parle point du siége de St.-Ghislain, que les Français investirent le 14 juillet, et dont la garnison se rendit le 27 du même mois. Il ne parle pas davantage de la ligne de circonvallation qui fut faite autour de Charleroi, et où les Français mirent à la fois 20,000 paysans à l'ouvrage.

la troisième contre la ville basse, sur la rive droite de la Sambre. Dans la matinée du sixième jour du siége, avant qu'un seul des dehors n'eût été couronné, la place fut emportée d'une manière analogue à celle dont les Français s'emparèrent de Valenciennes, en 1677. Ce fut le 2 août : au point du jour, un détachement de la garde de tranchée se mit à poursuivre quelques fuyards, depuis le chemin couvert jusque dans un petit ouvrage à cornes qui reliait la ville basse à la forteresse, et dont, dans la confusion, les assiégés négligèrent de lever le pont-levis. Le bruit et l'alarme causés par cet évènement détournèrent l'attention de la partie de la garnison qui était opposée à l'attaque du Sud; dans la crainte de se voir prise à dos, celle-ci abandonna le front dont la défense lui avait été confiée. Les troupes françaises n'attendirent point d'ordre pour profiter de ces circonstances, et s'emparèrent des remparts de la place.

L'armée alliée, ayant recueilli, entre Brée et Hasselt, ses renforts de troupes hanovriennes, hollandaises et autrichiennes, s'élevait maintenant à 87,000 hommes. Elle était commandée par le prince Charles de Lorraine. Le maréchal de Saxe rappela à lui la majeure partie du corps qu'il avait détaché contre Mons et contre Charleroi; il prit position derrière la Dyle à droite et à gauche de Louvain qu'il occupa au centre de sa ligne, plaçant, en outre, un corps avancé à Tirlemont.

Le prince Charles de Lorraine remonta la vallée de la Meuse, et vint camper sur le Jaar, près d'Hannut, le 30 septembre. Son objet, dans cette marche, fut de secourir Charleroi. Le maréchal de Saxe quitta sur-le-champ la Dyle; il plaça sa droite à l'Orneau (ruisseau qui prend sa source non loin de Gembloux et se jette dans la Sambre entre Namur et Charleroi.) et sa gauche sur l'un des petits cours d'eau

dont la Dyle est formée. Il se trouva de la sorte à portée d'atteindre le flanc de l'armée alliée, si elle avançait contre Charleroi. Cette place ayant été occupée, le 2 août, comme nous l'avons déjà rapporté, l'armée alliée prit une nouvelle position, dans le but de couvrir Namur, avec la droite aux sources de la Méhaigne, et la gauche au Mazy sur l'Orneau. Les armées opposées étaient alors aussi près l'une de l'autre qu'elles pouvaient l'être sans en venir aux mains.

La position qu'occupaient les alliés était précisément la même que le roi Guillaume avait choisie pour couvrir le siége de Namur, pendant la durée de cette opération, en 1695.

Le 15 août, le maréchal de Saxe leva le camp ; et, marchant par sa gauche, sur la rive gauche de la Méhaigne, il chercha à passer cette rivière, pour attaquer l'armée alliée. Le prince Charles de Lorraine, marchant par sa droite, sur la rive droite de la Méhaigne, interdit le passage. Cependant, dans la nuit du 20 août, les Français poussèrent rapidement contre Huy, un corps qui s'empara de cette place, située au confluent de la Méhaigne et de la Meuse. La possession de Huy leur assurait un point de contact avec la dernière rivière, par laquelle l'armée alliée tirait de la Hollande et de Liége la majeure partie de ses ressources. Les fortifications de Huy n'avaient jamais été restaurées, depuis l'année 1718; les Hollandais les avaient démolies, à cette époque, avant d'en retirer leurs troupes et de restituer la place au prince-évêque de Liége, conformément à une convention particulière, fondée sur le traité de la barrière; mais ce fut évidemment une faute de la part du prince Charles de Lorraine de n'avoir pas occupé Huy, ou du moins de n'avoir pas empêché les Français de s'en emparer, et de couper ainsi les communications des alliés avec leur base d'opérations.

L'armée alliée se vit donc obligée de traverser la Meuse, ce qu'elle effectua dans la nuit du 29 août, en trois colonnes; l'une d'elles passa à Namur, et les deux autres aux villages d'Andennes et de Seille, entre Namur et Huy.

Sitôt que l'armée alliée fut sur la rive droite de la Meuse, le maréchal de Saxe fit investir Namur. Un renfort de troupes françaises partit de Charlemont, et descendit la Meuse pour prendre part à cette opération. Le maréchal de Saxe fit faire la contremarche à son armée, et s'éloignant de la Méhaigne dans la direction opposée à celle de Namur, il prit position, dans le but de couvrir le siége, avec la droite sur la chaussée de Bruxelles à Liége, et avec la gauche à Tongres. De cette manière, il faisait face à Liége, où le prince Charles de Lorraine paraissait vouloir conduire l'armée alliée, afin d'y repasser la Meuse. Mais l'armée alliée descendit plus bas sur la Meuse; elle s'arrêta, sur la rive droite, en se postant la droite à Maestricht et la gauche à Visé. Neuf bataillons de troupes britanniques, sous les ordres de Sir John Liganier, et une division de l'armée bavaroise rejoignirent les alliés dans cette position. Le 13 septembre, le prince Charles de Lorraine traversa la Meuse, un peu au-dessous de Maestricht; puis, remontant, par la rive gauche, vers l'armée française, il se plaça la droite à Glans sur le Jaar, et la gauche à Groot Spauwen. Le maréchal de Saxe établit sa gauche à Tongres et sa droite à Bilsen.

L'armée alliée marcha par sa gauche, passa le Jaar, et se posta, la gauche à Ans, près de Liége, et la droite à Houtain, à une petite distance du Jaar sur la rive droite.

Tandis que les deux armées exécutèrent ces différents mouvements, le siége de Namur avait été poursuivi avec une extrême activité par les Français. Namur se rendit le 19 sep-

tembre ; et l'armée du maréchal de Saxe fut aussitôt renforcée de 19 bataillons et d'autant d'escadrons, tirés du corps assiégeant. La citadelle de Namur capitula le dernier jour du mois de septembre, après six jours de siége.

Le maréchal de Saxe, ayant toutes ses forces rassemblées, depuis que les opérations contre Namur étaient terminées, résolut d'attaquer les alliés sur leur position actuelle.

La droite de l'armée alliée se trouvait à Houtain, ainsi qu'on l'a déjà dit. Les Autrichiens et les Bavarois occupaient ce village et tout le terrain, jusqu'à Lier, où était établie l'infanterie hanovrienne. Les Anglais et les Hessois tenaient les villages de Waroux et de Rocour. Les troupes hollandaises continuaient la ligne entre Rocour et Ans. La cavalerie de chacune des nations alliées occupait respectivement le terrain, en arrière des villages où était l'infanterie. L'artillerie fut répartie le long de la ligne, aux points les plus favorables. Les Hollandais seuls fortifièrent leur position par des ouvrages de campagne.

Le 11 octobre, au matin, l'armée française commença l'attaque sur dix colonnes, dont six d'infanterie et quatre de cavalerie. On se souvient que cette manière de combiner les colonnes d'infanterie avec celles de cavalerie avait été adoptée par Marlborough, dans l'attaque contre l'armée gallo-bavaroise, à la bataille de Blenheim; et elle paraît admirablement bien calculée, pour permettre aux deux armes de se prêter une assistance mutuelle.

Les principaux efforts des Français se dirigèrent contre le village d'Ans, à la gauche des alliés, et contre ceux de Rocour, de Waroux et de Lier, au centre. Ils se contentèrent de menacer la droite. Malgré la défense la plus obstinée, les Français pénétrèrent entre Ans et Rocour ; et, à la chute du jour, les alliés se mirent en retraite. Les troupes

de la gauche passèrent la Meuse à Herstal, et celles du centre à Visé. La droite ne passa point la Meuse; mais, s'étant dirigée sur Maestricht, entre le Jaar et la Meuse, elle alla occuper une forte position, connue sous le nom du Camp Romain, à environ sept quarts de lieue de Houtain. Il est incontestable que la bataille fut gagnée par les Français, puisque l'armée alliée battit en retraite; mais jamais victoire ne procura moins d'avantages aux vainqueurs, que celle de Rocour. Les troupes françaises passèrent la nuit sur le champ de l'action, et le lendemain se replièrent sur Tongres; d'où elles se rendirent dans leurs quartiers d'hiver. Les alliés perdirent 5,000 hommes, en tués ou blessés, et laissèrent 30 pièces d'artillerie en position derrière eux. Les Français doivent avoir souffert considérablement dans leurs attaques contre les villages, quoique l'étendue de leurs pertes n'ait jamais été bien constatée.

1747.

Les alliés firent de grands efforts pour réunir, dès les premiers mois de cette année, une armée capable d'arrêter les progrès ultérieurs de l'ennemi dans les Pays-Bas, ou même de recouvrer une partie de cette contrée. La tranquillité ayant été rétablie en Écosse, Son Altesse Royale, le duc de Cumberland, reprit le commandement de l'armée; et l'armée britannique put désormais fournir son contingent entier. Les Autrichiens et les Bavarois se rassemblèrent à Venloo, sur la Meuse; les Anglais, les Hanovriens et les Hessois, à Eyndhoven; et les Hollandais, dans le voisinage de Bréda. Leurs forces réunies s'élevaient à près de 120,000 hommes. Les Français, de leur côté, ne restèrent pas oisifs. Ils renforcèrent leur armée jusqu'à compter 140,000 hommes,

au commencement de la campagne. Ils la rassemblèrent aux environs de Bruxelles, plaçant la droite à Wâvre, et la gauche au confluent de la Senne et de la Dyle, au-dessous de Malines. Ils occupaient d'ailleurs Anvers en force, et couvraient par là leurs conquêtes du côté des Flandres. Les garnisons de Mons, de Charleroi et de Namur, reçurent des renforts de France; de cette manière, les forces disponibles en campagne ne durent pas être affaiblies. Deux parcs d'artillerie furent formés, l'un à Metz, et l'autre à Gand; ces apprêts se firent avec une grande publicité, afin de tenir les alliés en suspens, au sujet des vues et des intentions que l'on avait, et afin de leur faire craindre également une attaque contre Maestricht, sur l'un de leurs flancs, ou contre Berg-op-Zoom, sur l'autre.

Cependant, le maréchal de Saxe avait résolu d'agir contre la Flandre hollandaise, et d'enlever à la Hollande toutes ses possessions de la rive gauche de l'Escaut. La position actuelle de l'armée française était éminemment bien calculée, pour couvrir l'opération. Le comte de Lowendahl fut donc détaché sur les derrières de l'armée, du côté de Bruges. Il assiégea et prit successivement l'Écluse (place située au débouché du canal de Bruges dans le bras de mer qui enveloppe l'île de Cadsand, à l'embouchure de l'Escaut), Yzendyk, le Sas de Gand et Philippine; tandis qu'un autre corps, descendant le long de la rive gauche de l'Escaut, se rendit maître de Liefkenshoek, de Hulst et d'Axel (1).

Le duc de Cumberland rassembla ses forces, et approcha d'Anvers. Il se plaça, la droite à Brecht et la gauche à la Nèthe, au-dessus de Lierre. Le 15 mai, il fit un mouvement

---

(1) Ces siéges méritent toute l'attention des officiers belges.

en avant, et mit sa droite à Braschaet et sa gauche à Santhoven. Il fit partir de Bréda son artillerie de siége, et employa une partie de ses troupes à confectionner des fascines, comme s'il eût eu le dessein d'assiéger Anvers. Cependant, le maréchal de Saxe se tint derrière la Dyle, et se contenta de renforcer la garnison d'Anvers, et de donner des ordres pour la construction d'un pont de bateaux ordinaires du pays, sur le Rupel, afin de pouvoir, à l'occasion, se porter plus rapidement sur Anvers, en plusieurs colonnes. Il est assez remarquable, qu'en 1815, les Anglais, sans songer le moins du monde à ces opérations du maréchal de Saxe, aient fait exécuter, précisément au même endroit, un pont de la même espèce. Comme complément des fortifications existantes d'Anvers, le maréchal de Saxe fit construire un camp retranché, destiné à recevoir les troupes de renfort, qu'il désigna pour la défense de cette place. A une époque plus rapprochée de nous, le même camp retranché fut agrandi par les Français, et servit à protéger la construction d'un grand nombre de vaisseaux de guerre, qu'ils lancèrent à l'Escaut.

Le duc de Cumberland marcha par sa gauche et s'établit derrière le Demer, à Diest, position centrale, à environ onze lieues d'Anvers, et un peu plus éloignée de Maestricht. Le maréchal de Saxe, après avoir renforcé son armée avec le corps employé à réduire la Flandre hollandaise, laissant à Anvers 28 bataillons et 16 escadrons, marcha par sa droite, vers Tongres, dans le dessein d'investir Maestricht; l'artillerie nécessaire pour le siége de cette place avait été conduite à Namur. L'armée alliée courut protéger Maestricht, et se posta, à environ une lieue de la place, la droite au village de Groot Spauwen, le centre à Vleteghem et Lawfeld, et la gauche à Kessel. Pendant qu'elle était occupée à s'éta-

blir, les Français, commandés par le maréchal de Saxe, sous les ordres immédiats de Louis XV, en personne, arrivèrent en vue, dans la direction de Tongres. Ils se formèrent sur un terrain élevé, à droite et à gauche du village de Henderen, et s'étendirent jusqu'au-delà de Rymps. Ce ne fut, toutefois, que le lendemain que leur armée se trouva suffisamment concentrée pour pouvoir avancer. Dans la matinée du 2 juillet, ils attaquèrent le centre gauche des alliés. Le village de Lawfeld était la clef de la position. Il fut défendu par 8 bataillons d'infanterie britannique et hanovrienne. L'ennemi en fut repoussé à plusieurs reprises. Mais, à force de renouveler ses attaques, avec des troupes fraîches, et en dirigeant un corps sur la communication entre le village et le restede l'armée alliée, il s'en rendit enfin maître; ce qui décida le duc de Cumberland à la retraite. Il paraît qu'à cette journée, il y eut, du côté des alliés défaut d'unité ou d'ensemble dans les opérations et, parmi les troupes de la droite, moins d'ardeur et d'esprit d'entreprise qu'on aurait pu en désirer. Le duc de Cumberland eut l'intention de faire avancer sa droite contre la gauche des Français; mouvement, qui, selon toute probabilité, eût produit les plus heureux effets, occupé qu'était l'ennemi par l'attaque sur Lawfeld. Ce mouvement n'eut pas lieu, parce que, dit-on, il fut impossible de déboucher de Groot Spauwen, sous le feu de la vive canonnade dirigée contre le village. On ne saurait affirmer si la chose fut possible ou non ; mais, certes, ce fut un malheur qu'elle ne se fit point. L'armée alliée traversa la Meuse, à environ une demi-lieue au-dessous de Maestricht, à Smeermaes, et alla camper près de Maestricht, sur la rive droite de la rivière. Les Français passèrent la nuit sur le champ de bataille; après quoi, ils se placèrent entre le Jaar et le Demer, avec leur quartier-géné-

ral à Hasselt, et ils établirent un corps sur la montagne de St.-Pierre, près de Maestricht, entre le Jaar et la Meuse. Quoiqu'on ne puisse dire que ce corps bloquât Maestricht, sa présence empêcha, toutefois, qu'il ne s'y fit aucun mouvement, dont les Français n'eussent immédiatement connaissance.

Comme il n'était point possible d'entreprendre le siége de Maestricht avec quelques chances de succès, tant que l'armée alliée demeurait dans sa position actuelle, le maréchal de Saxe résolut de tenter celui de Berg-op-Zoom. Les Français avaient un parc d'artillerie de siége de ce côté-là de la Belgique, indépendamment de celui qu'ils avaient transporté sur la Meuse, dans le dessein de l'employer contre Maestricht. Ainsi, la seule différence qu'il pouvait y avoir entre les opérations contre l'une ou contre l'autre de ces places consistait dans la marche jusqu'à Berg-op-Zoom, qui est éloignée d'environ vingt-six lieues de Maestricht.

Le comte de Lowendahl fut détaché avec 22 bataillons et 10 escadrons, pour faire le siége de Berg-op-Zoom ; tandis que l'armée française demeura sur la Meuse, sous les ordres du maréchal de Saxe. Lowendahl arriva devant Berg-op-Zoom, le 22 juillet, et s'établit la droite à l'Escaut et la gauche sur le petit ruisseau le Zoom.

Les fortifications de Berg-op-Zoom (1) ont subi fort peu de changements, depuis ce siége. Mais, en 1747, Berg-op-Zoom formait l'extrémité droite des lignes de Steenberg ; quelques parties encore subsistantes de ces lignes, peuvent donner une idée de leur force et de leur solidité. Elles s'éten-

---

(1) Ouvrage de l'illustre ingénieur hollandais Coehorn. Il y avait fait construire des réduits terrassés de places d'armes, lesquels contribuèrent beaucoup à prolonger la défense.

daient sur une longueur de près de deux lieues, entre Berg-op-Zoom sur l'Escaut, et Steenberg sur une crique de la mer du Nord. Elles avaient pour objet de couvrir la riche île de Tholen. Indépendamment des forteresses de Berg-op-Zoom et de Steenberg, qui en formaient les flancs, trois forts très-respectables soutenaient encore ces lignes, aux points où elles étaient le plus exposées ; et, en outre, des inondations les protégeaient, sur une grande partie de leur front. Il est évident que l'on ne pouvait investir Berg-op-Zoom, sans forcer au préalable les lignes de Steenberg. Elles étaient gardées alors par plusieurs bataillons campés en arrière. C'est pourquoi, la garnison de Berg-op-Zoom pouvant être renforcée, ou même changée, à volonté, et la communication restant ouverte avec la Hollande, tant par l'Escaut que du côté de Steenberg, pour l'apport des subsistances, des munitions et de tous les autres articles nécessaires à la défense, les chances de succès semblèrent fort contraires aux Français.

Le comte de Lowendahl fit ouvrir la tranchée, dans la nuit du 14 juillet. Il lui fallut tirer des renforts considérables de l'armée de la Meuse. Le corps assiégeant fut porté à 42 bataillons et à 70 escadrons. Malgré cela, les Français auraient dû, après tout, lever le siége, si un conflit ne s'était élevé, au sujet du droit de commander, et de la part respective d'autorité, dévolus d'une part au gouverneur-général de la province, lequel s'était retiré dans Berg-op-Zoom, et de l'autre part, au gouverneur militaire de la forteresse. Il est étrange de dire qu'une place qui soutint soixante-cinq jours de siége, ait été emportée par surprise; ce fut pourtant le cas à Berg-op-Zoom. Les bastions n'étaient pas retranchés, et l'on n'avait pris aucune disposition pour repousser l'assaut. Au moment où il fut livré, la garnison se sauva

vers Steenberg. Toutefois, deux bataillons écossais se couvrirent de gloire, en arrêtant l'ennemi, pendant un temps assez considérable, sur la place, au centre de la ville, et en se retirant ensuite, par la porte de Steenberg, avec armes et drapeaux. Berg-op-Zoom fut pris, le 16 septembre.

Immédiatement après la prise de Berg-op-Zoom, les armées se rendirent de part et d'autre dans leurs quartiers d'hiver.

1748.

Le 26 janvier de cette année, l'Autriche, la Grande-Bretagne et la Hollande signèrent, à La Haye, une convention, par laquelle ces puissances s'engagèrent à augmenter la force de l'armée des Pays-Bas, et à la porter à 192,000 hommes. L'Autriche dut en fournir 60,000; la Grande-Bretagne et la Hollande 66,000 chacune. La perte de la Flandre hollandaise avait occasionné une révolution dans le gouvernement des Provinces-Unies. Le parti républicain s'était vu contraint de se soumettre au rétablissement du Stadhoudérat, dignité qui fut conférée à Guillaume, prince de Nassau-Dietz et représentant de la Maison d'Orange. La prise de Berg-op-Zoom accrut encore les alarmes des Hollandais, et la perspective d'une invasion de la Hollande par les Français les détermina à faire les plus grands efforts, pour tenter de reconquérir les Pays-Bas autrichiens.

Cependant on ouvrit des négociations pour la paix, et les différentes puissances belligérantes envoyèrent, en mars, des plénipotentiaires à Aix-la-Chapelle; ville qui, de commun accord, fut déclarée neutre, et dont les troupes de toutes les nations reçurent l'ordre de ne point approcher, dans de certaines limites.

Cependant Louis XV ne voulut pas que les négociations

entamées entravassent, en aucune façon, les opérations de la guerre, et, dans l'idée que la prise de Maestricht ajouterait beaucoup de poids aux réclamations de ses ministres à Aix-la-Chapelle, il ordonna au maréchal de Saxe d'assiéger cette forteresse.

Dans la campagne précédente, le maréchal de Saxe n'avait pu assiéger Maestricht, après avoir gagné la bataille de Lawfeld ; parce que, malgré sa défaite, le duc de Cumberland ne fut point délogé du voisinage de la place.

La bataille n'eut d'autre effet que de rejeter l'armée alliée de la rive gauche sur la rive droite de la Meuse. Il est évident que, pour assiéger Maestricht avec quelques chances de succès, le maréchal ne pouvait se dispenser, non seulement d'investir la forteresse sur les deux rives de la Meuse, mais encore de réunir, de chaque côté de la rivière, des forces suffisantes, pour pouvoir séparément contenir l'armée alliée. La conduite des manœuvres préalables exigeait le plus grand secret et la plus grande célérité, et il fallut détourner l'attention des alliés par quelqu'autre objet.

Le maréchal de Saxe rassembla ses troupes, vers la fin de mars, entre Lierre et Anvers, et dirigea de l'artillerie de siége sur la dernière place. Ces préparatifs semblèrent désigner Bréda pour but de l'attaque projetée. Entretemps, le comte de Lowendahl réunit, à Malmédy et à Sedan, un corps de 59 bataillons et de 29 escadrons. Ces troupes se mirent en marche vers Maestricht, en traversant le duché de Luxembourg. Elles s'arrêtèrent derrière la Geule, rivière qui, descendant des environs d'Aix-la-Chapelle, se jette dans la Meuse, un peu au-dessous de Maestricht ; elles établirent leur quartier-général au village de Opharen. Le maréchal de Saxe, combinant les mouvements de son armée

27

avec celui qu'exécuta le corps de Lowendahl, et que nous venons de décrire, partit d'Anvers, le 1er avril, et alla camper près de Maestricht, sur la rive gauche de la Meuse. Par suite de ces opérations des armées françaises, Maestricht se trouva investi, le 13 avril.

Le duc de Cumberland était à La Haye, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'investissement de Maestricht. Il se rendit, sans délai, à Ruremonde, où il attira sur le champ les troupes autrichiennes et britanniques cantonnées à Eyndhoven et à Venloo; il envoya aussi aux Hollandais l'ordre de quitter Bréda et Bois-le-Duc, pour venir le rejoindre. Son dessein était de remonter la Meuse et d'attaquer les Français, avant qu'ils n'eussent le temps de fortifier leur position.

Le maréchal de Saxe ordonna au corps de Lowendahl de se maintenir derrière la Geule; et, après avoir fait jeter plusieurs ponts sur la Meuse, pour assurer la communication entre les deux armées françaises, il se posta derrière le petit ruisseau de Lonaken, la droite à la Meuse. Il construisit le long de son front vingt-quatre redoutes, dont chacune fut munie de quatre pièces d'artillerie et d'un bataillon. La majeure partie de son infanterie campait derrière cette ligne, et fournissait les détachements nécessaires aux opérations du siége. Il occupait, en outre, Bilsen et Hasselt à sa gauche, sur le Demer, avec des forces considérables; de cette manière, si les ennemis avaient essayé de tourner la ligne de redoutes et de pénétrer entre les sources du Lonaken et du Demer, ils se seraient exposés à une attaque en flanc sur leur propre droite.

Ces dispositions préliminaires étant achevées, 6,000 travailleurs ouvrirent ensemble la tranchée devant Maestricht, dans la nuit du 15 avril, sous la direction supérieure et

personnelle du maréchal de Saxe. Toutes les mesures qui concernent ce siége paraissent avoir été si parfaitement bien prises, que le succès de l'opération ne pouvait être douteux. La principale attaque eut lieu contre les fronts de la rive gauche de la Meuse. Mais le comte de Lowendahl ouvrit, de son côté, la tranchée, devant les ouvrages de la rive droite. Maestricht se rendit, le 6 mai, après dix-huit jours de siége. La garnison consistait en 23 bataillons et 600 cavaliers, troupes Autrichiennes, Bavaroises et Hollandaises. Les Français avaient employé à ce siége 143 bataillons et 77 escadrons.

Le 30 avril, on signa les préliminaires de la paix; et l'on convint de cesser immédiatement les hostilités dans les Pays-Bas, excepté toutefois devant Maestricht dont la cour de France jugea très-important de terminer le siége avec succès. Comme Maestricht devait être restitué aux Hollandais, le duc de Cumberland adressa au gouverneur de cette place l'ordre de la rendre, dans le cas où le maréchal de Saxe garantirait des termes honorables à la garnison. Le baron Aylva, qui la commandait, ne reconnaissant pas au duc de Cumberland l'autorité nécessaire, on convint simplement de suspendre les armes, jusqu'à ce qu'Aylva aurait reçu des instructions du gouvernement Hollandais ; dès qu'elles lui furent parvenues, et qu'elles eurent été trouvées d'accord avec l'ordre du duc de Cumberland, les Français prirent possession de Maestricht, le 10 mai. La conduite du baron Aylva fut des plus honorables, et sa défense des plus vaillantes. Toutefois, les progrès de l'attaque étaient déjà poussés si avant, au moment de la reddition, qu'il n'aurait plus guères tenu que quelques jours.

Le traité définitif d'Aix-la-Chapelle fut signé le 18 octobre. Par ce traité, Louis XV restitua non-seulement Berg-op-

Zoom, Maestricht et toute la Flandre hollandaise à la Hollande, mais aussi toutes ses conquêtes de Belgique à l'Autriche ; il s'engagea, en outre, à détruire toutes les défenses de mer, ou batteries, qui protégeaient le port de Dunkerque ; quant aux fortifications du côté des terres, elles pouvaient demeurer intactes. Il est digne de remarquer que depuis la paix des Pyrénées jusqu'au jour de la signature du traité d'Aix-la-Chapelle, ce traité fut le seul qui ne procura pas aux Français ou ne confirma point en leur faveur la possession de quelque nouvelle portion de territoire, du côté de la Belgique. Même après leurs revers dans la guerre de la succession d'Espagne, lorsque Marlborough était arrivé jusqu'à Bouchain, la paix d'Utrecht se conclut avec certains avantages pour eux. Ils venaient d'obtenir un plein succès dans les cinq campagnes du maréchal de Saxe ; mais, à la paix, ils firent la cession de toutes leurs conquêtes.

Il eut été infiniment plus sage d'omettre l'article relatif à Dunkerque. Cet article insulta aux sentiments du peuple Français. Il le blessa, sans être de la moindre utilité pour le commerce anglais, à la sûreté duquel on prétendit qu'il était nécessaire. On allégua que Dunkerque protégeait les armateurs français. Ce motif eût été de quelque valeur, appliqué au temps de guerre ; mais, en temps de paix, la place de Dunkerque, quand même elle aurait été aussi forte que Lille, ne pouvait mettre aucune entrave au commerce d'Angleterre ; d'ailleurs, à la reprise des hostilités, il eût suffi de quinze jours au plus, pour construire toutes les batteries nécessaires à la protection du port de Dunkerque et des armateurs français qui pourraient jamais s'y rassembler ; la précaution d'en faire démolir les fortifications paraît donc avoir été presque autant une absurdité, de la part du ministère anglais qui la réclama, que de la part de

Français qui y consentirent, une faiblesse honteuse et contraire à la dignité nationale.

Après le traité d'Aix-la-Chapelle, conclu en 1748, les Pays-Bas jouirent, durant une période de trente-trois années, d'une paix et d'une tranquillité non interrompues, sous la domination douce et loyale de la maison d'Autriche. Les coutumes, les lois et les priviléges furent respectés; les impôts furent légers, et perçus seulement lorsqu'ils avaient été consentis d'avance. Aujourd'hui encore, les vieillards du pays parlent constamment avec affection et avec reconnaissance du gouvernement autrichien, quoique des circonstances postérieures à l'époque où nous sommes parvenus dans ce récit, et que nous mentionnerons à leur date respective, aient produit un soulèvement général contre l'empereur Joseph II. Pendant cette période de trente-trois années il ne s'est passé aucun événement militaire, ni aucun acte politique que l'on puisse supposer avoir exercé la moindre influence sur les guerres subséquentes. C'est pourquoi le plan de cet ouvrage nous permet de franchir cet espace, sans nous arrêter, et de passer à l'année 1781.

1781.

Le fils de Marie-Thérèse, Joseph II, qui à cette époque portait le sceptre impérial, et qui avait succédé à sa mère dans les états héréditaires de la maison d'Autriche, jugea à propos, dans l'année 1781, de demander à la Hollande l'évacuation des forteresses, qu'en vertu du traité de la barrière de 1715, elle occupait militairement dans les Pays-Bas autrichiens. Les allocations pour l'entretien des fortifications et des garnisons de ces places avaient été retenues, depuis plusieurs années et sous divers prétextes, par le gouvernement autrichien. Oubliant également à qui il était rede-

vable de la possession des Pays-Bas (1) et à quelles conditions il les possédait, Joseph porta plus loin encore ses vues de réforme, et son désir d'altérer l'état politique et militaire de ces provinces. Il ne se contenta pas de laisser les forteresses se délabrer, mais il forma le projet de les raser complètement.

Le repos dont les Pays-Bas avaient joui depuis la paix de 1748, et l'alliance de famille que venaient de contracter les maisons d'Autriche et de France, par le mariage de Louis XVI avec l'infortunée Marie-Antoinette, sœur de Joseph, semblent avoir bercé celui-ci de l'idée qu'on ne ferait plus jamais la guerre sur cette frontière. Il fut comme l'homme de la fable, qui, se promenant par un beau jour sur le rivage de la mer, se persuada qu'on ne verrait plus de nouvelles tempêtes. Les forteresses des Pays-Bas avaient occupé, pendant les quatres années 1744, 1745, 1746 et 1747, Louis XV et sa puissante armée, encore que, à cause des circonstances, elles fussent incomplètement pourvues de garnisons à cette époque; en outre, l'armée destinée à soutenir les forteresses dans la défense des Pays-Bas, lors de cette même guerre, fut affaiblie par le rappel des régiments britanniques, qui eurent à réprimer une insurrection dans leur propre pays, et par la nécessité où l'on se trouva d'employer les troupes autrichiennes à d'autres services. Mais le souvenir de ces faits paraît s'être échappé de la mémoire de ceux qui conseillèrent la démolition des forteresses; et puisqu'elles n'avaient point été capables, pas plus que les garnisons de la barrière, d'arrêter le maréchal de Saxe dans la conquête des Pays-Bas, on résolut de se débarrasser des unes et des autres. Au lieu de faire disparaître les inconvénients du traité de la barrière, et de stipuler de meilleurs arrangements pour l'avenir, on

(1) Les services rendus avaient été réciproques.

prit le parti de rejeter le système tout entier. Certes, nous pouvons bien nous écrier ici, avec le moraliste français : « L'expérience des pères est perdue pour les enfants. »

1782.

Les troupes hollandaises évacuèrent les places de la barrière au commencement de cette année ; et Joseph II donna immédiatement l'ordre d'en démolir les fortifications. On se souvient que le traité de la barrière fut conclu, sous la médiation et sous la garantie de l'Angleterre. Cependant, le gouvernement britannique, absorbé par les soins de la guerre d'Amérique, et actuellement en hostilité avec les Hollandais, n'intervint pas. Le gouvernement de Hollande se vit contraint de céder ; il ne reçut de la part des ministres de Joseph, que des réponses dures et laconiques à toutes ses représentations, et il rappela enfin ses régiments ; mais il protesta officiellement contre la violation de ses droits et des traités existants.

1783.

La facilité avec laquelle l'empereur Joseph II avait réussi dans sa prétention, relativement au départ des troupes hollandaises, l'encouragea pour élever de nouvelles réclamations, vis-à-vis du gouvernement des Provinces-Unies. Les Hollandais occupaient trois forts, ou pour mieux dire trois redoutes, construites au bord du canal entre Bruges et l'Écluse; Joseph II s'en empara, en alléguant pour prétexte que le terrain sur lequel elles étaient situées se trouvait dans les limites des Pays-Bas autrichiens. Il fit aussi déterrer et jeter dans les fossés de Liefkenshoek le cadavre d'un soldat hollandais, décédé en garnison dans ce fort, et qui avait été enseveli, à l'endroit consacré dans le voisinage. Le prétexte allégué fut, de nouveau, que le corps avait été déposé dans

les limites du territoire autrichien. Ce dernier moyen adopté par Joseph II, pour faire valoir ses droits, révolte tellement la nature , que , sans les témoignages authentiques qui rendent le doute impossible , on oserait à peine imaginer qu'un semblable outrage ait jamais pu être sanctionné par un gentilhomme ayant quelques sentiments d'honneur ou quelqu'éducation, bien moins par celui que son titre d'Empereur aurait dû faire souvenir qu'il était lui-même soldat.

1784.

Cette année, les plénipotentiaires impériaux et hollandais ouvrirent des conférences à Bruxelles, pour tâcher d'arranger à l'amiable les différents existants. Le ministre de Joseph réclama pour son maître, Maestricht, Berg-op-Zoom, et généralement toutes les places et tous les territoires, qui dans l'origine avaient fait partie des Pays-Bas espagnols , mais qui , après avoir été conquis par les Hollandais pendant leur longue lutte contre l'Espagne, leur avaient été cédés définitivement par cette puissance , à la paix de Munster, en 1648. Toutefois, Joseph offrit de se désister de ses réclamations, si les Provinces-Unies voulaient consentir à lever complètement les entraves de la navigation de l'Escaut, de manière que les bâtiments et les vaisseaux de tout tonnage fussent autorisés à descendre et à remonter la rivière, entre la mer et Anvers. Il est clair que, dans toutes ses mesures antérieures, Joseph eut en vue ce dernier point, et que les demandes de nouveaux territoires ne furent mises en avant, que pour masquer le but véritable qu'il s'était proposé.

Convaincu que les Hollandais ne hasarderaient point d'entrer en hostilité avec lui, Joseph donna des ordres pour qu'un vaisseau, sous pavillon impérial, essayât de faire

voile d'Anvers à Ostende, et pour qu'un brick, sous le même pavillon, allât d'Ostende à Anvers. Ces deux bâtiments furent contraints d'amener et de rentrer respectivement au port dont ils étaient partis. Joseph fit aussitôt rappeler l'ambassadeur qu'il avait à La Haye, et tout sembla présager une rupture prochaine.

1785.

Le 8 novembre de cette année, l'Empereur et les Hollandais signèrent, à Fontainebleau, sous la médiation de la France, un traité, par lequel Joseph abandonna ses prétentions sur Maestricht, sur Berg-op-Zoom et sur les autres places qu'il avait soutenu faire partie des Pays-Bas autrichiens; il renonça, en outre, au projet d'ouvrir la navigation de l'Escaut. Les Hollandais cédèrent Lillo et Liefkenshoek à l'Empereur, et consentirent à démolir deux petits forts, qu'ils avaient sur la rive droite de l'Escaut, un peu au-dessous de Lillo, le fort La Croix et le fort Frédéric-Henri. On s'arrangea aussi, à l'amiable, au sujet de la frontière entre la Flandre autrichienne et la Flandre hollandaise.

Ainsi finit la guerre, si on peut appeler de ce nom, le différent entre l'Empereur Joseph et la Hollande; guerre commencée aussi inconsidérément, qu'elle fut précipitamment abandonnée. Joseph n'avait fait aucun préparatif, ni pris aucune mesure, pour appuyer ses demandes; il paraît s'être reposé entièrement sur la supposition, que les Hollandais voulaient, à tout prix, demeurer en paix avec lui. Quand il les vit fermes et résolus, il fut obligé de se désister.

Il ne sera pas hors de propos de remarquer ici combien l'histoire nous offre d'évènements, qui, après avoir été prévus d'avance par les hommes d'état les plus sages, soit

avec une grande anxiété, soit avec une vive satisfaction, arrivent enfin sans amener aucune conséquence, qui fut réellement ou fort à craindre ou fort à désirer. L'Escaut est maintenant ouvert, et il l'est depuis des années; nous ne voyons pourtant pas diminuer le commerce d'Amsterdam, ni la Hollande s'appauvrir comme on l'avait prédit. Joseph II s'imagina que son alliance avec la France lui permettrait de démolir les forteresses, et de réduire sans danger l'armée des Pays-Bas; et ce fut sous la médiation de la France, que, malgré lui, les Hollandais tinrent l'Escaut fermé; bien plus, la France se déclara prête à faire la guerre, pour prévenir les empiètements de l'Empereur sur la Hollande. Tant il est vrai, et sans doute on peut ajouter : tant il est heureux, que les liens du sang ou de la parenté, entre les chefs des états, sont fragiles, quand il s'agit d'atteindre un but politique, ou quand ces liens sont en opposition avec les intérêts des gouvernements!

1787.

La politique de la France l'avait engagée à s'interposer, comme médiatrice, entre Joseph II et les Hollandais; le traité de Fontainebleau, comme on l'a vu, fut négocié et signé sous son influence. Le ministre plénipotentiaire français, le comte de Vergennes, se montra très-désireux de rompre l'alliance politique de l'Angleterre et de la Hollande; et il mit en œuvre tous les moyens et toute l'influence dont il put disposer, pour créer parmi les Hollandais un parti favorable à la France. Ce furent là les motifs réels et les véritables vues du gouvernement français, lorsqu'il soutint la cause de la Hollande, dans l'affaire de la navigation de l'Escaut. Les mêmes raisons continuèrent de diriger sa conduite. Ayant trouvé les membres de la maison d'Orange, et pres-

que toutes les principales familles de l'aristocratie en Hollande, attachés par habitude, par l'effet de longues relations, par principe, à leur ancienne alliance avec l'Angleterre, le comte de Vergennes fut assez faible, et assez peu clairvoyant, pour encourager les réformateurs ou *patriotes* des Provinces-Unies ; en conséquence, ceux-ci ne tardèrent pas à se vanter de l'appui qu'ils pourraient obtenir de la France, s'ils tentaient d'opérer une révolution dans le gouvernement et d'enlever l'autorité au Stadhouder. Dans cette situation des esprits, d'ailleurs profondément imbus des fatales idées d'innovation, qui, vers cette époque, commençaient à se répandre en Europe, il n'était pas présumable que les patriotes hollandais attendissent longtemps une occasion, ou un prétexte, pour troubler la tranquillité du pays. C'était une prérogative bien établie du Stadhouder, de nommer aux emplois de la magistrature. Dans la Gueldre, les villes d'Elbourg et de Hattem, ne voulurent pas reconnaître l'autorité de ceux dont l'investiture avait eu lieu par cette voie. Sur la requête des états de la province, le Stadhouder, afin de réprimer l'esprit de mutinerie de ces deux villes, y envoya des troupes en quartier, avec l'ordre de se tenir prêtes, pour exiger au besoin par la force l'obéissance aux lois et aux coutumes de la République. Le 22 septembre 1786, les états de la province de Hollande, faisant cause commune avec les habitants d'Elbourg et de Hattem, suspendirent le Stadhouder du commandement de l'armée. Les diverses provinces embrassèrent divers partis dans cette querelle.

Le Stadhouder quitta la Hollande, et se rendit à Nimègue; les cours de France et de Berlin envoyèrent, chacune de leur côté, des ambassadeurs dans cette ville, afin de tâcher d'arranger les choses à l'amiable ; mais il fut impossible de rien

conclure. L'irritation était égale de part et d'autre ; et tout faisait voir que la question ne se déciderait que par la force des armes, et qu'une guerre civile approchait à grands pas.

Dans ce moment critique, où la plus légère étincelle pouvait allumer un incendie, qui ne s'éteindrait qu'après les scènes les plus affreuses, dans le sang et dans l'agitation, la femme du Stadhouder, sœur du roi de Prusse, entreprit le voyage de Nimègue à La Haye. Elle fut arrêtée, à Schoonhoven, sur la frontière de la province de Hollande, par un détachement de troupes au service des États de Hollande; et forcée ensuite de retourner à Nimègue, après avoir été retenue prisonnière pendant quelque temps. Cet outrage fait à sa sœur, fournit au roi de Prusse l'occasion, qu'il saisit avec empressement, d'intervenir dans les affaires intérieures de la Hollande. Ayant d'abord vainement demandé satisfaction, il donna ordre au duc de Brunswick, oncle du Stadhouder de conduire en Hollande 30,000 hommes de troupes prussiennes. Le parti des patriotes s'attendait à être soutenu par la France ; et, en effet, l'ambassadeur français à Berlin fit savoir dans une déclaration officielle, que la cour de France ne souffrirait aucune intervention étrangère ou armée, dans les querelles des Hollandais, et qu'au besoin, toutes les forces et toutes les ressources de la France seraient employées à protéger l'indépendance de la République. L'Angleterre, de son côté, se déclara prête à défendre le Stadhouder, contre les attaques de la France. Une guerre générale semblait donc imminente, et, selon toutes les probabilités, elle aurait éclaté réellement, si les troupes des patriotes s'étaient trouvées capables pendant une seule campagne, de tenir tête à l'armée prussienne. La décision et la célérité du duc de Brunswick rétablirent l'ordre à l'instant. Il entra en Hollande au mois de septembre ; et, après

quelques faibles efforts, il prit possession d'Amsterdam, le 11 octobre. Dès le 31 octobre, le Stadhouder se vit de nouveau complètement maître de l'autorité.

L'armée prussienne, destinée à l'invasion de la Hollande, se rassembla à Wesel, sur le Rhin, à la fin de la première semaine de septembre. La cour du Stadhouder était à Nimègue; un corps de troupes hollandaises, restées fidèles à son Altesse, et consistant en 9 bataillons et en 7 escadrons, occupait Amersfoort et les environs, sous le commandement personnel du Stadhouder. Ainsi, le duc de Brunswick ne dut s'attendre à aucune opposition dans les passages du Rhin, du Waal et de l'Yssel, et il fut entièrement libre dans le choix de sa ligne d'opérations. Les patriotes avaient fixé leur quartier-général à Utrecht, et s'étaient postés, la gauche à Naarden, sur le Zuyderzée, et la droite à Gorcum, sur le Waal, vers l'extrémité de Biesbosch. Cette ligne est coupée par le Rhin, qui, sur une étendue de quelques lieues, coule parallèlement au Waal. Les patriotes se jetèrent, en force, dans Vianen, située au point d'intersection, et fortifièrent très-soigneusement cette place importante.

L'armée prussienne avança en trois colonnes. La première passa l'Yssel, près d'Arnheim, et se porta, par Amersfoort, sur Naarden. La seconde traversa également l'Yssel, mais, tournant ensuite à gauche, elle alla passer le Rhin, à Arnheim, et marcha sur la rive gauche de ce fleuve, avec le dessein d'attaquer Vianen. La troisième colonne, après avoir passé le Rhin à Wesel et le Waal à Nimègue, se dirigea par la rive droite du Waal contre Gorcum. La facilité des transports, que le Waal et le Rhin procuraient aux deux colonnes avançant par ces rivières, détermina le duc de Brunswick à mener avec lui tout le matériel nécessaire, soit pour un siége, soit pour la construction des ponts dont il pourrait avoir besoin.

A l'approche des Prussiens, le Rhingrave de Salm, auquel les patriotes avaient conféré le commandement de leur armée, abandonna Utrecht. Les troupes se retirèrent sur Amsterdam et sur Muyden, mais non sans perdre beaucoup de monde, par les désertions qui eurent lieu tant à l'intérieur qu'au corps du Stadhouder. Un fait extrêmement curieux, c'est que le Rhingrave lui-même ne reparut plus jamais; on ne retrouva même pas son cadavre; et l'on ignore, jusqu'à ce jour, s'il se détruisit de sa propre main, ou s'il fut tué dans la retraite par quelques-uns de ses soldats débandés. Il semble y avoir eu une panique universelle. Les postes les plus solides furent abandonnés en confusion; et les Prussiens ne rencontrèrent nulle part d'opposition, jusqu'aux portes d'Amsterdam.

On se souvient que Louis XIV occupa Utrecht, en 1672, et que néanmoins il lui fut impossible de faire la moindre impression sur la Hollande. La campagne demeura alors imparfaite dans son objet le plus difficile : la prise de possession d'Amsterdam. Mais les circonstances actuelles étaient bien différentes. Les patriotes ne formaient un parti que dans la province de Hollande; ils ne comptaient, parmi leurs adhérents, ni les propriétaires fonciers, ni les paysans, ni l'armée. C'étaient principalement des bourgeois turbulents et querelleurs, avec des gens sans aveu ou ruinés. Il est incontestable qu'il s'y trouvait aussi un petit nombre de personnes recommandables par leurs richesses, par leur rang, et par la pureté de leurs intentions; mais toutes celles-là ayant reconnu leur erreur, et désireuses maintenant de soustraire leur pays anx horreurs de la guerre, se hâtèrent de faire leur soumission au Stadhouder. Les troupes régulières obéirent à un ordre que leur avait adressé Son Altesse; et quittant Amsterdam elles s'acheminèrent vers Bréda et

et Bois-le-Duc, pour y attendre ses commandements ultérieurs. Le 10 octobre, la ville d'Amsterdam capitula devant le duc de Brunswick, et le 11 une garde prussienne prit possession de la porte de Leyden.

Avant la reddition d'Amsterdam, le duc de Brunswick avait résolu, pour le cas où il se verrait obligé d'en venir aux moyens extrêmes, d'avancer par la gauche. Quoique les patriotes eussent rendu les forteresses de Naarden, de Muyden et de Weesp, aux Prussiens, ceux-ci n'auraient pu cependant approcher d'Amsterdam par la droite, à cause des bâtiments armés et des canonnières qui couvraient le Zuyderzée. Il eût été, à très-peu près, aussi difficile d'avancer par la gauche, si les insurgés avaient eu la précaution, qu'ils eussent pu prendre aisément, d'introduire quelques canonnières dans le lac ou mer de Harlem. Cette précaution importante ayant été négligée ou perdue de vue, le duc de Brunswick profita de la faculté qui lui en fut laissée, pour pousser un corps prussien au travers du lac, et pour tourner ainsi l'ennemi à Amstelven, et en d'autres points que les Prussiens occupèrent, sur les digues qui constituaient les seuls accès pratitables. Plusieurs officiers anglais suivaient, comme volontaires, l'armée du duc de Brunswick : dans l'opération du passage du lac de Harlem, ils rendirent de grands services, familiarisés qu'ils étaient avec la conduite des troupes sur bâteaux, et avec les détails d'embarquement et de débarquement, détails que l'état-major prussien entendait fort peu. L'on attribue à l'un d'eux, le colonel Gordon, l'idée première de la mesure elle-même, qui fut d'un effet décisif sur le sort d'Amsterdam.

Six bataillons prussiens demeurèrent à Amsterdam, pendant le temps nécessaire au Stadhouder pour réorganiser l'armée hollandaise. Le duc de Brunswick quitta la Hollande,

au mois de novembre, avec le reste de ses troupes. L'expédition de Hollande ne coûta à l'armée prussienne que 221 hommes tués ou blessés.

1789.

Cette année est remarquable, dans les annales de la Belgique, par l'insurrection des habitants contre l'empereur Joseph II. Ils se constituèrent en république indépendante, et forcèrent les troupes autrichiennes à évacuer leurs provinces. Ces événements eurent pour cause l'imprudente précipitation avec laquelle Joseph essaya d'introduire certaines réformes; quoique peut-être favorables, après tout, aux intérêts du peuple, et certainement inspirées au gouvernement autrichien par le désir de bien faire, ces réformes ne pouvaient néanmoins être acceptées sur le simple décret de l'Empereur : son pouvoir, en Belgique, n'était pas plus grand que celui que la constitution des provinces avait reconnu à ses prédécesseurs, les ducs de Brabant et de Limbourg, conformément aux termes de la *Joyeuse Entrée*, la charte fondamentale des Pays-Bas. Voici quels furent les principaux actes d'autorité exercés par Joseph, actes qui firent enfin éclater l'insurrection et qui manquèrent d'enlever ces belles provinces au gouvernement autrichien : il supprima arbitrairement un grand nombre de couvents, aussi bien que les écoles diocésaines; il substitua aux établissements ainsi abolis un séminaire, dont il fixa le siége à Louvain, et une université qu'il ouvrit à Bruxelles; soumettant l'une et l'autre au contrôle et à l'autorité du gouvernement; dans la judicature, il priva les provinces de leurs cours spéciales, et créa une cour générale à Bruxelles, avec pouvoir d'appel à Vienne, pour certains cas particuliers.

Ces mesures furent promulguées, une première fois, en

1787; mais le mécontentement qu'elles excitèrent, et l'irritation qu'elles produisirent dans l'esprit du peuple, les firent révoquer. En automne 1787, Joseph ordonna de faire avancer en Belgique de 30,000 à 40,000 hommes de troupes autrichiennes; se sentant plus fort alors, il poursuivit ses projets de réforme; et comme d'un autre côté les États ne voulurent plus voter de subsides, on dut évidemment s'attendre à voir commencer sur le champ les hostilités. Le 7 janvier 1789, l'Empereur déclara aux États de Brabant, qu'eu égard à leur persistance dans le refus d'accorder les subsides accoutumés, il se considérait lui-même comme dégagé des obligations que lui imposait la *Joyeuse Entrée.* On peut envisager ce manifeste comme une déclaration de guerre.

Le cardinal Frankenberg, archevêque de Malines, le duc d'Ahremberg, et un grand nombre de députés des États s'étaient retirés à Bréda, d'où ils écrivirent à l'Empereur, qu'ils en appelaient à Dieu et à leurs épées.

Ce ne fut, toutefois, qu'en octobre qu'eurent lieu les premiers actes de véritable hostilité. Le général autrichien Schrœder, à la tête de 3,000 hommes de troupes impériales, attaqua un corps de Brabançons rassemblé à Turnhout entre Bréda et Anvers sous le commandement de Van der Meersch. Les Autrichiens furent repoussés, et perdirent un grand nombre de prisonniers.

L'insurrection avait également éclaté à Gand, le 13 novembre, et la garnison autrichienne avait été forcée d'évacuer la ville. Le général Alton, qui commandait l'armée impériale dans les Pays-Bas, jugea convenable de conclure un armistice, le 2 décembre, avec le général insurgé Van der Meersch, dans l'espoir que la cour de Vienne adopterait quelque mesure propre à calmer l'état d'irritation, qui visiblement allait toujours croissant et qui devenait fort alarmant. Mais bientôt

après, le 12 décembre, Alton se vit obligé de se soumettre à une capitulation, dans Bruxelles, dont les habitants avaient pris les armes contre la garnison autrichienne. Il fut obligé de se retirer à Namur, en laissant derrière lui ses armes, son artillerie, ses munitions et tous ses autres effets militaires. Le 13 décembre, l'indépendance de la Belgique fut proclamée à Bruxelles. L'armée impériale, à laquelle se réunirent les garnisons et les détachements de différents points de la contrée, quitta Namur le 21 décembre, et se retira vers Luxembourg, poursuivie par les troupes belges, sous le commandement de Van der Meersch.

1790.

Les députés du Brabant, des Flandres, du Hainaut, de Namur, de Malines, d'Anvers, de Tournai, de la Gueldre et du Limbourg s'assemblèrent, le 7 janvier, à Bruxelles, et élurent un conseil de gouvernement, pour l'administration des affaires publiques. Ils envoyèrent des agents à Londres et à Berlin, afin d'y faire reconnaître la nouvelle république, s'il était possible.

Le malheureux auteur de tous ces événements, l'empereur Joseph II mourut, le 20 février. Sa conduite paraît avoir été si incertaine et si peu conforme aux principes d'un gouvernement régulier, qu'on n'en saurait citer un second exemple chez aucun monarque qui fut jamais assis sur le trône. D'une part il fit tomber les forteresses et les citadelles de la Belgique, de manière à se priver de tout moyen de coërcition; tandis que de l'autre il commit les actes les plus arbitraires, complètement en opposition avec les sentiments et l'opinion de ses sujets. Joseph II vécut assez pour voir éclater l'incendie qu'il avait allumé; mais, certes, il est permis de

douter qu'on eût eu les mêmes facilités à l'éteindre, s'il était mort plus tard.

Léopold II, ayant succédé à Joseph, publia aussitôt un manifeste, dans lequel il désapprouva les mesures que son frère avait adoptées à l'égard des Pays-Bas, et annonça la résolution qu'il avait prise de gouverner les provinces conformément aux stipulations de la *Joyeuse Entrée*. Il fit suivre cette déclaration de sa volonté et de ses sentiments, par le rassemblement de forces considérables dans la province de Luxembourg. Entretemps, les habitants des Pays-Bas s'étaient divisés en factions, et formaient plusieurs partis distincts. Le Conseil et la plupart des seigneurs et des notables des différentes provinces désiraient un régime fédéral, basé sur l'ancien mode d'élection des députés aux États. Chez les classes inférieures du peuple, et chez quelques-unes des principales familles, les nouvelles doctrines de la parfaite égalité, alors en vogue en France, avaient pris racine. Van der Meersch, le chef de l'armée, comptait dans le dernier parti. Le Conseil lui envoya une députation, pour entrer en conférence. Van der Meersch fit arrêter les députés. Fort irrité d'une telle audace, le Conseil donna l'ordre, à un autre officier à son service, le général Schœnfeld, qui venait de prendre possession de la citadelle d'Anvers après un long blocus, de marcher contre Van der Meersch. Celui-ci partit de Namur à la rencontre de Schœnfeld ; mais, sitôt qu'il eut quitté la ville, les habitants en fermèrent les portes, et se déclarèrent en faveur du Conseil et du général Schœnfeld. Ensuite, les soldats du corps de Van der Meersch s'étant mis à le déserter, il fut lui-même arrêté et envoyé comme prisonnier à la citadelle d'Anvers, le 14 avril.

Cependant Schœnfeld s'avança au-delà de Namur, jusqu'à la ville de Marche, à environ treize lieues et demie de

Luxembourg, à la tête de 15,000 hommes de troupes belges. Il fut attaqué dans cette position, et complètement battu, le 23 mai, par un corps autrichien sous les ordres du comte Baillet de la Tour. Après cet évènement le Conseil des Pays-Bas, ne voyant plus que de faibles chances de pouvoir résister aux armées impériales, eut recours aux gouvernements d'Angleterre et de Hollande, en leur rappelant la garantie qu'ils avaient promise pour le maintien de la constitution et des priviléges des provinces belges à l'époque où elles passèrent sous la domination de l'Autriche, et en leur demandant de s'interposer entr'elles et l'empereur Léopold. En conséquence, la Grande-Bretagne, la Hollande et la Prusse envoyèrent à La Haye des ministres munis de tous les pouvoirs nécessaires comme médiateurs; ceux-ci formèrent en septembre, un congrès près duquel l'empereur Léopold eut de son côté un agent accrédité, et où le Conseil des Pays-Bas fut admis à députer deux de ses membres. Le 10 décembre, on signa de commun accord une convention par laquelle l'Empereur confirma toutes les coutumes et tous les priviléges des provinces composant les Pays-Bas autrichiens, promit une amnistie générale, sauf un très-petit nombre d'exceptions, et révoqua les décrets et résolutions qui avaient donné naissance aux troubles, sous le règne de Joseph; ces conditions arrêtées, la Grande Bretagne, la Hollande et la Prusse garantirent, d'une part, la souveraineté des Pays-Bas à la Maison d'Autriche, de l'autre, aux habitants le maintien de leurs lois, de leurs coutumes et de leurs usages.

Ainsi finit une insurrection, sur laquelle il nous a fallu donner quelques détails, parce qu'elle ébranla l'autorité autrichienne dans les Pays-Bas, et qu'elle contribua assez puissamment à rendre facile la conquête de ces provinces

par Dumourier, deux années plus tard. L'agitation ne s'était calmée qu'avec peine. Les classes inférieures voyaient, du même mauvais œil, et la conduite de leur propre conseil de gouvernement et celle des Autrichiens. Le lien était rompu entre le pays et l'Empereur; et les esprits, disposés d'avance à un changement, s'abandonnaient volontiers, chaque jour, à en discuter la possibilité et la convenance.

1792.

Le 20 avril de cette année les Français déclarèrent la guerre à l'Autriche, et résolurent d'envahir sans délai les Pays-Bas. Les dernières insurrections contre le gouvernement autrichien y avaient été apaisées avec beaucoup de peine; l'on supposait, en France, que les doctrines subversives et les principes républicains des auteurs de la révolution française s'étaient propagés dans les Pays-Bas, et l'on espérait que la masse du peuple y seconderait les efforts de l'armée envahissante. Rassemblés sous l'impression de ces idées, les préparatifs militaires des Français ne furent en rapport ni avec l'importance de l'opération qu'ils allaient entreprendre, ni avec la force bien connue de l'armée autrichienne. En effet, les troupes autrichiennes dans les Pays-Bas étaient, cette année, plus nombreuses qu'antérieurement, à cause des renforts considérables que la dernière révolte y avait fait accourir.

Le plan de l'invasion projetée contre les Pays-Bas consistait dans une attaque simultanée sur Mons, sur Tournai et sur Furnes, à l'aide de trois corps, de 10,000 hommes chacun, et qui durent partir respectivement, le même jour, de Valenciennes, de Lille et de Dunkerque. Un quatrième corps eut mission de descendre la vallée de la Meuse, de prendre possession de Namur et de Huy, et de pénétrer

jusqu'à Liége. Le corps destiné à l'attaque de Mons se porta, de son camp de Famars près de Valenciennes, d'abord à Quiévrain, puis delà jusqu'à Boussu, à deux lieues de Mons. Il eut avec les troupes légères des Autrichiens quelques escarmouches sans importance, tant à Quiévrain, qu'en avant de Boussu. Le terrain à la hauteur de Boussu présentant certains avantages de position, et le jour manquant pour avancer jusqu'à Mons, le général français, Biron, après avoir poussé l'ennemi contre cette place, retourna à Boussu, où il bivouaqua, avec le dessein de poursuivre sa marche le lendemain.

Pendant la nuit, les troupes françaises, agitées par les passions qui embrâsaient la France entière à cette époque, se défiant de leurs officiers, et assez bien instruites des scènes révolutionnaires de Paris pour en être devenues complètement insubordonnées, éclatèrent en une révolte ouverte et obligèrent leur général de battre en retraite sur Quiévrain; puis, à l'approche d'une patrouille autrichienne, elles se mirent à fuir au plus vite, de Quiévrain vers Valenciennes, laissant derrière elles leurs canons, leurs tentes et leurs bagages, qui tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

La colonne dirigée sur Tournai fut encore plus malheureuse. Elle rencontra, entre Baisieux et les hauteurs de Marquain, à environ cinq quarts de lieue de Tournai, un corps autrichien de 3000 hommes, qui avait été poussé en avant de Tournai. Les Français cédèrent aussitôt le terrain, et abandonnant leur artillerie à l'ennemi, comme devant Mons, ils se retirèrent vers Lille dans la plus extrême confusion. Les soldats, pendant la fuite vers Lille tuèrent leur général et un ou deux officiers; ils massacrèrent aussi, dans leur rage, quelques prisonniers autrichiens qui avaient eu le malheur de leur tomber entre les mains.

L'officier général chargé des mouvements de la colonne française entre Dunkerque et Furnes prit possession de la dernière place, sans éprouver aucune résistance; mais le mauvais succès des deux attaques tentées sur sa droite l'engagea à se rabattre en arrière sur Dunkerque.

Le corps destiné à pénétrer dans les Pays-Bas par la Meuse se rassembla à Givet. La Fayette le commandait. Ce corps n'alla pas plus loin que Givet, vu le résultat des opérations contre Mons et contre Tournai.

L'attaque projetée contre la Belgique avait échoué complètement, et les Autrichiens qui marchaient en avant sur la frontière, avaient jeté la France dans les plus vives alarmes. L'armée française, afin de mieux résister, alla occuper différents camps retranchés. Le terrain que fortifia jadis le maréchal de Berwick près de Maubeuge après la bataille de Malplaquet, le camp de Famars aux environs de Valenciennes, la langue de terre comprise entre la Scarpe et l'Escaut à leur jonction au-delà de St-Amand près du village de Maulde, et les retranchements élevés par Vauban sous la place de Dunkerque, furent choisis, comme autant de positions avantageuses, dans lesquelles on concentra et on forma divers corps de troupes, et dont l'occupation temporaire parut devoir garantir le pays contre l'invasion ennemie, et donner le temps de retremper le moral du soldat.

Les Autrichiens n'avaient pas l'intention de pénétrer en France par la Flandre française. Ils firent une incursion jusqu'à Bavay, et une autre de Charleroy à Pont-sur-Sambre; mais ce furent là de simples feintes pour détourner l'attention des Français de l'attaque véritable, que les Prussiens soutenus d'un corps considérable d'émigrés, avaient le projet d'exécuter sur la Moselle, et à laquelle devait prendre part un détachement de l'armée autrichienne

des Pays-Bas. Les Prussiens, les émigrés et les Autrichiens se virent dans l'impossibilité de poursuivre leur marche au-delà de Ste-Menehoult sur l'Aisne, où les arrêtèrent les manœuvres judicieuses de Dumourier ; mais les détails du service important que ce général rendit à son pays, dans cette occasion, n'entrent pas dans le cadre des événements militaires des Pays-Bas. Pour être en état de résister aux alliés entre la Moselle et la Meuse, Dumourier avait été obligé de diminuer considérablement les forces commises à la défense de la Flandre française. Le duc de Saxe-Teschen, gouverneur des Pays-Bas autrichiens, profita de cette circonstance, pour se rendre de Tournai devant Lille, et pour bombarder cette dernière place, dans l'espoir de contraindre la garnison, déjà mutinée et que l'on croyait, en outre, numériquement fort au-dessous des besoins de la défense, à admettre les troupes Autrichiennes dans la place. La retraite des Prussiens sur la Moselle, et l'approche de Dumourier, avec l'armée française engagèrent le duc de Saxe-Teschen à abandonner son entreprise et à rentrer dans les Pays-Bas autrichiens. Ce fut le 7 octobre que les Autrichiens revinrent à Tournai de leur position devant Lille.

Quoiqu'on fût déjà à l'arrière saison, le gouvernement français résolut de faire un nouvel effort pour conquérir les Pays-Bas autrichiens. L'armée autrichienne était affaiblie, par l'absence du corps détaché au-delà de Luxembourg pour coopérer à l'invasion des Prussiens en France, et qui n'était pas encore de retour dans les Pays-Bas. L'armée française était nombreuse, et fière de ses succès. Il faut se souvenir aussi que les forteresses, qui, dans les guerres précédentes, contribuèrent si puissamment à la défense de la Belgique, se trouvaient maintenant presque entièrement démantelées. Le projet des Français était donc conforme,

sous tous les rapports, aux principes les plus sains de l'art militaire. L'expérience de tous les temps a démontré l'utilité de poursuivre ses premiers succès, et de ne laisser que le moins possible à l'ennemi le temps de se remettre d'un revers inattendu et de s'organiser pour la défensive. Dumourier, qui commandait les forces françaises destinées à l'attaque des Pays-Bas autrichiens, résolut de la faire en quatre colonnes; la première, à droite, forte de 16,000 hommes, dut descendre la vallée de la Meuse, prendre possession de Namur, et empêcher le corps autrichien qui accourait du Luxembourg, de passer la Meuse, et de coopérer avec le duc de Saxe-Teschen à la défense de la Belgique. La deuxième colonne, qui consistait en un corps de 12,000 hommes, dut marcher de Maubeuge à Charleroi, puis descendre la Sambre, et agir de concert avec la première colonne dans l'attaque de Namur et contre le corps autrichien venant du Luxembourg. La troisième colonne se rassembla à Famars près de Valenciennes. Elle était de 40,000 hommes, sous la conduite de Dumourier lui-même, et elle devait se diriger par Mons sur Bruxelles. Enfin, la quatrième colonne, qui s'élevait à 18,000 hommes, eut l'ordre de prendre possession de Tournai, et d'avancer par la vallée de l'Escaut.

D'abord, les Autrichiens n'eurent pas plus de 26,000 hommes dans les Pays-Bas, pour résister à l'invasion des Français. Le corps qu'ils attendaient du Luxembourg consistait en 15,000 hommes, sous le commandement du général Clairfayt. Il rejoignit avant que les Français commençassent leurs mouvements, la colonne désignée pour avancer par la Meuse n'ayant pu compléter sa formation qu'après l'époque où, selon les calculs arrêtés d'avance, elle eût dû atteindre Namur. L'armée défensive des Autri-

chiens en Belgique s'éleva ainsi à un peu plus de 40,000 hommes. A peine pourrait-on regarder cette force comme suffisante pour l'objet qu'elle eut à remplir, et cependant le duc de Saxe-Teschen réduisit encore l'intensité de ses ressources, en les disséminant sur un trop grand nombre de points, et en agissant sur une ligne de défense trop étendue. Il occupa par différents détachements Warneton sur la Lys, le Mont de la Trinité, en arrière de Tournai, sur l'Escaut, Bury, sur la chaussée qui conduit de Condé en Belgique, et en outre la citadelle de Namur. Lui-même, à la tête d'environ 26,000 hommes, il se plaça en travers de la chaussée de Valenciennes à Mons, la droite sur la Haine à St.-Ghislain, et la gauche contre l'épaisse forêt de Sars, dans le dessein de s'opposer à la marche des Français vers Mons.

Mais il était facile aux Français de tourner cette position de l'armée autrichienne, puisqu'ils tenaient Condé, où la Haine joint l'Escaut. Dumourier poussa, en effet, un corps de 8,000 hommes au travers de Condé, ce qui obligea les Autrichiens d'étendre leur droite au-delà de la Haine pour faire face à l'ennemi venant de ce côté et, conséquemment, d'affaiblir leur centre à proportion. Les Français en profitèrent; et, attaquant la droite primitive devenue à présent le centre de la position autrichienne, ils prirent possession du village de Thulin. Les Autrichiens reculèrent; mais, après avoir concentré leurs forces, ils se postèrent la droite au village de Jemmapes, sur la Haine, et la gauche au village de Cuesmes. Ils avaient préparé de longue main et fortifié cette position : plusieurs redoutes garnies d'artillerie en défendaient les accès.

Bien que ce terrain eût été choisi d'avance, il est impossible d'accorder qu'il le fut judicieusement. La droite,

il est vrai, n'en saurait être tournée ; mais la gauche, qui se trouve fort en arrière, peut être embrassée ou même enveloppée et battue, en tous sens, par les feux de toute espèce de l'assaillant. Il est étonnant que les Autrichiens ne se soient pas retranchés sur les hauteurs voisines de Bertaimont ; car, sans aucun doute, elles leur eussent procuré des avantages défensifs infiniment plus grands.

Le 6 novembre, Dumourier attaqua l'armée autrichienne. Il emporta, malgré la plus vigoureuse résistance, les deux villages de Jemmapes et de Cuesmes. Les Autrichiens perdirent 4000 hommes en tués et en blessés, et furent forcés de battre en retraite sur Bruxelles. Le lendemain les Français prirent possession de Mons. Le détachement que Dumourier avait lancé par Condé pour menacer la droite des Autrichiens avant que lui-même n'abordât leur position, poursuivit sa route sitôt que l'issue de la bataille de Jemmapes fut connue, et il alla prendre possession d'Ath, le 8 novembre.

Le duc de Saxe-Teschen rappela tous les corps qu'il avait détachés sur divers points de la frontière, et concentra ses forces à Halle en avant de Bruxelles. Il évacua Bruxelles, le 13 novembre ; et, se retirant par Louvain et par Tirlemont, il passa la Meuse à Liége, le 27 du même mois. La colonne sous les ordres personnels de Dumourier, colonne qui venait de rejoindre le détachement entré dans Ath, suivit les Autrichiens, puis, après avoir pris possession de Bruxelles, de Louvain, de Tirlemont et de Liége, elle se mit en cantonnement d'hiver entre la Roer et la Meuse, le 12 décembre,

Les deux colonnes destinées à pénétrer par la Meuse et par la Sambre arrivèrent trop tard, comme nous l'avons déjà dit, pour arrêter sur la Meuse le corps autrichien ve-

nant de la province de Luxembourg. Cependant, après s'être emparées de Namur, elles descendirent la vallée de la Meuse, et rejoignirent à Liége le corps qui avait gagné la bataille de Jemmapes.

La quatrième colonne française, chargée de l'attaque sur Tournai, prit possession de cette place, le 8 novembre, sans rencontrer d'opposition. Elle occupa ensuite Gand, Audenarde et Anvers. Il ne fut nécessaire nulle part d'ouvrir la tranchée, si ce n'est devant la citadelle d'Anvers qui se rendit le 30 novembre. Un détachement de la garnison de Dunkerque reçut l'ordre de prendre possession de Nieuport et d'Ostende, places qui, abandonnées à elles-mêmes par la retraite des garnisons autrichiennes, ouvrirent l'une et l'autre leurs portes aux Français.

Ainsi, l'armée française se trouva, en un peu plus de six semaines, maîtresse absolue de tout le territoire de la Belgique.

1793.

La France déclara la guerre à l'Angleterre et à la Hollande, le 1er février de cette année. On a regardé cette déclaration comme absurde et comme prématurée. Sans doute il est vrai que la violence et la rage des révolutionnaires insensés, alors en possession de gouverner la France, n'eurent rien d'égal que leur ignorance des intérêts réels et de la vraie politique du pays. Mais, dans l'occurence présente, ils ne paraissent pas avoir agi sans discernement. Il était évident, que ni le gouvernement anglais, ni celui de Hollande, ne souffriraient que la France demeurât en possession de la Belgique, dont naguère encore, par le traité de La Haye, en 1790, ils avaient garanti la souveraineté à la maison d'Autriche. C'est pourquoi, si la France était décidée à se

maintenir dans l'occupation des provinces conquises, elle devait agir avec la conviction, qu'à la fin elle aurait à lutter contre l'Angleterre et contre la Hollande aussi bien que contre l'Autriche. Dans de telles circonstances, il fallait déclarer la guerre et commencer les hostilités contre la Hollande, sous quelque prétexte que ce fut, avant que cette puissance ne pût être préparée à soutenir le choc.

Dumourier forma le projet d'une invasion immédiate en Hollande. Les forces mobiles dont il disposait pour cette expédition ne s'élevaient pas au-delà de 20,000 hommes. Mais il faut remarquer, au sujet des premières campagnes de la guerre de la révolution française, que leur mérite doit se juger sur de tout autres principes que ceux applicables aux campagnes des guerres antérieures. Les meneurs révolutionnaires de France avaient l'art de détacher les peuples de leurs gouvernements dans les pays envahis. Les doctrines de l'égalité et du droit de l'homme précédaient leurs armées; on les accueillait comme les champions de la liberté et comme les amis du peuple, jusqu'à ce que les leçons de l'expérience eussent mis à nu la fatale réalité. Le parti des patriotes, abattu en 1787 par les Prussiens, subsistait en Hollande; et tous ceux qui désiraient la chute du Stahouder et l'établissement d'un régime plus populaire appelaient les Français de leurs vœux, et attendaient avec impatience leur arrivée à Amsterdam.

Vu ces circonstances, si l'on observe que les Français n'eurent à jouer dans la lutte que le rôle d'auxiliaires, on ne trouvera peut-être pas le plan de Dumourier aussi téméraire ou aussi impraticable, qu'il pourrait le paraître examiné du point de vue purement militaire.

Pour pénétrer de la Belgique en Hollande, il faut passer la branche la plus importante du Rhin, branche qu'on ap-

pelle le Waal. Lorsque Louis XIV avança entre le Rhin et la Meuse, en 1672, il tourna réellement la barrière naturelle du Waal, en traversant le Rhin à Tolhuys, au-dessus du point de séparation de ce fleuve et du Waal; l'armée française, en 1702, eut évidemment la même opération en vue, quand le duc de Marlborough prit le commandement des alliés et que par le choix heureux et par la promptitude de ses mouvements il força l'ennemi de battre en retraite. Cependant, Dumourier ne pouvait adopter le même plan; il n'était point en possession des places de la Meuse et du Rhin. Il se proposa donc de traverser le Waal à son embouchure, où il forme une petite mer nommée le Biesbosch, laquelle a de trois quarts de lieue à une lieue de largeur. Il existe trois communications au travers de ces eaux : celle de Willemstad, celle du Moerdyk, et celle du petit village de Laage Swaluwe. Willemstad est une place forte, et elle renfermait une garnison. Laage Swaluwe était trop près de la forteresse de Gertruydenberg. Ce fut, en conséquence, le passage par le Moerdyk que Dumourier résolut de tenter. Il rassembla les troupes destinées à faire partie de l'expédition, à Anvers, dont le Moerdyk est éloigné d'environ douze lieues, et il se mit en marche le 22 février, laissant sur la droite les forteresses de Bréda et de Gertruydenberg, Berg-op-Zoom et Willemstad sur la gauche. Il ne pouvait traverser le Biesbosch qu'à l'aide des bâteaux dont il parviendrait à se saisir. Sur la rive opposée il n'avait ni un hâvre pour le recevoir, ni une tête de pont pour protéger son débarquement. Evidemment le plus profond secret et la plus extrême célérité étaient deux conditions indispensables du succès.

Dans ses mémoires, Dumourier se plaint du manque d'activité et d'énergie du commandant de son avant-garde; le-

quel, faute de pousser assez promptement en avant, permit aux Hollandais d'enlever tous les meilleurs bâtiments de transport. Tandis que les assaillants cherchaient à réparer le mal et à réunir les bâteaux nécessaires, les Hollandais eurent le temps de s'organiser pour la résistance sur la rive opposée, et de faire entrer des canonnières et des barques armées dans le Biesbosch. Dès-lors, la tentative était évidemment devenue impraticable. Dumourier n'en demeura pas moins pendant quelque temps encore dans la contrée, espérant toujours effectuer le passage du Biesbosch, bien que chaque heure de retard rendît l'opération plus hasardeuse. Il employa ses troupes, dans l'intervalle, aux blocus de Bréda, de Gertruydenberg et de Willemstad. Après un bombardement partiel, il réussit à se faire ouvrir les portes des deux premières places, dont les garnisons étaient très-faibles. Bréda n'avait que 1200 hommes et un petit nombre de chevaux. Cependant la reddition fut honteuse et prématurée. Elle eut lieu le 24 février, après que quelques projectiles creux eurent été jetés sur la ville par quatre mortiers et par quatre obusiers seulement. Gertruydenberg ne se défendit guère mieux, et céda le 5 mars à une attaque de même nature. Les Hollandais introduisirent par eau des renforts dans Willemstad; et les Français, impuissants pour bloquer la place ou pour lui couper la communication avec la côte opposée, renoncèrent, après quelques jours de bombardement, au projet de s'en rendre maîtres.

Tandis que ces événements se passaient sur le rivage du Biesbosch, une armée autrichienne de 30,000 hommes s'était rassemblée sur l'Erft entre le Rhin et la Roer. Un deuxième corps autrichien de 25,000 hommes accourait des domaines héréditaires de l'Empereur, avec le dessein de

passer le Rhin, à Cologne ou à Wesel selon les occurences, et, en outre, une armée de Prussiens et de Hanovriens, sous les ordres du prince Frédéric de Brunswick, était entrée dans le duché de Clèves, avait traversé la Meuse à Grâve et s'avançait sur Bois-le-Duc. Il est clair que Dumourier aurait dû abandonner son entreprise contre la Hollande, sitôt qu'il se vit déçu dans son projet de surprendre le passage de Biesbosch; la défense de la Belgique réclamait et sa présence et le secours des troupes de l'expédition de Hollande.

Les troupes françaises chargées de garder la Roer remplissaient, paraît-il, leur mission avec beaucoup de négligence; elles semblaient s'être disséminées par la contrée entre la Roer et la Meuse, plutôt pour vivre largement et commodément, dans leurs cantonnements, que pour s'assurer quelqu'avantage militaire. Il n'y avait de forces bien concentrées qu'un seul corps, de 15,000 hommes, employé sur la Meuse au blocus de Maestricht.

Le 1er mars, les Autrichiens commencèrent leurs opérations. Ils repoussèrent les Français depuis la Roer, par dessus la Meuse, jusqu'à environ dix lieues en arrière, puis jusqu'à Louvain environ quatorze lieues plus loin encore. L'armée française se concentra sur les hauteurs en deçà de Louvain, appuyant l'un de ses flancs à la Dyle, et l'autre au canal de Louvain à Malines, et se couvrant, en front, par une avant-garde placée à Tirlemont et par deux postes intermédiaires, établis en échelon à Comptich et à Bautersem afin de conserver la communication. Ce fut dans cette position que Dumourier la rejoignit, le 13 mars.

On se souvient qu'en 1705 Marlborough se jugea hors d'état de forcer le passage de la Dyle sur ce même point, et qu'il fut obligé de faire un long circuit pour tourner la Dyle

et pour conduire son armée devant le front de celle de l'électeur de Bavière et du maréchal de Villeroi. Cependant Dumourier, que cette position ne satisfit point bien qu'elle soit l'une des plus fortes de la Belgique, fit avancer ses troupes au-delà de la Dyle, et plaçant un corps de réserve sous ses ordres directs entre Bautersem et Comptich à cheval sur la chaussée de Louvain à Tirlemont, il occupa avec le restant de son armée la ligne de la grande Gette, la droite à Jodoigne et la gauche à Diest, sur une étendue de près de dix lieues. Il dissémina donc ses forces au moment même où il aurait dû, ce semble, les tenir concentrées. Il envoya même une division en aval de Diest, sur le Demer à Aerschot, afin d'établir la communication avec le corps laissé près de Bréda. Cette division eut ordre de tenir un détachement plus loin encore, à Lierre. Enfin et toujours en vue du même objet, un autre petit corps fut dirigé sur Turnhout.

Dumourier avait avec lui, entre Louvain et Tirlemont, 40,000 hommes d'infanterie et 5,000 de cavalerie. Il avait 18,000 fantassins et 2,000 cavaliers dans le voisinage de Bréda; les détachements d'Aerschot, de Lierre et de Turnhout montaient ensemble à 5,000 hommes; et il y avait, à Namur et sur la Meuse, un corps français de 12,000 hommes d'infanterie et de 1500 cavaliers. Apparemment ces ressources eussent été suffisantes, si l'on en avait judicieusement tiré parti.

Dans la matinée du 15 mars, lendemain du jour que Dumourier fit faire les mouvements décrits ci-dessus, les Autrichiens attaquèrent Tirlemont, qui formait le centre de sa position sur la Gette. Les Français en furent chassés; et les troupes chargées de défendre la Gette sur la droite et sur la gauche de Tirlemont, se replièrent, en voyant la ligne

forcée au centre. Mais les Autrichiens ne poursuivirent pas l'attaque ; et dans la nuit les Français retournèrent se placer sur la Gette, sans toutefois rentrer dans Tirlemont.

Dans la matinée du 16 mars, Dumourier, à son tour, attaqua en force et reprit Tirlemont. Pour se maintenir dans Tirlemont, les Autrichiens auraient dû occuper les hauteurs d'Oplinter, situées sur la rive gauche de la Gette et qui flanquent la chaussée par laquelle ils communiquaient avec la ville. Ils souffrirent beaucoup, en se retirant de Tirlemont, par le feu que les Français dirigèrent sur eux de ces hauteurs. Après avoir perdu Tirlemont, les Autrichiens allèrent se poster derrière la petite Gette, la droite au village de Neerlanden, la gauche à Overwinden et le centre dans Neerwinden. Les Français passèrent la grande Gette, et se mirent en position en face des Autrichiens, s'appuyant par la droite à Goidsenhove et par la gauche au pont d'Orsmael, sur la petite Gette.

Les deux armées passèrent tranquillement la journée du 17 mars sur leurs positions respectives.

Dans la matinée du 18, Dumourier attaqua les Autrichiens. Les Français s'avancèrent en huit colonnes. Celle de l'extrême droite dut manœuvrer contre la gauche de l'ennemi, dans le dessein de la tourner entre Landen et Overwinden; la seconde colonne eut ordre de prendre possession du terrain élevé, près de la tombe de Middelwinden, pour canonner delà le village d'Overwinden occupé, comme on l'a déjà dit, par les Autrichiens; les troisième, quatrième et cinquième colonnes furent dirigées contre le village de Neerwinden; la sixième dut attaquer Neerlanden; la septième essayer de tourner la droite des Autrichiens, puis marcher sur St.-Trond, par la chaussée; la huitième enfin reçut l'ordre de s'emparer de la ville de Léau, située sur la Gette, un peu au-dessous de la position autrichienne.

Les différentes colonnes s'ébranlèrent vers sept heures. Celle de la droite pénétra entre Landen et Overwinden, et attaqua ensuite le village d'Overwinden à gauche. La deuxième colonne occupa le terrain élevé de la tombe de Middelwinden, d'où, ouvrant la canonnade sur le village d'Overwinden, elle jeta elle-même la confusion dans la première colonne. Les Autrichiens repoussèrent celle-ci et reprirent la tombe de Middelwinden. Les trois colonnes lancées contre Neerwinden, y pénétrèrent en même temps; mais bientôt elles furent refoulées par l'infanterie autrichienne; et elles eurent beaucoup à souffrir, après cet échec, des charges de la cavalerie, qui se rua sur eux de part et d'autre du village. Les sixième et septième colonnes ne parvinrent point à passer la Gette; ce qu'il faut attribuer, soit à ce qu'elles étaient formées de nouvelles recrues, soit au défaut d'audace dans les chefs; on n'en sait pas au juste la cause. La huitième colonne prit paisiblement possession de Léau, que les Autrichiens n'avaient pas occupé.

On voit donc, qu'une seule colonne, celle de la gauche, chargée de prendre possession de Léau, réussit dans son attaque qui ne rencontra nulle opposition; et néanmoins Dumourier affirme, dans ses mémoires, qu'il gagna d'abord la bataille. Certes, il avait déployé beaucoup de talents, l'année précédente, en arrêtant les progrès de l'armée prussienne à Ste-Menehould en France, comme aussi dans son plan et dans ses arrangements pour l'invasion de la Belgique. Son projet de passage du Biesbosch pour pénétrer en Hollande aurait pu devenir praticable, vu la situation des partis à cette époque, s'il l'avait exécuté avec secret et avec célérité; mais, en le voyant persévérer dans cette entreprise, après que le gouvernement hollandais a déjà eu le temps de se préparer à la résistance, en le voyant, tandis que son

armée fuyait depuis la Roer jusqu'à Louvain, la laisser à elle-même sans se montrer, sans lui donner aucun ordre ni aucune direction au moment où elle en avait le plus urgent besoin, puis abandonner la forte position de la Dyle pour se porter en avant, puis enfin livrer la bataille de Neerwinden, sans avoir préalablement concentré ses forces, on est plutôt tenté de mettre en doute, qu'il ait jamais possédé ces brillantes qualités militaires et cette sagacité qu'on s'est plu à lui accorder.

Les champs de Neerwinden, si bien défendus en cette occasion par les Autrichiens, étaient déjà célèbres auparavant : le roi Guillaume d'Angleterre s'y étant établi, en 1693, pour recevoir l'attaque du maréchal de Luxembourg. Mais la ligne de bataille du roi Guillaume eut une direction toute différente, puisque ce fut de la Meuse que les Français avancèrent sur lui. Les particularités de la bataille sont relatées dans le récit des événements de l'année 1693.

Les Français, à la moderne bataille de Neerwinden, ne perdirent pas plus de 4,000 hommes, tombés sous le fer ou le feu; mais la désorganisation et la désertion qui s'ensuivirent dans leur armée furent très-considérables. Cependant, Dumourier ne se retira pas aussi vite et les Autrichiens ne poursuivirent point aussi rapidement la victoire qu'on aurait pu s'y attendre. Le premier ne partit de Tirlemont, situé à sept quarts de lieue du champ de bataille, que dans la nuit du 19 mars. Le 22 du même mois, après avoir continué sa retraite jusqu'à Louvain, il y signa une convention avec les Autrichiens et consentit à évacuer la Belgique. Suivant toutes les probabilités, des considérations d'une nature personnelle, et la crainte d'être traîné sur l'échafaud, en châtiment de sa défaite, par les révolutionnaires furieux qui gouvernaient la France à cette époque ont influencé la

conduite de Dumourier, et lui ont dicté le parti de s'assurer la protection de l'Autriche; car on n'aperçoit aucune bonne raison militaire, qui l'ait pu forcer d'abandonner la lutte sans courir les chances d'une nouvelle rencontre. L'armée française se retira, par Bruxelles et par Tournai, dans l'intérieur de ses frontières.

Tandis que les troupes, placées sous les ordres immédiats et personnels de Dumourier, se livraient à ces opérations, celles qu'il avait destinées à l'attaque de la Hollande étaient demeurées en garnison dans Bréda, Gertruydenberg et Anvers. Toutes ces places capitulèrent après la perte de la bataille de Neerwinden; en même temps, les corps français établis à Namur remontèrent la Meuse, et allèrent occuper Givet et Maubeuge. A la fin de la première semaine d'avril, il n'y eut plus un seul soldat français en Belgique.

Le gouvernement français ayant donné l'ordre d'arrêter Dumourier et de le conduire à Paris ce qui, dans ce temps-là, équivalait presque à une sentence de mort, cet officier se sauva au quartier-général autrichien. Il fit quelques vains efforts pour intéresser l'armée dans sa querelle; mais, comme la multitude juge généralement de la bonté d'une cause par le succès, il faut avouer qu'il choisit un bien mauvais moment pour éprouver l'attachement de ses soldats.

Le général Dampierre prit le commandement de l'armée française. Il adopta le plan suivi au commencement de l'année précédente, pour ramener la discipline et la confiance parmi les troupes. Il les rassembla dans des camps retranchés, sur différents points de la frontière qu'il avait à défendre entre la Meuse et la mer, à Givet sur la Meuse, à Charleroi et à Maubeuge sur la Sambre, à Famars près de Valenciennes, dans la plaine de la Madeleine près de Lille, au Mont-Cassel près de St-Omer.

L'armée autrichienne, qui s'était portée sur les traces de celle de Dumourier, fixa son quartier-général à Mons. Elle y reçut un renfort de 10,000 Prussiens; ces forces réunies occupèrent, depuis Namur jusqu'à Menin, une ligne de positions opposées aux frontières de France.

Le 9 avril, l'armée combinée des Autrichiens et des Prussiens fit un mouvement général en avant, menaçant à la fois Lille, Valenciennes, Condé et Maubeuge. Ils parurent décidés toutefois à vouloir se servir de l'Escaut pour leur principale ligne d'opération.

Durant les campagnes du duc de Marlborough, le gouvernement de Hollande, les assemblées des États des différentes provinces de ce pays, et jusqu'aux habitants eux-mêmes montraient un si profond et un si sincère attachement à la cause commune (cause qui, en effet, était autant la leur propre que celle de l'Angleterre) qu'on les trouvait toujours parfaitement bien disposés pour fournir des ressources en tout genre; et, sans aucun doute, l'attente des secours à tirer de ce côté, devait engager le duc de Marlborough à vouloir constamment rester maître d'une communication par eau avec la Hollande. Mais, dans la guerre actuelle, les circonstances n'étaient plus les mêmes; les Français avaient persuadé au peuple des sept Provinces-Unies que la véritable hostilité existait non entr'eux et lui, mais entre lui et son gouvernement. Le Stadhouder luttait contre un parti puissant; et les alliés ne pouvaient compter sur une coopération pleine et entière de la part de la Hollande, quelque favorables que fussent d'ailleurs les sentimens d'une partie des habitants ou des membres du gouvernement. Ces réflexions se présentent naturellement quand on pèse la convenance des motifs qui probablement déterminèrent les Autrichiens à opérer par l'Escaut. Ce fleuve procurait l'avan

tage du transport par eau, depuis la Hollande jusqu'à Cambrai, pour les convois de subsistances de munitions et d'artillerie de siége nécessaires à une armée envahissante. Mais d'un autre côté s'offraient les inconvénients de quatre siéges; car la navigation de l'Escaut ne pouvait en aucun cas devenir libre qu'après la prise de Condé, de Valenciennes, de Bouchain et de Cambrai. Or, les Autrichiens étaient obligés de tirer de Vienne et en grande partie de faire voiturer par terre la grosse artillerie et les projectiles pleins et creux de toute espèce destinés à leur parc; c'est pourquoi le choix de la ligne de l'Escaut ne semble pas avoir été extrêmement heureux pour pénétrer en France. Il en résulta la charge de plusieurs siéges, sans la perspective d'aucun bénéfice à retirer de la navigation du fleuve pour les opérations ultérieures qui suivirent la réduction des places. Evidemment, il eût été avantageux pour envahir la France de choisir la ligne qui, offrant le moindre nombre de siéges, et les sièges les moins importants à faire, exigeât par cela même, le moins d'approvisionnements et de matériel à amener d'une aussi grande distance.

Une ligne pareille semblait se présenter d'elle-même de Mons par Maubeuge et Avesnes. Si les Autrichiens s'étaient avancés dans la direction de ces deux petites places, leur prise eût été seule d'une nécessité absolue. Landrecies et le Quesnoy, il est vrai, se seraient trouvés sur la droite de la ligne d'opérations; mais l'étendue ou la grandeur de ces dernières forteresses n'était pas suffisante pour contenir un corps d'armée capable d'inquiéter sérieusement le flanc des Autrichiens. Étant situées à la distance de quatre à sept lieues de la chaussée de Mons à Laon, on pouvait les dépasser sans beaucoup de danger, et mener en fort peu de temps l'armée autrichienne jusque sur l'Aisne et sur l'Oise.

A la vérité, en avançant ainsi par la gauche, les Autrichiens auraient exposé les Flandres, sur leur droite, à être de nouveau envahies. Mais, outre qu'il n'y avait pas grande apparence que les Français s'aventurassent dans les Flandres, tandis que l'ennemi foulerait leur propre territoire, les Autrichiens occupaient les forteresses d'Anvers, d'Ostende, de Nieuport et d'Ypres ; et, quoique l'empereur Joseph eût en partie fait démolir la dernière et raser ses dehors, elle n'en était pas moins susceptible, à cause de ses inondations, de devenir une excellente place du moment. Si l'on avait mis des garnisons suffisantes dans ces quatre forteresses, et laissé un corps mobile entre la Lys et l'Escaut sous les ordres d'un officier intelligent, pour défendre les Flandres, il est clair que l'on aurait eu plus de chances de succès, qu'en entreprenant ces gros siéges et qu'en attaquant simultanément toute l'étendue de la frontière de France. Les siéges donnèrent à l'ennemi le temps de lever et d'équiper ses renforts ; et la multiplicité des attaques fit perdre les avantages qu'assurent la science l'habileté et l'initiative des moyens; puisque la guerre devint nécessairement une guerre de postes et d'escarmouches, où les jeunes soldats français, intelligents, zélés et actifs trouvèrent l'occasion d'acquérir de l'expérience et de la confiance.

Le mouvement autrichien du 9 avril rejeta les Français en arrière sur tous les points de la frontière ; ils évacuèrent même le camp retranché de Famars sous Valenciennes. Les Autrichiens investirent Condé, le 16. Une de leurs colonnes partie de Tournai, après avoir marché par Maulde et Saint-Amant, arriva sur la rive gauche de la partie de l'Escaut qui est comprise entre Valenciennes et Condé ; un autre corps fut poussé sur la rive droite, depuis Mons par Quiévrain, et vint compléter ainsi l'investissement ou le blocus de Condé.

Les Français attaquèrent, avec des succès variés, et à différents jours, les corps autrichiens de la droite et de la gauche, sur la Lys et sur la Sambre, aussi bien que les avant-postes, que ces corps avaient détachés à Orchies et à Lannoy pour observer Lille. Ils reprirent possession de leur camp de Famars; et, à la date du premier mai, ils dirigèrent delà et d'Orchies une attaque générale contre les troupes autrichiennes et prussiennes, employées au blocus de Condé, à Maulde, à St-Amant, à Raimes, et aux autres postes qu'elles occupaient. Mais cette attaque fut repoussée partout, après un combat obstiné, et les Français se retirèrent de nouveau sur les hauteurs de Famars.

Déjà, au mois de février de cette année, lorsque le gouvernement de Hollande se trouva sous l'alarme d'une invasion imminente et du passage du Biesbosch par Dumourier, une brigade de la garde britannique s'était portée au secours de ce pays. Elle avait été considérablement renforcée depuis; et réunie maintenant à un corps de Hanovriens, elle vint, sous le commandement de S. A. R. le duc d'York, rejoindre les Autrichiens, et prolonger la droite de l'armée alliée, de Tournai à Courtrai. Un corps d'armée hollandais, qui s'était avancé en Belgique en même temps, s'établit à Menin.

Le 8 mai, les Français tentèrent un nouvel effort, pour délivrer Condé. Ils furent encore une fois repoussés sur tous les points, et perdirent leur général en chef, Dampierre. Dans cette journée, l'armée anglaise entra en action pour la première fois dans cette guerre, et engagea une lutte qu'on peut dire n'avoir cessé qu'avec la marche sur Paris, en 1815. On rapporte que ce fut en conduisant une attaque contre les Anglais, que le général Dampierre tomba, frappé à mort par un boulet d'une de leurs pièces de campagne.

Le 23 mai, les alliés firent un mouvement général en avant;

attaquèrent tous les postes français, entre Orchies et Maubeuge, et emportant le camp de Famars à la baïonnette, investirent Valenciennes, le lendemain. Les Français réunirent leurs principales forces entre Bouchain et Courtrai, derrière la rivière la Sensée, à son confluent avec l'Escaut, où se trouvent quelques anciens restes de retranchements, connus sous le nom de camp de César.

Les alliés résolurent d'entreprendre le siége de Valenciennes, et de se reposer, pour la reddition de Condé, sur les effets d'un blocus, qu'ils confièrent au duc de Wurtemberg. S. A. R. le duc d'York prit le commandement de la partie de l'armée, destinée au siége de Valenciennes; et le prince de Saxe-Cobourg couvrit l'opération avec le reste des troupes.

Le matériel de siége des Autrichiens, qui consistait en 178 pièces d'artillerie, approvisionnées à 100 boulets par canons, et à 600 bombes ou autant d'obus par mortier ou par obusier, avec la quantité de poudre nécessaire, était en marche de Vienne; il fallut six semaines pour le conduire à sa destination. Afin de pouvoir se procurer les moyens de transport pour cet énorme convoi, on fut obligé de le diviser en plusieurs colonnes distinctes, que l'on mit en route successivement à des intervalles réglés d'avance. Familiarisés comme nous le sommes en Angleterre avec les ressources de la navigation, avec le mouvement de nos ports, où les masses les plus lourdes sont manœuvrées sans difficulté, grâce à l'activité et à l'adresse extraordinaires de nos marins, un convoi de 200 grosses bouches à feu ne paraîtra peut-être pas d'abord une si grande affaire. Mais, si l'on considère la distance et l'innombrable quantité de voitures absolument nécessaires, il faut avouer que la conduite d'un semblable matériel depuis Vienne jusque devant Valenciennes exigea en réalité des efforts surprenants.

La première division du convoi des Autrichiens n'arriva à Ath que le 11 mai, et comme on ne put attendre les autres avant la fin du même mois, le prince de Saxe-Cobourg réclama et obtint, après quelques pourparlers, des États de Hollande, un secours de 114 gros canons et mortiers, avec les boulets, les bombes et la poudre requis pour les servir. Ces différents objets furent transportés par eau jusqu'à Bruxelles, et delà par charrois, à onze lieues plus loin, jusqu'à la ville d'Ath qui avait été choisie comme dépôt général du matériel et des approvisionnements nécessaires au siége du Valenciennes. Ath est à sept lieues de Valenciennes, et il fallait par conséquent voiturer encore à cette distance toutes ces masses pesantes aussi bien que les gîtes et les madriers des plateformes. Nous sommes entrés dans ces particularités afin de donner aux militaires, qui n'ont pas étudié cette branche de l'art et qui liront ce livre, une idée des précautions minutieuses qu'il faut prendre pour mener à bonne fin le siége d'une importante forteresse. César appelait *impedimenta* (embarras) les bagages de son armée; quel nom eût-il donné à un matériel tel que celui des siéges modernes?

La tranchée fut ouverte devant Valenciennes, dans la nuit du 13 juin. On attaqua l'ouvrage à cornes de Mons, qui couvre le corps de place entre l'Escaut et le petit ruisseau la Rhonelle. Valenciennes se rendit, le 28 juin, bien que l'enceinte principale n'eût pas été mise en brêche. Le feu violent que les assiégeants concentrèrent sur le front d'attaque, non seulement des batteries des tranchées, mais aussi des batteries d'enfilade et à ricochet, qu'ils avaient établies sur les hauteurs au-dessus des villages de Marly et d'Anzin, causa des pertes si effroyables à la garnison, et démonta un si grand nombre de ses pièces, qu'elle se vit forcée à une reddition. Le général autrichien Unterberger

commandait l'artillerie, à ce siége. C'est une chose curieuse, que de lire, dans son journal officiel, le rapport sur le prêt de 6 pièces de 18 et de 6 mortiers, fait aux artilleurs anglais par le parc impérial, afin de les mettre à même d'armer de leur côté deux batteries, à la gauche de celles des Autrichiens. Il parle de ce prêt comme d'une grande faveur. Cependant, les Anglais ayant consommé en quelques jours toutes les munitions qu'il leur avait données, et mis hors de service les canons, il leur reprocha d'avoir tiré trop vite, et refusa, pour ce motif, de changer les pièces dégradées, et d'envoyer de nouvelle poudre à d'aussi imprudents soldats. L'arsenal de Woolwich, on peut le dire, paya avec usure, durant la guerre, cette petite complaisance du général Unterberger.

Le siége de Valenciennes est remarquable, en ce qu'il fournit la première preuve pratique de la possibilité qu'il y a pour l'assiégeant d'enfoncer les galeries de contremines de l'assiégé, sans être forcé d'en approcher aussi près qu'on l'avait jugé nécessaire auparavant; possibilité, qui a rendu moins fréquent l'emploi des mines dans la défense : c'était une opinion reçue, que l'addition d'une quantité quelconque de poudre, au-delà de ce qui est requis pour former un entonnoir, ne peut produire latéralement aucun effet, à une distance plus grande que la longueur de la ligne de moindre résistance; ou, en d'autres termes, qu'on ne cause pas plus de dommages, en chargeant des fourneaux de mines, placés à la même profondeur au-dessous de la surface du sol, de mille livres de poudre, qu'en les chargeant de cent livres. L'expression de *globe de compression* sert à désigner l'espace dans lequel la poudre est supposée agir. Les Autrichiens en firent usage à Valenciennes, pour distinguer de leurs autres mines trois mines surchargées, qu'ils firent jouer avant de

donner l'assaut à l'ouvrage à cornes. Ils trouvèrent que, par l'addition d'une quantité suffisante de poudre, la secousse peut s'étendre jusqu'à trois fois la distance qu'on avait admise comme limite, et, au besoin, endommager les galeries ennemies, situées au-dedans de l'espace ainsi augmenté. Toutefois, il paraît certain que l'on a encore beaucoup à apprendre sur ce sujet (1).

Pendant la durée du siége de Valenciennes, les alliés prirent possession de Condé; la garnison fut forcée de se rendre, faute de vivres. Condé capitula, le 12 juillet.

Après la prise de Valenciennes, l'armée alliée se mit en mouvement sur la rive droite de l'Escaut, elle se proposa, en passant cette rivière à Crève-Cœur au-dessus de Cambrai, de cerner les corps français, qui occupaient le camp de César, sur la langue de terrain formée par la Sensée et par l'Escaut, à leur confluent. Les Français évacuèrent le camp de César, franchirent la Sensée, à Bac-au-Bancheuil et à Palluel, et se retirèrent derrière la Scarpe, au-dessus de Douai. Ils avaient, au préalable, jeté une garnison suffisante dans Cambrai, qui se trouvait maintenant abandonnée à ses propres forces. Le jour même de la retraite des Français, le 8 août, un détachement de l'armée alliée investit Cambrai, mais il ne demeura point devant cette place.

Les Autrichiens avaient résolu d'assiéger le Quesnoy; et comme l'ennemi, retiré derrière la Scarpe, ne parut pas disposé à vouloir troubler cette opération, on décida qu'il fallait attaquer la Flandre française. S. A. R. le duc d'York, à la tête des Anglais, des Hanovriens et des Hessois, se détacha du prince de Cobourg, et marchant par Valenciennes et par Tournai, il passa la Lys entre Menin et Werwick, et se

---

(1) Voyez les notes à la fin de l'ouvrage

dirigea sur Dunkerque, qu'il avait dessein d'assiéger. Ce fut pendant cette marche, le 18 août, que la garde britannique se distingua d'une manière si brillante, en expulsant l'ennemi à la baïonnette, malgré sa grande supériorité numérique, du village de Lincelles, situé sur la chaussée entre Menin et Werwick.

Les troupes destinées à opérer contre Dunkerque, se rassemblèrent à Furnes, et partirent delà vers Dunkerque, le 23 août. Il y a quatre lieues environ de Furnes à Dunkerque. Le terrain intermédiaire est une bande de sables profonds, large de près d'une demi-lieue; sur la droite, en faisant face à Dunkerque, elle confine à la mer, et sur la gauche, au canal de Furnes à Dunkerque. Au-delà du canal se trouve un immense marais, qu'on appelle la grande Moere, et qui a environ neuf quarts de lieue de longueur, sur cinq de largeur. La ville de Bergues est, à peu près, à une lieue et demie de Dunkerque, vers l'intérieur des terres. Furnes, Dunkerque et Bergues, reliés entr'eux par des canaux, forment un triangle, qui enveloppe et renferme la grande Moere.

Le corps parti de Furnes, le 23 août, s'avança en trois colonnes, sur la bande sablonneuse, resserrée, comme nous l'avons dit, entre le canal de Furnes à Dunkerque et la mer. Il refoula les avant-postes français, et commença ses opérations contre Dunkerque. Cependant, la description des localités présentée plus haut démontre l'impossibilité absolue, que des troupes arrivant dans la seule direction de Furnes parvinssent à investir Dunkerque, ou à empêcher l'ennemi d'y jeter tels renforts qu'il jugerait convenables, soit du côté de Bergues soit du côté de Gravelines. L'investissement ne pouvait se faire, à moins de mettre l'armée couvrante à portée de couper toutes les communications entre Dunkerque et le reste de la contrée. On voit d'un coup-d'œil sur la

carte, que, pour assiéger cette forteresse, l'occupation de la ville de Bergues doit être le premier pas, et qu'on ne saurait, en aucune façon, se dispenser de le faire. Dans l'occasion présente, l'armée d'observation, que commandait le maréchal hanovrien Freytag, non seulement n'occupa point Bergues, mais elle se mit en position derrière Bergues, à Hondschoote, à mi-chemin, entre Furnes et Bergues, avec le flanc droit appuyé au canal. Les Français l'attaquèrent sur ce terrain, le 8 septembre, et après lui avoir pris ou tué 1500 hommes, ils la forcèrent de se retirer à Furnes. Cette défaite de l'armée couvrante rendit nécessaire la retraite de l'armée de siége; car il est évident, que si l'ennemi, poursuivant sa marche offensive, eut atteint Furnes avant l'armée anglaise, celle-ci se serait trouvée dans une situation excessivement critique, confinée sur un isthme étroit et sablonneux, avec la mer d'un côté, la Grande Moere de l'autre, une forteresse en front et l'ennemi à dos. Les Anglais se virent contraints de laisser derrière eux, devant Dunkerque, 32 canons de gros calibre, qu'ils n'eurent pas le moyen de transporter.

Durant le cours de ces opérations contre Dunkerque, les Autrichiens pressèrent avec succès (1) le siége du Quesnoy, qui capitula le 9 septembre. Ils résolurent alors de passer la Sambre, et de tâcher de prendre possession de Maubeuge et de Landrecies. Les Anglais, les Hollandais et les Hanovriens, s'éloignant de la mer, et se rapprochant ainsi de l'armée autrichienne, allèrent camper à Cesaing, entre Lille et Orchies. Les Autrichiens passèrent la Sambre, le 29 septembre, et investirent en même temps Landrecies et Maubeuge. Le 5 et le 8 octobre, ils furent rejoints par les

(1) Sous le commandement du prince de Saxe-Cobourg, père de S. M. Léopold Ier, roi des Belges.

Anglais, les Hanovriens et les Hollandais, et l'armée alliée se mit en position sur la rive droite de la Sambre, le quartier-général à Wattignies. On livra plusieurs combats sérieux, mais qui n'amenèrent aucun résultat marqué. Les Autrichiens abandonnèrent l'idée d'assiéger Maubeuge ou Landrecies, dans la campagne actuelle; et les alliés, après avoir repassé la Sambre, entrèrent en quartiers d'hiver vers le milieu de novembre. Les Anglais et les Hanovriens eurent leur quartier-général à Gand, les Autrichiens à Mons, les Hollandais à Liége. Les troupes prussiennes étaient parties quelque temps auparavant, pour prendre part aux opérations de cette puissance sur le Rhin.

Ainsi finit cette campagne, riche en évènements et dans laquelle les alliés avaient obtenu d'éminents succès. Au commencement de l'année, les Français étaient en possession de la Belgique, occupaient la contrée entre la Roer et la Meuse, et s'efforçaient de pénétrer en Hollande. Maintenant, on les avait non seulement confinés dans leurs propres frontières, mais on avait introduit des garnisons autrichiennes dans les trois importantes forteresses de Condé, de Valenciennes et du Quesnoy.

On a beaucoup critiqué la tentative combinée contre Dunkerque et l'on a signalé, comme une cause des revers que les alliés éprouvèrent l'année suivante, la séparation des forces anglaises d'avec celles des Autrichiens. Tous les écrivains et tous les auteurs de mémoires français sont unanimement d'accord sur ce point, sans doute afin de rehausser le mérite des succès obtenus par les leurs et de l'avantage qu'ils remportèrent à Hondschoote, en attaquant l'armée d'observation. Mais, quoique généralement admise, cette opinion n'en semble pas moins erronée. Si les Anglais et les Hanovriens étaient restés avec l'armée autrichienne du-

rant le siége du Quesnoy, tout ce qu'ils auraient pu faire, eût été de couvrir cette opération; or, le siége n'ayant souffert aucune interruption, il en résulte que leur absence ne causa pas le moindre détriment. Peut-être dira-t-on qu'ils auraient pu assiéger Maubeuge ou Landrecies, pendant que les Autrichiens furent occupés à l'attaque du Quesnoy. Mais ils n'avaient pas le matériel d'artillerie nécessaire, et la petite anecdote du général Unterberger, que nous avons racontée en parlant du siége de Valenciennes, montre assez que les Impériaux ne leur auraient pas prêté volontiers ce matériel, si l'on s'était décidé à entreprendre un siége. La prise de Dunkerque eût procuré d'immenses avantages aux alliés. Elle eût assuré aux Anglais une communication aisée avec leur pays, sur le flanc droit de leur ligne d'opération, et elle leur eût donné une tête-de-pont à eux, pour le rassemblement des renforts, des munitions et des subsistances expédiés d'Angleterre. L'objet valut bien la tentative, et, quoiqu'elle échouât, elle contribua sans doute à faciliter aux Autrichiens la prise du Quesnoy, en détournant l'attention des Français, et en les obligeant de réunir, sur leur flanc gauche, une armée qu'ils auraient pu employer autrement à renforcer leur droite. On doit regretter seulement, que l'armée du maréchal Freytag n'ait pas été plus nombreuse, et ne se soit pas placée sur une position mieux choisie.

1794.

L'armée alliée se rassembla, au commencement d'avril, entre la Sambre et l'Escaut, et l'empereur François II la passa en revue, près de Casteau-Cambrésis, le 16 du même mois. Elle était divisée en trois corps : le premier, formé des troupes impériales, fut commandé par le prince de Saxe-Cobourg; le second, formé des Anglais, des Hano-

vriens, des Hessois et d'une partie d'Autrichiens, fut placé sous les ordres de S. A. R. le duc d'York. Le troisième, qui se composait des troupes hollandaises et du corps autrichien du général La Tour, fut dirigé par le prince héréditaire d'Orange, actuellement roi des Pays-Bas (1).

Les Français, de leur côté, avaient fait des efforts inouis pour augmenter et pour organiser leur armée. Quelque abominable et terrible qu'ait été la conduite des tyrans sanguinaires qui usurpèrent la puissance gouvernementale de France, il est impossible de leur refuser cette justice, qu'ils agirent avec le désir sincère d'empêcher l'invasion de leur pays. On ne saurait dire d'eux comme de César « les vertus de l'humanité furent les leurs. » Mais, quoique souillés de crimes et odieux par d'innombrables forfaits, ils firent briller avec éclat deux qualités éminemment utiles, l'activité et l'énergie.

L'armée française se posta, la droite à Landrecies sur la Sambre, et la gauche près de Guise, sur l'Oise. L'armée alliée s'avança en huit colonnes, dans la matinée du 17 avril; elle attaqua les Français, les délogea, les rejeta derrière l'Oise, et investit Landrecies.

Pichegru, qui avait pris le commandement des armées françaises, commises à la défense de la frontière opposée à la Belgique, se voyant peu de chances de pouvoir résister, avec ses nouvelles levées, aux troupes, à la fois excellentes et très-nombreuses, qui marchaient contre lui, résolut de faire son principal effort par sa gauche, et d'envahir les Flandres; il compta que la réussite de cette combinaison obligerait l'armée alliée à faire un détachement considérable sur la droite, et la mettrait ainsi hors d'état de poursuivre ses succès et d'avancer sur l'Oise.

(1) L'auteur a publié son ouvrage en 1825.

En exécution de ce plan, il se rendit lui-même à Lille, et delà, le 26 avril, il mit en mouvement deux fortes colonnes. La première, de 20,000 hommes, entreprit le blocus de Menin. La seconde, qui s'élevait à 30,000 hommes, fut poussée au-delà de Menin, jusqu'à Courtrai, dont elle prit possession. Joseph II avait fait démanteler complètement les fortifications de Courtrai, mais l'enceinte de Menin était encore susceptible d'une certaine défense. Afin d'en masquer le blocus, Pichegru donna l'ordre à la garnison de Cambrai, d'attirer à elle toutes les troupes disponibles sur l'Escaut, et d'attaquer, dans la matinée du même jour, 26 avril, S. A. R. le duc d'York, qui se trouvait en position sur les hauteurs de Casteau-Cambrésis pour couvrir le siége de Landrecies. Les forces françaises employées à cette attaque montaient à 30,000 hommes. Elles s'avancèrent en trois colonnes. Leur choc fut impétueux, mais elles ne réussirent point; et contraintes de rentrer dans Cambrai, après une perte considérable, elles laissèrent leur général derrière elles entre les mains de l'ennemi.

Deux jours avant l'affaire des hauteurs de Casteau-Cambrésis, une patrouille de cavalerie de l'armée alliée étant allée reconnaître les forces françaises rassemblées au camp de César sur l'Escaut, rencontra, au village de Villars-en-Cauchie, un corps ennemi composé d'infanterie et de cavalerie et très-supérieur en nombre. Elle n'hésita pourtant pas à l'attaquer et elle le dispersa en un instant. Cette rencontre n'eut aucun effet sur l'issue générale de la campagne, mais elle relève si haut l'honneur des troupes qui y furent engagées, particulièrement du 15e régiment de dragons légers anglais, qu'on ne saurait la passer sous silence, comme une de ces escarmouches qui ont lieu journellement dans le voisinage des grandes armées.

Le général autrichien Clairfayt, chargé de la défense de la Belgique pendant l'absence de l'armée alliée sur la Sambre française, réunit ses forces disponibles à Tournai; il s'avança delà vers Mouscron, point qui commande la communication entre Courtrai et Menin ; les Français n'étant pas encore en possession de cette dernière ville, il comptait avoir bientôt l'occasion de la délivrer. Mais Pichegru l'attaqua, sur cette position, et le rejeta dans Tournai avec une perte considérable. Le général Hamerstein, qui commandait dans Menin, ne voyant plus alors aucune chance d'être secouru, évacua la place pendant la nuit avec sa garnison composée de 4 bataillons de Hanovriens et de 4 compagnies d'émigrés, et il se fraya bravement un passage à travers l'ennemi. Le lendemain, les Français prirent possession de Menin.

Clairfayt abandonna Tournai et descendant l'Escaut, jusqu'à une certaine distance, il alla passer la Lys au-dessous de Courtrai puis établir son quartier-général à Thielt, situé à trois lieues et demie environ du canal de Gand à Bruges, à six lieues et demie de Gand, et un peu moins éloigné de Bruges. Ayant reçu du renfort, il se remit en marche, le 10 mai, dans la vue de déloger les Français de Courtrai. Il prit position entre les deux chaussées, qui conduisent des villes de Menin et de Courtrai à Bruges. Mais les Français, accourant à la fois de Courtrai et de Menin, le forcèrent de nouveau, après un engagement des plus sérieux, à se retirer vers Thielt.

Pendant le cours de ces opérations dans les Flandres, Landrecies se rendit aux Autrichiens. Cependant, au lieu de poursuivre ses succès sur la Sambre, l'armée alliée dut nécessairement porter son attention vers la Lys, à cause des progrès de Pichegru; le plan du général français en était déjà à ce point d'exécution, que l'on suspendit provisoirement toute idée d'envahir la France.

Le corps d'armée de S. A. R. le duc d'York quitta la Sambre et se concentra à Tournai, pour soutenir le général Clairfayt. Les Français, partant de Lille, vinrent attaquer, le 11 mai, les troupes de S. A. R. en position devant Tournai ; mais ils furent répoussés avec une perte considérable. On décida que S. A. R. marcherait de Tournai vers la Lys ; tandis que le général Clairfayt, après s'être avancé de Thielt, passerait la même rivière à Werwick, et irait opérer sa jonction avec le duc d'York. Ensuite, on devait attaquer les Français à Courtrai avec toutes les forces réunies.

L'armée alliée, sous les ordres de S. A. R., se mit en mouvement sur cinq colonnes, dans la nuit du 16 mai ; la matinée du 17 avait été fixée d'avance pour l'exécution du plan d'attaque. Les deux colonnes de gauche eurent à déloger les postes français, établis le long des rives de la Marque, en avant de Lille. Elles trouvèrent ces postes plus forts, et perdirent à les combattre plus de temps qu'on ne s'y était attendu ; en conséquence, elles se virent dans l'impossibilité d'entreprendre aucune autre opération durant cette journée. La colonne de droite, ayant trouvé l'ennemi en nombre très-supérieur à Mouscron, se replia vers l'Escaut, sans essayer l'attaque. Il ne resta donc plus disponibles que deux colonnes, fortes chacune de 14 bataillons avec quelque cavalerie. Ces troupes poussèrent en avant dans l'espoir de parvenir à faire leur jonction avec le général Clairfayt ; mais elles n'y parvinrent point, empêchées par les obstacles qu'elles rencontrèrent en voulant atteindre la chaussée de Lille à Courtrai. Le lendemain matin, l'ennemi venu de Lille en nombre supérieur, les enveloppa, et ce fut avec des peines infinies et seulement après avoir sacrifié beaucoup de monde, qu'elles découvrirent à la fin une issue pour se sauver. Le général Clairfayt s'était avancé de son côté, avait passé la

Lys et atteint les villages de Blaton et de Lincelles. Mais là, il fut arrêté, puis rejeté en arrière, et forcé de battre de nouveau en retraite sur Thielt. Les Français, enhardis par le succès, attaquèrent, le 22 mai, l'armée alliée, qui se trouvait en position devant Tournai sous le commandement immédiat de l'empereur François en personne. Ils commencèrent l'attaque au point du jour, et la continuèrent pendant douze heures, en faisant avancer successivement et sans relâche des troupes fraîches. Cette action paraît avoir été l'une des plus fatigantes et des plus sérieuses, qui eurent lieu dans toute la durée de la guerre. Les Français laissèrent 12,000 hommes sur le terrain.

Pichegru marcha par la gauche, et investit Ypres, le 1er juin. Il fit couvrir le siége par un corps d'observation, qui se plaça en face de Roulers, la droite à Plasschendaele et la gauche à Langemarck. Ypres se rendit le 17 juin. Clairfayt s'était mis en mouvement de Thielt vers Roulers, pour essayer de troubler le siége; mais il fut forcé encore une fois de battre en retraite, après un engagement sérieux où l'on souffrit beaucoup de part et d'autre. Tandis que Pichegru avançait en descendant la Lys, Clairfayt partit de Thielt et alla se poster derrière le canal de Gand à Bruges. A Gand, il reçut un renfort d'environ 5000 hommes d'infanterie anglaise, qui arrivèrent dans cette ville, le 21 juin, sous le commandement du marquis actuel d'Hastings. Ils venaient de débarquer à Ostende peu de jours auparavant. Les Français tentèrent de se rendre maîtres de Gand, le 24 juin; mais ils furent repoussés. Le 1er juillet, cependant, ils entrèrent dans Bruges, et la forteresse d'Ostende tomba en leur pouvoir le même jour.

L'empereur François était retourné à Vienne, immédiatement après la bataille livrée le 22 mai, en avant de Tournai.

Malheureusement il n'y eut dès lors plus personne en Belgique, jouissant de l'autorité et de l'influence nécessaires sur les armées des différentes puissances alliées, pour pouvoir diriger leurs mouvements et pour combiner les opérations de l'ensemble d'une manière favorable au bien général. C'est à l'absence d'une autorité directrice qu'il faut attribuer la perte prématurée d'Ostende. On n'aperçoit nulle raison qui dût faire abandonner cette forteresse, d'une si haute importance. A l'approche ultérieure de Pichegru, Clairfayt s'était retiré par Gand sur Bruxelles. Mais, au lieu d'en agir ainsi, il aurait pu certainement veiller à la sûreté d'Ostende. Les troupes sous ses ordres, réunies à celles qui étaient arrivées récemment d'Angleterre, eussent été tout-à-fait suffisantes, pour se maintenir dans Ostende et dans Nieuport; places dont la possession aurait eu les plus grandes conséquences.

Durant ces opérations dans les Flandres, les Français renforcèrent considérablement l'armée, qu'ils avaient opposée à celle des Autrichiens sur la Sambre. Ils descendirent le long de la rive droite, traversèrent la rivière au-dessus et audessous de Charleroi, et vinrent investir cette forteresse. L'armée hollandaise rejoignit les Autrichiens sur la Sambre, jusqu'au delà de laquelle les Français furent, à diverses reprises, rejetés en arrière. Ceux-ci, cependant, renouvelèrent incessamment leurs attaques, s'établirent à la fin en force sur la rive gauche de la Sambre, et réussirent, après douze jours de siége, à se rendre maîtres de Charleroi. Cette place fut occupée par eux le 28 juin.

L'empereur Joseph avait fait détruire les dehors de Charleroi, mais l'enceinte principale était demeurée intacte. Depuis la bataille de Neerwinden, les Autrichiens avaient exécuté de grands travaux pour mettre Charleroi dans un

état de défense respectable : ils avaient entouré l'escarpe d'ouvrages en terre palissadés et fraisés, placé 50 pièces d'artillerie en batterie, et confié la défense à une garnison de 3,000 hommes. La place n'aurait pas dû se rendre si facilement.

Le jour même de la prise de possession de Charleroi par les Français, les armées autrichienne et hollandaise réunies s'avancèrent pour la délivrer. L'armée française s'était disséminée sur un vaste demi-cercle de plus d'une lieue et demie de rayon, autour de la forteresse comme centre, appuyant ses deux ailes sur la Sambre, la gauche à Fontaine-l'Evêque en amont de Charleroi, et la droite à Lambusart en aval. Elle occupait Fontaine-l'Evêque, Trasegnies, Gosselies, Fleurus et Lambusart. S'il est vrai que la position des Français fut trop étendue, que faut-il penser du mode d'attaque adopté contr'elle? Au lieu de concentrer ses moyens et d'accabler la partie la plus faible avec des forces supérieures, le prince de Saxe-Cobourg divisa son armée en cinq corps distincts, dont chacun individuellement agit sur un point séparé du demi-cercle. Telles étaient les dispositions préparatoires de la bataille de Fleurus. Il en résulta que les colonnes des alliés furent repoussées. Une seule attaque, celle dirigée contre la droite des Français, à Lambusart, réussit dans son premier effort. Cependant, après avoir pénétré dans la ligne ennemie, les corps de cette attaque, ayant toujours en front les troupes qu'ils avaient enfoncées mais qui s'étaient ralliées, furent eux-mêmes assaillis sur le flanc droit par les divisions françaises occupant la gauche de Lambusart et qui sortaient en ce moment victorieuses du combat engagé directement contr'elles. Ils se virent donc obligés à la retraite.

Après avoir perdu la bataille de Fleurus, les Autrichiens

parurent avoir complètement abandonné l'idée de demeurer en possession de la Belgique. Ils se retirèrent d'abord à Mont St-Jean, en avant de Bruxelles. Le 6 juillet, ils marchèrent par la droite vers Corbeck, et ensuite par Tirlemont et par Tongres vers Liége, où ils prirent position près de la Chartreuse, afin de s'assurer du pont sur la Meuse. Ils y attendirent l'arrivée du général Clairfayt, qui partit de Gand, le 2 juillet, se rendit par Alost à Bruxelles, évacua Bruxelles, le 8 du même mois, et alla passer la Meuse avec tout le reste de l'armée autrichienne, le 27 juillet. De ce jour date la fin de la domination autrichienne en Belgique.

L'armée des Anglais et Hanovriens se trouvait à Tournai dans une situation excessivement critique, par suite des succès de Pichegru sur un de leurs flancs et de la retraite des Autrichiens après la bataille de Fleurus sur l'autre flanc. Déjà Pichegru avait eu l'idée de traverser l'Escaut à Audenarde, et de se porter sur la communication de cette armée. La question de savoir suivant quelle direction elle se retirerait commençait, en effet, à devenir difficile. Les Français étaient en possession de Gand et d'Ostende. L'armée qui avait remporté la victoire de Fleurus s'avançait sur Bruxelles. Son Altesse Royale, le Duc d'York, fit par conséquent évacuer Tournai. L'armée anglaise et hanovrienne se porta en arrière, par Renaix, vers la vallée de la Dendre, seule issue ouverte autour d'elle; et, après avoir été rejointe à Alost par les 5000 hommes, débarqués au port d'Ostende ainsi que nous l'avons rapporté, elle prit position derrière le canal de Louvain à Malines, et se mit en communication avec les troupes hollandaises, près de la dernière de ces villes. Le corps d'armée hollandais s'était retiré, après la bataille de Fleurus, par Sombreffe et par Nivelles,

sur Bruxelles; ensuite, poursuivant sa route vers la Hollande, il arriva derrière le canal déjà mentionné, où il fit une halte. Dans sa marche de Nivelles à Bruxelles, cette armée traversa les champs de la future bataille de Waterloo. Elle était sous le commandement du prince héréditaire de la maison d'Orange, maintenant roi des Pays-Bas. Elle s'était arrêtée, le 6 juillet, devant l'entrée de la forêt de Soignes, plus en arrière et plus sur la droite que la position choisie par les Anglais le 18 juin 1815. Les Français tournèrent la droite, en gagnant du terrain entre Braine-la-Leud et la forêt; et, sans doute, ils rendirent nécessaire une retraite immédiate.

C'eût été une chose curieuse que, par la plus singulière coïncidence de faits, non-seulement on livrât bataille sur le terrain destiné à devenir, vingt-deux ans plus tard, le théâtre d'une action qui devait consolider le royaume des Pays-Bas, mais que le chef futur de ce royaume, S. M. actuelle, eût commandé en personne les troupes hollandaises engagées dans cette bataille.

Les armées françaises, celle qui avait gagné la bataille de Fleurus et celle qui avait envahi les Flandres, se dirigèrent l'une et l'autre sur Bruxelles, où elles se réunirent le 11 juillet. S. A. R. le duc d'York se retira, en conséquence, du canal de Malines et se posta derrière la Nèthe, le 15 du même mois. Les Français divisèrent de nouveau leurs forces en deux armées; et, tandis qu'avec l'une Pichegru poursuivait les Anglais, les Hanovriens et les Hollandais, Jourdan reçut l'ordre de marcher avec les autres corps vers la Meuse, à la poursuite des Autrichiens. Depuis les bords de la Nèthe jusqu'aux frontières de Hollande, sur une étendue d'environ neuf lieues et demie, on trouve ce que les Français appellent des bruyères, contrée stérile et pauvre en ressources

pour une armée. Les alliés la traversèrent dans leur retraite. Les troupes hollandaises, marchant sur Ramsdouk, se postèrent derrière une branche de la Meuse, qu'on nomme Oude-Maas, entre Heusden et Gertruydenberg, le quartier-général à Gorcum. L'armée du duc d'York occupa la ligne de l'Aa, cours d'eau qui passe à Bois-le-Duc et qui s'y unit à la Dummel, pour aller avec celle-ci se jeter un peu plus bas dans la Meuse.

Par ces mouvements rétrogrades, on n'abandonna pas seulement Anvers et l'Escaut à l'ennemi, mais on exposa à ses attaques les forteresses hollandaises de Bréda et de Berg-op-Zoom aussi bien que les territoires du Brabant hollandais et de la Flandre hollandaise. Il semble à regretter, au premier aspect, que l'armée anglaise n'ait pas envoyé un fort détachement s'établir dans la place et dans la citadelle d'Anvers. En menaçant le flanc gauche des Français, cette garnison les eût beaucoup inquiétés et retardés dans leur marche vers la Hollande. Mais il faut se souvenir qu'Anvers est à seize lieues de la mer; l'ennemi, maître de la contrée, aurait pu très-aisément couper toute communication par l'Escaut et interdire soit l'arrivée des renforts expédiés d'Angleterre soit la retraite de la garnison d'Anvers; et, comme la nécessité d'une retraite ne pouvait manquer de se présenter, les troupes anglaises ainsi laissées en arrière eussent été très-probablement sacrifiées. Les Autrichiens, détenteurs de l'autorité civile et militaire en Belgique, avaient déjà fourni la preuve, par la manière dont ils évacuèrent Ostende, qu'ils n'attachaient pas grand prix au maintien d'une communication ouverte entre ce pays et l'Angleterre; maintenant qu'ils venaient d'en sortir, en se retirant au-delà de la Meuse, on ne voyait plus moyen de pouvoir, de longtemps du moins, rassembler une

force suffisante pour contraindre les Français à se désister du blocus ou du siége d'Anvers. Ces motifs, sans doute, ont contribué à faire abandonner Anvers ; l'armée française en prit possession , sans brûler une amorce.

Il semble difficile de découvrir quels principes de politique civile ou militaire dirigèrent la conduite du gouvernement autrichien. Il fit de grands efforts, au commencement de l'année, pour protéger la Belgique contre les Français ; et il rassembla, dans ce but, une belle armée. L'Empereur lui-même vint l'animer par sa présence, et prendre part à sa gloire. Tout révéla la ferme résolution non seulement de demeurer en possession de la Belgique, mais d'en étendre les limites, en conquérant une partie du territoire français ; mais sitôt que d'une part Pichegru pénétra dans les Flandres, et que de l'autre le prince de Saxe-Cobourg perdit la bataille de Fleurus, malheurs qui quoique grands n'étaient certes pas irréparables, les Autrichiens abandonnèrent le pays, sans même essayer de prolonger la défense, et ils livrèrent les forteresses sans coup férir. On ne saurait le nier, l'Autriche, vu l'éloignement de ses ressources, n'aurait pu soutenir une guerre de quelque durée en Belgique , à moins d'y consacrer des dépenses probablement très-supérieures à ce que plusieurs années des revenus de la contrée pouvaient produire. Mais il y a une certaine fermeté de conduite et de caractère que tous les états, et plus particulièrement les états fondés sur la force des armes, si intimement liée à l'opinion publique, doivent constamment et indispensablement conserver, et dont la valeur échappe à toute espèce de calcul. La cour d'Autriche n'eût point dû s'imaginer, en rassemblant son armée sur les hauteurs de Casteau-Cambrésis, et en portant la guerre en France, qu'une carrière de victoires non interrompues s'ouvrirait infailliblement devant elle. Elle eût

dû se souvenir qu'il faut aussi s'attendre à des revers, comme l'événement le prouva dans la circonstance actuelle, et se préparer à mieux les supporter. Une campagne de plus, soutenue en Belgique, aurait pu prévenir celles du Danube et d'Italie.

La Belgique se trouvant ainsi abandonnée à son sort, ce qui resta à faire à l'armée anglaise et hanovrienne, fut d'agir de concert avec le gouvernement hollandais, pour repousser l'invasion de la Hollande. Dans ce dessein, S. A. R. le duc d'York alla passer le Wahal, à Nimègue; il se mit, sur la rive droite de ce fleuve, en communication avec l'armée hollandaise qui l'avait traversé plus bas, à Gorcum. Il régnait en Hollande une grande agitation et beaucoup de mécontentement contre le gouvernement; un parti violent opposé au Stadhouder ne demandait qu'à voir réussir les Français. Bréda, Bois-le-Duc, et, généralement toutes les forteresses hollandaises de la rive gauche du Wahal, sans en excepter Nimègue, que la proximité de la ligne défensive des alliés ne garantit point, étaient déjà tombées au pouvoir de l'ennemi. Ces places, mal armées, mal pourvues de troupes, mal approvisionnées contre un siége, n'avaient offert presque aucune résistance. Cependant, on avait tout lieu d'espérer que, grâce à la position de l'armée alliée, les Français ne parviendraient pas à pénétrer en Hollande. Le gouvernement de ce pays montrait les meilleures dispositions; mais malheureusement, les formes compliquées de son administration n'étaient point favorables pour sortir d'une crise exigeant beaucoup d'activité et de décision. Les revers étaient survenus inopinément et avant qu'on pût s'y préparer. Quelques-uns des officiers qui commandaient dans les forteresses, craignant d'ailleurs un changement de gouvernement, alléguèrent la triste situation de leurs garnisons, comme un prétexte pour se rendre après

peu ou point d'opposition. Nous devons citer le gouverneur de Grâve comme une honorable exception ; il défendit sa place pendant soixante jours, au bout desquels encore il ne la rendit que faute de vivres.

L'armée française, marchant à la poursuite des Autrichiens au-delà de la Meuse, non seulement parcourut la contrée entre la Meuse et le Rhin et se rendit maitresse de toutes les places de la Meuse, presque sans rencontrer de résistance; mais, après la retraite des Autrichiens derrière le Rhin, elle prit possession de Bonn et de Cologne.

Les évènements militaires de l'année 1794 se terminèrent par la reddition de Grâve, qui eut lieu le 28 décembre. Cette année n'eut pas peu d'influence sur la suite des opérations de la guerre. L'incursion de Dumourier en Belgique avait été rapide, mais il en fut rapidement rechassé ; et la haute réputation dont jouissait l'armée autrichienne, non plus que l'idée qu'on avait de la science et des talents supérieurs des généraux autrichiens, ne déclinèrent point, jusque-là, dans l'estime de l'Europe. Mais, à présent que l'élite des troupes de l'Autriche venait d'être battue, et que son gouvernement abandonnait des provinces qu'il avait, avec tant d'éclat, entrepris de défendre, cette même haute considération vouée auparavant à l'armée autrichienne, on se mit à la reporter sur celle de la République française. Ce revirement de l'opinion, qu'il fut ou non motivé, contribua sans doute puissamment aux conquêtes ultérieures de la France (1).

1795.

Les fortes gelées, qui signalèrent le commencement de cette année, ravirent à l'armée alliée tous les avantages de

(1) Voyez les notes à la fin de l'ouvrage.

la ligne de défense qu'elle avait choisie derrière le Wahal, et tinrent la Hollande ouverte à l'invasion. Les Français, après avoir poussé préalablement un corps, de Nimègue au-delà du Wahal, traversèrent celui-ci en force, sur plusieurs colonnes, au-dessus de cette forteresse, à la date du 11 janvier. A l'instant, les États de la province d'Utrecht envoyèrent une députation vers le général français, pour capituler. Pichegru entra dans Utrecht, le 18, et dans Amsterdam, le 20 janvier; la dernière ville à son tour avait envoyé des députés au-devant de lui, et les Français y furent accueillis avec toutes les démonstrations de la joie la plus vive.

L'armée hollandaise, dont le quartier-général était à Gorcum, se trouva de la sorte tournée par les Français; ceux-ci achevèrent de passer le Wahal dans le voisinage de Nimègue. Le prince d'Orange, voyant la tournure que prenaient les affaires, et convaincu de l'impossibilité de défendre un pays qui, au milieu des vertiges du moment, saluait par ses acclamations l'arrivée de l'ennemi, se rendit à La Haye, puis à Schevelingen où il s'embarqua pour l'Angleterre; il espéra que le temps dessillerait les yeux à ses concitoyens; que leur bon sens naturel et la modération de leur caractère effaceraient bientôt de leur esprit les nouvelles doctrines de liberté et d'égalité importées de France; qu'ils leur démontreraient la nécessité d'une hiérarchie dans tout état social et l'impossibilité qu'une communauté quelconque puisse exister, si l'on n'y consacre l'obéissance et le respect dûs aux magistrats; qu'ils dissiperaient enfin le rêve de ces idées d'égalité parfaite, lesquelles, dans le gouvernement des choses humaines, ne peuvent jamais rien avoir de réel, si ce n'est quand elles s'entendent de l'égalité devant la loi.

L'armée anglaise se retira derrière l'Yssel; puis, dans une marche troublée par toutes sortes de misères au cœur

de l'hiver, elle traversa la Westphalie et atteignit Embden, où elle s'embarqua pour l'Angleterre. Le sort de cette brave armée fut particulièrement malheureux. Pendant la campagne précédente elle avait grandement contribué aux succès des alliés, pendant celle-ci elle défit l'ennemi en chaque occasion, et elle ne fut pour rien, non plus que ses chefs, dans les causes du désastre (1). Mais on n'a pas tenu assez compte de ces circonstances. Lors de son retour, en Angleterre, on ne vit point en elle une armée victorieuse. Comme on ne put révoquer en doute le courage des soldats, reconnu par l'ennemi lui-même, on contesta les talents et le mérite des officiers. On admit comme un axiome, que les troupes anglaises ne peuvent rien sur le continent; et cette assertion, si fort aux convenances de la France, fut tant de fois répétée par tous les écrivains français, qu'à la fin elle tomba dans le domaine des croyances universelles.

Les Hollandais, après avoir changé la forme de leur gouvernement et aboli le Stadhoudérat, conclurent, le 16 mai, un traité de paix avec les Français. Par ce traité, la partie des provinces belges située sur la rive gauche de l'Escaut, y compris le territoire qu'on nomme communément Flandre hollandaise, fut cédée à la France, aussi bien que Maestricht et Venloo sur la Meuse; le port de Flessingue devait appartenir à la fois aux Français et aux Hollandais; et la navigation du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, avec leurs différentes branches devait rester entièrement libre pour les deux nations.

---

(1) Voyez les notes à la fin de l'ouvrage.

1799.

La Hollande se trouvait maintenant, depuis près de cinq ans, sous le pouvoir de la France révolutionnaire. On supposait que les meneurs patriotes et autres, qui avaient proclamé la bienvenue ou contribué aux succès des Français, avaient, dans l'intervalle, reconnu leur erreur et déploraient l'oppression et les misères de leur patrie. Le ministère anglais croyant le moment opportun résolut de tenter un grand effort, en faveur d'un ancien et fidèle allié de l'Angleterre; effort qui ne pourrait manquer, en cas de succès, d'exercer l'effet le plus avantageux sur l'issue générale de la guerre.

Dans cette vue, un corps de 12,000 hommes, sous le commandement de sir Ralph Abercromby fut débarqué, le 27 août, sur la côte méridionale du Helder. La Nord-Hollande forme une presqu'île; le Helder en est la pointe la plus septentrionale. Sir Ralph, après avoir opéré son débarquement sans obstacle, se mit en position en travers de la presqu'île. Les fortifications du Helder, qui n'étaient que de simples batteries ouvertes à la gorge et destinées à protéger le Texel, furent emportées par les Anglais; et les vaisseaux de guerre hollandais, arborant le pavillon orange, se rallièrent à l'escadre anglaise.

Le 10 septembre, les troupes françaises et hollandaises, réunies au nombre de 24,000 hommes, attaquèrent la position anglaise, au point du jour; mais elles furent repoussées avec une perte considérable.

De grands renforts expédiés d'Angleterre arrivèrent le 16 septembre; en outre, la première division d'un corps russe qui avait reçu l'ordre d'agir de concert avec les Anglais, débarqua deux jours plus tard. S. A. R. le duc d'York,

qui, récemment venu d'Angleterre, avait pris le commandement de l'armée alliée anglaise et russe, se trouvait ainsi à la tête d'environ 30,000 hommes.

Il fallut immédiatement marcher en avant, puisque chaque heure de retard ajoutait aux forces des adversaires. C'est pourquoi, dès le 19 septembre, S. A. R. le duc d'York résolut d'attaquer les troupes françaises et hollandaises postées en face de lui. L'attaque se fit en quatre colonnes : celles de la droite et de la gauche eurent pour objet de pousser les flancs ennemis, tandis que les autres devaient aborder de front la position, et empêcher l'ennemi de soutenir les flancs par des détachements du centre.

La colonne de la droite, composée de Russes, s'avança avec une grande bravoure, chassa tout devant elle, et prit possession de Bergen, village considérable situé derrière la gauche des Français. Cependant elle y fut enveloppée, et, après avoir éprouvé de fortes pertes, elle se vit contrainte à rendre les armes. Les troupes lancées contre le centre de la position gallo-hollandaise, forcèrent l'ennemi à la retraite; mais le revers de la droite les empêcha de poursuivre l'avantage qu'elles avaient obtenu. La colonne de la gauche rencontra fort peu de résistance, et prit possession de la petite ville de Hoorn, située très en arrière, à quelque distance en dehors de la droite ennemie. Le lendemain, les Anglais regagnèrent le terrain qu'ils avaient occupé avant ces mouvements.

L'armée anglaise fit une nouvelle attaque, à la date du 2 octobre, son succès fut complet. Elle tourna la gauche des Français, et les contraignit à se retirer au-delà de la ville d'Alkmaar, dont elle s'empara. Les Gallo-Hollandais allèrent occuper une autre position sur les derrières, leur quartier-général à Beverwyk. Devant Beverwyk la pres-

qu'île théâtre de ces luttes sérieuses présente un étranglement, de sorte que, à raison de sa moindre étendue, la nouvelle position des ennemis fut plus forte que celle qu'ils venaient d'abandonner. Les Anglais n'avaient gagné que peu de terrain par la victoire du 2 octobre; avant de pouvoir avancer davantage, ils eurent à attaquer et à déloger encore une fois des adversaires postés derrière des digues et qui recevaient incessamment du renfort.

Dans la matinée du 6 octobre, le duc d'York fit assaillir la nouvelle position de l'ennemi. Les colonnes de droite réussirent; les autres ne réussirent point; après un combat sanglant, les deux armées retournèrent, pendant la nuit, sur leurs positions primitives. Il devint évident alors, qu'on n'arriverait jamais à un succès définitif, en voulant persister dans le dessein de pénétrer vers Amsterdam par la Nord-Hollande. C'est pourquoi un armistice fut proposé et signé le 18 octobre, aux termes duquel l'armée anglaise dut se rembarquer avant le 1er novembre. Ainsi finit cette expédition, qui eut pour objet de chasser les Français de la Hollande; malheureusement, malgré les plus héroïques efforts de la bravoure la plus brillante, elle n'eut d'autre effet que de river les chaînes des Hollandais; elle servit de prétexte pour les lier plus étroitement à la France, plutôt que de les en séparer. Il faut attribuer le non succès principalement au mauvais choix du point d'attaque. Comme à Fontenoi, l'ennemi fut refoulé sur ses appuis et sur ses réserves. Entourée et entrecoupée d'eau comme l'est la Hollande, il paraît étonnant qu'on ne l'attaqua pas d'une autre manière, en profitant de notre supériorité maritime, et qu'on ne fit nulle tentative pour tourner les Français dans la Nord-Hollande; ou pour diviser leur attention en effectuant une seconde descente, dont on aurait pu combiner les opéra-

tions, avec celles qui eurent réellement lieu. Cet oubli semble avoir été l'erreur fondamentale du projet primitif. L'armée une fois débarquée, et les Français et Hollandais réunis devant son front, elle ne pouvait plus faire de détachements sans un grand danger; mais, si trois corps de 12,000 hommes chacun, après avoir pris terre en différents endroits, se fussent avancés rapidement vers un but déterminé, suivant un ordre de marche concerté d'avance, ils eussent certainement déjoué les calculs de l'ennemi et opéré sous de meilleures chances, qu'en s'entassant tous ensemble sur une presqu'île étroite, entrecoupée de digues et de canaux, où l'ennemi, à chaque centaine de mètres, trouvait une position défensive nouvelle et aussi bonne que celle dont il venait d'être chassé. L'expédition commença d'ailleurs trop tard sur l'année, pour qu'il fût possible de l'achever complètement en cas de succès. Le vent, qui par malheur soufflait dans une mauvaise direction, fut un dernier désavantage; il empêcha de faire arriver les différents corps de l'armée aussi promptement qu'on l'eût voulu; et par suite l'ennemi trouva encore, même après que les premières troupes débarquées eurent signalé le point d'attaque, le temps de rassembler ses moyens et de prendre les dispositions de défense nécessaires.

1801.

Cette année est remarquable par la paix de Lunéville conclue entre la république française et l'empereur d'Autriche; celui-ci renonça à la Belgique au profit de la France. Mais, en signant cet acte, il oublia que le traité de la barrière, qui mit ses ancêtres en possession des provinces belges, lui défendait d'en jamais céder la moindre parcelle à la France: tant sont fragiles les liens des traités, dès qu'ils viennent

en opposition avec les exigences de la politique du moment! Dans la circonstance actuelle, cette cession fut de peu d'importance, parce que déjà les Français occupaient militairement la Belgique. Mais elle n'en blessa pas moins les règles de la diplomatie, en ce qu'on ne consulta point la Grande-Bretagne. On doit chercher l'explication de ce procédé dans les événements de la guerre, et dans la nécessité où l'Empereur se vit réduit de faire la paix pour sauver ses domaines d'Autriche.

1809.

L'Escaut faisait partie de la France déjà depuis quelques années; dans l'intervalle, l'activité énergique du gouvernement français avait créé à Anvers une flotte de vaisseaux de ligne. Les feuilles publiques du continent, obéissant en ceci à l'influence française, accordaient à cette flotte beaucoup plus d'importance qu'elle n'en méritait; la suite en fournit la preuve. Cependant, la possibilité de voir des vaisseaux de guerre ennemis sortir de l'Escaut, engagea le gouvernement anglais à tenir une escadre considérable en croisière devant l'embouchure de ce fleuve. L'éloignement des forces françaises, qui opéraient cette année sur le Danube, semblait offrir une occasion favorable pour attaquer Anvers et pour détruire la flotte des Français. Dans ce dessein, l'Angleterre prit la résolution d'embarquer une armée, suffisamment nombreuse, pour pouvoir profiter de la moindre velléité qu'auraient les habitants de secouer le joug de la France, sitôt que quelque démonstration ne laisserait plus douter de leurs sentiments à cet égard.

Dans les derniers jours de juillet, une armée anglaise d'au moins 36000 hommes mit à la voile vers les bouches de l'Escaut. Elle fit sa descente, le 30 du même mois, sur la côte septen-

trionale de l'île de Walcheren ; et le 3 août, les Anglais furent en pleine possession de cette île, excepté de Flessingue qu'ils investirent.

L'Escaut coule en aval d'Anvers sans se diviser jusqu'à six lieues et demie plus bas vers la mer. Là, l'île de Zuid-Beveland le partage en deux branches, qu'on appelle l'Escaut occidental et l'Escaut oriental. L'Escaut occidental poursuit son cours sur environ treize lieues, ayant la côte de l'île de Zuid-Beveland à droite et la terre ferme à gauche ; puis il se jette dans l'Océan germanique entre l'île de Walcheren et l'île de Cadzand, situées à une lieue et demie l'une de l'autre.

L'Escaut oriental a l'île de Zuid-Beveland à gauche et la côte du Brabant à droite, jusqu'au delà de Berg-op-Zoom, où une rivière profonde mais étroite, sépare l'île de Tholen de la terre ferme. Plus loin, la côte de Tholen borde l'Escaut oriental à droite ; ensuite les îles de Duiveland et de Schouwen, sur la droite, de Noord-Beveland et de Walcheren, sur la gauche, forment son embouchure dans la mer. Il résulte clairement de cette description que l'occupation de l'île de Zuid-Beveland est tout-à-fait inutile pour approcher d'Anvers avec une armée.

Zuid-Beveland sépare les deux Escauts ; et il faut, suivant l'occurrence, faire traverser l'un ou l'autre à l'armée qu'on a rassemblée dans l'île, avant de pouvoir avancer plus loin. Il est vrai que les troupes françaises de Zuid-Beveland franchirent à gué l'Escaut oriental, et se sauvèrent ainsi dans le Brabant. Il est vrai encore que du temps du duc d'Albe, un chef espagnol passa de terre ferme dans l'île de Beveland, au même endroit. Mais ce que de petits corps peuvent faire, à la rigueur dans des cas extrêmes, ne saurait se donner comme exemple à suivre par une grande armée. La largeur de l'Escaut oriental est ici d'une demi-lieue ; la marée y

monte de trois mètres soixante-cinq centimètres. Le lit du fleuve est entrecoupé de criques. Des troupes n'y passèrent jamais à gué qu'en nombre insignifiant. Certes, ce serait un général bien hardi, celui qui tenterait de conduire une armée avec ses bagages son artillerie et ses munitions, à travers un pareil obstacle.

L'île de Tholen n'offre pas les mêmes désavantages. L'accès par l'Escaut oriental en est commode. On peut, au besoin, arriver jusque devant la ville de Tholen avec des bâtiments de 50 canons. Une armée peut se porter de l'île de Tholen en terre ferme, en autant de colonnes et sur telle étendue de front qu'elle juge utile d'adopter. La communication est sûre entre Tholen et la bouche de l'Escaut oriental, appelée le Roompot. Il paraît donc démontré, qu'il eût fallu choisir l'Escaut oriental et l'île de Tholen pour ligne d'opération de l'armée dirigée contre Anvers.

Mais ceux que l'on chargea d'arrêter les dispositions de l'entreprise perdirent ces réflexions de vue, ou ne furent pas suffisamment au fait de la topographie de la contrée. Tandis qu'on effectuait la descente sur l'île de Walcheren, un corps considérable prit terre en même temps à Zuid-Beveland. Celle-ci avec le fort de Batz, bâti sur la pointe la plus rapprochée d'Anvers où l'Escaut se bifurque en deux branches, furent occupés sans qu'il en coûtât la dépense d'une cartouche. Ainsi, dans les trois ou quatre premiers jours qui suivirent l'arrivée de l'armement aux bouches de l'Escaut, les îles de Zuid-Beveland et de Walcheren tombèrent au pouvoir des troupes anglaises; la seule ville de Flessingue qui est dans Walcheren échappa pour le moment, mais elle fut investie. L'armée séjourna dans les deux îles durant le siége de Flessingue. On doit considérer comme une nouvelle faute et comme une faute très-grave de lui

avoir fait perdre ainsi le temps. L'occupation de Flessingue était aussi superflue que celle de l'île de Zuid-Beveland pour faciliter le passage de l'armée par l'Escaut oriental ; car on pouvait introduire des bâtiments de toute grandeur dans l'Escaut occidental, en les conduisant entre Walcheren et Zuid-Beveland, puis les rassembler à Batz pour transporter les troupes au-delà de l'Escaut. Quelle que fût la ligne d'opérations qu'on eût dessein de faire suivre ultérieurement à l'armée, il est clair que ce retard fut extrêmement fatal, qu'il fournit à des adversaires actifs le loisir d'apprêter leurs moyens de défense, et de jeter dans Anvers des renforts assez considérables, pour rendre plus que douteuse l'obtention du but final de l'expédition.

Flessingue se rendit le 16 août. Après la prise de Flessingue, l'armée anglaise laissant dans l'île de Walcheren une garnison de 9000 hommes avança jusqu'à Batz ; une partie des troupes y fut conduite sur des bâtiments de transport, les autres marchèrent au travers de l'île de Zuid-Beveland. Le 29 août, on abandonna entièrement l'idée de pousser les opérations plus avant ; le 14 septembre, le commandant en chef, comte de Chatham, retourna en Angleterre, après avoir confié à un corps de 15,000 hommes la garde de l'île de Walcheren. Ce corps, déjà fort réduit par les maladies, se rembarqua en décembre, époque de l'évacuation définitive de l'île.

Ainsi se termina une expédition dans laquelle, pour prix des énormes sacrifices faits dans la vue d'accomplir un objet comparativement insignifiant, on essuya une série de cruels désappointements. Les causes du non-succès paraissent avoir consisté d'abord dans le mauvais choix de la ligne d'opérations ; et, en second lieu, dans la trop grande lenteur avec laquelle on agit, suivant la ligne adoptée.

1810.

Au commencement de cette année, les Français prirent possession de Bréda et de Berg-op-Zoom. Ensuite, ils envoyèrent des troupes dans Amsterdam ; et la Hollande fut incorporée dans l'empire français. A la vérité, quelques militaires hollandais et d'autres citoyens, mûs par les sentiments d'un énergique patriotisme, résolurent de s'opposer à ce procédé insultant et humiliant de la part de la France. Mais les Français se trouvèrent trop puissants et déjà maîtres des boulevards de la contrée, avant que cette résistance pût éclater. L'esprit de la population, en général, n'était pas encore monté à ce degré de mécontentement et d'aversion contre le régime français et contre l'alliance française, qu'on vit surgir plus tard dans toute l'Europe.

1813.

Les revers éprouvés par l'armée française, pendant l'été et dans l'automne de cette année, la forcèrent d'évacuer l'Allemagne et de se retirer sur la rive gauche du Rhin. Le 3 octobre, Napoléon, avec les débris de cette armée, traversa le Rhin à Mayence, après avoir éprouvé de grandes difficultés pour atteindre le fleuve, à cause de l'interposition d'un corps de Bavarois, qui s'étaient établis sur sa ligne de retraite, à Hanau, sur le Meyn, à environ onze lieues et demie de Mayence.

Les alliés résolurent de poursuivre leurs succès et d'envahir immédiatement la France. Ils formèrent le projet de pousser leur principale armée, par Bâle, au delà du Rhin, et de la faire marcher sur Paris, en combinant ses opérations avec celles d'un autre corps, qui devait pénétrer par

Genève. L'armée prussienne, sous le maréchal Blucher, devait avancer de Mayence, et celle du Nord de l'Allemagne, composée des contingents de différentes nations, passer le Rhin, entre Coblentz et Nimègue, afin de forcer les Français à évacuer la Hollande et la Belgique.

Le gouvernement français semble n'avoir eu aucune appréhension, que les alliés prissent immédiatement l'offensive, ni le moindre soupçon de leur véritable ligne d'opérations. L'invasion par Bâle et par Genève fut pour lui une véritable surprise, tout-à-fait inattendue. A en juger par les mesures qu'il adopta pour la résistance, ce fut plutôt contre les Pays-Bas qu'il craignit de voir se diriger les efforts des armées alliées. Plusieurs bataillons de la garde accoururent à Anvers; et le peu de troupes qui restaient disponibles, il les envoya défendre le passage du Rhin, entre Nimègue et Cologne.

Mais la marche des événements fut si rapide, que des obstacles ordinaires ne purent l'arrêter. Sitôt que l'armée française eut été repoussée jusque sur la rive gauche du Rhin, les Hollandais profitèrent de l'occasion, pour secouer le joug de la France. Les troupes françaises en Hollande, furent obligées de se renfermer dans les forteresses. On envoya une députation à Londres, pour renouer l'ancienne alliance avec l'Angleterre, et pour inviter le prince d'Orange, le roi actuel des Pays-Bas, à rentrer en Hollande. Le 30 novembre, Sa Majesté débarqua à Scheveningen.

Un corps russe, qui faisait partie de l'armée du Nord de l'Allemagne, entra dans la province de Groningue, et marcha sur l'Yssel. Les bâtiments hollandais du Zuider-Zée transportèrent l'infanterie russe à Amsterdam, qu'elle occupa le 1er décembre.

Le général français, qui commandait en chef dans les Pays-

Bas, alarmé par la défection générale et craignant de voir toutes ses troupes enlevées en détail, résolut de les concentrer ; il donna l'ordre, à cet effet, aux garnisons de Bréda, de Gertruydenberg, de Berg-op-Zoom et de Willemstad, d'évacuer ces places, et de marcher sur Anvers. Des contr'ordres arrivèrent de Paris, assez à temps pour prévenir l'évacuation de Berg-op-Zoom ; mais celle de Bréda, de Gertruydenberg et de Willemstad était déjà effectuée. Les Russes, traversant le Biesboch, au Mœrdyk, prirent aussitôt possession des deux premières villes ; une brigade de la garde anglaise, qui avait pris terre à Scheveningen, fut poussée, de son côté, au-delà du Biesbosch plus en aval ; elle s'établit dans Willemstad. Le gouvernement de la Grande-Bretagne, décidé à soutenir les Hollandais de tous ses moyens, se trouva par l'occupation de Willemstad, en possession d'un point de débarquement. Il envoya sur le champ en Hollande un corps de troupes anglaises, qui, en y comprenant la brigade de gardes, ne s'éleva pourtant pas à plus de 9000 hommes, et qui débarqua à Willemstad. Le commandement de ce corps, qu'on avait l'intention de renforcer immédiatement, fut confié à Lord Lynedoch. Celui-ci étant arrivé dans le Roompot, descendit à terre sans délai, et accourut en hâte à Tholen.

L'année 1813 finit pendant le cours de ces opérations. Les troupes anglaises occupaient Tholen, Steenberg et Willemstad ; les Russes, Bréda et Gertruydenberg. Cependant les Français étaient en possession du Helder, de Flessingue, de Muyden, de Gorcum, de Bois-le-Duc, de Berg-op-Zoom, de Batz, de Naarden, de Maestricht et de Grave, dans les Provinces-Unies ; en outre, ils étaient maîtres d'Anvers et de ses forts détachés, d'Ostende, de Nieuport et d'Ypres, en Belgique. Les Hollandais n'avaient pas encore d'armée ;

et, bien que toutes les communications entre les différentes forteresses fussent, en grande partie, interceptées par les habitants du pays, qui se montraient pleins de zèle et de bonne volonté, il est évident, qu'on ne pouvait pas regarder la délivrance de la Hollande comme tout-à-fait accomplie.

1814.

Le gouvernement français, après avoir renforcé les garnisons d'Anvers et de Berg-op-Zoom, donna l'ordre d'envoyer un détachement de la première, pour tâcher de reprendre Bréda. En conséquence, un corps de 5000 hommes partit d'Anvers avec quelques obusiers, et alla jeter un petit nombre de projectiles creux dans la place. Une brigade d'infanterie anglaise accourut de Steenberg, au secours des troupes russes renfermées dans Bréda. Les Français, se désistant de leur attaque, se mirent en retraite vers Hoogstraeten, situé à mi-chemin à-peu-près, entre Bréda et Anvers; et ils se tinrent là en observation, comme un corps d'avant-postes par rapport à la forteresse d'Anvers.

Les troupes russes entrées en Hollande reçurent l'ordre d'avancer sur Namur, pour agir de concert avec un deuxième corps russe, lequel, après avoir passé le Rhin à Cologne, se dirigeait également sur la Meuse, dans le dessein d'envahir la France de ce côté. En conséquence, Namur tomba, le 24 janvier, au pouvoir des Russes; ceux-ci ayant ensuite poussé plus avant se rendirent maîtres d'Avesnes. Un corps d'armée prussien traversa le Rhin, à Arnheim, et établit son quartier-général à Bréda. Beaucoup plus nombreuses que les Russes qui les avaient précédées, ces troupes purent non seulement occuper Bréda, mais encore bloquer Gorcum et Bois-le-Duc. Les remparts de la dernière place furent escaladés par les Prussiens, qui refoulèrent la garnison dans la citadelle. La

citadelle capitula plus tard. La garnison de Gorcum dépourvue de provisions se vit, à son tour, obligée de se rendre.

Le général Bulow, qui commandait le corps prussien, et lord Lynedoch avec ses Anglais, concertèrent un mouvement offensif, pour déloger les troupes françaises d'Hoogstraeten. Les Prussiens devaient partir de Bréda et attaquer les Français en front, tandis que les Anglais gagneraient le flanc et la communication de l'ennemi. L'attaque fut fixée à la matinée du 12 janvier. Les alliés se mirent en mouvement ainsi qu'ils étaient convenus; mais les Français, instruits par leurs patrouilles du danger qui menaçait leur flanc, se retirèrent; ils prirent position, conjointement avec un détachement de la garnison d'Anvers, la droite au village de Merxhem, à environ deux mille mètres d'Anvers, et la gauche au village de Borgerhout. Les Anglais les chassèrent avec impétuosité de Merxhem, et les Prussiens de Borgerhout; et ils furent forcés de rentrer dans Anvers avec quelque perte. Les Anglais et les Prussiens retournèrent ensuite à Rozendael et à Bréda.

Quoique les Anglais ne disposassent point actuellement des moyens nécessaires pour assiéger une place comme Anvers, et que la saison de l'année ne fût pas favorable à une semblable entreprise, leur dernière expédition pourtant leur donna l'espérance de pouvoir au moins détruire la flotte française, qui consistait en treize vaisseaux de ligne, mouillés dans le bassin. Mais, comme il y avait à Anvers 12000 ennemis, évidemment un corps de 9000 anglais ne pouvait s'aventurer près de la place sans la coopération des Prussiens. Cette coopération ayant été obtenue pour un temps limité, il fallut ensuite réunir le nombre de mortiers voulu, afin de pouvoir jeter, en quantité suffisante, les bombes et les balles incendiaires destinées à produire le résultat qu'on avait en vue.

La rigueur permanente de l'hiver, et les glaces du Biesbosch rendirent très-difficiles l'arrivée et le déchargement des bâtiments de transport, qui voiturèrent l'artillerie à Willemstad. On put à peine rassembler 17 mortiers, dont 13, trouvés sur les remparts de Willemstad, étaient français ou hollandais. On ne devait pas espérer que les artilleurs anglais, qui n'étaient nullement au fait de l'exécution ni des propriétés de ces dernières pièces, en tirassent le meilleur parti possible. Cependant, le projet valait bien qu'on le tentât; l'expédition ayant été résolue, les Anglais et les Prussiens s'avancèrent le 1er février; le 2, au point du jour, ils prirent possession, comme la première fois, de Merxhem et de Borgerhout. Merxhem, dont l'attaque échut aux Anglais, avait été retranché par des ouvrages de campagne. On l'assaillit de front et sur les deux flancs; l'ennemi l'abandonna, dès qu'il vit sa communication menacée. On mit les mortiers en batterie; et aussitôt on ouvrit le feu contre le bassin où la flotte française était rassemblée. Un seul vaisseau éprouva quelques dommages, et un magasin d'approvisionnements maritimes fut incendié : mais avec leur activité ordinaire, les Français, d'ailleurs très-faiblement inquiétés par le petit nombre de projectiles qu'il fut possible de leur lancer, empêchèrent tout autre dégât de se propager.

Le corps prussien de Bulow, obéissant à un ordre émané du quartier-général des alliés, se sépara des Anglais. Il abandonna son terrain devant Anvers et se dirigea sur la France, par Malines, Bruxelles, Mons et Avesnes, jusqu'à Laon. La garnison française de Bruxelles évacua cette ville à l'approche des Prussiens. Elle se retira à Lille. Plus tard, un corps français sortit de Lille, et alla se mettre en communication, par la Tête-de-Flandres, avec la garnison d'Anvers; en même temps un détachement de l'armée prussienne

marcha de Bruxelles sur Gand, d'où il se porta, par Audenarde, Tournai et Maubeuge, à Avesnes. Il y rejoignit le corps d'armée auquel il appartenait. Celui-ci avait avec lui un contingent de Saxons, qui firent la tentative de prendre possession de Maubeuge. Ils y jetèrent quelques projectiles creux, mais sans en obtenir aucun résultat.

Le 5 mars, les Français poussèrent un corps de 5000 hommes de Lille vers Gand. Les Prussiens avaient laissé un bataillon à Audenarde, ville par laquelle les Français devaient passer. L'Escaut coule si rapidement à travers Audenarde, qu'il était facile, en fermant les écluses qui se trouvent au centre de l'enceinte, de remplir les fossés des anciennes fortifications et de former, en peu d'heures, une inondation considérable. Les Prussiens tirèrent parti de ces avantages locaux, et repoussèrent les Français de devant Audenarde avec quelque perte.

Durant les progrès de ces opérations, la situation des troupes anglaises sur les frontières de Hollande n'était pas sans danger. Depuis le départ des Prussiens, elles s'étaient reportées en arrière, et établies à mi-distance environ entre Bréda et Anvers. On se souvient qu'elles n'étaient qu'au nombre de 9000 hommes. Le bill pour la mobilisation de 30000 hommes de milices, n'avait rien produit de ce qu'on en avait attendu; et, conséquemment, le corps employé en Hollande ne reçut pas les recrues qui lui avaient été primitivement destinées. Les Français avaient 12000 hommes dans Anvers. Cette garnison pouvait communiquer avec Lille sans obstacle; car, après l'affaire du 5 mars, les Prussiens avaient quitté Audenarde. Elle pouvait donc s'adjoindre du renfort de ce côté, et marcher avec une très-grande supériorité contre la petite armée anglaise; celle-ci aurait dû alors forcément subir la mortification de se sauver sur

ses bâtiments de transport à Willemstad, la seule place fortifiée en son pouvoir. Ces motifs tournèrent l'attention de lord Lynedoch vers les moyens de prendre possession de Berg-op-Zoom, forteresse située sur la rive droite de l'Escaut et sur le flanc droit de l'armée anglaise, et dont, par cela même, l'importance se montrait aux yeux.

La place ayant été reconnue de près, on découvrit qu'elle pouvait être facilement emportée d'assaut, circonstance bien inattendue dans une forteresse aussi renommée. Il fut mis hors de doute que la marée basse ne laissait pas plus de deux pieds d'eau à l'endroit où la Zoom traverse les remparts. On eut donc ainsi, de prime abord, une brêche praticable et assez large pour admettre huit hommes de front. En outre, on trouva l'escarpe généralement trop basse, quelques fronts à demi-revêtement, et les trois bastions voisins de l'Escaut sans aucun revêtement. Il faut observer aussi, que les rudes gelées qui avaient lieu à cette époque, rendaient impossible à l'ennemi de tirer aucun parti des défenses à manœuvres d'eau de Berg-op-Zoom, ou d'interdire le passage, en ouvrant les écluses et en remplissant inopinément les fossés secs. Les mêmes gelées, au surplus, donnaient la faculté de traverser les fossés pleins d'eau; on s'était assuré, en effet, que la glace y avait été brisée par la garnison mais seulement sur une bande étroite, qu'on pouvait franchir à l'aide de planches.

Vu ces diverses circonstances, on résolut de tenter la prise d'assaut de la forteresse de Berg-op-Zoom, dans la nuit du 8 mars.

On forma les troupes destinées à cette entreprise en quatre colonnes. La première devait entrer par la Zoom, prendre à droite en quittant le lit de la rivière, longer les remparts et faciliter l'entrée des autres corps assaillants. La

deuxième colonne devait escalader le bastion du front d'Anvers, appelé bastion Pucelle ; on le choisit de préférence, parce qu'un bâtardeau placé devant son angle flanqué y retenait l'inondation venant de l'Escaut et que les trois bastions derrière l'inondation n'étaient pas revêtus. On se donnait ainsi la chance de pouvoir prendre aisément les bastions non revêtus, si la glace se trouvait assez solide pour porter les troupes. Au cas qu'on la trouvât pourrie ou trop faible, on devait livrer l'assaut par les fossés secs de l'autre côté du bâtardeau. La troisième colonne devait escalader le front de Wouw, et la quatrième, par une attaque purement simulée, devait attirer l'attention de l'ennemi vers la porte de Steenberg.

Les troupes lancées à l'assaut par la Zoom et par le bastion Pucelle réussirent, et entrèrent dans la place sans beaucoup de difficulté. La colonne qui devait escalader le front de Wouw trouva l'ennemi en force ; elle fut repoussée. Mais les hommes composant cette colonne se postèrent au pied du bastion Pucelle, puis, suivant ceux qui déjà s'étaient rendus maîtres de ce bastion et des bastions voisins, ils gravirent les échelles et se formèrent à leur tour sur les remparts. Jusque là, tout allait bien, et la prise de la forteresse semblait certaine. Les trois colonnes assaillantes se trouvaient dans l'enceinte, et la fausse attaque sur la porte de Steenberg occupait très-sérieusement l'attention de la garnison. Cependant, la colonne introduite par la Zoom poussa seule en avant. Par une de ces méprises qui semblent presque inséparables des entreprises de cette nature, une partie des troupes sortit du lit de la rivière par la gauche, au lieu de le faire par la droite. Les Français, se ralliant alors, tombèrent en grande supériorité sur ce détachement auquel la marée montante venait de couper tout soutien. On

essuya également des revers sur d'autres points, parce que les assaillants s'étaient trop disséminés et qu'ils demeurèrent sans liaison. Enfin, on jugea nécessaire de se retirer tout-à-fait.

Les Anglais, en cette occasion, éprouvèrent une perte considérable en tués, en blessés et en prisonniers. Sans doute un pareil échec sera toujours un sujet de véritable regret; toutefois, on peut le dire avec confiance, la tentative ne ternit nullement la gloire des armes britanniques. Peut-être l'attaque de Berg-op-Zoom est-elle jusqu'à un certain point comparable à la bataille de Fontenoy. Dans l'une et dans l'autre, le but valut les dangers, et fut très-près d'être atteint. Si le non-succès de pareilles actions doit être déploré, il n'en faut pas répudier la mémoire. L'attaque de Fontenoy ne réussit pas, mais elle révéla tant de vaillance et de résolution, que, durant tout le reste de cette campagne, le maréchal de Saxe se montra très-circonspect vis-à-vis de l'armée alliée : un assaut comme celui de Berg-op-Zoom témoigne d'une audace, qui, certes, ne déshonore pas les troupes. Au contraire, elle commande le respect à l'ennemi, et lui fait sentir qu'il a affaire à des hommes résolus et disposés à entreprendre tout ce que leurs chefs jugeront praticable.

Après l'échec éprouvé à Berg-op-Zoom, un corps de Saxons occupa Lierre et Malines, d'où il envoya un détachement dans le voisinage d'Anvers, pour surveiller la garnison de cette forteresse. En même temps, un grand nombre de soldats de la marine russe furent mis à terre, et s'établirent dans la ville et dans l'île de Tholen. Ces renforts permirent à lord Lynedoch de détacher une brigade pour assiéger, conjointement avec la flotte, le petit fort de Batz, situé à la pointe de Zuid-Beveland, où l'Escaut se divise en deux branches. Ce fort commande la navigation du fleuve.

Déjà on avait fixé la nuit de l'ouverture des tranchées ; mais, pendant la journée même qui la précéda, un courrier apporta la nouvelle de l'entrée des alliés dans Paris et du changement de gouvernement en France. Les hostilités cessèrent donc immédiatement.

Le 30 mai, un traité de paix fut signé à Paris. La France consentit à retirer ses troupes des forteresses qu'elle occupait encore en Hollande et en Belgique. La délimitation des frontières entre la Belgique et la France se fit, à très-peu près, conformément à ce qui avait existé au commencement de la guerre en 1792. La souveraineté de la Maison d'Orange en Hollande fut reconnue par la France; et il fut stipulé, dans le traité, que les Hollandais recevraient une extension de territoire (1). On tomba toutefois d'accord, de n'arrêter définitivement les détails de cette nature, que dans le congrès qui devait s'ouvrir sans délai à Vienne. Il fut donc encore douteux, en ce moment, si la Belgique serait incorporée à la Hollande, ou bien si, après avoir reconstruit les forteresses, on les garnirait d'une manière analogue à ce qui s'était pratiqué en exécution du traité de la Barrière de 1715. Entretemps, ces provinces furent gouvernées, au nom des puissances alliées, par le général autrichien, comte Vincent; et l'armée britannique, placée sous le commandement du prince d'Orange, après le retour de lord Lynedoch en Angleterre, en continua l'occupation militaire.

1815.

Au commencement de cette année, l'armée anglaise se trouvait tranquillement cantonnée en Belgique, ayant son quartier-général à Bruxelles et attendant l'issue des délibérations de Vienne. Elle avait été renforcée par la légion ger-

(1) Voir les notes à la fin de l'ouvrage.

manique et, en outre, par un corps composé de quelques régiments hanovriens, très-bien disposés et bien organisés. Toutefois, ces forces réunies ne pouvaient nullement suffire à la tâche de défendre une frontière ouverte, comme l'était alors celle qui s'étend de la Meuse à la mer. Il était également évident que jamais par la suite les Néerlandais seuls ne seraient capables de rassembler les troupes nécessaires pour garder cette ligne si on la maintenait dans son état de faiblesse actuel. C'est pourquoi on entama une négociation, qui est encore aujourd'hui en progrès (1825) et qui a pour objet la reconstruction des forteresses belges. On chargea des comités d'ingénieurs néerlandais et anglais, de présenter des rapports concernant le temps et les dépenses qu'exigerait cette mesure. Tandis qu'on était occupé de ces objets, on reçut l'avis que Napoléon venait de rentrer en France, le 1er mars. Il fallut s'attendre, en conséquence, à voir d'un jour à l'autre les hostilités se rouvrir. On se mit sur-le-champ à faire les meilleurs préparatifs possibles, suivant les circonstances, pour défendre immédiatement les Pays-Bas. Le duc de Wellington avait parcouru la frontière l'été précédent; l'opinion de sa Grâce étant connue (1), au sujet des points qui devaient les premiers attirer l'attention, en cas de guerre, on ne perdit point de temps en pourparlers inutiles. Avant l'arrivée de Napoléon à Paris, le 20 mars, près de 10000 hommes étaient déjà à l'ouvrage sur les fortifications en Belgique. On y employa plus tard soixante officiers ingénieurs, onze compagnies de sapeurs et 20000 paysans; on fit venir sans délai d'Angleterre des bouches à feu et des munitions, et, avant que les hostilités ne commençassent, l'on avait mis la frontière dans un état de défense beaucoup

---

(1) Voyez les notes.

plus respectable, que les plus hardis n'eussent osé croire qu'il fut possible de le faire. Ostende et Nieuport furent fortifiés dans le but de garantir la communication avec l'Angleterre. Ypres fut restauré, armé, et mis en bon état de défense. Tournai fut rendu tenable, et les murs de sa vieille citadelle servirent à former un poste défensif, qu'on garnit d'artillerie et qu'on pourvut d'abris blindés à l'épreuve. On rendit Mons susceptible de quelque résistance, en la couvrant de ses inondations et en construisant sur le Mont Palisel, en guise de réduit ou de citadelle, une grande redoute d'un profil respectable, qu'on munit de blindages à l'épreuve et de gros canons. Sur la Lys on ne fit rien; parce que ni des fortifications de Menin ni de celles de Courtrai il ne restait rien debout, dont on eût pu se servir; qu'il eût fallu conséquemment tout créer à neuf, et que le temps manquait pour cela. D'ailleurs, on pouvait se demander s'il aurait été prudent de placer, si près de la frontière et d'une forteresse ennemie telle que Lille, de faibles garnisons derrière des fortifications, dénuées d'ouvrages permanents. Mais, comme il n'était aucunement improbable que les Français poussassent un corps sur Gand, entre l'Escaut et la Lys, tandis que leur principale attaque aurait lieu par Mons et par Charleroi, ainsi qu'il arriva dans d'autres occasions, on construisit quelques solides ouvrages de campagne, bien palissadés et bien fraisés, en avant de Gand, les appuyant par la droite à la Lys et par la gauche à l'Escaut, et les faisant communiquer avec les vieux remparts de Gand; on répara ces remparts, qui devaient tenir lieu de seconde ligne, et la ville elle-même fut rendue tenable. Afin de faciliter les mouvements de l'armée sur l'une et l'autre rive de l'Escaut, suivant que les circonstances le demanderaient, Audenarde fut fortifié et armé; on s'assura

ainsi la possession de son pont. On construisit en outre un pont de pontons plus haut sur la rivière à Avelgem, et on le protégea par des ouvrages de campagne. Les fortifications de la ville d'Ath, située à mi-distance environ entre Mons et Tournai, furent à leur tour réparées et mises en un état de défense tel, que, pour s'en emparer, on aurait dû ouvrir la tranchée devant elles. Les Prussiens s'étant avancés par la vallée de la Meuse, occupèrent en force Namur et Charleroi; ils se placèrent ainsi en communication immédiate avec l'armée anglaise; c'est pourquoi il devint superflu de rien faire dans ces deux places, défendues par de nombreuses troupes prussiennes. La distance de Namur à Nieuport est de trente-huit à trente-neuf lieues. Quant à vouloir interdire aux Français de percer quelque part un tel développement de frontières, dans un pays plat et ouvert, cela ne saurait jamais venir à l'idée d'aucun militaire; mais l'objet qu'on eut en vue fut d'empêcher qu'ils n'envahissent la Belgique assez rapidement, pour nous enlever le loisir de rassembler sur leur ligne d'opérations l'armée destinée à les combattre; or, ce problème parait avoir été complètement résolu. On semble avoir également prévu l'éventualité d'une retraite temporaire et les avantages qui résulteraient, en ce cas, de la possibilité de marcher sur Anvers en plusieurs colonnes et de manœuvrer delà, suivant les circonstances, soit par l'une ou par l'autre rive de l'Escaut. En effet, l'on construisit un pont sur le Rupel à Boom, à l'aide des barques ou des bateaux du pays. Anvers même fut fortifiée avec beaucoup de soin, et un pont volant, capable de porter 1500 hommes à la fois, fut mis à l'ancre, équipé parfaitement, et tenu prêt pour communiquer d'Anvers à la Tête-de-Flandre.

Les Français, de leur côté, déployèrent une prodigieuse

activité à organiser et à équiper des troupes, et à les rendre aptes à entrer en campagne. Mais, malgré leurs efforts, l'armée anglaise trouva le temps de compléter ses préparatifs de défense en Belgique ; le duc de Wellington, auquel échut le commandement, avait son quartier-général à Bruxelles; l'armée, qui venait de recevoir des renforts considérables de la Hollande, du Hanovre, et de l'Angleterre, était cantonnée en avant de Bruxelles, sur les diverses routes venant de France, de manière à pouvoir se concentrer dans le moindre délai possible, aux points où sa présence deviendrait nécessaire. Telle était la situation des choses, avant que les Français ne commençassent leurs mouvements offensifs.

Les troupes françaises, destinées à l'invasion de la Belgique, se réunirent le 14 juin, à Beaumont, entre la Sambre et la Meuse. Selon les rapports les plus authentiques, leur nombre s'élevait à 136,000 hommes, soutenus par 350 pièces d'artillerie. Certains écrivains français n'accusent pas au-delà de 122,000 hommes. Mais c'est à tort qu'ils pensent ajouter quelque chose à la gloire de cette armée, en déguisant sa force. L'armée française fit tout ce que des soldats braves et expérimentés pouvaient faire. Peut-être l'examen minutieux de toutes les circonstances porterait-il plutôt à dire, que défendue et occupée comme l'était alors la Belgique, l'invasion de ce pays, entreprise même avec 136,000 hommes, présenta plus de difficultés, que le généralissime des Français n'en paraît avoir aperçues; et qu'elle n'aurait point dû être tentée, sans un plus vaste déploiement de moyens. Ceux qui cherchent à réduire ainsi la force de l'armée française, ont sans doute perdu de vue cette conséquence nécessaire : qu'il faudrait, pour les croire, attribuer à son chef une dose de folie et de présomption d'autant plus grande.

Le 15 juin, l'armée française franchit la Sambre en trois

colonnes ; la colonne principale marcha par Charleroi, les deux autres par Marchiennes et par Châtelet, à peu de distance au-dessus et au-dessous de Charleroi. Le corps prussien de Zieten, fort de 26000 hommes, occupait Charleroi, ayant des détachements à Marchiennes et à Châtelet et ses avant-postes sur la rive droite ou rive française de la Sambre. Zieten retira ses troupes, lentement et à l'aise, de Charleroi et de Châtelet ; il les conduisit par la chausée de Namur jusqu'à Gilly, où il s'établit dans une excellente position, et où il tint les Français en respect pendant quelque temps, malgré leur immense supériorité. Ensuite, il se retira au village de Fleurus, qu'il occupa jusqu'à la nuit close. Le détachement prussien de Marchiennes se porta delà à Gosselies sur la route de Bruxelles ; puis, tournant à droite, il se dirigea sur Fleurus. Ainsi, Zieten concentra son corps tout entier avant la nuit à Fleurus, à un peu plus de deux lieues de Charleroi. Ce fut là toute l'étendue de sa retraite ou du progrès des Français dans cette direction, pendant la journée du 15 juin. Les colonnes françaises, qui avaient passé la Sambre à Charleroi et à Châtelet, s'étaient mises à la poursuite de Zieten sur la chaussée de Namur. La nuit elles bivouaquèrent devant Fleurus. La colonne dirigée par Marchiennes marcha sur Gosselies, où Ney, qui la commandait, établit son quartier-général, en poussant une avant-garde vers le village de Frasnes. Celle-ci eut un engagement, à Frasnes, avec un bataillon de Nassau, au service hollandais. Une division de 5000 hommes appartenant à la colonne de Ney, fut détachée de Gosselies vers Fleurus, à la poursuite du détachement prussien, qui, comme on l'a dit, s'était retiré de Marchiennes à Gosselies et delà s'était porté à Fleurus, pour y rejoindre le corps dont il faisait partie. Il est nécessaire de se rappeler cette circonstance, afin de comprendre clairement les événements du lendemain.

Sitôt qu'on eut avis à Namur des mouvements de l'armée française sur la Sambre, les corps prussiens de Pirch et de Thielman, consistant chacun en 26000 hommes à peu près, se mirent en marche, sous les ordres du maréchal Blucher, et se dirigèrent sur Sombreffe; déjà on avait reconnu d'avance une position dans le voisinage de ce village, avec l'intention d'y rassembler l'armée prussienne. Cette position paraît avoir été choisie très-judicieusement par l'état-major prussien. Elle se trouve à égale distance environ de Namur et de Charleroi, et communique par une chaussée avec l'une et l'autre places. De quelque côté donc que les Français débouchassent, soit que ce fût de l'un de ces deux points, soit de tout autre point intermédiaire sur la Sambre, rien ne pouvait empêcher l'armée prussienne de se concentrer. La position, au surplus, était forte en elle-même, s'appuyant par la droite au village de St.-Amand, et par la gauche à Sombreffe. On avait le dessein d'occuper, devant le front, le village de Ligny, et de placer les réserves en arrière, dans celui de Bry. Le maréchal Blucher se porta en hâte, le 15 juin, sur cette position qui n'est qu'à quatre lieues de Namur, et il y fut rejoint par le corps de Zieten, lequel évacua Fleurus dans la soirée. Ainsi, quelques heures après que l'ennemi eut passé la Sambre, trois corps de l'armée prussienne, constituant une force totale de 78000 hommes, se trouvèrent réunis dans une position, qu'on avait d'avance reconnue et résolu d'occuper.

L'armée française se composait de la Garde, de cinq corps d'armée et de quatre corps de cavalerie. Deux corps d'armée, celui de Reille et celui d'Erlon, la cavalerie légère de la Garde, et le corps de cuirassiers de Kellerman opéraient sur la route des Quatre-Bras, sous Ney, à l'exception pourtant de la seule division d'infanterie de Girard en marche

de Gosselies vers Fleurus, sur les traces du détachement prussien dont on a déjà fait mention. Ney avait donc sous ses ordres 35000 hommes d'infanterie, 8000 de cavalerie, et 108 pièces d'artillerie. Le reste des forces françaises, sur la chaussée de Namur, comprenait la Garde, moins la cavalerie légère détachée sous Ney, les trois corps d'armée de Vandamme, de Gérard et de Lobau, la division d'infanterie de Gérard appartenant au corps de Reille, et les corps de cavalerie de Pajol, d'Excelmans et de Milhaud : au total, 77000 hommes d'infanterie, 16000 de cavalerie et 242 pièces d'artillerie.

On rapporte que Napoléon exprima sa satisfaction sur le résultat des mouvements du 15, et qu'il aurait dit que jusque là son plan avait réussi à souhait. Mais, en vérité, le motif de ce contentement est difficile à découvrir. L'armée française passa la Sambre : ce fut là, sans rien de plus, le résultat véritable, le produit réel de son attaque. Non seulement il n'y a point eu de surprise, quoi qu'en aient dit certains écrivains français et autres, mais l'examen des mesures préparatoires démontre l'impossibilité morale qu'il y en eût une. Pas un corps, pas une colonne ne fut coupée, en accourant aux postes d'alarme; nulle confusion, nuls ordres contradictoires; aucune interruption des communications entre les armées anglaise et prussienne, ou entre les diverses fractions de chacune d'elles; tous accidents qui se seraient présentés plus ou moins, si l'invasion avait été si rapide, ou les mouvements de l'ennemi si inattendus, qu'on s'est plu à l'insinuer. Une masse de 78000 Prussiens se concentra dans la nuit même, prête à marcher le lendemain matin sur le flanc droit et sur les derrières des Français, si le gros de leur armée avançait vers Bruxelles, ou à se défendre dans une bonne position choisie d'avance, si les premiers efforts

de l'ennemi se tournaient contr'elle. Sur la route de Gosselies, une division de l'armée du duc de Wellington, la division hollandaise de Perponcher, à laquelle appartenait le bataillon de Nassau à Frasnes, accourut de Nivelles et vint se poster entre Frasnes et les Quatre-Bras; les troupes des environs de Bruxelles, ainsi que celles cantonnées en d'autres lieux sur les différentes communications venant de la frontière, se mirent en marche vers le même point, dès qu'on sut d'une manière certaine que l'attaque par Charleroi était sérieuse.

Napoléon et ses apologistes ont cherché à jeter du blâme sur Ney, qui dirigea les opérations sur cette ligne, pour n'avoir pas poussé en avant, le 15, jusqu'aux Quatre-Bras. Mais un peu de réflexion montre l'injustice de ces critiques. Les troupes françaises se trouvaient sous les armes et les chevaux étaient sellés depuis dix-huit heures; on ne saurait dire au juste quelle distance ils parcoururent réellement, parce que la contrée de la rive droite de la Sambre est fort accidentée, et n'offre ni chaussées ni chemins réguliers. Cependant, de Solre-sur-Sambre à Charleroi on doit compter au moins sept lieues; depuis Beaumont, le quartier-général, jusqu'à Charleroi, on peut calculer sept lieues trois quarts. Quelques-unes des divisions eurent encore plus de chemin à faire. Pour atteindre Gosselies, qui est à cinq quarts de lieue au-delà de Charleroi, et pour pousser une avant-garde jusqu'à Frasnes, à cinq quarts de lieue plus loin encore, ce qui au total fait huit lieues et un quart de parcours pour le gros des colonnes, et neuf lieues et demie pour les troupes légères en tête, il a déjà fallu un effort peu commun, et beaucoup de bonne volonté de la part des soldats Français. Si l'on considère, qu'outre la distance à franchir, ils eurent les Prussiens chasser de Marchiennes, et plusieurs escarmouches à re-

pousser pendant toute la durée de la marche, on ne voit réellement pas qu'il fut possible de rien en attendre davantage. Ce serait évidemment avec tout autant de justice, ou plutôt avec la même injustice, qu'on reprocherait aux troupes dirigées sur la chaussée de Namur, de n'avoir pas pris possession de la position de Ligny, dans la soirée du 15 juin.

Le 16, Napoléon attaqua les Prussiens dans la position de Ligny. Comme on l'a expliqué déjà, il disposait pour cette opération de 93,000 hommes, tant de cavalerie que d'infanterie, et de 242 pièces d'artillerie. Les trois corps prussiens s'élevaient ensemble à environ 78,000 hommes. Le plan d'attaque adopté par les Français ne semble pas avoir été judicieux. La droite de la position prussienne était, de beaucoup, la partie la plus faible; on eût pu la tourner complètement. Il ne paraît pas qu'il fût nécessaire d'attaquer le village de Ligny, détaché devant le front de la position. Cependant Napoléon lança ses troupes contre le front aussi bien que contre la droite. Il réussit, au prix de très-grands sacrifices et des efforts les plus extrêmes, à s'établir dans les villages de St.-Amand et de Ligny. Les Prussiens tenaient encore Bry et Sombreffe, lorsque la nuit mit un terme au combat. Sans doute, la victoire échut aux Français, mais elle leur avait coûté fort cher. Ce n'était pas un succès de cette nature qui pût raffermir le trône de Napoléon, ou rétablir la terreur de ses armes. D'après ses propres rapports, il eut 7000 hommes tués ou blessés. Les Prussiens éprouvèrent une perte du double à-peu-près, et abandonnèrent en outre quelques canons.

Pendant l'attaque contre la position prussienne, le corps d'armée de d'Erlon, qui se trouvait sous le commandement de Ney sur la chaussée de Bruxelles, marcha vers le village

de St.-Amand pour aider à l'emporter. Il n'eut aucune part à l'action, parce que à son arrivée ses services étaient devenus inutiles, St.-Amand ayant été déjà pris. On a dénié l'ordre d'envoi de ces troupes; mais il n'est pas présumable que leur chef ait fait un semblable mouvement sans instructions; il est clair aussi que Ney, qui avait besoin de leur soutien, ne les détacha point; on peut donc conclure, avec une grande probabilité, que cet ordre émana de Napoléon lui-même. Quelle qu'en soit l'origine, la fausse manœuvre du corps d'armée de d'Erlon fut certainement très-fatale à la cause des Français, en neutralisant complètement les efforts d'environ 20000 hommes d'infanterie, de 1,800 hommes de cavalerie et de 46 pièces d'artillerie, dans une occasion des plus importantes et de plus fécondes en conséquences.

Ici se présente une réflexion sur la disposition de l'armée française, le 16 juin. Le but était de tomber sur les Prussiens en force supérieure, et d'empêcher simplement l'armée du duc de Wellington d'accourir à leur aide des Quatre-Bras; dès lors ne semble-t-il pas avoir été très-inutile d'employer deux corps d'armée sur la chaussée de Bruxelles? Dans le fait, puisque le corps de d'Erlon était parti, on ne mit réellement en jeu sur cette ligne qu'un seul corps d'armée, privé encore de l'une de ses divisions d'infanterie, mais soutenu par la cavalerie et par l'artillerie dont on a déjà fait mention. Si ce dernier arrangement eût été adopté, dans les projets de la journée, et on ne voit aucune raison pour qu'il ne le fût pas, les Français auraient disposé de 20,000 fantassins de plus pour attaquer la position de Ligny; peut-être alors l'armée prussienne aurait-elle été plus sérieusement entamée, la victoire plus complète, et ses suites plus avantageuses et plus importantes.

On a dit que Ney avait l'ordre d'avancer avec ses deux corps

d'armée jusqu'aux Quatre-Bras, de rester en position avec l'un des corps au point de jonction des routes, afin d'empêcher l'armée du duc de Wellington de se rassembler; enfin de détacher l'autre corps par la chaussée de Namur pour attaquer à revers la position prussienne de Ligny, tandis que Napoléon dirigerait les mouvements de l'armée, sous son propre commandement, contre la droite et sur le front. Mais Ney, dans la courte notice qu'il a publiée sur sa conduite, nie avoir reçu un pareil ordre, et certes il n'agit pas comme un homme auquel on aurait donné des instructions aussi claires et aussi positives. Que s'il avait été en effet jamais question de ces instructions, le départ de la moitié de ses troupes lui en aurait rendu, en tout cas, l'exécution impossible. On doit remarquer encore, au sujet de cet ordre, en supposant qu'on l'ait envoyé et qu'on ait voulu réellement effectuer le mouvement qu'il prescrit, que ce mouvement était peu judicieux, comme exposant les troupes à une marche trop longue et à d'inutiles fatigues, pour arriver à un résultat qu'on pouvait atteindre plus directement. Il est donc évident qu'il eût été préférable, comme je l'ai déjà insinué, d'adjoindre ce corps d'armée aux troupes destinées à l'attaque de la position prussienne. Les Français auraient pu se maintenir sur le ruisseau de Ligny, et tourner la droite ennemie à St.-Amand, en prenant plus à gauche de leur propre ligne; s'ils avaient agi de la sorte, avec 20000 fantassins en sus des forces que Napoléon dirigea contre les Prussiens, il est probable que les avantages obtenus eussent été bien plus grands et moins chèrement achetés.

Dès le point du jour du 16 juin, tandis que Napoléon conduisait son armée contre les Prussiens, Ney essaya d'avancer de Gosselies sur la chaussée des Quatre-Bras. Il rencontra, à Frasnes, la division hollandaise établie en cet endroit et

que le prince d'Orange venait de rejoindre. Bientôt après, le duc de Wellington se montra sur le terrain; ayant ordonné à ses troupes de se tenir sur la défensive, jusqu'à l'arrivée des renforts qui accouraient, Sa Grâce partit au galop sur la gauche, vers Sombreffe, où elle eut elle-même une entrevue avec Blucher, et où elle vit les Prussiens en position. A son retour aux Quatre-Bras elle y trouva déjà réunis une division anglo-hanovrienne, celle de Picton, le corps des Brunswickois, sous leur brave duc, et les trois bataillons du contingent de Nassau.

La division hollandaise se défendit vaillamment, avant d'être secourue. Cependant elle fut forcée de se replier de Frasnes aux Quatre-Bras, après avoir beaucoup souffert. Le combat se poursuivait avec une grande chaleur, lorsque les renforts venant de Bruxelles rejoignirent; les divisions anglaise et brunswickoise éprouvèrent, à leur tour, l'une et l'autre des pertes considérables.

Les forces françaises opérant sur cette ligne avaient primitivement consisté, comme on l'a déjà rapporté, en 35000 hommes d'infanterie, en 8000 de cavalerie, et en 108 pièces d'artillerie. Le corps de d'Erlon, qui se composait de 20000 hommes d'infanterie, de 1800 chevaux et de 46 pièces d'artillerie, ayant été détaché il resta, par conséquent avec Ney, en face des Quatre-Bras, 15,000 hommes d'infanterie, 6,200 chevaux et 62 pièces d'artillerie. L'infanterie et la cavalerie se conduisirent admirablement. La dernière, on doit le dire, se montra brave et audacieuse à l'extrême. Mais Ney ne fit point de sa nombreuse artillerie l'usage qu'il en aurait pu faire. Nul homme présent à l'action n'aurait soupçonné que les Français eussent 62 pièces d'artillerie sur le champ de bataille. Le fait est pourtant incontestable. Ils avaient avec eux l'artillerie des trois divisions d'infanterie du corps

de Reille, 24 pièces, la batterie de réserve du même corps, 8 pièces, la batterie de la division de cavalerie légère du même corps, 6 pièces, les 12 pièces de la division de cuirassiers et les 12 pièces de la cavalerie légère de la garde : au total, 62 pièces.

Vers la fin de la journée, les Français poussèrent un corps considérable dans un bois appelé le Bois de Bossu situé sur la droite et un peu en avant de la position des Quatre-Bras, avec le dessein de tourner la droite anglaise. En même temps, ils déployèrent leur cavalerie, et portèrent en avant plus de canons qu'ils n'avaient fait jusqu'alors. Les Anglais, qui presque dès le commencement de l'action avaient eu au moins autant d'infanterie que l'ennemi, et qui avaient reçu successivement divers renforts, se virent en ce moment soutenus en outre de la Garde accourue par la route de Nivelles. Ces derniers bataillons, en arrivant près de la lisière du bois mentionné, eurent ordre d'en déloger l'ennemi, ce qu'ils firent à l'instant même, mais non sans une forte perte. La nuit mit fin au combat. L'armée du duc de Wellington la passa sous les armes, en ayant des Quatre-Bras, position sur laquelle elle se trouvait alors presque entièrement réunie, et où la cavalerie et l'artillerie venaient de la rejoindre.

Peut-être supposera-t-on que, si le corps de d'Erlon ne s'était pas éloigné de la chaussée des Quatre-Bras, et si Ney avait marché sur ce point avec toutes les forces primitivement placées sous ses ordres, conformément aux instructions réelles ou imaginaires, qu'on prétend lui avoir été adressées, l'armée anglaise dans ce cas n'aurait pas pu se concentrer, et que l'issue de la campagne aurait été bien différente. Il n'est donc pas hors de propos de faire observer ici, que c'eût été précisément le contraire, et que ces mesures, loin d'empêcher la concentration de l'armée du duc de Wellington,

l'eussent dans le fait hâtée ; puisque l'espace à franchir par les divisions qui la composaient serait devenu d'autant moindre. Un simple coup-d'œil sur la carte prouvera l'exactitude de cette assertion. Si la division hollandaise de Frasnes avait été culbutée avant d'être soutenue, elle pouvait se retirer sur Nivelles ou sur Waterloo. Dans sa retraite vers le dernier point, elle eût rencontré les renforts accourant de Bruxelles, et, selon toutes les probabilités, la position de Waterloo serait devenue alors le lieu de concentration du reste de l'armée ; ce qui aurait raccourci la marche des troupes venant d'Enghein et de la Dendre. La division hollandaise, se rabattait-elle sur Nivelles? là encore, elle se serait trouvée d'environ une lieue plus près de Bruxelles qu'elle ne le fut aux Quatre-Bras, ayant de même l'avantage d'une chaussée, pour communiquer avec les troupes de soutien, et de deux lieues plus près d'Enghien, de Soignies, de Braine-le-Comte et d'Ath. Les divisions arrivant de ces points et la cavalerie partie de la Dendre, auraient donc pu, si l'on avait désigné Nivelles pour le rassemblement, atteindre cette ville au moins deux heures plus tôt qu'elles n'atteignirent les Quatre-Bras. Il faut remarquer que, suivant les projets arrêtés pour les troupes de Ney, dans le cas où les deux corps d'armée auraient pénétré jusqu'aux Quatre-Bras, l'un de ces corps devait immédiatement prendre à droite par la chaussée de Namur, afin de coopérer dans l'attaque contre les Prussiens. Nous avons déjà signalé les inconvénients d'un tel circuit, sous le rapport des opérations contre la position prussienne ; mais d'un autre côté, il ne paraît nullement certain que, pour combattre l'armée anglaise, les Français eussent retiré le moindre avantage de l'occupation des Quatre-Bras, avec un corps de la force de celui que Ney essaya de faire avancer sur ce point par la

chaussée de Gosselies. L'armée du duc de Wellington ne s'en serait pas moins concentrée, soit à Waterloo devant le front des Français, soit sur leur flanc à Nivelles, selon ce qu'il aurait jugé convenable. D'ailleurs, on ne voit pas de raison, pour que les divisions hollandaise, brunswickoise et anglo-hanovrienne, qui formaient un total de 19,000 hommes, et qui arrêtèrent l'ennemi dans sa marche sur les Quatre-Bras jusqu'au moment où le rassemblement de l'armée fut terminé, n'eussent point été capables de remplir cette tâche tout aussi bien à Waterloo où à Nivelle, dans le cas où on les y aurait attaquées. Ne semble-t-il pas, en effet, que la chose eût été au contraire plus aisée, puisque les différentes autres divisions auraient pu d'autant plus promptement les soutenir. Ce fut l'arrivée de la nuit qui empêcha le duc de Wellington de se prévaloir de sa supériorité aux Quatre-Bras, après la concentration de ses forces. Or, cette circonstance fâcheuse ne se serait pas présentée sur toute autre position que les troupes auraient pu atteindre en moins de temps que les Quatre-Bras; delà résulte nécessairement cette conséquence : que le mouvement, que les Français ont regretté de n'avoir pas fait, devait plutôt tourner à leur détriment.

Les Prussiens évacuérent la position de Ligny en deux colonnes, dans la nuit du 16 juin. Les corps de Zieten et de Pirch se retirèrent par le village de Tilly, situé à une lieue environ du champ de bataille; celui de Thielman marcha sur Gembloux, qui eu est à une lieue et demie à peu près. La distance de Tilly à Gembloux est d'un peu moins de deux lieues. Durant la nuit, le corps de Bulow, fort de 26,000 hommes, joignit à Gembloux celui de Thielman. La perte que les Prussiens avaient essuyée dans la journée, se trouva donc ainsi réparée et au-delà. Le terrain qu'ils avaient cédé

était d'une étendue insignifiante, et, comme ils ne furent ni poursuivis ni molestés dans leur retraite, la communication entre les divers corps demeura intacte. L'arrière-garde resta même dans les villages de Bry et de Sombreffe jusqu'au lever du soleil, du lendemain 17, afin de couvrir la marche des colonnes. Après délibération, les Prussiens résolurent de battre en retraite vers Wavre, situé sur la Dyle à quatre lieues environ de Tilly et de Gembloux; en conséquence, leur armée toute entière se mit en mouvement, et se concentra effectivement dans le voisinage de Wavre, pendant la journée du 17.

Sous quelque point de vue qu'on l'envisage, ce mouvement de l'armée prussienne paraît avoir été la meilleure mesure qu'il leur fut possible d'adopter. On rapporte qu'après l'arrivée du corps de Bulow, ils discutèrent s'il ne convenait pas de prendre l'offensive pour ressaisir la position perdue. Et, au fait, ils comptaient alors près de 86,000 hommes sous les armes. Toutefois, ces troupes étaient généralement fatiguées, et celles du corps de Bulow, en particulier, venaient de faire une marche accablante la veille et durant une partie de la nuit. Les Français d'ailleurs s'étaient jetés dans Sombreffe, immédiatement après le départ des Prussiens, et par conséquent ceux-ci ne pouvaient plus communiquer avec l'armée anglaise, qu'en faisant un long circuit en arrière. Aussi Blucher ignorait-il encore, pendant les premières heures de la journée du 17, si les divisions de l'armée du duc de Wellington, établies aux Quatre-Bras le 16 au matin, avaient su tenir les Français en échec, jusqu'à la réunion complète de l'armée; ou si elles n'avaient pas été forcées de se rabattre sur Bruxelles, et si l'armée anglaise n'avait dû se concentrer plus en arrière que les Quatre-Bras. Les bords de la Dyle sont réputés suscep-

tibles d'une bonne défense. C'est pourquoi Blucher, en s'y retirant, allait occuper une position solide, peu éloignée de la ligne d'opérations des Anglais, et d'où il pourrait les soutenir ou s'en faire aider, suivant l'occurrence des évènements et des tentatives de l'ennemi.

Dans la matinée du 17, les Français détachèrent d'abord une division de cavalerie et une autre d'infanterie, à la poursuite de l'armée prussienne, pour reconnaître la direction de sa ligne de retraite. Il paraît fort étrange que, dans une contrée ouverte où les Français étaient loin d'être impopulaires, ils aient eu la moindre difficulté à obtenir ce renseignement, d'autant surtout que les Prussiens occupèrent les villages de Bry et de Sombreffe jusqu'au point du jour. Cependant, Napoléon semble avoir cru que la retraite se faisait sur Namur; car, sans aucune information préalable, la cavalerie légère des Français s'élança dans cette direction. Il apprit, un peu plus tard dans la journée, que les corps de Zieten et de Pirch s'étaient retirés par Tilly. Le maréchal Grouchy fut alors détaché de ce côté à leur poursuite. Il marcha jusqu'à Tilly; là, ayant entendu dire que les Prussiens avaient passé par Gembloux, il changea de direction à droite pour se rendre en ce dernier endroit, où il arriva vers cinq heures de relevée. Les troupes de Grouchy ne firent pas plus de trois lieues de marche, le 17.

Les forces, à la tête desquelles Grouchy poursuivit les Prussiens, se composaient : 1° du corps d'armée de Vandamme, moins la division de cavalerie, qui fut réunie au corps de Lobau; 2° du corps d'armée de Gérard; 3° du corps de cavalerie d'Excelmans; et 4°, enfin, des divisions d'infanterie et de cavalerie, détachées du corps d'armée de Lobau et du corps de cavalerie légère de Pajol, et qu'on avait, par erreur, poussées en avant sur la chaussée de

Namur, dès le matin de bonne heure. Ces troupes formaient sept divisions d'infanterie et quatre de cavalerie; en tenant compte des pertes de la veille, on peut estimer qu'elles s'élevaient au nombre de 30,000 hommes d'infanterie et de 6,000 de cavalerie, avec 19 pièces d'artillerie.

Il est impossible de n'être pas frappé de l'infériorité numérique des troupes françaises envoyées à la poursuite des Prussiens, quand on envisage l'importance du but à atteindre et la force de l'armée en retraite. Napoléon ne peut avoir ignoré la présence du quatrième corps prussien. Il devait supposer que ce corps tenterait tous les moyens pour faire sa jonction avec le maréchal Blucher, sitôt que le passage de la Sambre par les Français serait avéré. Informé régulièrement, il connaissait sans doute l'arrivée de Bulow à Gembloux, pendant la nuit précédente. Mais, même en mettant le corps de Bulow tout-à-fait hors de cause, la victoire que les Français avaient remportée à Ligny n'était nullement de nature à justifier une poursuite, avec des forces tellement inférieures à celles qui avaient combattu sur cette position. Quoi qu'il en soit, 36000 Français poursuivirent de fait environ 86,000 Prussiens. Ne fut-ce pas réellement heureux pour Grouchy de n'avoir point dépassé les Prussiens, ou de ne les avoir pas serrés de trop près? Sa complète destruction n'en eût-elle pas été le résultat inévitable? Ces réflexions viennent à l'appui de la remarque déjà présentée plus haut, sur la faute que commirent les Français, en n'attaquant pas dès l'abord la position prussienne avec plus de monde. Il fallait remporter à Ligny une victoire bien décidée pour pouvoir, sans imprudence et avec utilité, mettre à la poursuite de l'armée prussienne, un corps aussi faible que celui qui était placé sous les ordres de Grouchy.

La retraite des Prussiens rendit nécessaire un mouvement

correspondant de la part du duc de Wellington. Sa Grâce résolut de se replier jusqu'à Waterloo, et de poster son armée en travers des chaussées de Nivelles et de Charleroi, qui se rejoignent en ce point avant d'atteindre Bruxelles. De cette manière elle devait se trouver en ligne, avec les Prussiens, éloignés d'environ deux lieues et demie. L'infanterie quitta son terrain des Quatre-Bras vers onze heures du matin ; elle n'eut que deux lieues et demie à faire pour arriver sur la nouvelle position ; elle les parcourut paisiblement sans être aucunement molestée par l'ennemi. La cavalerie couvrit cette retraite et fut suivie de près par l'avant-garde française.

A peu près au moment même que l'infanterie anglaise partit des Quatre-Bras, les Français établis à Ligny et à Sombreffe prirent les armes. Les troupes destinées à poursuivre les Prussiens ayant été mises sous les ordres du maréchal Grouchy, et une division, qui avait beaucoup souffert dans l'attaque de St.-Amand, ayant été désignée pour avoir soin des blessés, Napoléon, à la tête de tout le reste, se mit en marche vers Quatre-Bras ; de là, après avoir été informé de la retraite des Anglais, il poussa en avant vers Waterloo les troupes qu'il avait amenées avec lui de Ligny, aussi bien que celles qui se trouvaient déjà près des Quatre-Bras ; il arriva devant la position de Waterloo à la chûte du jour, et il se mit au bivouac pour la nuit en face de l'armée du duc de Wellington à un peu plus de trois mille mètres de distance.

On rapporte que Napoléon blâma Ney de n'avoir pas renouvelé, le 17 de bonne heure, son attaque contre les Anglais établis aux Quatre-Bras. Mais on oublie, en admettant cette critique, que presque toute l'armée alliée se trouvait déjà rassemblée en ce moment, et que le corps d'armée de Reille avait été réduit, non seulement de la division de 5000 hommes em-

ployée à St-Amand, mais encore des pertes de la veille, que les Français évaluent eux-mêmes à plus de 4000 hommes. Il manquait donc 9000 hommes à ce corps d'armée. A la vérité, celui de d'Erlon avait été rendu à Ney. Mais à cause des réductions dont on a parlé, les deux corps ensemble ne comptaient pourtant pas au-delà de 31000 hommes d'infanterie, force absolument insuffisante pour agir contre les troupes alors concentrées en avant des Quatre-Bras.

L'armée alliée, en position sous le commandement du duc de Wellington, en avant du village de Waterloo, consistait en 81 bataillons, dont 25 Anglais, 8 de la Légion germanique, 14 Hanovriens, 9 Brunswickois, 3 de contingent de Nassau-Usingen, et 22 appartenant aux Pays-Bas; au total, environ 50,500 hommes d'infanterie. Il y avait 28 régiments de cavalerie, dont 15 Anglais, 4 de la Légion germanique, 1 Hanovrien, 1 Brunswickois et 7 appartenant aux Pays-Bas; tous ensemble s'élèvant à environ 10,250 chevaux. L'artillerie consistait en 138 pièces, dont 72 anglaises, 18 de la Légion germanique, 12 hanovriennes, 12 brunswickoises et 24 néerlandaises. Une division, composée de 4 bataillons anglais et de 5 hanovriens, avec 3 brigades d'artillerie anglaise ou 18 pièces, était à Tubise, couvrant Halle, sur la chaussée de Mons, à un peu plus de deux lieues de la droite de la position. Le prince Frédéric d'Orange, à la tête d'un corps de l'armée des Pays-Bas, se tenait en communication avec cette division, pour le même objet : celui d'empêcher qu'aucune troupe française ne pénétrât vers Bruxelles par la chaussée de Mons. On s'attendait à voir les Français pousser une colonne dans cette direction par Nivelles, car la route qui conduit à cette ville se trouvait ouverte devant eux depuis le départ des Anglais pour Quatre-Bras. On peut hardiment affirmer qu'ils auraient dû adopter cette mesure. Mais il paraît

que l'abandon des Quatre-Bras inspira trop de confiance au quartier-général des Français. Ils ne soupçonnèrent évidemment pas que leur marche sur Bruxelles dût éprouver aucune interruption sérieuse.

L'armée française, au moment où elle franchit la Sambre, s'élevait, comme on l'a déjà dit, à 136000 hommes. On peut estimer à 18000 hommes en tout les pertes essuyées à Ligny et aux Quatre-Bras, plus la division laissée à Ligny après la bataille et quelques troupes demeurées à Charleroi avec les équipages de ponts et avec le parc de réserve. Il faut déduire, en outre, le corps de Grouchy, qui comptait 36000 hommes. On peut donc admettre que les forces françaises employées à Waterloo, sous le commandement de Napoléon, montaient à 82000 hommes, dont 17000 de cavalerie. Le corps de Grouchy avait emmené 96 pièces d'artillerie; il y en avait 8 avec la division laissée à Ligny. Par conséquent l'ennemi doit avoir eu 246 pièces d'artillerie sur le champ de bataille.

Ainsi, Napoléon, à la tête d'une armée composée de 65,000 hommes d'infanterie, de 17,000 de cavalerie, et de 246 pièces d'artillerie, allait attaquer celle du duc de Wellington, forte de 50,500 hommes d'infanterie, de 10,250 de cavalerie, et de 138 pièces d'artillerie, cette dernière armée se trouvant bien établie sur son terrain, étant bien préparée au combat et pouvant facilement communiquer avec une force auxiliaire de près de 82,000 Prussiens, postés à deux lieues et demie sur le flanc gauche Sans la présence de l'armée prussienne, la force numérique et la composition de celle des Français, tous vieux soldats, d'une même nation, attachés à leur chef et brûlant de rétablir la gloire des armes françaises, eussent justifié peut-être la tentative et l'espoir d'un succès. Mais l'armée prussienne

étant là, si formidable par le nombre, ce fut certainement s'abandonner à la fortune plus que ne doit le faire un général habile, que de livrer bataille et de se reposer, pour l'issue d'une opération si importante, sur la possibilité de voir les Prussiens tenus en échec par le corps, beaucoup trop faible, détaché à cet effet sous Grouchy.

Mais une autre réflexion se présente ici, laquelle semble avoir été complètement perdue de vue par les Français. La victoire qu'ils désiraient ne pouvait s'obtenir, en tout cas, qu'au prix de grands sacrifices. Napoléon eût-il même réussi à pénétrer jusqu'à Bruxelles, son armée se serait trouvée dans une situation si critique et tellement diminuée en nombre, qu'elle aurait été incapable d'aucune opération ultérieure et que, selon toute probabilité, elle serait tombée le lendemain sous les coups des Prussiens, comme une proie réduite à ne pouvoir plus se défendre. Il paraît avoir, dans l'occasion présente, commis la même erreur, en répartissant ses troupes, que le 16 juin. A cette journée, on se le rappelle, il ne dirigea pas contre les Prussiens une force aussi grande qu'il pouvait le faire; parce qu'il employa deux corps d'armée sur la chaussée des Quatre-Bras, où un seul corps eût été bien suffisant. On ne voit nullement qu'il y eût ici nécessité de détacher 36000 hommes à la poursuite des Prussiens. Il était absurde de prétendre que ces troupes fissent autre chose qu'épier et suivre les mouvements de l'ennemi à une distance respectable; fonctions que pouvait remplir tout aussi bien un corps de cavalerie avec quelques canons et avec une ou deux divisions d'infanterie. Ce dernier parti eût procuré aux Français une supériorité plus marquée à Waterloo et par conséquent plus de chances de battre l'armée anglaise, avant qu'elle ne fût soutenue par les Prussiens. Le corps de Grouchy fit défaut, là où ses services étaient néces-

saires, et sur le terrain où on l'employa, il fut inutile.

Le village, ou plutôt la petite ville de Braine-la-Leud, sur la droite de la position de l'armée alliée, fut occupée par une division composée de 12 bataillons de Néerlandais. Quoique Braine-la-Leud soit, de deux mille mètres environ, plus à droite encore que la chaussée de Nivelles, chaussée qu'on peut considérer comme la droite réelle de la position, il y avait néanmoins nécessité absolue de s'y établir, pour empêcher l'ennemi de s'avancer à la faveur du ravin dans lequel le village est situé; et de tourner l'armée, comme firent les Français sous Jourdan en l'année 1794, lorsqu'ils se portèrent suivant cette direction sur Bruxelles, après la bataille de Fleurus. Une autre division, soutenue d'une brigade appartenant à la division qui tenait Tubise, fut placée de même à la droite de la chaussée de Nivelles. Deux divisions, le corps brunswickois et les trois bataillons du contingent de Nassau-Usingen s'établirent entre les chaussées de Nivelles et de Charleroi, occupant devant le front, par des détachements, le château d'Hougoumont ainsi que la ferme et les bâtiments de la Haie-Sainte. Une division anglaise et une néerlandaise, avec une brigade appartenant à une division non encore complétée, se postèrent sur le terrain entre la chaussée de Charleroi et la gauche de la position; cette gauche était appuyée à un ravin qui se dirige, en descendant, vers les fermes de la Haie et de Papelotte. On occupa la première. On répartit l'artillerie le long du front de la position, aux emplacements qui parurent les plus avantageux. En arrière de l'infanterie, on forma la cavalerie par brigades, prêtes à agir suivant ce que les circonstances commanderaient. Ce fut dans cette situation, que l'armée alliée attendit le choc de l'ennemi. Vers onze heures du matin, la bataille commença : une colonne française se mit en marche contre Hougoumont. Les troupes

employées dans cette attaque s'étaient formées un peu à droite de la Belle-Alliance, sur la hauteur opposée au centre des alliés; elles se dirigèrent delà sur Hougoumont situé devant la droite de la position. Ce mouvement exposa fort inutilement le flanc de la colonne assaillante aux coups de l'artillerie anglaise, à la distance d'à-peu-près huit à neuf cents mètres. Dix-huit pièces de 9 ouvrirent immédiatement le feu; et l'attaque contre Hougoumont fut repoussée avec une grande perte pour l'ennemi, sans qu'on eût tiré un coup de fusil de part ni d'autre.

Les Français renouvelèrent le mouvement contre Hougoumont; profitant cette fois des sinuosités du terrain, ils évitèrent le feu d'artillerie partant de la position anglaise, et s'approchèrent d'Hougoumont en front et sur la droite. Ils tentèrent tous les efforts pour s'emparer de ce poste; mais la bravoure et le sang-froid des troupes chargées de le défendre les en repoussèrent constamment.

Jusqu'ici l'ennemi avait à peine aperçu les troupes placées en ligne. Le plateau qui forme la position est fort étroit, et l'on avait, autant que possible, tenu l'infanterie sur le revers, afin de ne pas l'exposer sans nécessité au feu de l'ennemi; on n'avait encore poussé en avant que l'artillerie, selon les exigences de l'action, sur les parties saillantes ou contreforts du terrain. L'ennemi s'imagina que cette artillerie était sans soutien, et serait facile à enlever. La cavalerie française s'avança pleine de fierté et d'audace; arrivée près de la crête du plateau, elle trouva l'infanterie anglaise formée en carrés. Elle chargea ces carrés, et, cherchant une brèche pour y pénétrer, elle en fit même le tour, non sans souffrir considérablement des effets de la mousqueterie. Cette manœuvre fut répétée à plusieurs reprises. Chaque fois l'ennemi perdit beaucoup de monde; le feu de l'artillerie le

foudroyait pendant sa marche ; en avant sur la position, il essuyait celui des carrés d'infanterie ; et quand il se retirait, la cavalerie alliée lancée à sa poursuite, le chargeait et le harcelait jusqu'au pied de la hauteur. Cependant, ces attaques par boutades et sans liaison, ne purent amener aucun résultat réellement utile ; elles n'en eurent d'autre, que de faire détruire une bonne partie de la cavalerie française, dès le commencement de la bataille.

Les revers de sa cavalerie, et la défense opiniâtre du château d'Hougoumont, durent convaincre le chef de l'armée française, qu'il se trouvait engagé dans une entreprise plus sérieuse qu'il ne semble l'avoir cru d'abord. Pendant les premières heures de l'engagement, il n'employa qu'une faible portion de sa formidable artillerie. Mais en ce moment il la fit avancer sur le terrain, au delà de la vallée, en face de la position de l'armée alliée. Un grand nombre de pièces y furent mises en batterie; elles ouvrirent un feu vif et serré, qui se concentra principalement sur la partie de la ligne au-dessus de la ferme de la Haie-Sainte, et sur le centre gauche. Deux colonnes d'infanterie marchèrent à l'attaque, sous la protection de ce feu; l'une d'elles pénétra dans la Haie-Sainte, qui fut à l'instant garnie de troupes françaises. Les murs et les bâtiments de cette ferme n'étaient pas, tant s'en faut, construits ou disposés favorablement pour la défense ; ils constituaient un poste très-inférieur à celui d'Hougoumont. La possession en fut pourtant vaillamment disputée. Sous son appui, les Français eurent l'intention, paraît-il, de pousser plus en avant une colonne d'infanterie. Mais l'artillerie anglaise balaya les deux flancs de la Haie-Sainte, par des feux tellement nourris que les Français ne purent jamais parvenir à déboucher de là. Ils ne tirèrent nul avantage du succès obtenu sur ce point, bien que ce succès leur eût coûté fort cher.

L'autre colonne se dirigea contre le centre gauche des alliés. Elle eut beaucoup à souffrir durant son approche, et elle finit par être repoussée et ramenée en arrière en grande confusion; l'on dut principalement ce résultat à une charge inopinée et bien conduite d'une brigade de grosse cavalerie anglaise.

Le feu de l'artillerie ennemie continua avec une vigueur soutenue. La Garde française, qui jusqu'en ce moment était demeurée en réserve, entra en action : elle se forma en une colonne compacte, et marcha contre la droite de la position alliée. Ces troupes avancèrent bravement jusque près de la crête du plateau; mais, pendant la durée de ce mouvement offensif, elles essuyèrent le feu de nombreuses pièces d'artillerie; et, à leur approche de la position anglaise, une décharge de mousqueterie les rejeta tout-à-fait sur la droite. Ce fut là le dernier effort des ennemis. Le duc de Wellington ordonna, en ce moment, un retour offensif général sur toute la ligne. Les Français abandonnant leur artillerie, se hâtèrent, dans la plus extrême confusion, de gagner la chaussée de Charleroi.

On se rappelle que l'armée prussienne se composait de quatre corps : le maréchal Blucher en laissa un à Wâvre, celui de Thielman, pour tenir tête à Grouchy. Deux chemins donnent accès de Wâvre à la gauche du champ de bataille de Waterloo. L'un, par le Bois de Paris, passe entre le château de Frischemont et l'abbaie d'Aywiers, et rejoint la chaussée de Charleroi à la Maison du Roi, après avoir traversé le village de Plancenois. Le corps de Bulow accourut suivant cette direction au secours des Anglais. Son avant-garde paraît s'être trouvée sur le flanc des Français et en contact avec leurs troupes légères, au moment où elle déboucha du Bois de Paris vers cinq heures de relevée, bien

avant que les Anglais n'en eussent avis. Le deuxième chemin, par Ohain, conduit en droiture au ravin au-dessus de la Haye, ravin qui formait la gauche des Anglais. Les deux autres divisions prussiennes, celles de Zieten et de Pirch, arrivèrent de ce côté, vers le soir. L'état d'épuisement où l'armée du duc de Wellington était réduite, empêcha sa Grâce de poursuivre les Français; mais à l'instant même les Prussiens commencèrent la poursuite, qui se prolongea presque sans aucune interruption, jusqu'au-delà de la Sambre (1).

Il est impossible, en réfléchissant aux évènements de cette mémorable journée, de n'être pas frappé du défaut d'ensemble des opérations françaises. Ils avaient une cavalerie, une artillerie et une infanterie excellentes. Mais les efforts de ces différentes armes ne furent pas combinés, comme il semble qu'ils auraient dû l'être. La première attaque contre le château d'Hougoumont se fit avec de l'infanterie seule, encore que Napoléon disposât d'un grand nombre de pièces de 12 sur le champ de bataille; les mouvements offensifs de la cavalerie eurent lieu, non seulement sans l'appui de l'infanterie, mais même avant qu'on eût mis l'artillerie en position pour ouvrir le chemin de l'attaque, ou pour protéger celui de la retraite; et quand les colonnes d'infanterie s'ébranlèrent, la cavalerie ne soutint leur marche par aucune manœuvre correspondante. On ne saurait nier les talents militaires de Napoléon; on ne saurait attribuer à sa bonne fortune toutes les nombreuses victoires qu'il remporta; et cependant, dans cette dernière campagne, on chercherait vainement les traits de cette brillante sagacité et de ces

---

(1) Voyez les notes à la fin de l'ouvrage.

combinaisons profondes, que sa réputation donnait le droit d'attendre.

Après la bataille de Ramilies, les Français perdirent la Belgique, pour avoir laissé trop de troupes espagnoles dans les forteresses ; troupes dont une partie inclinait en faveur du prétendant Charles d'Autriche. Ce ne fut toutefois que dans la campagne suivante, et après beaucoup de nouveaux préparatifs, que les alliés furent en état de pénétrer en France, où ils se virent même obligés de n'avancer que pas à pas. Après la bataille d'Audenarde, qui mit l'armée française dans une extrême confusion et qui, ayant divisé ses forces, la contraignit à se retirer dans deux directions opposées, un corps considérable se rallia pourtant derrière le canal de Gand à Bruges, et y séjourna jusqu'à la fin de la campagne. Mais à Waterloo, Napoléon paraît n'avoir vu aucune possibilité de retraite régulière. Il parait n'avoir songé, ni à rallier l'armée française, ni à jeter des garnisons convenables dans les forteresses de la frontière.

L'on assure que Napoléon a critiqué la position des alliés à Waterloo, et qu'il y a signalé un défaut matériel, notamment celui de ne pas offrir de communications sur les derrières, au travers de la Forêt de Soignes; circonstance qui aurait entraîné la ruine totale de l'armée du duc de Wellington, si sa Grâce avait été forcée à la retraite. Il était naturel que Napoléon pensât de la sorte, lui que dominait encore le souvenir des pertes fatales éprouvées en 1813, par l'armée française à Leipzig, où elle ne trouva pas une route, pas un pont pour se retirer. Mais ici les conséquences annoncées ne sont peut-être pas tout-à-fait si claires, aux yeux de l'observateur impartial. Il y a d'abord, dans ces remarques relatives à la manière dont l'armée anglaise aurait pu assurer sa retraite, une singulière inconséquence de

la part de l'homme qui négligea si complètement toute espèce de précaution pour assurer la sienne propre. Loin qu'il n'y ait qu'une seule route entre la position de Waterloo et Bruxelles, on en trouve au contraire un grand nombre. Commençons par la droite : de Braine-la-Leud il y a une route directe, bien chaussée sur la plus grande partie de son développement. Vient ensuite la chaussée de Waterloo. Près de Waterloo sont situés les hameaux de Roussart et de Ransbeek, d'où partent deux bons chemins de terre au travers de la forêt. De la Hulpe, qui est à trois quarts de lieue sur la gauche de Ransbeek et à une lieue seulement de Waterloo, il y a une chaussée qui mène à Bruxelles, et une autre chaussée conduit de Wavre à la même ville. C'est de la forêt de Soignes que les habitants de Bruxelles tirent le bois de chauffage. Elle se compose entièrement de hautes futaies, sans taillis; une multitude de percées et d'allées la sillonnent en tous sens, et servent à la noblesse et à la riche bourgeoisie de Bruxelles, pour les promenades à cheval et dans les chasses. La forêt est praticable pour la cavalerie, pour l'artillerie et pour l'infanterie, dans presque toutes les directions.

On ne saurait dire quelles mesures le duc de Wellington aurait jugé convenable de prescrire, si l'armée alliée avait été forcée d'évacuer le champ de bataille de Waterloo; mais aussi ne voit-on nullement, que la perte de l'armée fût devenue la conséquence nécessaire d'un mouvement rétrograde, ainsi qu'on a voulu le faire croire. Les chaussées de Braine-la-Leud, de Waterloo et de Wavre convergent sur un terrain très-fort, qui se trouve à environ une demi-lieue en avant de Bruxelles. Il y a là une position excellente en travers de ces trois chaussées, et dont on peut considérer Uccle sur la Senne, comme la droite, Vleurgat, comme le

centre et Ixelles, un peu en arrière, comme la gauche. Partant respectivement de Braine-la-Leud, de Waterloo et de Wavre, les troupes néerlandaises, les Anglais et les Prussiens auraient pu facilement se concentrer sur cette position. Et même alors la division placée à Tubise et le corps néerlandais, sous les ordres du princc Frédéric d'Orange, en se retirant vers Bruxelles par la chaussée de Mons, auraient pu venir occuper l'extrême droite. Ainsi, en supposant les Français vainqueurs à Waterloo, on voit qu'ils auraient eu encore affaire à une armée plus nombreuse que la leur, à une armée parfaitement postée et préparée pour les recevoir. Observons de plus que, si les circonstances avaient forcé les Prussiens de se retirer sur la Meuse plutôt que sur Wavre, et si par suite le duc de Wellington avait jugé à propos d'abandonner momentanément Bruxelles, l'armée anglaise pouvait gagner Anvers; puis de là se porter sur Bréda pour attendre des renforts d'Allemagne, comme le fit le maréchal Bathiani, en 1746 : ou bien elle pouvait passer l'Escaut et s'établir derrière le canal de Gand, jusqu'à l'arrivée des secours d'Angleterre par la voie d'Ostende. Le maréchal Bathiani, avec une armée de beaucoup inférieure, retint le maréchal de Saxe, pendant près de quinze jours, entre Bruxelles et Anvers, en manœuvrant successivement derrière la Dyle et derrière la Nèthe. Il n'y a nul motif pour douter que la chose étant devenue nécessaire, une armée anglaise, sous le duc de Wellington, n'eût pu faire, en 1815, ce que fit, en 1746, un corps autrichien sous le maréchal Bathiani.

Nous avons présenté les observations qui précèdent, en réponse aux critiques et aux remarques contenues dans les ouvrages de plusieurs écrivains français et autres, concernant la campagne de Waterloo. Car quelque peu judicieuses

et peu exactes qu'elles puissent paraître à ceux qui connaissent la Belgique et qui se sont donné la peine de méditer ce sujet; à force cependant d'être répétées, elles obtiennent crédit, si on n'a soin de les analyser et de les refuter à temps.

Ce qui fût arrivé, on l'ignore; ce qui est, on le voit : voilà un adage de Dryden, qui tient ici lieu de réplique. Ce n'est, en effet, qu'en recherchant consciencieusement les causes des revers et les mesures qui ont conduit au succès, que l'étude de l'histoire militaire peut devenir profitable.

Il ne sera pas ici hors de propos de signaler la bonne volonté et les efforts extrêmes déployés par le royaume de Hanovre, qui n'était libéré que depuis dix-huit mois encore, du joug de la France. Il y eut 14 bataillons bien complets de nouvelles levées hanovriennes sur le champ de Waterloo, 5 à Tubise et 4 en garnison à Anvers, Ostende et Nieuport, formant ensemble avec les bataillons de la Légion Germanique, un total de 31 bataillons hanovriens sur le territoire belge. Les Anglais eurent 25 bataillons à Waterloo, 4 à Tubise et 3 dans les garnisons; d'où l'on voit que la Grande-Bretagne ne fournit qu'un bataillon de plus que le Hanovre dans cette lutte mémorable. Et comme l'effectif de plusieurs bataillons anglais était très-faible, tandis que tous les bataillons hanovriens comptaient beaucoup de combattants, il en résulta qu'il y eut dans l'armée du duc de Wellington notablement plus de Hanovriens que d'Anglais. En guerre avec l'Amérique et forcée de tenir ses forces mobiles disséminées pour différents services éloignés, l'Angleterre ne put rassembler plus de 32 bataillons en Belgique. On ne saurait trop signaler cette situation comparative des forces anglaises et hanovriennes employées à Waterloo. Peut-être contribuera-t-elle à calmer les réflexions injustes et peu généreuses, que la chaleur des débats arrache parfois à nos orateurs publics,

sans doute, nous l'espérons, sans qu'ils y songent. Rapportées par nos journaux et translatées dans ceux d'Allemagne, ces réflexions produisent les plus fâcheux effets; car elles sont singulièrement blessantes pour les sentiments d'un peuple honorable et fier, qui ne tient pas compte de l'extrême liberté de paroles tolérée dans ces débats parlementaires, mais qui a la conscience d'avoir fait des efforts au-dessus de ses facultés, et de s'être conduit, en toute occurrence, comme un allié brave, zélé et fidèle.

Napoléon repassa la Sambre, dans la nuit du 18 juin et continua rapidement sa route vers Paris. A peine quatre jours plus tôt, le 15, il avait traversé Charleroi à la tête de cette armée maintenant en fuite et se dispersant suivant toutes les directions, dans la dernière confusion. Louis XIV, Louis XV et le gouvernement républicain de France avaient envoyé, en Belgique, des armées plus nombreuses; mais les revers éprouvés par le premier, vers la fin de son règne, et ceux de l'armée républicaine, sous Dumourier, en 1793, ne furent point comparables aux suites désastreuses de la bataille de Waterloo. Du temps de Louis XIV, quand l'électeur de Bavière, Villeroi ou Villars étaient chassés d'une position, ils allaient en occuper une autre; s'ils étaient tournés sur une ligne défensive, ils se retiraient derrière une autre ligne plus ou moins éloignée, suivant la circonstance. L'armée de Dumourier, quoique forcée d'évacuer la Belgique après la bataille de Neerwinden, et laissée pendant quelque temps sans guide, se rallia pourtant sur la frontière; et, en restant unie, elle détourna l'invasion immédiate de la France. Il n'est point à supposer qu'après sa défaite à Waterloo, l'armée de Napoléon eût jamais pu empêcher les alliés de pénétrer en France; mais, certes, ce n'est point légèrement condamner les mesures de son chef, que de soutenir

qu'il aurait dû, avant de conduire ses troupes à l'attaque, examiner et décider quel parti leur resterait à prendre en cas d'échec.

Tout le monde connait la gradation suivante, employée par Cicéron, dans une de ses oraisons contre Catilina :

Abiit, Excessit, Evasit, Erupit.

Ces paroles ont été taillées sur la clef de l'arcade extérieure d'une des portes de Charleroi, de celle qui mène à la Sambre et par où Napoléon s'échappa dans la nuit du 18 juin. L'allusion paraît si heureuse et si complètement applicable à la conduite de Napoléon et au cours des évènements de cette courte, mais mémorable campagne, que nous avons pensé ne pas déplaire au lecteur en la reproduisant en cet endroit.

L'armée alliée du duc de Wellington, aussi bien que celle des Prussiens sous Blucher, poursuivirent les débris de l'armée française dans la direction de Paris. La ligne de défense, où les Français s'établirent en avant de cette capitale, s'appuyait par la droite à Montmartre et par la gauche à St-Denis. Les Prussiens, décrivant un large circuit, par St-Germain et par Versailles, approchèrent de Paris sur la rive gauche de la Seine. L'armée anglaise jeta des ponts de pontons sur cette rivière, à Argenteuil et à Clichy ; ce qui acheva de menacer à revers la ligne défensive adoptée par l'ennemi. Le 6 juillet, l'armée française se mit en retraite vers la Loire, et les portes de Paris furent livrées, par capitulation ; le 8 juillet, Louis XVIII rentra dans le palais de ses ancêtres.

Durant la marche sur Paris, l'armée du duc de Wellington prit Cambrai et Peronne par escalade. Aucune de ces deux places n'avait de garnison convenable. Un corps d'armée prussien s'occupait aussi, sur la frontière, du siége des for-

teresses que les alliés avaient dépassées dans leur offensive. Maubeuge, Landrecies, Mariembourg, Philippeville et Rocroy, furent prises successivement par l'armée du prince Auguste de Prusse. Le Quesnoy se rendit, à son tour, aux troupes du prince Frédéric des Pays-Bas, après qu'elles eurent jeté quelques projectiles creux dans la ville.

Le 20 novembre, le traité de paix fut signé entre les souverains alliés et Louis XVIII. La France s'engagea : à payer aux puissances alliées 700,000,000 de francs, pour couvrir les frais de la guerre; à tolérer l'occupation de quinze forteresses de sa frontière, par une force alliée de 150000 hommes, qu'elle devrait solder et nourrir pendant une période de trois à cinq années, suivant ce que les circonstances exigeraient. Le royaume des Pays-Bas acquit les forteresses de Philippeville et de Mariembourg, et l'ancien duché de Bouillon fut réuni à son territoire. Cet arrangement fortifia considérablement la frontière de ce côté et lia la rive droite de la Meuse au duché de Luxembourg, qu'une décision des alliés incorpora également au royaume des Pays-Bas (1).

Ainsi après une période de 230 années, les différentes provinces des Pays-Bas, séparées par le fanatisme de Philippe II et par la cruauté et la tyrannie de son représentant le duc d'Albe, qui força les Hollandais, en 1581, à secouer le joug de l'Espagne et à se proclamer indépendants, ont été maintenant de nouveau réunies pour former le royaume des Pays-Bas. Alternativement dominée, durant cet espace de temps, par l'Espagne, par l'Autriche et par la France, cette belle et riche contrée a été le théâtre de guerres, auxquelles elle ne prit aucun intérêt et s'est vue inondée par des armées qui ne connurent ni son langage ni ses cou-

(1) Voyez les notes à la fin de l'ouvrage.

tumes. Il faut espérer qu'un meilleur destin se prépare pour le royaume des Pays-Bas ; et que son gouvernement, fidèle à la dignité d'une nation indépendante, ne s'embarquera jamais dans des guerres qui ne seraient pas indispensables pour la sécurité et pour la défense des habitants du pays. La maison d'Orange, depuis son accession au trône, a contracté par des mariages une union intime avec les cours de Russie et de Prusse. Chaque page, dans l'histoire, montre le peu de fond que l'on peut faire sur de semblables liens, et combien ils ajoutent peu à la stabilité des trônes qui s'y appuient. Mais heureusement le royaume des Pays-Bas repose sur une base plus solide. Le bien-être et la tranquillité de ses voisins sont intéressés à son maintien. Jamais la politique de l'Angleterre ne permettra que la France en prenne possession et acquière une telle étendue de territoire et de côtes, en face de ses propres bords; et le gouvernement prussien ne se sentirait pas non plus très-rassuré au sujet de ses provinces de la rive gauche du Rhin, si les Français redevenaient maîtres des Pays-Bas. Soutenu par l'Angleterre, et avec le secours des sommes considérables distraites des indemnités pécuniaires que la France a mises à la disposition des puissances alliées en vertu du traité du 20 novembre 1815, le gouvernement néerlandais n'est d'ailleurs pas demeuré oisif, pour garantir la sécurité du royaume. Dinant, la citadelle de Namur, Huy et Liége, toutes places situées sur la Meuse, ont été fortifiées de nouveau avec beaucoup de soin et beaucoup d'art : de cette manière la navigation de ce fleuve et la communication avec les provinces prussiennes se trouvent protégées. Charleroi, Mons, la citadelle de Tournai, Audenarde, Ath, Menin, une citadelle neuve et très-belle à Gand et, en outre, Ypres et Termonde, ont été toutes rendues aussi fortes qu'il est possible de le faire par des

travaux défensifs. On peut en dire autant d'Anvers, d'Ostende et de Nieuport, trois places dont la possession assnre les moyens de rester en relation directe avec l'Angleterre. Les Anglais accoutumés à voir les ouvrages sur les hauteurs de Douvres, ou les tours et les petits forts qui garnissent leurs côtes ont peu ou point d'idée de la splendeur, de la magnificence et des imposantes propriétés de semblables forteresses. Toutes sont pourvues d'abris casematés, et l'on a évité, dans les constructions actuelles, les imperfections et les défauts des anciens systèmes de fortification.

L'armée néerlandaise a été mise, à son tour, sur un pied respectable : les troupes sont bien nourries, bien payées, bien habillées; elles sont heureuses et contentes au service. On agit à l'égard des soldats d'infanterie, à peu près comme nous faisons en Angleterre avec la milice : ils servent d'abord pour un temps très-limité; on les renvoie alors en congé; et, chaque été, on les rappelle successivement à leurs bataillons respectifs où ils demeurent seulement quelques semaines. De la sorte, on se ménage un effectif considérable, moyennant des dépenses comparativement faibles; puisque les hommes ne reçoivent la solde que pendant qu'ils se trouvent réellement présents aux régiments.

Par l'effet de ces mesures judicieuses, l'opinion du peuple néerlandais a subi, en quelques années, un changement incroyable. Il a confiance dans la stabilité du gouvernement et vit dans la perspective d'une longue période de bonheur et de tranquillité. Quoi qu'on en ait dit d'avance, la différence de religion ne porte pas la moindre atteinte à l'union des provinces. Les églises dissidentes elles-mêmes ne sauraient avoir de motif d'hostilité; car aucune d'elles n'a d'avantage sur l'autre, ni ne domine dans les provinces où ses dogmes ne sont pas reconnus. D'ailleurs, il n'y a heureusement pas

de ces conditions sociales compromises, (1) que le désir de se recouvrer pousse à l'intrigue; il n'y a pas de ces énormes fortunes territoriales (2) dont il faille prévenir le renversement, sous peine des plus épouvantables convulsions. Aussi les catholiques et les protestants des Pays-Bas, servent dans les mêmes régiments, s'asseyent au conseil sur les mêmes bancs, agissent de concert dans la même assemblée, sans inconvénient et sans aucun résultat fâcheux. La haute noblesse seule a peut-être encore quelque légère tendance vers une union avec la France. Elle regrettera, pendant quelque temps, les plaisirs de la société de Paris, les grades élevés ouverts à son ambition, dans l'armée et dans la diplomatie françaises. Mais un gouvernement ferme, basé sur le système représentatif et sous lequel chacun jouit de la somme de liberté compatible avec le bien-être de son voisin et avec la tranquillité de l'État, doit enfin triompher de tous les obstacles et surmonter toutes les considérations d'une nature purement personnelle. Comme Anglais, si nous réfléchissons aux avantages politiques que nous a valus la création du royaume des Pays-Bas, ou à la gloire d'avoir garanti cette brillante contrée de redevenir désormais l'arène des querelles de l'Europe, et d'avoir ainsi principalement par notre influence assuré dans l'avenir un bonheur sans cesse croissant à une aussi belle partie du continent; nous voyons toute sorte de raisons pour souhaiter, qu'aucun événement ne vienne briser ou interrompre l'union des provinces néerlandaises, si heureusement accomplie aujourd'hui, et que le royaume des Pays-Bas dure autant, que la frêle et périssable nature des institutions humaines peut le permettre.

---

(1) Comme en France.

(2) Comme en Angleterre.

NOTES.

Note 1.

Sur les projets d'alliance entre la Hollande et la Belgique, tentés après la mort de Philippe IV, roi d'Espagne.

L'auteur se trompe quand il affirme que le grand pensionnaire Dewit proposa, en 1665, de réunir les Pays-Bas espagnols à la Hollande. Dewit connaissait trop bien la situation des esprits en Belgique pour hasarder une proposition pareille. Celle qu'il fit en effet, n'a rien de commun avec les projets conçus et réalisés en 1815.

Depuis la mort du roi d'Espagne Philippe IV, don Estevan de Gamarra, ambassadeur de la cour de Madrid, auprès des Hollandais, cherchait à faire adopter par les Etats-Généraux un plan d'alliance, d'après lequel les dix-sept provinces se seraient confédérées et garanties mutuellement dans leur condition actuelle. Les sept provinces du Nord auraient continué de former une république protestante, tandis que les dix provinces catholiques du Midi seraient demeurées sous la domination espagnole. Ce projet souriait à un grand nombre de bons citoyens en Hollande, d'une part à cause des craintes sérieuses qu'inspirait l'ambition croissante de la cour de France, et d'une autre part, parce que la nonchalante administration des Espagnols en Belgique, les ayant rendus désormais peu redoutables, avait amorti la vieille haine des Hollandais contre eux.

Dewit, qui connaissait pourtant les prétentions de Louis XIV au sujet du droit de dévolution, ne partageait pas complètement les inquiétudes de ses concitoyens concernant les vues ultérieures de ce monarque sur les Pays-Bas espagnols. Peut-être aussi se laissait-il dominer par ses anciens ressentiments contre l'Espagne : afin d'entraver les négociations de don Estevan de Gamarra, il proposa de former en république catholique *indépendante* les dix provinces méridionales, et d'en faire *l'alliée* de la république des Provinces-Unies, sous la garantie de la France. Les idées du grand pensionnaire étaient, comme on voit, bien éloignées de la *fusion intime*, vainement élaborée durant les quinze années d'existence du Royaume-Uni des Pays-Bas.

Note 2.

Sur la surprise de Léau en 1678.

Cette surprise est un des évènements les plus curieux de l'histoire militaire de la Belgique. Une garnison française, sous les ordres du comte de Calvo, était en possession de la forteresse de Maestricht, et la petite place de Léau se trouvait au pouvoir d'un petit nombre d'Espagnols, commandés par don Hernandez, gouverneur pour le roi d'Espagne. Léau, qu'on appelle en flamand Zout-Leeuw, est située entre Maestricht et Louvain, à neuf lieues de la première ville, à deux petites lieues de St.-Trond, au confluent du ruisseau de Landen avec la petite Gette, et à quelque distance au-dessus du confluent des deux Gette. Ces différents cours d'eau, qui à la hauteur de Léau serpentent dans des terrains bas, l'enveloppent et la couvrent à l'ouest sur la moitié à-peu-près de son périmètre. Un petit affluent du ruisseau de Landen la serre du côté du midi, et devant le reste de son enceinte se trouvent des marécages et un vaste étang, qui ferment les accès dans la direction nord-est.

Par la description que nous venons d'en faire, on voit que Léau est complètement entouré d'eau et de marais. Ce site insulaire, la difficulté des communications qui en résulte, le peu

de bras exigés pour la culture des terres environnantes, et l'espèce d'isolement dans lequel les habitants sont relégués, ont imprimé à ce bourg un caractère morne et triste, un air de vétusté, et une physionomie toute particulière, qui la font singulièrement contraster avec les richesses et le mouvement qu'on admire dans d'autres localités, sises à une faible distance de là mais au milieu de campagnes riantes et fécondes.

Au dix-septième siècle, Léau avait une bonne enceinte précédée d'un large fossé plein de trois à quatre mètres d'eau, et d'un chemin couvert au-delà du fossé. Une petite citadelle en carré bastionné, occupait l'extrémité méridionale de la place. C'était un ouvrage en terre. On considérait Léau comme un poste extrêmement fort et pour ainsi dire imprenable.

La garnison espagnole, chargée de la défense de Léau, en 1678, ne s'élevait qu'à environ 600 hommes. Elle avait eu soin de palissader et de fraiser les ouvrage de la citadelle. Les inondations naturelles avaient été augmentées par le secours de l'art. Une seule route très-étroite, bordée à droite et à gauche de terrains impraticables, permettait l'approche jusqu'à la contrescarpe. Mais elle était défendue par des barrières solides et par un bon retranchement.

Le comte Calvo, commandant de la garnison française de Maestricht, ayant appris que les troupes renfermées dans Léau n'étaient nullement suffisantes pour le défendre, résolut d'emporter la place par surprise. On sait que les dragons de cette époque constituaient une arme mixte, moitié cavaliers moitié fantassins, combattant selon l'occurrence à pied ou à cheval, fréquemment employés dans la guerre de postes, et très-habiles aux expéditions de la nature de celle dont il s'agit ici. Calvo communiqua son dessein à de la Bretèche, colonel des dragons en garnison dans Maestricht. D'abord celui-ci se rendit lui-même, accompagné de deux ou trois hommes seulement, jusque près de Léau. Il se mit en reconnaissance pendant la nuit, se glissa à la faveur des ténèbres et sans être aperçu jusque contre les palissades, fit sonder la profondeur des fossés et celle des inondations sur différents points. Rentré

ensuite dans Maestricht, il fit part au commandant Calvo du résultat de ses investigations, et tous deux conclurent à la possibilité du succès. De la Bretèche se chargea de l'exécution. Il donna l'ordre de construire, avec de l'osier, du jonc et de la paille, vingt batelets assez legers pour pouvoir être transportés sans beaucoup de peine à une grande distance. La carène de ces batelets fut revêtue à l'intérieur de toile cirée, afin de les rendre impénétrables à l'eau au-dessous de la flottaison. Il prescrivit au capitaine de Bremeau, du régiment de Piémont, de réunir les cinquante plus habiles nageurs de la garnison de Maestricht, d'en former une troupe et d'en prendre le commandement. De Bremeau lui-même était excellent nageur.

Le premier mai, le colonel de la Bretèche quitta Maestricht à la tête de 300 fantassins d'élite, de 100 dragons, de 250 chevaux, et de la compagnie de nageurs de de Bremeau. Ces troupes s'avancèrent par petits détachements, et par différents chemins détournés, et allèrent se réunir au point de concentration désigné d'avance, à quatre lieues de Léau. Le 3 mai au soir, tout le monde se trouva présent à ce premier rendez-vous. On se remit en marche à l'entrée de la nuit, et l'on arriva devant la place menacée vers une heure du matin. Aussitôt de la Bretèche fit mettre pied à terre à ses dragons. On disposa les batelets de jonc, ainsi que le matériel et les agrès qu'on avait transportés sur les lieux, afin de tout préparer pour construire un pont en quelques instants. En même temps, De Bremeau, à la tête de ses 50 nageurs, se mit en devoir de passer l'inondation. Le bruit qu'ils firent dans l'eau, en s'avançant à la nage, l'épée entre les dents, éveilla l'attention d'une sentinelle qui, les ayant enfin aperçus, donna l'alarme à la ville et à la citadelle. Les intrépides nageurs n'en poursuivirent pas moins leur dessein. Arrivés au pied de la citadelle sur la rive ennemie de l'inondation, au travers de laquelle 20 mousquetaires les avaient suivis dans quelques-uns des petits batelets, ils se jetèrent contre la palissade du chemin couvert, la rompirent et atteignirent ainsi la contrescarpe. Les mousquetaires les

soutinrent dans cette opération. Entretemps un détachement de dragons muni d'échelles s'était avancé le long de la chaussée, et avait franchi les barrières placées en travers de celle-ci, en couvrant de manteaux, pour ne pas se blesser, les pointes en fer barbelées dont les fuseaux étaient armés à la partie supérieure. On en était là, avant que les ennemis effrayés eussent eu le loisir de se reconnaître. Les dragons, en tête de l'attaque sur la chaussée, s'étaient fait suivre par un second détachement qui amena avec lui tous les objets nécessaires à la construction d'un pont, qu'ils commencèrent dès l'instant de leur arrivée devant le fossé. Cependant le feu trop vif du canon et de la mousqueterie de la citadelle ne leur permit pas de l'achever. La situation devint critique ; mais les 50 nageurs, aidés des 20 mousquetaires qui avaient franchi l'inondation sur leurs traces, trainèrent, par-dessus le chemin couvert jusque dans le fossé de la citadelle, les batelets qui avaient porté les derniers, et quelques autres barques trouvées sur les lieux. Une partie des assaillants s'en servit pour passer le fossé, tandis que le capitaine de Bremeau et ses braves soldats le traversèrent à la nage. En même temps d'autres mousquetaires, accourus en nombre par la chaussée, faisaient feu sur tous ceux qui tiraient ou qui se montraient par-dessus les parapets des bastions. Dès que les premiers assaillants arrivèrent de l'autre côté du fossé, ils attaquèrent la palissade, plantée au bas du bastion à une certaine distance du pied du talus extérieur. Malgré la résistance offerte d'abord par l'ennemi, qui gardait le chemin de rondes intermédiaire, ils parvinrent, en brisant ou coupant la palissade à s'établir dans l'intérieur de celui-ci, et l'épouvante, répandue en ce moment parmi la garnison de la citadelle, fit abandonner complètement cet ouvrage, que les défenseurs crurent assailli de toutes parts par des forces supérieures.

Cependant le gouverneur don Hernandez avait rassemblé le reste de sa garnison sur l'esplanade entre la ville et la citadelle, avec le dessein de voler au secours des troupes déjà engagées dans la défense. Les Français pointèrent le canon de la citadelle contre la ville, ce qui força le rassemblement

de l'esplanade à se retirer dans la grande église de Léau. Peu d'heures après, Hernandez fut fait prisonnier avec 400 soldats et 35 officiers qui s'y étaient renfermés avec lui. Cette surprise, conduite avec tant d'audace et tant de bonheur ne coûta que 20 hommes aux assaillants.

Note 3.

Sur Vauban et sur quelques-uns des siéges auxquels il a pris part.

L'auteur conteste à Vauban l'invention des parallèles et de la marche en zigzags, usitées aujourd'hui dans l'attaque des forteresses. Après avoir répondu à cette assertion, je dirai quelques mots sur d'autres perfectionnements introduits par cet illustre Ingénieur.

Vauban assigne comme propriétés à la première parallèle :

1° De protéger les tranchées qui se poussent en avant jusqu'à la deuxième.

2° De flanquer et de dégager la tranchée.

3° De garder les premières batteries.

4° De contenir tous les bataillons de la garde, sans en embarrasser la tranchée.

5° De leur faire toujours faire front à la place sur deux ou trois rangs de hauteur.

6° De communiquer les attaques de l'une à l'autre, jusqu'à ce que la seconde ligne soit établie.

7° Elle fait encore l'effet d'une excellente contrevallation, contre la place de qui elle resserre et contient la garnison.

Les propriétés de la seconde parallèle sont les mêmes que celles de la première, il n'y a point d'autre différence, si ce n'est qu'elle approche beaucoup plus près de la place.

La troisième parallèle a les mêmes propriétés que les deux précédentes; mais elle a encore celle de contenir les soldats commandés qui doivent attaquer, et tous les matériaux nécessaires sur les revers.

Quant aux communications en zigzags, leurs branches doivent être soustraites à l'enfilade, flanquées autant que possible et soutenues par les tranchées en arrière. Il faut les employer partout où la marche debout, à double parapet et à traverses, n'est pas absolument indispensable pour se couvrir en avançant vers la place.

Les détails de construction des parallèles et des zigzags répondent aux fonctions que ces tranchées ont à remplir, facilitent les feux et les mouvements offensifs contre les troupes sorties de la place.

Il ne suffit pas, comme on voit, qu'une tranchée se trouve tracée parallèlement ou concentriquement aux ouvrages attaqués, pour lui appliquer la dénomination moderne de parallèle ou de place d'armes ; et tous les boyaux dont les prolongements passent en dehors des fortifications ne sont pas, par cela seul, des communications en zigzags, jouissant des propriétés inhérentes aux communications tracées et profilées, selon les indications de Vauban.

Avant le siége de Maestricht, en 1673, on ne suivait point de marche régulière pour s'approcher offensivement d'une forteresse. Les Turcs couvraient d'ordinaire le terrain des attaques, de tranchées conduites en divers sens, sans ordre et sans principe fixe. C'est ce qu'ils firent notamment devant Candie. Là, plusieurs tranchées furent, il est vrai, dirigées soit parallèlement à la place, soit de manière à éviter l'enfilade. Mais la direction de leurs tracés fut la seule propriété qu'elles possédassent en commun avec les places d'armes et avec les communications du système d'attaque de Vauban. Leur développement, leurs profils, leurs distances aux ouvrages attaqués ne répondaient point aux fonctions que cet illustre ingénieur a si clairement assignées à chaque ligne.

Voici comment Louis XIV s'exprime, dans ses mémoires, en parlant du siége de Maestricht, de 1673. « On allait vers » la place quasi en bataille avec de grandes lignes parallèles, » qui étaient larges et spacieuses ; de sorte que par le moyen » des banquettes qu'il y avait, on pouvait marcher aux ennemis » sur un grand front. Le gouverneur et les officiers qui étaient » dedans n'avaient rien vu de semblable.

Les tranchées des Turcs étaient étroites et profondes. Elles interdisaient aux troupes qui y étaient enfermées les feux aussi bien que les combats à l'arme blanche ; lorsqu'une sortie des assiégés parvenait jusque sur les bords de ces logements, elle accablait sans peine les travailleurs et leurs soutiens immédiats, avant que les secours éloignés pussent arriver à leur aide de la queue des attaques.

Avant le siége de Valenciennes, en 1677, les assauts et les attaques de vive force de toute espèce se faisaient pendant la nuit. Vauban proposa d'exécuter en plein jour l'assaut d'un ouvrage à couronne qu'on avait résolu d'emporter par un coup de vigueur. Malgré la plus vive opposition de la part des généraux présents au siége, le roi Louis XIV se rangea de l'avis de Vauban. L'attaque eut lieu de jour, et réussit au-delà de toute espérance. Depuis lors les assauts des ouvrages de fortification se donnent ordinairement de jour.

Le siége de Cambrai suivit de près celui de Valenciennes. L'avantage des approches pied à pied fut démontré par Vauban dans la prise d'une demi-lune de la citadelle de Cambrai. Il y donna aussi le premier exemple de l'emploi du canon pour ouvrir les brèches. Jusqu'alors on avait eu habituellement recours à la mine pour cet objet, et le canon n'avait été employé que par exception.

En parlant du siége de Luxembourg de 1684, siége qui fut dirigé par Vauban, le colonel Carmichaël-Smyth nous dit : *Les bombes, découverte récente, contribuèrent à abréger ce siége.* Les bombes étaient déjà en usage depuis un siècle ; ce ne furent d'ailleurs pas les assiégeants qui en lancèrent le plus grand nombre ; ils n'avaient en tout que 18 mortiers en batterie devant Luxembourg. Les assiégés au contraire jetèrent 7500 bombes et une quantité considérable de grenades, dont les Français souffrirent beaucoup. A ce même siége, Vauban employa pour la première fois les cavaliers de tranchée. Toutefois on prétend que les Turcs en avaient déjà fait usage l'année précédente.

Les ingénieurs citent comme un modèle le siége d'Ath de 1697 ; ce siége fut dirigé par Vauban; il y porta le tir à ri-

cochet à un point de perfection qu'on n'a pas dépassé depuis. La deuxième parallèle étant déjà construite « on fut étonné, dit le marquis de Quincy (histoire militaire de Louis-le-Grand) » de ce que le canon des assiégeants n'avait pas encore tiré » jusqu'à ce jour ; ce qu'on n'avait pas encore pratiqué dans » tous les siéges qu'on avait faits : puisque le canon tire ordi- » nairement trois ou quatre jours après que la tranchée a été » ouverte, et même quelquefois un peu avant. Mais M. de » Vauban qui employa à ce siége une nouvelle méthode qu'il » crut plus parfaite pour les attaques que celle qu'il avait mise » en usage jusqu'alors, avait trouvé à propos de ne point faire » de batteries qu'elles ne fussent assez près de la place pour » n'être point obligé de les changer ; parce que cela cause un » retardement considérable. » L'excellence de cette méthode est susceptible de controverse ; mais quoi qu'il en soit, au siége d'Ath, trente-six canons séparés en six batteries et placés dans la seconde parallèle firent taire en moins de six heures tout le canon des assiégés, à l'exception de deux pièces qui continuèrent seules le feu contre les attaques. Les murs de parapet des faces des bastions de Barbançon et de Cambron, à droite et à gauche de la porte de Bruxelles, aussi bien que de la demi-lune intermédiaire, furent abattus, et entraînèrent dans leur chute presque toutes les terres des parapets du front d'attaque. Quant aux mortiers, Vauban en dirigea les feux uniquement sur les ouvrages attaqués, sur les écluses et autres défenses des assiégés ; il pensait qu'incendier les maisons des habitants n'avançait pas d'une heure la reddition d'une place, et que souvent, en augmentant le nombre des ennemis, et en détournant les coups des assiégeants de leur véritable but, ce moyen contribuait plutôt à prolonger la défense.

Note 4.

Sur l'occupation de sept de nos forteresses par les Français, en février 1701.

Le comte de Puységur officier-général, (brigadier) au service de France arriva à Bruxelles le 23 janvier 1701, chargé d'une lettre de Louis XIV pour l'électeur de Bavière,

gouverneur-général des Pays-Bas espagnols. Dans cette lettre, le Roi de France parlait de la résolution qu'il avait prise de faire entrer secrètement ses troupes dans les places de Belgique, où les Hollandais tenaient garnison, conjointement avec les Espagnols. L'Électeur se montra fort accommodant : dans l'entrevue que le marquis de Bedmar eut avec lui à ce sujet, il fut convenu que l'expédition aurait lieu dans la nuit du 5 au 6 février, et qu'un avis serait adressé, sans retard, aux gouverneurs des sept places de Luxembourg, Namur, Charleroi, Mons, Ath, Audenarde et Nieuport, afin qu'ils pussent arrêter d'avance toutes les dispositions nécessaires pour assurer le succès. Voici cet avis:

LETTRE DE S. A. ÉLECTORALE A CHAQUE GOUVERNEUR DES PLACES DES PAYS-BAS OU IL DOIT ENTRER DES TROUPES DE FRANCE.

« Ayant reçu du roi (1) l'ordre de prévenir tous les accidents qui peuvent arriver dans la conjoncture présente, Sa Majesté très-chrétienne a jugé à propos de faire entrer de ses troupes dans les places les plus exposées, pour concourir avec celles du roi à leur conservation. Ainsi, je vous écris celle-ci pour vous avertir que, dans la nuit du 5 au 6 de février, une heure ou environ avant le jour, doit entrer dans votre place un détachement de troupes françaises, que vous recevrez et ferez loger de la manière accoutumée. Prenez vos précautions pour que les officiers des troupes hollandaises qui composent votre garnison ne se puissent apercevoir de cette disposition qu'après que lesdites troupes françaises seront entrées; et, pour leur ôter toute la méfiance que cette nouveauté leur pourrait causer, vous appellerez aussitôt le commandant desdites troupes hollandaises, à qui vous direz qu'il ne doit pas s'alarmer de voir des Français dans votre place; qu'ils n'y viennent comme eux qu'en qualité de troupes auxiliaires; qu'ils feront la garde aux portes qui leur seront assignées par vous, comme eux aux leurs, étant les uns et les autres à vos ordres, et que vous avez ordre de ne faire

---

(1) D'Espagne.

aucun changement à leur égard; et de leur dire qu'ils resteront dans la place jusqu'à ce qu'ils reçoivent de leur maître l'ordre de ce qu'ils auront à faire; et vous ordonnerez en même temps, tant aux militaires qu'aux bourgeois, de vivre en la même bonne intelligence que jusqu'à présent avec les susdites troupes hollandaises, sans permettre qu'en particulier ni en général il leur soit fait aucun tort ni insulte, la volonté du roi et la mienne étant de les traiter comme bons amis et alliés. Vous prendrez en tout de si bonnes mesures et précautions, que le tout soit exécuté sans confusion et désordre; ce que j'espère de votre prudence et conduite ordinaires. Les troupes françaises ont des munitions de guerre et des vivres pour trois jours; la cavalerie a de l'avoine pour un pareil temps: il faudra seulement lui faire donner du foin, en attendant que le Roi très-chrétien ait fait donner ses ordres pour un magasin. Pour les hommes, tant de cavalerie que d'infanterie, ils vivront au moyen de leur solde qui leur sera payée par leurs trésoriers. Lorsque tout sera tranquille dans votre place, vous renverrez des troupes françaises ce que vous jugerez à propos; ce que vous ferez de concert avec les officiers commandant les troupes de France. Prenez vos mesures pour que les troupes entrant dans votre place, vous sachiez à point nommé où les placer. »

Cependant les États-Généraux de Hollande ayant appris ou simplement soupçonné les projets de la France, envoyèrent à Bruxelles, le général-major d'Heucklomme. Il eut ordre de témoigner leur surprise au gouverneur-général, et de lui dire que, s'il le conseillait, les troupes hollandaises seraient immédiatement retirées des places belges. D'Heucklomme ajouta que son gouvernement comptait bien que le roi de France ne contraindrait pas les troupes de Hollande par la violence, à quitter une barrière qu'elles occupaient sur la bonne foi de l'Espagne et de l'Électeur et qui d'ailleurs était indispensable à la sûreté de leur pays. Il protesta aussi contre les bruits qu'on faisait courir sur les préparatifs de guerre de la Hollande, assurant qu'au contraire elle était très-disposée à continuer de vivre en paix avec ses voisins.

Malgré ces assurances, auxquelles il ne voulut pas croire, Louis XIV persista dans ce qu'il avait résolu, et les derniers préparatifs de l'occupation furent commandés.

Le maréchal-de-camp D'Albergotti, à la tête de 2500 chevaux et de 950 fantassins, tirés des places de Longwy et de Thionville, dut entrer dans Luxembourg, par la porte de Longwy.

Le lieutenant-général Ximenez dut réunir 1500 chevaux et 120 fantassins des places de Philippeville, de Givet et de Charlemont; les conduire par le chemin qui va de Philippeville au château de Namur, les faire entrer dans le retranchement du vieux mur, puis descendre en laissant le fort de Coehorn à droite, et passer dans la place par la porte de Charleroi. Le gouverneur de Namur eut ordre d'envoyer quelqu'un à la rencontre de ces troupes pour les recevoir, et d'avertir les sentinelles et postes des dehors du château, de fermer les yeux et de laisser défiler sans bruit.

Mille chevaux et 180 fantassins durent partir de Maubeuge et de Beaumont, sous le commandement du maréchal-de-camp de Courtebourne, et s'emparer de la ville-haute de Charleroi, en passant par la porte de Bruxelles. Un officier reçut l'ordre d'aller au devant de ces troupes jusqu'à Marchienne-au-Pont.

Le lieutenant-général D'Artaignan eut ordre d'introduire dans Mons, par la porte de Bertaymont, 2750 chevaux et 570 fantassins des places de Valenciennes, de Condé et du Quesnoy.

Le maréchal-de-camp De Bezons eut ordre d'introduire dans Ath, par la porte de Tournai, 1000 chevaux et 120 fantassins de la place de Tournai.

Le lieutenant-général comte de Coigny eut ordre d'introduire dans Audenarde, par la porte de Tournai, 1200 chevaux et 120 fantassins de la même place de Tournai.

Enfin, le maréchal-de-camp comte de la Mothe eut ordre d'introduire dans Nieuport, par la porte de Dunkerque, 2600 chevaux et 780 fantassins des places de Dunkerque et de Furnes.

Toutes ces troupes se mirent en mouvement le même jour, pour se rendre aux différents lieux, indiqués d'avance comme rendez-vous, près de chacune des places à occuper.

Malgré la rigueur de la saison, malgré la neige qui tombait, et les mauvais chemins qui retardaient la marche, elles arrivèrent exactement à leur destination, dans la nuit du 5 au 6 février. Les instructions données aux gouverneurs avaient été ponctuellement suivies, et le secret avait été si bien tenu, qu'à l'heure marquée, un peu avant le jour, on entra avec la plus grande facilité, et sans trouver d'opposition nulle part. Aussitôt on s'empara des portes; car il fallait empêcher les Hollandais de sortir: tels étaient les ordres. Cependant quelques officiers hollandais firent entendre des murmures et les cris de trahison; ils se plaignirent surtout, avec amertume, de ce qu'on leur ôtait la garde de toutes les portes. On répondit par des protestations de paix et de bonne intelligence; et plus tard, le gouverneur-général, l'électeur de Bavière, consentit à faire confier, de nouveau, un seul poste de chaque place aux troupes hollandaises; en se précautionnant toutefois, contre leur évasion, par des piquets de cavalerie postés en dehors de l'enceinte. Ces troupes, au nombre de vingt-deux bataillons, étaient donc de fait prisonnières.

Les États-Généraux ne tardèrent pas à réclamer leurs soldats, dont le retour aux Provinces-Unies eut lieu, en effet, peu de temps après. Louis XIV les laissa partir successivement, depuis le 18 février jusque vers la fin de mars, en prenant ses dispositions de telle façon, que notre frontière, du côté de la Hollande et du Rhin, se trouvât partout garnie, avant que les ennemis eussent couvert la leur.

Quoique les historiens de l'époque en fassent à peine mention, l'occupation des places belges par les troupes de France, avant l'ouverture des hostilités, en 1701, nous semble un évènement digne de l'attention la plus sérieuse. Le récit que nous venons d'en présenter est tout-à-fait d'accord avec les documents les plus authentiques, et nous avons eu l'occasion de puiser à des sources récemment ouvertes. Les mémoires contemporains en parlent, en passant seulement, et de ma-

nières très-diverses. Voici comment s'exprime à ce sujet un belge, alors au service du roi d'Espagne, le feld-maréchal DE MÉRODE WESTERLOO (1).

« Les pauvres troupes hollandaises, qui étaient dans toutes « ces places, furent bien surprises de se voir, un matin en se « levant, enveloppées de tous côtés par ces nouveaux hôtes, « dans leurs quartiers. Elles s'attendaient à tous moments à « être désarmées, et c'était le droit du jeu, puisque l'on avait « à la main une si belle occasion. Aussi la France s'est bien « repentie après coup d'avoir, pour la première et unique « fois, gardé la bonne foi dans cette occasion. Au commence- « ment on leur fit monter la garde mêlées avec les Français « et nos troupes, et, comme les Hollandais faisaient difficulté « de reconnaître le duc d'Anjou comme roi d'Espagne, on « leur retint ces vingt-deux bataillons sous ce prétexte. S'étant « résolus à le reconnaître, on les leur rendit. A la vérité l'é- « lecteur contribua beaucoup à cette démarche de justice et de « bonne foi. »

NOTE 3.

Sur les mines que les Autrichiens ont fait jouer au siége de Valenciennes, en 1793.

Il nous coûte de le dire, mais les réflexions, qu'à l'occasion du siége de Valenciennes de 1793, l'auteur a cru devoir faire sur les propriétés des globes de compression ou mines surchargées et sur leur emploi dans l'attaque des places, semblent prouver qu'il connaissait mal l'histoire de la guerre souterraine, ou du moins qu'il appréciait trop peu beaucoup de découvertes importantes faites, dans cette branche de l'art, avant l'époque du siége dont il s'agit. Il paraîtrait presque n'avoir rien su des travaux de Bélidor, de Valdère, des expériences de Bisy en 1753, ni de celles exécutées devant Schweidnitz, en 1762.

(1) Nous ne saurions trop recommander à nos camarades la lecture des mémoires du feld-maréchal De Mérode. Ils sont remplis de faits intéressants relatifs à l'histoire militaire de ce temps-là.

A l'attaque de cette place, on fit jouer successivement quatre globes de compression qui détruisirent les contremines de l'assiégé à la distance de trois ou quatre fois la longueur de la moindre résistance. (Voyez pour les détails de cette grande *expérience pratique*, les œuvres de Lefebvre, major au corps des ingénieurs de Prusse, tome second, édition de Maestricht, 1778.)

Quant à ce qui s'est passé au siége de Valenciennes de 1793, voici l'extrait d'une lettre écrite sur ce sujet à Bousmard par un de ses amis et qui rétablira suffisamment la vérité des faits.

« L'expression de *globe de compression*, pour signifier une « *mine surchargée* est la cause des fausses idées que s'en sont « faites, je ne dis pas seulement le vulgaire, mais même des « militaires qui s'imaginent que c'est quelque globe infernal, « plus terrible que toutes les autres machines de guerre.

« C'est ce que bien des gens croyaient en 1793, en lisant « dans les journaux les merveilleuses descriptions du siége de « Valenciennes et les effets prétendus des globes de compres- « sion. Personne n'a démenti ces journaux, ni éclairé le public, « en publiant la vérité et vous y avez été pris comme tant « d'autres. Je vous passe ce que vous dites (*essai général de* « *fortification*, livre 2, chapitre 6) de l'effet de ces globes aux « siéges de Choczim et de Bender, je n'ai point été y voir; « mais il n'en est pas de même à Valenciennes, j'ai été y voir « quelques mois après le siége. Voici la réalité du fait constatée « par quantité de témoins, et sur laquelle vous pouvez « compter.

Après avoir expliqué comment, au bout de deux mois, les assiégeants arrivèrent jusqu'aux glacis d'un ouvrage à cornes, la lettre ajoute : « C'est là que le général autrichien a ordonné « la construction de trois mines ordinaires, contre une place « qui n'en avait point. Je dis *ordinaires* et non pas *globes de* « *compression*, car j'ai vu les entonnoirs dont le diamètre su- « périeur m'a paru être d'environ 30 pieds, et la profondeur « de 12 à 15.

L'explosion de ces trois mines au pied des glacis et un feu terrible dirigé contre le chemin couvert firent abandonner

l'ouvrage à cornes ; les assiégeants s'y établirent, et le lendemain la place capitula.

Note 6.

sur la campagne de 1794.

J'ai cru utile de reproduire ici les judicieuses réflexions du général Jomini sur la campagne de Belgique, en 1794 (*histoire des guerres de la Révolution.*)

« Cette jonction tardive de ces forces si imposantes (*dit-il*, « *en parlant de lajonction des forces françaises à Bruxelles, après* « *la bataille de Fleurus*,) faisait néanmoins présager de grands «évènements. Bien qu'il fut déjà trop tard pour gagner les com- « munications del'armée impériale, dont la retraite était assurée « par Tirlemont sur Liége, on pouvait encore se promettre de « grands succès: il ne s'agissait que de profiter de la séparation « des alliés et de leur retraite divergente, pour accabler succes- « sivement leurs corps d'armée, dès lors beaucoup trop faibles « pour résister à une armée victorieuse depuis trois mois. Un sys- « tème opposé prévalut, et, au grand étonnement de tous les mili- « taires, le comité de sûreté publique, par une circonspection « poussée jusqu'à la pusillanimité, ordonna de suspendre la « poursuite jusqu'à la reddition des quatre places françaises con- « quises par les alliés, enjoignant aux généraux Pichegru et « Jourdan de former une ligne d'Anvers à Namur pour en protéger « le siége. On affirme toutefois qu'avant de connaître cette ré- « solution, les Représentants avaient décidé à Bruxelles que « Pichegru prendrait le commandement des deux armées; mais « celui-ci n'ayant fait aucune disposition convenable, les Repré- « sentants de l'armée de Sambre-et-Meuse résolurent, de concert « avec Jourdan, de marcher sur Louvain et Tirlemont, pour sui- » vre la grande armée impériale dans sa retraite. Pichegru, moins « actif que les Représentants de la Convention, eut même de la « peine à se décider pendant cet intervalle à occuper l'armée « du Duc d'Yorck, vers Malines, afin de l'empêcher de se lier « avec celle de Cobourg, et ce fut au général Regnier que l'on « dut cette détermination.

« La série de revers bien mérités que les Alliés venaient d'é-« prouver, accrut la mésintelligence qui régnait déjà entre « leurs généraux, en fournissant ample matière à commen-« taires sur leurs opérations réciproques, et une preuve de la « divergence de leurs intérêts.

« Les Anglais et le Prince d'Orange ne voulaient que cou-« vrir la Hollande, et les Autrichiens, au contraire ne son-« geaient qu'à se rapprocher de Cologne et de Coblentz, points « de leurs communications avec l'Allemagne. Ils semblaient ré-« signés au sacrifice des Pays-Bas, qui leur avaient déjà couté « tant d'hommes, et qui dans le fait présentaient une ligne d'o-« pérations tout à l'avantage des Français.

« Mais les Anglais et leurs alliés ne réfléchirent pas qu'une « position défensive est un triste gage de sécurité, quand elle est « trop étendue ou qu'une de ses parties est, pour ainsi dire, adossée « à la mer. Ils ne furent point pénétrés de cette vérité, que le « seul moyen d'empêcher les Français de s'aventurer dans les « inondations et les marais du Brabant hollandais, était de con-« server une masse formidable au confluent de la Meuse et de « la Sambre, afin de menacer leur ligne par la droite, et de « les refouler successivement à la mer, s'ils ne renonçaient pas « au double projet de faire face à la Meuse et de courir en Hol-« lande. Loin de saisir l'avantage d'une retraite en masse par « Namur, on la fit excentrique et la perte des Provinces-Unies « en fut le résultat. »

Il est remarquable qu'en 1815 les mêmes fautes aient été sur le point d'amener les mêmes désastres. D'une part la tendance des Anglais et des Hollandais à se baser sur la mer et sur les frontières de Hollande à droite, de l'autre celle des Prussiens à s'appuyer sur la Meuse, à gauche du front général d'opérations avaient en effet inspiré à Napoléon l'idée d'appliquer, en cette circonstance, la manœuvre qui lui avait tant de fois réussi, c'est-à-dire de se lancer avec impétuosité au centre de la ligne trop étendue de ses adversaires, et de la couper en deux parties pour écraser ensuite chacune d'elles avec toutes ses forces réunies. Et cette manœuvre, quoique connue, faillit punir une fois de plus les alliés de n'avoir pas

voulu, par égoïsme ou par orgueil national, se dévouer assez complètement au succès de la cause commune.

Les leçons des pères ne doivent pas être perdues pour les enfants.

Note 7.

Sur la défense de la Belgique. — Traduction de deux mémoires du duc de Wellington, *rédigés en* 1814 *et* 1815. — *Premier Mémoire.*

Paris, le 22 septembre 1814.

L'objet de ce mémoire est d'indiquer sur quels principes doit se diriger la défense de la frontière, qui s'étend depuis Liége, le long de la Meuse et de la Sambre, jusqu'à Namur et jusqu'à Charleroi, puis delà par Mons et par Tournai jusqu'à la mer.

Cette frontière est entrecoupée de routes, de canaux, de rivières, venant du territoire français suivant toutes les directions, et plusieurs des nombreuses forteresses de la France y font face.

La contrée est généralement ouverte, et n'offre aucune base naturelle, sur laquelle on puisse compter, et appuyer un système de défense (1).

Il faut, cependant, malgré tous ces désavantages, défendre le pays le moins mal possible. Quel que soit le mode de défense que l'on veuille adopter, un objet essentiel à atteindre c'est de garantir la communication avec l'Angleterre et avec le nord de l'Allemagne, et surtout avec Bréda et Berg-op-Zoom, ainsi qu'avec les places hollandaises de la Meuse inférieure et du Bas-Rhin.

Les opérations des guerres de la Révolution ont contribué, jusqu'à un certain point, à mettre les places fortes hors de vogue; et l'on a vu s'accréditer l'opinion, que les places

---

(1) Il faut se rappeler que l'empereur Joseph II avait fait démanteler la plupart de nos forteresses

fortes n'ont que très-peu d'utilité, et qu'en tout cas, elles ne valent pas les dépenses qu'on y consacre. La dernière campagne a confirmé, en grande partie, cette opinion. L'on pourrait faire beaucoup d'objections contre ces nouvelles doctrines, même en les examinant d'une manière générale et indépendante du théâtre de la guerre où il s'agirait de les appliquer. Mais, quant à la Belgique, il suffit de rappeler, à ceux qui devront méditer et prendre une décision sur ce sujet, que dans les guerres de la Révolution, les Pays-Bas autrichiens et le pays de Liége, depuis la frontière de France jusqu'à la Meuse inférieure, tombèrent entièrement au pouvoir de l'ennemi à la suite d'une seule bataille malheureuse, assez peu importante en elle-même, livrée près de Mons; que les alliés les reconquirent avec une égale rapidité dans la campagne suivante, dès qu'ils eurent de leur côté la supériorité du nombre; mais, quelques ouvrages de campagne très-imparfaits ayant été érigés sur différents points par les alliés durant la période de leur occupation, l'ennemi ne trouva plus l'invasion aussi facile qu'auparavant; et il lui fallut beaucoup plus de temps pour prendre possession de la contrée, lorsqu'il eut recupéré la supériorité du nombre, en l'année 1794, bien que cette supériorité fût alors beaucoup plus imposante qu'elle n'avait été en novembre 1792.

L'on ne peut pas espérer que, les hostilités venant à s'ouvrir, les Français ne se trouvent, au premier abord, supérieurs aux alliés dans la Belgique; et, à moins que l'on ne fortifie jusqu'à un certain point la frontière, il faut s'attendre aux mêmes désastres qui ont eu lieu en 1792.

Le discrédit général attaché aux fortifications, les dépenses qu'elles entraînent, et la difficulté de remédier aux défauts du site de quelques-unes des anciennes forteresses de la Belgique, m'ont conduit à rechercher une position, qui étant bien fortifiée, pût protéger la contrée, et que l'ennemi n'osât hasarder de dépasser : mais je n'ai pu trouver aucune position qui répondît au but. D'abord il n'y a nulle part, dans la contrée, d'emplacement qui jouisse d'avantages particuliers pour y faire une forteresse; ou qui couvre et protège une

certaine étendue de pays ; secondement, il n'y a aucun point dont l'ennemi ne puisse approcher aisément, tant par terre que par eau, et où il ne lui soit facile d'amener l'artillerie et les approvisionnements nécessaires pour un siége ; et, troisièmement, il n'y a pas un seul point de la contrée qui, étant supposé fortifié, ne pût néanmoins être dépassé sans danger par l'ennemi ; et celui-ci, en cas de revers et d'une retraite forcée, ne saurait manquer de trouver un très-grand nombre de routes, pour le conduire sous quelques-unes des places fortes de la frontière française.

C'est pourquoi la construction d'une place pareille pourrait donner lieu aux conséquences les plus désastreuses pour les alliés, tandis qu'en tout état de choses, elle ne saurait occasionner que de faibles inconvénients à la France.

Il est clair que la contrée doit être fortifiée suivant les anciens principes ; et quand je considère par qui elle l'a été primitivement, quand je réfléchis anx avantages locaux du site de quelques-unes des vieilles forteresses, quand je songe qu'elles fournissent, la plupart, le moyen d'inonder le pays, ce qui est d'une très-haute importance pour le défendre, quand j'envisage, enfin, la réduction des dépenses qu'on peut obtenir, presque partout, en se conformant aux anciens tracés des places ; j'incline vers l'opinion, qu'il convient de choisir tous les anciens emplacements, et de profiter, à peu près sur tous les points des sites primitifs, en introduisant, dans les nouvelles constructions, les perfectionnements modernes relatifs au flanquement.

Observer que, par l'adoption du système recommandé plus haut, l'on atteint tous les principaux objets dont il faut s'assurer. La droite de la ligne, depuis l'Escaut jusqu'à la mer, sera assez bien défendue avec le secours des inondations, pour être complètement hors d'insulte, même quand elle serait abandonnée tout-à-fait aux garnisons des places ; et, qu'on le remarque, les frais des ouvrages à construire, et le temps requis, se trouveront beaucoup diminués. L'armée en campagne, ayant sa communication avec la Hollande assurée, par les fortifications de la droite de la ligne d'opérations et par Anvers,

pourra être employée exclusivement à la défense de la gauche etc., etc.

(*Signé*) Wellington.

Deuxième Mémoire.

Bruxelles, 23 avril 1815.

La nature des opérations que les alliés exécuteront probablement, dès que leurs armées se trouveront rassemblées et prêtes à agir, et la nature de la frontière ennemie opposée à celle de Sa Majesté, rendent nécessaire l'adoption de mesures spéciales pour la défense de la dernière frontière.

Les forteresses d'Anvers, d'Ostende, de Nieuport et d'Ypres, ainsi que la citadelle de Tournai sont maintenant, ou seront bientôt en état de soutenir un siége. Mons a été fortifiée par des ouvrages de campagne, et se trouve à l'abri d'un coup de main; dans mon opinion, il faut, sans perdre de temps, mettre Gand et Ath dans le même état.

Je demanderai de pouvoir proposer à Sa Majesté, que l'on mette des garnisons dans les places susmentionnées, et qu'en outre, un petit corps d'armée tienne la campagne, pour concourir à la défense, et pour aider à la protection générale de la contrée.

Les garnisons que je proposerais de mettre dans les places susmentionnées, sont les suivantes:

Anvers	5000
Ostende	2700
Nieuport	1300
Ypres	3000
Citadelle de Tournai	1500
Ville de Tournai	1200
Mons	2500
Ath	2000
Gand	2500
Total	21700
En campagne	5000
Total	26700.

(*Signé*) Wellington.

Note 8.

Extrait de la relation circonstanciée de la bataille de Waterloo par le général Guillaume de Vandoncourt, pour servir de correctif à ce que le récit du texte présente d'inexact ou d'exagéré.

Lorsque l'armée française se déploya et se mit en mouvement, les troupes ennemies, bivouaquées sur leur ligne de bataille, prenaient leur repas. La marche des colonnes qui s'avançaient les fit courir aux armes. Wellington se porta sur la ligne, afin de reconnaître le système de l'attaque dont il était menacé. Le mouvement du 1[er] corps ne pouvait lui laisser aucun doute, et il expédia sur-le-champ au général Bulow l'avis que la bataille allait s'engager ; il le pressa également de hâter sa marche.

A onze heures et demie, le combat s'engagea à l'extrémité de notre aile gauche, contre le bois et le château de Goumont. Six bataillons de la division du prince Jérôme s'avançaient en colonnes d'attaque. Le bois et le château qu'il entoure presque, étaient occupés par un bataillon de Nassau, un de Brunswick, et onze compagnies anglaises de la brigade Beng. On combattit quelque temps sur ce point, avec des succès variés; enfin nos troupes parvinrent à s'emparer de la moitié du bois, jusqu'au fossé qui le partage, et à s'y établir vers une heure. Alors Wellington fit avancer sur la crête du plateau, en arrière de Goumont, la division de Brunswick; les brigades des gardes et de Nassau firent également un mouvement en avant; de nouvelles troupes furent envoyées dans le bois, et la division du prince Jérôme fut repoussée. Les divisions Bachelu et Foy entrèrent successivement en ligne, à mesure que l'ennemi faisait avancer de nouvelles troupes. La division Piré s'approcha de Goumont, et fit plusieurs charges sur l'ennemi, qui tentait de déboucher par la gauche du château, et de prendre l'attaque en flanc. Enfin la moitié du bois resta définitivement en notre pouvoir ; mais il ne fut pas possible de se rendre maître du château, qui avait été crénelé et mis en état de résister à un coup de main. Une fois nos

troupes parvinrent à s'emparer d'une des portes du jardin; un nouveau renfort des gardes anglaises les en repoussa. Alors Napoléon ordonna au comte Reille d'établir contre le château, une batterie d'obusiers, afin de l'incendier. Le combat se soutint pendant quelque temps stationnaire sur ce point. A notre droite, les soixante-deux bouches à feu qui couvraient le 1er corps, avaient ouvert leur feu vers midi. L'importance que le duc de Wellington attachait à la position de Goumont, où se trouvaient assiégées ses meilleures troupes, était d'un bon augure pour le succès de l'attaque, qui devait avoir lieu sur l'aile opposée. En prolongeant le combat avec vigueur à notre gauche, on pouvait espérer d'y attirer une partie des réserves de l'ennemi, et d'alléger par là les difficultés que pouvait présenter l'attaque de Mont-Saint-Jean. Tel était en effet l'aspect sous lequel se présentait alors la bataille. Mais une circonstance tout-à-fait imprévue allait en changer les combinaisons, et obliger l'empereur Napoléon à disposer du 6e corps, d'une autre manière qu'il ne l'avait d'abord pensé. Wellington, de son côté dont toute la sollicitude se portait sur sa gauche, par où les Prussiens devaient le joindre, ne pouvait faire aucun changement dans sa ligne. Obligé de livrer un combat de pied ferme, et de passer par dessus tous les sacrifices d'hommes, pour se maintenir dans sa position, il ne pouvait disposer de ses réserves ailleurs qu'à l'aile gauche et à la plus grande extrémité.

A peu près dans le moment où l'attaque de Goumont commença, Napoléon avait aperçu sur les hauteurs de Saint-Lambert un corps de troupes, qui y arrivaient. Si le maréchal Grouchy avait quitté Gembloux au point du jour, il pouvait avoir passé la Dyle, et son avant-garde avoir atteint les hauteurs de Saint-Lambert à cette heure; la première idée qui se présenta fut donc que c'étaient ses troupes, qu'on voyait. Mais bientôt des chasseurs à cheval de la division Domont lui amenèrent un ordonnance prussien, porteur d'une dépêche par laquelle Bulow annonçait son arrivée au duc de Wellington. Cette circonstance changea toutes les dispositions jusqu'alors décidées pour la bataille. Le corps de Bulow se trouvait entre

l'armée française et l'aile droite, que commandait le maréchal Grouchy. Ce dernier pouvait bien, à la vérité l'arrêter et même le disperser, en arrivant à temps sur ses derrières. Mais il était possible qu'il fût retardé lui-même au passage de la Dyle, ou qu'il eût rencontré des obstacles imprévus. L'interposition d'un corps ennemi, à Saint-Lambert, était toujours un présage défavorable, en ce qu'il allait paralyser une partie de la réserve. La distance de Saint-Lambert au champ de bataille n'était pas de deux lieues; il fallait donc tenir un corps prêt à se porter au devant de Bulow et le contenir. Dès lors il ne fallait plus penser à prolonger l'attaque du 1er corps jusqu'à l'extrême gauche, puisqu'il n'était plus possible de remplir le vide, que ce mouvement à droite aurait laissé entre le 1er et le 2e corps. Napoléon, forcé de tenir sa réserve disponible contre une attaque de flanc, se vit donc obligé de changer la disposition d'attaque du 1er corps. Il prescrivit en conséquence au maréchal Ney d'entamer l'action par l'attaque vers la Haye-Sainte, par la division de gauche du 1er corps. La ligne de bataille, contre les Anglais, n'allait plus être composée que de trente mille hommes environ; Wellington y en avait déjà soixante mille. Plus tard, dans les plus grands efforts de la journée, quarante mille hommes furent employés; alors Wellington en avait réuni quatre-vingt mille, et Ziethen lui en amena vingt.

La première mesure que prit Napoléon lorsqu'il apprit l'arrivée de Bulow à Saint-Lambert, fut celle d'envoyer la division légère de Subervic renforcer celle de Domont. Ces deux divisions, fortes environ de deux mille cinq cents chevaux devaient chercher à contenir l'avant-garde de Bulow, occuper les débouchés, pour empêcher la cavalerie ennemie de se jeter sur nos derrières, et pousser des partis à la rencontre du maréchal Grouchy. Le comte de Lobau fut reconnaître la position qu'il devait occuper, en avant de Planchenoit, pour combattre les Prussiens, s'ils débouchaient du bois de Paris. Un officier d'état-major fut expédié vers une heure au maréchal Grouchy, pour lui porter un nouvel ordre d'appuyer à gauche, et de chercher à empêcher les Prussiens d'inquiéter

l'aile droite de l'armée principale. Le maréchal fut également prévenu du mouvement de Bulow, qui devait l'engager à se hâter. Cet officier d'état-major, qui était le colonel Jenowitz, averti de l'importance de sa mission, aurait dû arriver près du maréchal Grouchy vers trois heures ; il ne le rejoignit cependant qu'à sept heures du soir, et trop tard, par une négligence bien coupable. Nous ne rapporterons pas les bruits qui ont couru dans le temps sur son compte.

Cependant l'empereur Napoléon se décida à faire attaquer sur-le-champ l'aile gauche ennemie, sans attendre plus longtemps le succès de l'attaque de Goumont. Vers une heure, le 1er corps reçut l'ordre de changer de direction. Pour suivre de plus près cette attaque, Napoléon se porta avec ses escadrons de service sur la hauteur en arrière de la Belle-Alliance. Le maréchal Ney, qui se trouvait au 1er corps, le forma en quatre colonnes serrées et les dirigea en échelons, la gauche en avant, sur la division Picton, laissant la Haye-Sainte à gauche. Les colonnes des quatre divisions étaient tellement rapprochées, qu'il aurait été impossible de les déployer. L'artillerie resta sur le plateau où elle avait d'abord été mise en batterie. La colonne de gauche s'avança jusqu'au chemin creux que couvrait la division Picton, et se trouva bientôt engagée avec la brigade hollandaise de Bylandt. Cette brigade fut culbutée presque au premier choc ; mais la brigade Kempt soutint le combat ; le 32e régiment anglais, qui était en seconde ligne, vint remplir le vide laissé par les Hollandais. Dans ce moment, le général Picton fit faire un mouvement à droite aux 42e et 92e régiments, qui étaient en première ligne de la brigade Pack. Nos troupes, prises en flanc, furent arrêtées ; le 105e régiment, qui était en tête de la colonne, fut mis un instant en désordre et perdit son aigle. Le combat se soutint cependant avec le plus grand acharnement sur ce point. Le général Picton, frappé d'une balle à la tête, tomba aux premiers rangs de ses troupes, qu'il encourageait par son exemple.

La division de gauche du 1er corps souffrait beaucoup et commençait à perdre du terrain. La 2e colonne allait entrer en action, lorsque Wellington pensa à profiter de la faute

qu'avait faite le maréchal Ney. Le premier objet de l'attaque qu'il dirigeait aurait dû être de s'assurer un point d'appui, en occupant la Haye-Sainte. Tant que ce poste restait au pouvoir de l'ennemi, ce dernier pouvait déboucher par là pour prendre nos colonnes en flanc; et d'un autre côté, l'artillerie, qui ne pouvait pas bien se mouvoir dans les terres détrempées du vallon qu'elle avait devant elle, avait besoin de la grande route pour se porter en avant. La brigade de dragons de Ponsonby déboucha par la grande route et vint charger la colonne de gauche en flanc; cette charge inattendue y jeta quelque désordre : elle s'appuya sur la colonne voisine (division Donzelot), et la fit également plier. Le comte d'Erlon, dont le cheval venait d'être tué, fit former les carrés. Mais les dragons ennemis, par un motif dont il est difficile de se rendre compte, passèrent outre, en frisant les carrés de si près que des hommes et des chevaux furent tués à coups d'épée par nos officiers. Il semblait que l'ivresse les entraînât, sans but, au travers de l'armée française. Dans ce moment, par une autre faute inexcusable, l'artillerie quittait sa position, et s'avançait dans le vallon pour suivre le 1er corps. Les dragons anglais se portèrent sur elle, sabrèrent un grand nombre de chevaux et désorganisèrent une quinzaine de pièces. Le général Milhaud fit alors arrêter la charge de l'ennemi, en portant en avant la brigade Travers de la division Wathier, cuirassiers. Le général Jacquinot, par un mouvement habile, se porta sur la ligne de retraite des Anglais; la brigade Gobrecht (3e et 4e lanciers) les chargea en flanc et à dos. La plus grande partie de la brigade ennemie y périt, avec le général Ponsonby; les restes regagnèrent la Haye-Sainte en désordre. En même temps que la brigade Ponsonby, celle du général Vandeleur avait débouché par l'extrême gauche de la ligne anglaise; mais le mouvement du général Jacquinot l'obligea à se replier sans s'être engagée avec notre cavalerie. L'empereur Napoléon, voyant le désordre que la charge des dragons anglais avait mis dans une partie du 1er corps, se porta en avant. Le corps du général Milhaud prit position en arrière de la Haye-Sainte; la cavalerie de la garde, en seconde ligne. Les colonnes d'at-

taque du 1er corps furent reformées. Aucun mouvement ne s'étant fait apercevoir dans la ligne anglaise, Napoléon ordonna de renouveler l'attaque, mais d'enlever d'abord la Haye-Sainte. Wellington, de son côté, avait déjà donné l'ordre à la division Clinton de s'approcher un peu du centre de sa ligne, elle s'avança jusqu'à la route de Nivelles. Un peu après trois heures, le dommage fait aux batteries du 1er corps ayant été réparé, les colonnes se remirent en mouvement. Le général Milhaud et la cavalerie légère de la Garde chargèrent par la gauche de la Haye-Sainte, les brigades Ompteda et de Nassau. L'infanterie ennemie se forma en carrés, et les canonniers, abandonnant leurs pièces, se réfugièrent dans les carrés. Dès le commencement de l'action, le duc de Wellington avait fait retirer derrière la ligne les chevaux des batteries qui étaient sur le front. Nos cuirassiers enfoncèrent les bataillons de gauche de la brigade Ompteda, et dépassèrent la ligne. Une charge de la brigade Sommerset les ramena, et l'infanterie n'étant pas encore en mesure de les soutenir, ils furent obligés par le feu de l'ennemi à se replier. Peu après, la gauche du 1er corps étant arrivée de nouveau à la hauteur de la Haye-Sainte, le comte d'Erlon fit attaquer ce poste par quelques bataillons. Malgré la résistance opiniâtre de la brigade Ompteda, il fut enlevé, et nos troupes s'y établirent vers quatre heures. Alors le duc de Wellington fit avancer la brigade Mitchel à la droite de la division Clinton. Il ordonna aussi au général Chassé de faire avancer la brigade Ditmers de Braine-la-Leud, pour remplacer la division Clinton dans sa première position ; de retirer également la brigade d'Aubremé de la ferme de Foriez, et de s'approcher avec elle de Mont-Saint-Jean : cette brigade se plaça plus tard en avant de la route de Nivelles. Wellington voyait alors, par la direction des attaques, qu'il n'avait rien à craindre pour son extrême droite, contre laquelle il n'y avait eu jusqu'alors d'autre mouvement que quelques reconnaissances poussées par le général Piré, sur les bords du ruisseau de Hain. A la gauche, le combat se soutenait toujours à Goumont. Le château avait été réduit en cendres, et l'incendie avait été allumé d'une manière si violente, que

l'ennemi, occupé à se défendre contre des attaques opiniâtres, n'avait pu enlever ses blessés qui y étaient restés, par une négligence qui ne fait pas honneur à l'humanité.

Cependant il nous fut impossible d'emporter le jardin, dont les murs solides résistaient au feu de l'artillerie. La perte de l'ennemi fut très-grande sur ce point; le général Cooke fut grièvement blessé. De notre côté, le prince Jérôme, blessé au bras, ne quitta pas le champ de bataille.

Pendant que ces évènements se passaient, le corps de Bulow s'était réuni à Saint-Lambert. Vers trois heures, toutes les troupes de ce corps étant arrivées, le maréchal Blucher, qui s'y trouvait en personne, le porta en avant. A quatre heures, l'avant-garde de Bulow occupait le bois de Paris, et une demi-heure plus tard, les 15e et 16e divisions, la cavalerie et l'artillerie y furent réunies. Dans ce moment Blucher reçut l'avis que le corps de Thielemann était fortement attaqué, et que l'arrière-garde que Ziethen avait laissée à Limale était elle-même engagée. Il n'y avait plus moyen de reculer; une marche rétrograde au travers des défilés qu'il venait de passer, le ramenait à Wâvre, trop tard pour soutenir son 3e corps; d'ailleurs il sentait parfaitement, ce qui paraît avoir échappé au maréchal Grouchy, que les évènements de la campagne de Belgique devaient se décider à Mont-Saint-Jean et non pas à Wâvre. Il donna donc l'ordre au général Thielemann de se défendre comme il pourrait, et, en cas de malheur, de se retirer à Liége; au général Bulow il donna celui de déboucher du bois; au général Pirch celui de suivre son mouvement sans retard; le général Ziethen continuait le sien. Ainsi, un renfort de quatre-vingt mille hommes allait arriver aux Anglais et changer entièrement l'aspect de la bataille, dont toutes les chances étaient pour nous jusqu'à ce moment.

Un peu après quatre heures et demie, les troupes de Bulow débouchèrent des bois de Paris, en trois colonnes. Blucher leur donna la ferme élevée de la Belle-Alliance pour point de direction. Les deux autres directions de ce corps étaient encore en arrière du bois. Le général Domont prévint sur le champ l'empereur Napoléon de l'approche de l'ennemi, qui paraissait

au nombre de vingt mille hommes. Le moment critique de la bataille était arrivé, conduit par un évènement inattendu, et qui devait l'être. Il n'y avait plus lieu de douter que le passage de la Dyle, par le maréchal Grouchy, n'eût été retardé. Le mouvement offensif que faisaient les Prussiens démontrait suffisamment que bien loin d'être attaqués en queue par notre aile droite, celle-ci était assez éloignée d'eux pour ne pas les détourner du plan convenu avec Wellington. Mais quelle était la cause du retard de Grouchy? Voilà où était l'incertitude. Il n'avait certainement pas été battu; l'arrivée des Prussiens à cette heure prouvait que le lieu du combat n'aurait pas dû être éloigné, et on n'avait pas entendu le canon. Il ne restait, dans le doute où il devait se trouver, que deux partis à prendre pour Napoléon. L'un était celui de porter un corps au devant de Bulow pour le contenir; de faire occuper les postes de Papelotte et de la Haye, afin de couper la communication entre les Anglais et ce premier corps prussien, et de porter un grand effort sur le centre de la position anglaise, afin de décider, s'il était possible, la bataille avant l'arrivée du restant des troupes prussiennes. Si le maréchal Grouchy avait, comme il était probable, reçu le dernier ordre qui lui avait été expédié, il ne devait pas tarder à déboucher de Limale ou de Moustiers, et à arrêter la marche de Blucher, en engageant fortement son arrière-garde. Quand même il ne l'aurait pas reçu, il devait, d'après le rapport qu'il avait fait de Gembloux dans la nuit précédente, se trouver à midi devant Wâvre. Il devait arriver alors de deux choses l'une : ou la majeure partie de l'armée prussienne était restée devant lui, et alors la diversion de Blucher se réduisait au corps de Bulow seul, et le danger cessait d'être aussi grand, ou Blucher avait quitté Wâvre et le maréchal Grouchy le suivait, en laissant un simple corps d'observation vers cette ville. Il était donc possible que, pendant le temps où Bulow serait contenu, une attaque bien conduite nous rendît maîtres de Mont-Saint-Jean, et mît par là l'armée anglaise hors de combat.

Le second parti était celui de dégager son aile droite et de la faire pivoter en arrière sur la gauche. L'armée française

pouvait alors prendre une position oblique de gauche à droite, entre Goumont et Planchenoit. Un coup de collier vigoureux devait nous rendre maîtres de Goumont, et en même tems empêcher les Anglais d'inquiéter le mouvement rétrograde du 1er corps. Le champ de bataille entre Goumont et Planchenoit était assez resserré pour pouvoir être défendu sur tous les points. L'occupation de Planchenoit couvrait notre droite. Celle de Goumont avait un double avantage; d'abord elle menaçait la route de Nivelles et empêchait Wellington de dégarnir son aile droite, ensuite elle rendait dangereux tous les mouvements qu'il aurait voulu faire faire, au centre et à la gauche de son armée, vers la Belle-Alliance; car le bois et le château de Goumont offraient un point d'appui aux colonnes d'attaque, qui seraient venues prendre ces mouvements en écharpe. Dans cette position, il était facile de gagner la nuit, et d'en profiter pour se retirer derrière Genappe, et s'y réunir au corps de Grouchy. Le but de la guerre offensive entreprise en Belgique, était à la vérité manqué, mais l'armée était sauvée, et il était possible de suivre le second des trois plans de campagne entre lesquels avait balancé Napoléon.

Napoléon parut un instant se déterminer à suivre ce dernier parti. L'ordre fut donné au comte d'Erlon de se préparer à retirer son artillerie et à dégager ses troupes de l'action. Quel fut le motif qui le décida peu après à changer de détermination? Il parait que, la certitude que le maréchal Grouchy ne pouvait pas manquer d'arriver par Saint-Lambert, et le dessein d'abréger la durée de la guerre par un coup décisif l'emportèrent? Peut-être est-il vrai qu'il se laissa entraîner par l'assurance que lui donnèrent quelques personnes qui étaient alors près de lui, que le centre de la position anglaise serait indubitablement enfoncé avant que les Prussiens ne soient en mesure de l'empêcher. Quoi qu'il en soit, il se décida à courir les chances d'une attaque de flanc, pendant qu'il redoublerait d'efforts sur le front. Le sixième corps reçut l'ordre de se porter au devant de Bulow. Il prit position à la gauche de Planchenoit, se trouvant ainsi en potence derrière le 1er corps. Les deux divisions du corps de Bulow, qui avaient débouché du bois de Paris, se

déployèrent, vers cinq heures, à la hauteur de Frichermont, la 15e à droite, la 16e à gauche, et la cavalerie sur les ailes, la plus grande partie cependant à gauche; un régiment de hussards fut détaché vers Maransard pour couvrir l'aile gauche.

Quelques bataillons du 6e, poussés en avant pour appuyer la cavalerie, formèrent devant l'ennemi une ligne de tirailleurs. Des charges de cavalerie eurent lieu, entre celle des Prussiens et les divisions Domont et Subervic, avec des succès variés. Le combat se soutint quelque temps presque stationnaire; Blücher, content d'avoir annoncé son arrivée à Wellington par le bruit du canon, attendait que les deux autres divisious de Bulow eussent passé le bois. Il fit cependant, à sa droite, occuper Smohain, dont les troupes de la brigade hollandaise de Weimar furent chassées, par erreur, à coups de fusil; à sa gauche, il jeta deux bataillons dans le petit bois de Hanotelet.

En même temps que le 6e corps se porta sur la droite, Napoléon avait ordonné au maréchal Ney de se maintenir à la Haye-Sainte, de soutenir ce poste, et de faire attaquer par une division les fermes de Papelotte et de la Haye. La division Durutte y fut dirigée. Le maréchal Ney ne devait faire aucun mouvement offensif, avant que l'attaque de Bulow n'eût pris un caractère décidé. Vers cinq heures, le duc de Wellington fit porter la division Clinton en avant, en seconde ligne de la division Alten, qui avait beaucoup souffert. A l'aide de ce renfort, les Anglais tentèrent une attaque sur la Haye-Sainte. Ils furent vigoureusement repoussés par notre infanterie, et une charge des cuirassiers acheva de culbuter les brigades ennemies qui s'étaient portées en avant. Les cuirassiers de Milhaud et la cavalerie légère de la garde, s'élancèrent sur le plateau aux deux côtés de la route; un bataillon hanovrien fut taillé en pièces dans la seconde ligne, et la charge fut poussée au travers des carrés, dont la plupart furent entamés. Les deux brigades de gauche de la division Alten, se replièrent sur la division Clinton, qui se trouva engagée elle-même. Napoléon, voyant en ce moment le plateau couvert par la cavalerie de

notre droite, craignit pour l'effet du feu meurtrier auquel elle se trouvait exposée, et d'une charge de la part de l'ennemi. Une déroute de cette cavalerie aurait pu dès lors entrainer la perte de la bataille. Il ordonna au comte de Valmy de se porter en avant, avec son corps, pour la soutenir. Les deux divisions accoururent au galop. La cavalerie de réserve de la garde suivit ce mouvement, sans en avoir cependant reçu l'ordre. Dans le moment où ces divisions arrivèrent sur le plateau, la cavalerie anglaise et hollandaise venait d'arrêter la charge des cuirassiers de Milhaud, et de les forcer de se replier à côté du 1er corps. Ce dernier se trouvait cependant engagé sur toute la ligne, et son feu bien nourri, portait le ravage dans les rangs ennemis; la gauche était maîtresse de la Haye-Sainte, et repoussait de là une nouvelle tentative que fit l'ennemi pour s'emparer de ce poste.

L'arrivée des deux divisions du comte de Valmy, et de celle du général Guyot, ramena le combat; la cavalerie ennemie fut repoussée à son tour, et la nôtre couronna de nouveau le plateau. Là s'alluma un combat dont il n'y a peut-être pas d'exemple dans l'histoire, tant à cause de son acharnement, que de la disposition des troupes. Les régiments ennemis étaient formés en carrés qui furent attaqués tour-à-tour et en tous sens par notre cavalerie. Au milieu de ces carrés, furent fournies et reçues plusieurs charges des escadrons français, hollandais et anglais, souvent entremêlés. Dès que notre cavalerie s'éloignait d'un carré ennemi, pour se remettre en ligne, il se déployait pour recommencer son feu; s'approchait-elle de nouveau, le carré se formait. De temps à autre, une charge heureuse entamait un carré; trois même furent enfoncés et détruits. La brigade du général Halkett, reçut à elle seule onze charges; le carré du 65e régiment anglais fut taillé en pièces, et les deux tiers des autres couchés par terre. Ce combat effrayant dura, dans le même état, jusqu'à sept heures du soir. Le duc de Wellington, le prince d'Orange et lord Uxbridge, au milieu de cette mêlée, obligés de s'enfermer eux-mêmes à chaque instant dans un carré, ne pouvaient qu'encourager leurs troupes à tenir ferme, malgré leurs pertes énormes; il n'était pas pos-

sible de faire aucune disposition ; un déploiement aurait entraîné la déroute de l'armée. Jamais la situation d'un général n'avait été plus critique que ne l'était en ce moment celle du duc de Wellington. Il était temps que le secours des Prussiens vint l'en tirer. Ne pouvant pas, pendant que la cavalerie française était tout contre ses lignes, les atteignant partout par des charges sans relâche, faire un mouvement ni en avant, ni arrière ; la fermeté, ou, disons mieux, l'immobilité était le seul moyen de salut qui lui restât. Il fallait supporter tous ces chocs, dans l'espoir qu'il lui resterait encore quelques hommes debout, à l'arrivée des Prussiens. Toutes ses réserves étaient engagées, même la division Chassé, qui avait été obligée d'entrer en ligne. La division Picton, foudroyée par l'artillerie du premier corps, voyait ses carrés se fondre et disparaître l'un après l'autre. On vint dire à Wellington, vers sept heures, que cette division n'avait plus que quatre cents hommes dans les rangs : « Il faut qu'ils restent en place jusqu'au dernier homme, » fut la seule réponse qu'il pût leur donner. La division Alten était épuisée des efforts qu'elle avait à soutenir. Le général Van Merlen était tué, avec les commandants de brigade Ompteda et Duplat ; le généraux Alten, Collart, Kempt, Pack, Halket, Adam, Dornberg, Bylandt furent blessés. Les batteries de la première ligne étaient réduites au silence ; celles de la seconde, à chaque instant abandonnées pour sauver les canonniers dans les carrés. Ce fut dans ce moment terrible que l'angoisse de sa position, et la douleur d'un carnage pareil lui arracha des larmes, et cette exclamation du désespoir : « Il faut encore quelques heures pour tailler en pièces ces braves gens. Plût au ciel que la nuit ou les Prussiens arrivassent avant ! » Près de quinze mille hommes de l'armée anglo-batave étaient tués ou blessés ; un grand nombre d'autres était employé à transporter les blessés, et un bien plus grand nombre avait quitté les rangs entraîné par la frayeur. Dès la première attaque du 1er corps, tous les bagages qui étaient sur la route de Bruxelles, s'étaient enfuis à vau-de-route, à travers la forêt de Soignes. La terrible attaque des deux corps de cavalerie y jeta les fuyards des troupes combattantes. La grande

route et les chemins latéraux présentaient l'image du plus affreux désordre ; couverte des décombres de voitures brisées, elle était encore obstruée d'hommes de toutes armes, blessés ou non, qui allèrent porter l'épouvante à Bruxelles et jusqu'à Anvers. A sept heures du soir, il restait à peine au duc de Wellington trente mille hommes dans les rangs. Lui-même comptait alors si peu sur la victoire, qu'il ordonna de faire rétrograder sur Anvers la batterie de dix-huit qui devait joindre son armée, et qui avait dépassé Malines. Les fuyards qui encombraient cette route, jetèrent le désordre dans le convoi, et une partie des pièces fut jetée dans le canal. Qu'il nous soit permis de rendre hommage à la valeur des divisions de cavalerie française qui soutinrent une aussi brillante lutte, pendant ces deux sanglantes heures. Atteintes de toutes parts par le feu des bataillons ennemis, au milieu desquels elles promenaient la terreur et la mort, elles ne se rebutèrent pas un instant de la continuité de leurs efforts, ni des pertes nombreuses qu'elles firent.

Cependant Bulow avait continué son mouvement en avant, dès que les 13e et 14e divisions de son corps furent à sa portée, et, poussant devant lui la ligne de nos tirailleurs et notre cavalerie légère, avait abordé le 6e corps. Le combat s'engagea et se soutint de pied ferme ; même une charge de notre cavalerie repoussa celle de l'ennemi devant Planchenoit. Vers cinq heures et demie, les 13e et 14e divisions prussiennes ayant rejoint, Bulow déploya tout son corps sur deux lignes par divisions ; la 18e et la 13e à droite, la 16e et la 14e à gauche. Il débordait ainsi le 6e corps, et le comte de Lobau se vit obligé, pour couvrir sa droite, de faire occuper Planchenoit. Le général Bulow, de son côté fit alors former en colonnes d'attaque la 16e division, et la porta sur Planchenoit, qu'il fit attaquer par six bataillons. Le faible détachement du 6e corps, qui défendait ce village, soutint le choc avec la plus grande valeur, et l'ennemi ne put s'emparer que des maisons avancées ; ses efforts échouèrent à l'attaque du cimetière. L'empereur Napoléon, attentif à ce qui se passait à sa droite, avait aperçu le déploiement de Bulow, il avait sur le champ envoyé la division

Duhesme (jeune garde) avec deux bataillons de la moyenne garde et une batterie de douze de la réserve, pour prolonger la ligne du 6e corps. La tête de la colonne de la jeune garde se porta sur Planchenoit et en chassa l'ennemi ; la division prit position à la droite du 6e corps. Une nouvelle attaque des Prussiens replia encore nos troupes jusqu'au cimetière ; mais cette seconde attaque fut de nouveau repoussée. L'ennemi, chassé de Planchenoit avec une grande perte, fut obligé de reculer dans sa position. Dans ce moment, la division Durutte venait d'emporter successivement Papelotte, La Haye, et Smohain. Bulow, débordé par sa droite, se crut obligé de retirer sa gauche, qui pouvait être compromise, et de la mettre en ligne avec la droite. Il était alors six heures et demie.

Le mouvement rétrograde de Bulow était la preuve certaine que les Prussiens n'avaient plus de nouvelles troupes à engager sur ce point. Tranquillisé pour le moment de ce côté, Napoléon songea à porter le coup décisif au centre de l'armée anglaise, Bulow était contenu, Wellington avait toutes ses réserves en ligne, et se soutenait à peine; il n'y avait donc aucun danger à faire avancer la garde, qui présentait encore une réserve de huit mille hommes d'élite. L'empereur Napoléon formait la garde en colonnes vers sept heures, lorsqu'on entendit sur la droite s'approcher le canon du corps de Grouchy; c'était le moment où il commençait enfin à passer la Dyle, à Limale, L'interruption momentanée du combat avec Bulow, qui alors était presque insignifiant, permit dans cet instant d'entendre mieux la canonnade, qui durait depuis cinq heures. Napoléon put et dut même croire que le maréchal Grouchy était parvenu à arrêter la majeure partie de l'armée prussienne. Mais précisément en même temps, le duc de Wellington recevait l'avis que le corps de Ziethen débouchait d'Ohain ; il fit circuler cette nouvelle dans les rangs, et le courage presque éteint de ses troupes se ranima; il prescrivit aux brigades Vandeleur et Vivian, aussitôt que les premières troupes de Ziethen seraient à leur hauteur, de se porter au centre, et il ordonna à la brigade Mitchell et à la cavalerie de Brunswick, d'attaquer le bois de Goumont.

Notre cavalerie, qui était sur le plateau de la Haye-Sainte, où elle se soutenait encore, ayant forcé l'infanterie ennemie à descendre le revers opposé, vit également, vers sept heures, le corps de Ziethen qui avait dépassé le bois d'Ohain, et les brigades de cavalerie anglaise qui revenaient à elle. Un moment d'hésitation la saisit, et il fut facile d'apercevoir du flottement. Napoléon, pour aller au devant d'une crise qui pouvait devenir fatale, se porta rapidement avec quatre bataillons de la moyenne garde, et quatre batteries, en arrière de la Haye-Sainte ; les quatre bataillons formés en colonnes d'attaque, passèrent à la gauche ; les huit bataillons de la vieille garde devaient suivre; le comte Reille reçut l'ordre de former son corps en colonnes, à côté du bois de Goumont, et de marcher en avant. Le général Labédoyère fut envoyé dans les rangs du 1er corps, pour annoncer l'approche du maréchal Grouchy, afin de relever le moral du soldat. Ce fut alors qu'il rencontra trois bataillons du 1er corps, qui se retiraient, sur l'ordre d'un chef, et disait-on, d'après ceux de l'Empereur. Labédoyère les fit retourner en ligne, assez probablement sans leur chef. Napoléon donna au maréchal Ney le commandement des quatre bataillons de moyenne garde, et lui donna l'ordre de maintenir la position du plateau. Un peu après, les huit bataillons de la vieille garde arrivèrent, et furent placés en arrière du ravin, en trois brigades. Les deux premières, formées d'un bataillon en bataille et deux en colonnes sur les flancs, en première ligne et à distance de bataillon ; la troisième en réserve ; l'artillerie dans les intervalles. Les quatre bataillons de la moyenne garde, le général Friant à leur tête, se mettent en mouvement; Napoléon leur montre du doigt les lignes éclaircies de l'ennemi; « voilà le chemin de Bruxelles, » leur dit-il. Le cri de vive l'Empereur fut leur réponse. Ils arrivèrent sur le plateau, et Napoléon mettant pied à terre, se rendit aux batteries de la Haye-Sainte, pour les diriger. Le comte Reille, débouchant par la droite de Goumont, aborde également la ligne ennemie. Wellington, de son côté, se hâte de renforcer le centre, que menace cette double attaque. La division de Brunswick reçoit l'ordre de quitter sa position, et d'appuyer à

gauche. La brigade Ditmers reçoit celui de s'avancer de sa seconde position, pour remplacer les troupes de Brunswick et soutenir la brigade Mitchell, dans son attaque sur le bois de Goumont.

Cependant les quatre bataillons de la moyenne garde avaient encore forcé la ligne ennemie, qui leur était opposée, à un mouvement rétrograde; le combat s'était rallumé avec une nouvelle vigueur, devant le front du 1er corps; le 2e était également engagé. Le duc de Wellington opposa alors aux bataillons de la garde la division de Brunswick, qui venait d'arriver de sa droite; cette division fut culbutée. Le prince d'Orange essaya d'arrêter la colonne formidable qui s'avançait toujours, en se jetant au devant d'elle, avec un bataillon de la brigade de Nassau; il fut blessé, et le bataillon dispersé. Enfin Wellington, ayant porté en avant la brigade d'Aubremé, les Brunswickois se rallièrent à elle, et ces deux corps réunis parvinrent à arrêter les bataillons de la garde, et à les faire rétrograder un moment. Ces braves troupes revinrent plusieurs fois à la charge, sans parvenir à enfoncer les quatorze bataillons qui leur étaient opposés; le feu terrible des batteries de la seconde ligne, que Wellington avait fait avancer, éclaircissait leurs rangs; le général Michel était tué; les généraux Friant et Cambrone étaient blessés; le maréchal Ney, toujours à leur tête, avait été démonté; mais elles se maintinrent sur le plateau, et la cavalerie s'y soutint avec elles.

A huit heures, le général Durutte, entièrement maître de Papelotte, la Haye et Smohain, se trouvait sur le plateau à la gauche de Papelotte; il avait même repoussé une charge de cavalerie de la brigade Vandeleur, qui avait essayé de l'entamer.

Dans ce moment, le corps de Ziethen se déploya, à la gauche de l'armée anglaise, une batterie de trente-deux pièces sur son front. La division Steinmetz, avec la cavalerie, se portèrent sur la Haye, et emportèrent ce poste. Papelotte fut repris presqu'en même temps, par les autres divisions de Ziethen. La division Durutte, poussée devant le corps prussien qui se dirigeait vers la Belle-Alliance, découvrit la droite des autres

divisions du 1er corps, et les força également à un mouvement rétrograde. Dans cet instant critique, Napoléon se vit obligé de disposer des huit bataillons de la vieille garde qui allaient se porter sur le plateau, où il n'y a pas de doute qu'ils auraient enfoncé la ligne anglaise, qu'aucune réserve ne pouvait plus soutenir. Une dernière attaque de la division de Brunswick et de la brigade d'Aubremé, avait été reçue par les bataillons de la moyenne garde, sur la pointe de leurs baïonnettes, et avait échoué. Mais la retraite forcée de la droite du 1er corps, rendait un appui nécessaire de ce côté. La vieille garde passa à droite de la grande route, et forma une ligne de carrés, derrière laquelle le 1er corps pouvait se remettre en bataille.

Alors les brigades de cavalerie anglaise de Vandeleur et Vivian, devenues disponibles par l'arrivée des Prussiens, étaient arrivées vers le centre des Anglais. Le duc de Wellington les fit déboucher entre la Haye-Sainte, et le corps du comte Reille. Cette cavalerie, au lieu de se porter sur les carrés de la vieille garde, les tourna, pour atteindre notre extrême droite, en retraite. Napoléon, dont toute la cavalerie était engagée sur le plateau, n'avait de disponible que les quatre escadrons de service qui étaient auprès de lui. Il les envoya au devant de la cavalerie ennemie; la disproportion était trop grande, ils furent culbutés. Dès ce moment, tout ralliement devint impossible. Les troupes qui étaient sur le plateau, voyant la retraite du 1er corps et le feu des carrés, se mirent également en retraite. Wellington alors fit faire un mouvement de ligne en avant à son armée. Le reste des bataillons de la moyenne garde soutint quelque temps la retraite en carrés, mais ils furent bientôt obligés de succomber sous le nombre. Les carrés de la vieille garde, disputant le terrain pied à pied, luttèrent long-temps contre les masses de cavalerie et d'infanterie de l'ennemi. Enfin ces valeureuses cohortes, *les triaires de l'armée française*, ainsi que les ont nommées nos ennemis mêmes, désorganisées par les fuyards, opprimées par le choc d'une armée entière, succombèrent sur les hauteurs de la Belle-Alliance, sans avoir été vaincues.

Napoléon, après la défaite de ses escadrons de service, s'était porté à la gauche et en avant de Rossome, où était encore un régiment de la moyenne garde, et deux batteries, afin d'essayer de rallier son armée sur les hauteurs de la Maison-du-Roi. La division légère du général Pirée fut envoyée vers Genappe pour arrêter, s'il le pouvait, les fuyards. Cette dernière ressource allait bientôt être enlevée. Vers sept heures et demie, les 5e, 6e et 8e divisions du corps de Pirch, avaient joint celui de Bulow : la 7e avait été dirigée sur les hauteurs de Maransart. Bulow dont la gauche venait encore d'éprouver un échec, par une charge des divisions Domont et Subervic, reprit l'offensive. Les 14e et 16e divisions de son corps, et la 5e de celui de Pirch, se portèrent sur Planchenoit. Une colonne de dix-huit bataillons attaqua le village, qui fut défendu avec la plus grande valeur. Enfin, à l'entrée de la nuit, il fut emporté, et le prince Guillaume de Prusse, débouchant avec sa cavalerie, se dirigea vers la Maison-du-Roi et la route de Charleroi. Dans ce moment, la cavalerie anglaise arrivait sur les deux bataillons de la moyenne garde, qui s'étaient avancés au-delà de Rossome. Napoléon ordonna au général Gourgaud de faire tirer sur l'ennemi la batterie qui se trouvait là afin d'essayer de l'arrêter : ce furent les derniers coups de canon; un d'eux fracassa une jambe à lord Uxbridge. Les deux bataillons de la garde se formèrent en carrés, et Napoléon, voyant que la perte de Planchenoit venait d'ôter le dernier espoir de ralliement, allait se renfermer dans l'un des deux, lorsque le maréchal Soult le força à se retirer du champ de bataille. Ces deux derniers bataillons furent bientôt désorganisés par l'ennemi et par la masse des fuyards. Le 1er corps était en déroute, depuis la Belle-Alliance; le 2me corps, qui s'était retiré en assez bon ordre, jusque près du bois de Callois, fut dissous peu après. La nuit augmentait encore le désordre, que l'occupation de la grande route par les Prussiens porta à son comble. Tous les liens de l'ordre et de la discipline étaient rompus, et tout ce que pouvaient faire les chefs, était de se porter rapidement sur la Sambre, afin de tâcher de réorganiser l'armée.

La jonction de deux armées ennemies se fit à la Belle-Alliance,

où Blucher et Wellington se rencontrèrent à 9 heures du soir. Là il fut décidé, que l'armée anglaise épuisée, resterait sur le champ de bataille; que le corps de Bulow, soutenu par celui de Ziethen, suivrait l'armée française; et que celui de Pirch se porterait sur la Dyle à Moustiers, pour couper le maréchal Grouchy. Toutes les colonnes désorganisées de l'armée se dirigèrent sur Genappe. Napoléon s'y arrêta quelques instants pour essayer de remettre l'ordre, mais il n'y avait plus moyen d'y parvenir. Les corps étaient tellement confondus, qu'il n'aurait pas été possible que chacun retrouvât ses drapeaux, quand même l'obscurité n'y aurait pas mis obstacle. La route était obstruée d'hommes, de chevaux et de voitures, marchant ou renversés; dans les rues de ce bourg, on trouva même quelques voitures fixées entre elles par les chaînes d'enrayage, après avoir été abandonnées. Vers onze heures du soir, la cavalerie du corps de Bulow arriva à Genappe et y fit encore quelques prisonniers. Elle y trouva également le reste du matériel de l'armée, que l'encombrement avait fait abandonner, et les équipages du quartier impérial. Cette cavalerie poussa la même nuit jusqu'aux Quatre-Bras, et Bulow arriva au matin à Mellet.

Notre perte, dans cette funeste journée s'éleva à vingt-cinq mille hommes, savoir :

Tués ou blessés.	18,500
Prisonniers.	7,008
Total.	25,508

Nous perdîmes tout le matériel d'artillerie qui avait été employé à Waterloo, moins vingt-sept canons qui repassèrent la Sambre, c'est-à-dire, deux cent vingt-sept bouches à feu. Les généraux Devaux et Michel furent tués. Les généraux comte de Lobau, Duhesme, Compans et Cambrone furent faits prisonniers.

Les ennemis perdirent aussi vingt-cinq mille hommes, d'après le tableau suivant, extrait des rapports officiels.

Anglais, légion allemande et hanovrienne. . .		11,678
Hollandais.		3,547
Brunswick.		1,000
Nassau.		1,000
Prussiens.	1er corps 317 2e corps 329 4e corps 6,808	 7,454
		24,679

Les généraux Picton, Ponsonby, Van Merlen, les commandants de brigade Duplat, Ompteda, Schwerin et Lettow, et le colonel Heinemann, qui, à la fin de l'action, commandait la division de Brunswick, furent tués. Les généraux Prince d'Orange, lord Uxbridge, Alten, Collaert, Cooke, Barnes, Kempt, Halkett, Adams, Doernberg, Pack, Bylandt, et le colonel Olfermann, commandant la division de Brunswick, furent blessés.

Note 8e.

Sur le Royaume des Pays-Bas.

Comme je l'ai déjà fait remarquer, le colonel Carmichaël-Smith a publié son livre en 1825, sous l'empire encore subsistant des illusions qui présidèrent à la création du Royaume-Uni des Pays-Bas. Il faut attribuer à cette circonstance les erreurs très-nombreuses de ses opinions, sur la situation politique et morale de ce royaume, avant sa chute en 1830. Sans doute, la plupart des lecteurs ont déjà, en les rencontrant, combattu les assertions fausses de l'auteur; et le soin de les refuter paraîtra peut-être superflu. Mais il est certaines vérités sur lesquelles on ne saurait trop souvent revenir. C'est pourquoi l'on ne jugera pas, je l'espère, que les extraits suivants, de l'*Essai historique et politique sur la révolution belge, par M. Nothomb,* soient ici reproduits hors de propos.

« C'est dans les bases vicieuses du Royaume-Uni des Pays-Bas qu'on doit chercher la source des continuels embarras contre lesquels le gouvernement du roi Guillaume a lutté pendant quinze ans, et qui ont fini par le renverser. Ce secret se trouve dans ce fait, qu'on ne peut nier et qu'on ne saurait

trop méditer, le royaume des Pays-Bas ne fut que la continuation de l'ancienne république des Provinces-Unies, transformée en monarchie et dotée d'un accroissement de territoire.

« Dès le mois de décembre 1813, la Hollande avait fait sa restauration, et le traité de Paris du 30 mai 1814, vint lui promettre *un accroissement de territoire.*

« L'histoire des quinze années de réunion est toute entière dans ces mots du traité de Paris : la Belgique, n'était pour la Hollande qu'un accroissement de territoire.

« D'après les idées hollandaises, l'adjonction de la Belgique n'avait pas créé un peuple nouveau ; la Hollande restait le type national ; 1814 n'avait fait que réaliser un plan conçu depuis longtemps et abandonné plusieurs fois ; l'ancienne individualité subsistait sans atteinte. La Hollande s'était pour ainsi dire complétée.

« La Hollande représentait *la personne de l'acquéreur*, la Belgique, *la chose acquise.*

» C'est vainement, que le traité de Londres du 21 juillet 1814, avait stipulé une *fusion intime et complète* ; il ne pouvait de cette fusion politique sortir un peuple qui n'eût été ni le peuple hollandais, ni le peuple belge. Il était impossible de métamorphoser les deux nations, en imaginant un type nouveau, on était réduit à passer sur la Belgique le niveau hollandais, ou sur la Hollande le niveau belge. Pas de milieu, subalternité de la Hollande par rapport à la Belgique, ou de la Belgique par rapport à la Hollande, ainsi le voulait la force des choses.

» .... Au vice originel de la conquête venait se joindre un vice non moins grave : la fraude. La loi fondamentale du 24 août 1815 n'était ni une charte nationale, ni une charte octroyée : c'était un faux politique, sans précédent dans l'histoire.

» La nationalité hollandaise étant considérée comme antérieure et supérieure à la création du royaume, la marche du gouvernement déchu s'explique naturellement.

» Partant de là, le gouvernement devait regarder la langue ollandaise comme langue officielle et nationale.

» Donner aux hollandais la préférence sur les belges dans la répartition des fonctions civiles et militaires (1).

» Fixer dans le nord le siége de tous les grands établissements.

» Réformer la législation civile et criminelle d'après les idées hollandaises.

» Etablir un système d'impôts d'après les intérêts hollandais.

» Imprimer aux lois et à l'administration une tendance anti-catholique.

» Enfin la nature du gouvernement même n'a plus rien qui puisse étonner : c'était le régime Stadhoudérien décoré de dénominations monarchiques : un pouvoir limité, mais irresponsable.

» L'action même du système représentatif ne parvenait pas à nous soustraire à la suprématie hollandaise; bien que la population de nos provinces fût double de celle des provinces septentrionales, on nous avait accordé une représentation égale seulement à celle du Nord; et c'est tout ce qu'on avait pu faire. C'était là une injustice, mais une injustice en quelque sorte logique : si l'on nous avait attribué une représentation en rapport avec la population, nous aurions dominé le Nord, nous aurions dès notre début saisi la suprématie, nous aurions traité la Hollande comme *un accroissement de territoire*.

» La deuxième chambre des états-généraux se composait de 55 députés du nord, y compris le Brabant septentrional, et de 55 députés du Midi, y compris le Grand-Duché de Luxembourg; et, par la défection de quelques belges, les travaux de la législature présentaient chaque année les caractères suivants :

» 1° Toutes les lois qui devaient pressurer la Belgique et porter atteinte aux libertés publiques, étaient votées par une majorité hollandaise.

---

(1) En 1830, il y avait dans l'armée des Pays-Bas :

Sur	76	Officiers-généraux, seulement.	7	Belges.
	43	Officiers d'état-major.	8	»
	1454	Officiers d'infanterie.	259	»
	316	Officiers de cavalerie.	84	»
	360	Officiers d'artillerie.	33	»
	128	Officiers du génie.	9	»

» 2° Les projets les plus contraires aux intérêts belges ou aux libertés publiques, lorsqu'ils étaient rejetés, rencontraient néanmoins un grand nombre d'adhérents parmi les députés du nord.

» 3° Les propositions favorables aux intérêts méridionaux et aux libertés publiques, qui étaient rejetées, l'étaient par l'influence des députés du nord.

» Enfin 4° celles de ces propositions qui n'étaient pas rejetées, trouvaient néanmoins parmi les députés du nord un grand nombre d'opposants.

» Il n'est aucune de ces assertions que nous ne puissions établir par une multitude de faits et d'actes publics. . . . .

. . . .

» Si la Belgique n'avait pas trouvé une occasion favorable de se séparer de la Hollande, une révolution se préparait dans le lointain..... La Belgique grandissait chaque jour en force et en intelligence. Malgré les vices du système électoral la représentation nationale s'épurait à chaque renouvellement : le Brabant septentrional apprenait à s'identifier avec la Belgique catholique, et un jour 60 députés belges se seraient trouvés en face de 50 députés d'Outre-Rhin. Le gladiateur se serait relevé tout-à-coup pour poser à son tour le genou sur la poitrine de son adversaire. Ce jour la suprématie nationale serait passée du nord aux dix provinces du midi; la Hollande alors eût demandé la séparation...

» En créant le royaume en 1815, on n'avait fait qu'organiser un antagonisme : une catastrophe était inévitable, il n'y avait là qu'une question de date. La Belgique était attachée à la Hollande comme une révolution vivante : c'était à la fois le crime et la punition.

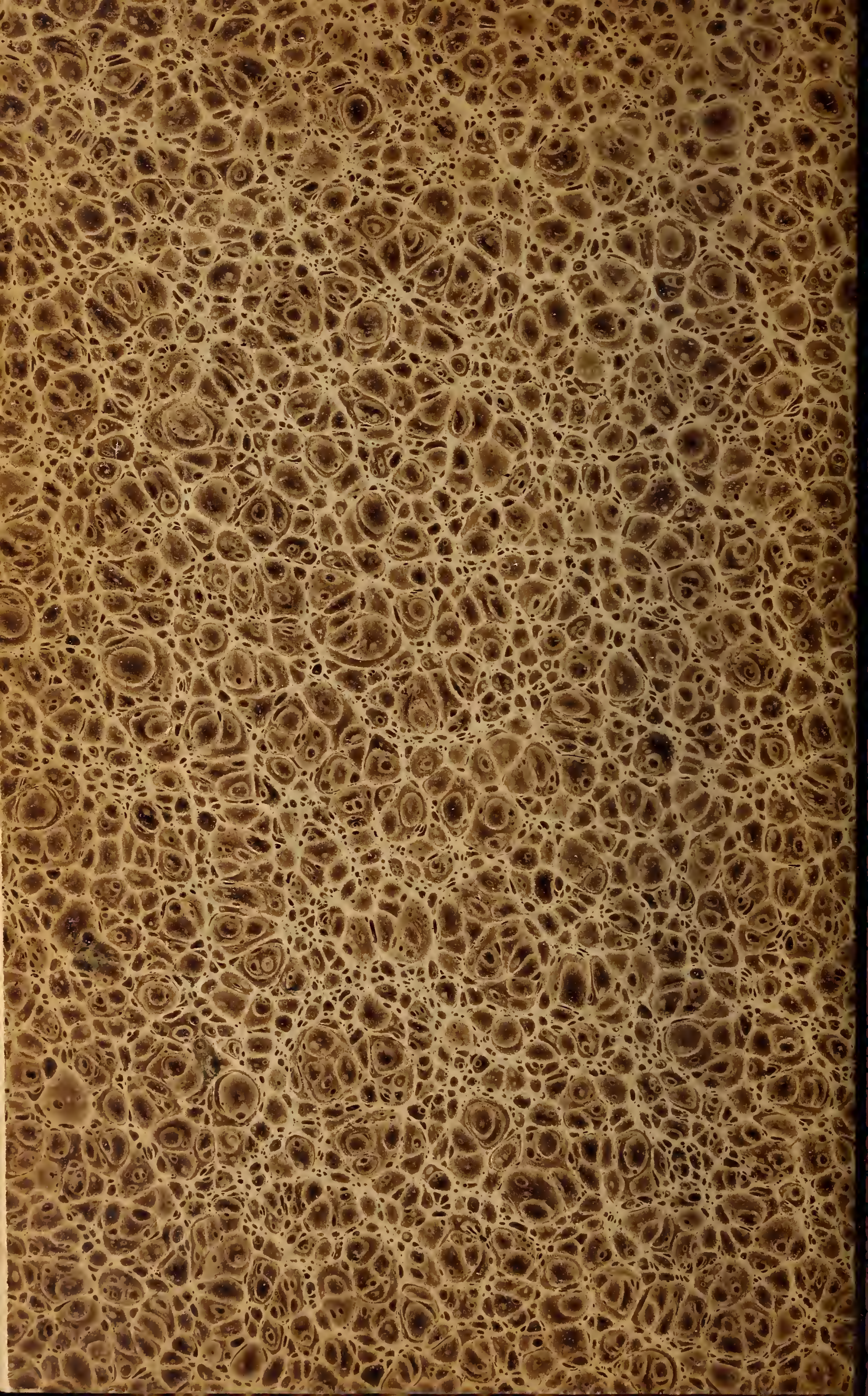
» La cause de la catastrophe de 1830 est donc dans la profonde incompatibilité de deux populations, de deux races d'hommes. Ceux qui supposent que conçue par quelques jeunes gens exaltés, par quelques prêtres fanatiques et par quelques républicains incorrigibles, la révolution s'est trouvée un matin étonnée d'elle-même sur la place publique, ceux-là n'ont pas assisté à nos débats de quinze ans, ou n'y ont rien compris. »

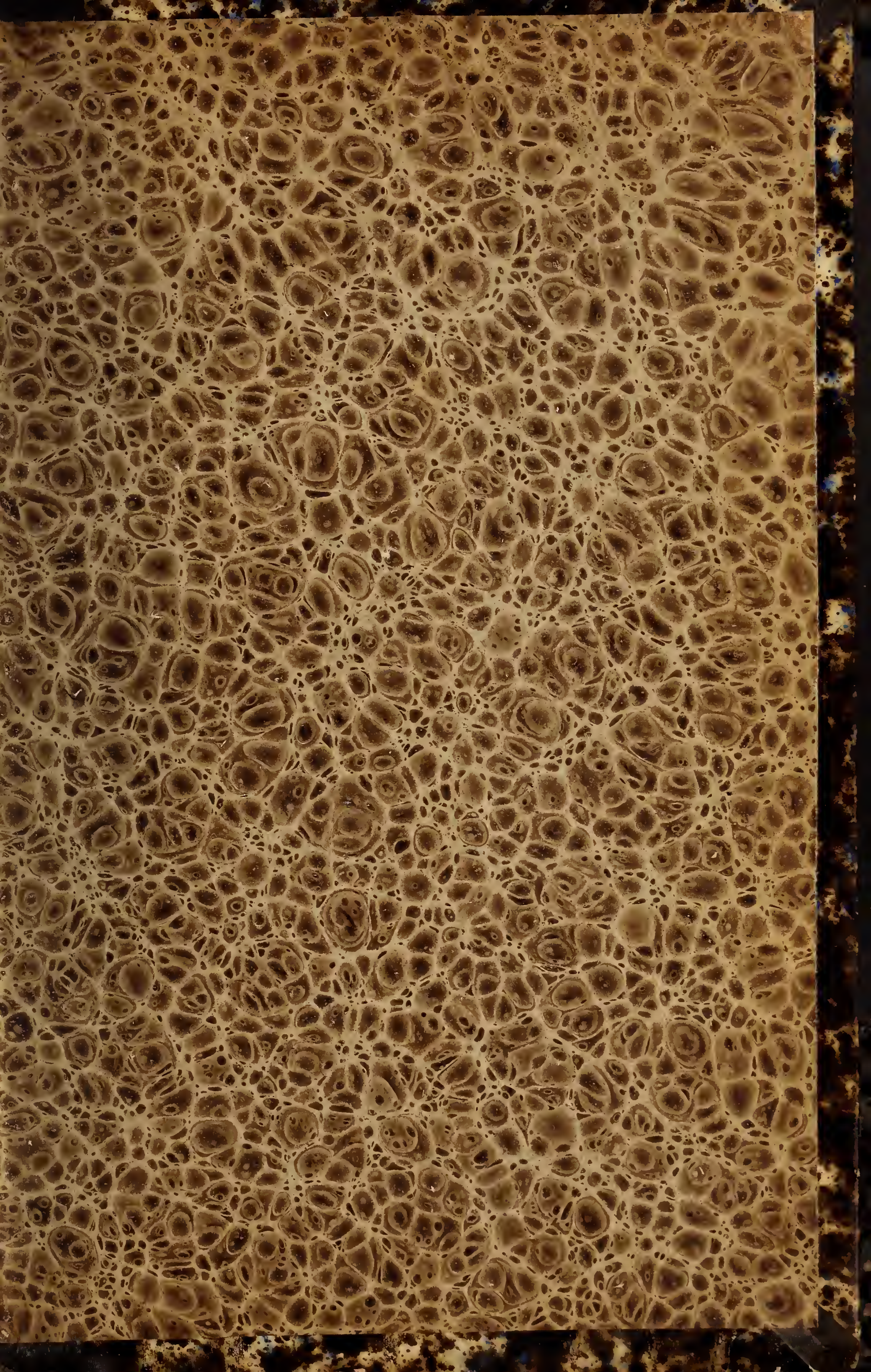
ERRATA.

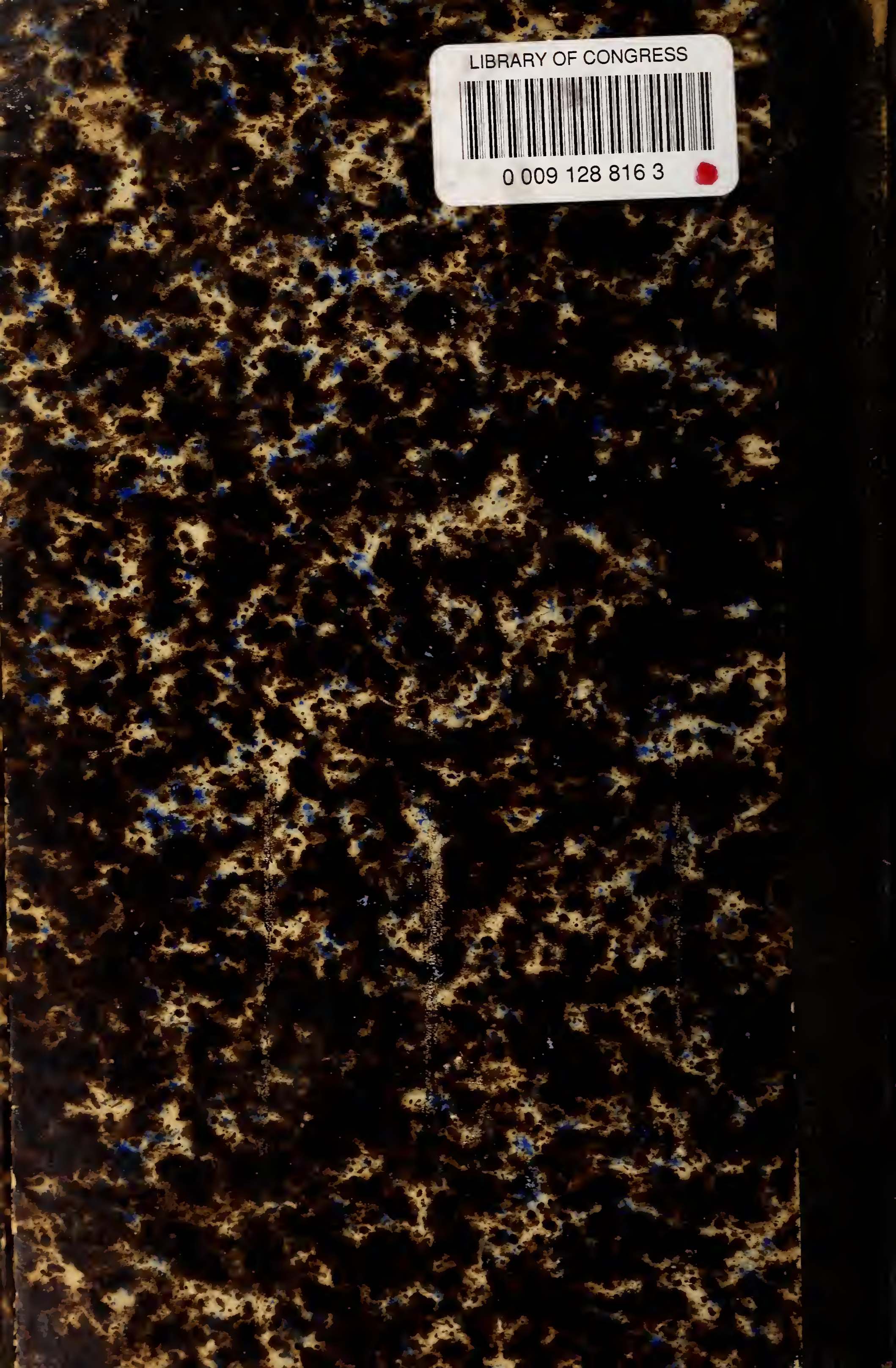
Page	ligne	au lieu de	lisez
8	1	prise	paix.
16	33	la note (1)	les notes.
17	7	des Pays-Bas	les Pays-Bas.
17	8	de l'Espagne	l'Espagne.
29	27	les généraux	ces généraux.
33	29	600	6000.
35	10	Osnabrug	Osnabruck.
35	11	Lambourg	Lunebourg.
36	32	Tolhays	Tolhuys.
37	1	Schuik	Schink.
37	17	Doisberg	Doesburg.
39	11	Bodegraves	Bodegrave.
43	10	et encore	et même.
43	29	dans les	pendant les
43	32	les forces	ses forces.
44	2	veut	vint.
46	6	route	crête.
54	13	rigueur	vigueur.
56	14	Moüclar	Monclar.
56	20	Kokenberg	Kokersberg.
56	24 et 28	Brigau	Brisgaw.
57	1	furent	fussent.
58	14	de partisans	en partisans.
60	26	avant-poste	avant-garde.
60	29	Gegunbak	Gengenbach.
64	24	de Boyne	de la Boyne.
103	7	il détacha	et détacha.
114	25	de guerre durant	de guerre. Durant
118	12	Ulen	Ulm.
142	19	encore une fois	encore.
153	28	Kockeluere	Koekelaere.
165	25	dans cette dernière	sous cette dernière
194	12	Hafstaede	Hofstaede.
194	18	Basserade	Basserode.
195	12	releva	retira.
204	19	Liganier	Ligonier.

TABLE DES MATIÈRES.

FIN.






LIBRARY OF CONGRESS
0 009 128 816 3